97e ANNÉE
VOL. 97

N° 35
4525

30 AOU 1965

Gazette officielle de Québec

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 28 août 1965

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du Ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le ***mercredi***, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Imprimeur de la reine avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Quebec, Saturday, August 28, 1965

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2. Supply advertising copy in the two official languages. When copy is supplied in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Pay cash and before publication for advertising copy according to the rates set forth below, exception when the copy is to be published several times. In that event, the interested party shall pay upon receipt of his account and before the second insertion: otherwise this insertion will be suspended without further notice and without prejudice to the Queen's Printer who will refund any overpayment.

5. Subscriptions, price of documents, etc., are payable strictly in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Department of Finance, by cheque or money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the dead line for receiving notices, documents or advertising copy expires at noon on ***Wednesday***, unless it is a holiday. In that event the dead line is noon, on Tuesday. Notices, documents or advertising copy not received on time will be published in a subsequent edition. Moreover, the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, because of their length or for reasons of administration.

8. Any demand for cancellation or any remittance of money is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE / PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT
L'Imprimeur de la reine, ROCH LEFEBVRE, *Queen's Printer* — Québec

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 30 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 10 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: $1 des 100 mots.

Exemplaire séparé: 40 cents chacun.

Feuilles volantes: $1.50 la douzaine.

Abonnement: $10 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seul fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Imprimeur de la reine,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 5 mai 1962. 8903 — 1-52-o

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 30 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 10 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: $1 per 100 words.

Single copies: 40 cents each.

Slips: $1.50 per dozen.

Subscriptions: $10 per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third to the number of insertion, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

ROCH LEFEBVRE,
Queen's Printer.

Parliament Buildings,
Quebec, May 5, 1962. 8903 — 1-52-o

Lettres patentes

Ace Credit Plan Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Mitchell Klein, 188, Wexford Crescent, Hampstead, Daniel Miller, 5714, chemin Edgemore, Côte-St-Luc, et Alan Golden, 4067, avenue Vendôme, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de finance, sous le nom de « Ace Credit Plan Limited », avec un capital total de $100,000, divisé en 25,000 actions ordinaires de $1 chacune et 750 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4770, avenue Kent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826 3043-65

Agence d'assurance Lafontaine ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de juillet 1965, constituant en corporation: C. Joshua Borenstein, avocat, 5891, Decelles, Arthur A. Garvis, avocat, 4764, de la Peltrie, et Frances Kravitz, secrétaire, fille majeure, 3800, rue Bouchette, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de courtiers et agents en assurances, sous le nom de « Agence d'assurance Lafontaine ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de

Letters Patent

Ace Credit Plan Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Mitchell Klein, 188 Wexford Crescent, Hampstead, Daniel Miller, 5714 Edgemore Road, Côte-St-Luc, and Alan Golden, 4067 Vendôme Avenue, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a finance company, under the name of "Ace Credit Plan Limited", with a total capital stock of $100,000, divided into 25,000 common shares of $1 each and 750 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 4770 Kent Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826-o 3043-65

Agence d'assurance Lafontaine ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: C. Joshua Borenstein, advocate, 5891 Decelles, Arthur A. Garvis, advocate, 4764 de la Peltrie, and Frances Kravitz, secretary, fille majeure, 3800 Bouchette Street, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of insurance brokers and agents, under the name of "Agence d'assurance Lafontaine ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common

$1 chacune et 3,800 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826 3354-65

Ali-Jan inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Jean-Marc Bazinet, coiffeur, Bibian Robitaille, esthéticienne, épouse contractuellement séparée de biens dudit Jean-Marc Bazinet, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Alida Legrand, coiffeuse, épouse séparée de corps de Charles Robitaille, tous trois de 150, rue Lavoisier, Laval-des-Rapides, pour les objets suivants:

Exploiter un ou des salons de beauté ou de coiffure, sous le nom de « Ali-Jan inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 420, rue Sherbrooke, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 3129-65

Alpine Press Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Pierre Mercier, avocat, 31, avenue Beloeil, Outremont, Lise Morrissette, 4835, Jean-Brillant, et Alma Chartrand, 1621, Émard, ces deux dernières, secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeurs et éditeurs, sous le nom de « Alpine Press Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 3263-65

Androc inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de juin 1965, constituant en corporation: André Trottier, comptable agréé, Octave Leblanc, gérant, et Jacques O'Bready, avocat, tous trois de 230, rue King ouest, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding), de placement et d'administration, sous le nom de « Androc inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 3354-65

shares of $1 each and 3,800 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826-o 3354-65

Ali-Jan inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Marc Bazinet, hairdresser, Bibian Robitaille, aesthetician, wife contractually separate as to property of the said Jean-Marc Bazinet, and duly authorized by him for these presents, and Alida Legrand, hairdresser, wife separate as to bed and board of Charles Robitaille, all three of 150 Lavoisier St., Laval-des-Rapides, for the following purposes:

To operate one or several beauty or hairdressing salons, under the name of "Ali-Jan inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company will be at 420 Sherbrooke St., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 3129-65

Alpine Press Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Pierre Mercier, advocate, 31 Beloeil Ave., Outremont, Lise Morrissette, 4835 Jean-Brillant, and Alma Chartrand, 1621 Émard, the two latter secretaries, spinsters of the full age of majority, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as printers and editors, under the name of "Alpine Press Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 3263-65

Androc inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André Trottier, chartered accountant, Octave Leblanc, manager, and Jacques O'Bready, advocate, all three of 230 King Street, West, Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as a holding, investment and administration company, under the name of "Androc inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of Saint-François.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826-o 3354-65

tration, sous le nom de « Androc inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 2961-65

Asselin, Benoit, Boucher, Ducharme, Lapointe inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Michel Roy, avocat, 239, boulevard St-Joseph, est, Montréal, Hélène Michaud, secrétaire, fille majeure, 807, rue Duluth, est, Montréal, et Ginette Murray, secrétaire, fille majeure, 2351, rue Bellechasse, Montréal, pour les objets suivants:

Étudier, entreprendre, effectuer et surveiller toutes sortes de travaux publics et privés, sous le nom de « Asselin, Benoit, Boucher, Ducharme, Lapointe inc. », avec un capital divisé en 10,000 actions spéciales sans valeur nominale et en 40,000 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie sera 4200, boulevard Dorchester, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 3250-65

Association d'aménagement rural du comté de Stanstead inc.
Stanstead County Rural Development Association Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de juillet 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Roger Renaud, cultivateur, Aurore Hamel, ménagère, épouse commune en biens dudit Roger Renaud, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux du canton de Magog, Guy C. Gauvin, président de la Chambre de commerce et industriel agricole et forestier, Ginette S. Gauvin, secrétaire, épouse commune en biens dudit Guy C. Gauvin, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux du canton de Hatley, Arthur E. Curtis, cultivateur et conseiller en expropriation route, rurale 2, canton de Stanstead, Roméo Lagueux, cultivateur, Ayer's Cliff, David Moore, préposé à l'étude du temps et fermier, route rurale 3, Ayer's Cliff, Russell Taylor, directeur de la Société d'Agriculture du comté et propriétaire de motel, Ayer's Cliff, Joseph-Athanase Toulouse, menuisier, route rurale 3, North Hatley, et Stanley Cuthbert, entrepreneur en construction, North Hatley, pour les objets suivants:

Travailler à la planification économique et à la mise en valeur des richesses naturelles du comté de Stanstead, sous le nom de « Association d'aménagement rural du comté de Stanstead inc.—

"Androc inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 2961-65

Asselin, Benoit, Boucher, Ducharme, Lapointe inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Michel Roy, lawyer, 239 St-Joseph Boulebard East, Montreal, Hélène Michaud, secretary, fille majeure, 807 Duluth Street East, Montreal, and Ginette Murray, secretary, fille majeure, 2351 Bellechasse Street, Montreal, for the following purposes:

To study, undertake, effect and supervise all kinds of public and private works, under the name of "Asselin, Benoit, Boucher, Ducharme, Lapointe inc.", with a capital stock divided into 10,000 special shares without nominal value and into 40,000 common shares without nominal value.

The head office of the company will be at 4200 Dorchester Boulevard West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 3250-65

Association d'aménagement rural du comté de Stanstead inc.
Stanstead County Rural Development Association Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Roger Renaud, farmer, Aurore Hamel, housewife, wife common as to property of said Roger Renaud, and duly authorized by him for the presents, both of the township of Magog, Guy C. Gauvin, President of the Chamber of Commerce and industrialist, agriculturalist and forest-ranger, Ginette S. Gauvin, secretary, wife common as to property of said Guy C. Gauvin, and duly authorized by him for the presents, both of the township of Hatley, Arthur E. Curtis, farmer and expropriation counsellor, Rural Route 2, township of Stanstead, Roméo Lagueux, farmer, Ayer's Cliff, David Moore, official in charge to study the weather and farmer, Rural Route 3, Ayer's Cliff, Russell Taylor, director of the Agriculture Society of the county and motel proprietor, Ayer's Cliff, Joseph-Athanase Toulouse, carpenter, Rural Route 3, North Hatley, and Stanley Cuthbert, building contractor, North Hatley, for the following purposes:

To work for the economic planification and the development of natural ressources of the county of Stanstead, under the name of "Association d'aménagement rural du comté de Stanstead

Stanstead County Rural Development Association Inc. ».

Le montant auquel est limité la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera 269, rue Main, ouest, Magog, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 2307-65

Atte Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Joseph S. Blumer, avocat, 5053, Ponsard, Montréal, Avrum Cohen, avocat, 4460, 3e Rue, Chomedey, et Beverlee Boldovitch, secrétaire, fille majeure, usant de ses droits, 2201, Maplewood, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Atte Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Mont Royal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826 3203-65

Auberge Le Martinet inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Yvon Hamel, gérant, 171, St-Félix, Doris Fortin, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Yvon Hamel, 171, St-Félix, tous deux de Cap-Rouge, et Liliane Richard, secrétaire, fille majeure, 3253, Villeroy, Ste-Foy, pour les objets suivants:

Exploiter des restaurants, motels, hôtels, tavernes et auberges, sous le nom de « Auberge Le Martinet inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 390 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compgnie sera à Ste-Anne-de-la-Pocatière, district judiciaire de Kamouraska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 3223-65

Beckenew Knitting Mills Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 3e jour de juin 1965, autorisant la fusion de la compagnie « Kennebec Knitting Mills Limited » et de la compagnie Becken Knitting Mills inc.— Stanstead County Rural Development Association Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at 269 Main Street West, Magog, judicial district of St. Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 2307-65

Atte Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Joseph S. Blumer, advocate, 5033 Ponsard, Montreal, Avrum Cohen, advocate, 4460, 3rd Street, Chomedey, and Beverlee Boldovitch, secretary, fille majeure et usant de ses droits, 2201 Maplewood, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Atte Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Mount Royal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826-o 3203-65

Auberge Le Martinet inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Yvon Hamel, manager, 171 St-Félix, Doris Fortin, housewife, wife contractually separate as to property of the said Yvon Hamel, 171 St-Félix, both of Cap-Rouge, and Liliane Richard, secretary, spinster of the full age of majority, 3253 Villeroy, Ste-Foy, for the following purposes:

To operate restaurants, motels, hotels, taverns and inns, under the name of "Auberge Le Martinet inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 390 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Ste-Anne-de-la-Pocatière, judicial district of Kamouraska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 3223-65

Beckenew Knitting Mills Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 3rd day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, authorizing the amalgamation of "Kennebec Knitting Mills Limited" and "Becken Knitting Mills Limited", both

Limited », toutes deux constituées en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes, respectivement datées du 26 septembre 1947 et du 28 mai 1965, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises tricotées, tissées ou articles de vêtement autrement confectionnées et marchandises de drap, fil, soie, laine, coton ou d'autres tissus, aussi exploiter des teintureries, avec un capital total de $100,000, divisé en 750 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 250 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le nom de la nouvelle compagnie est « Beckenew Knitting Mills Limited ».

Le siège social de la compagnie sera à St-Louis-de-Pintendre.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11826 2681-65 — 1278/21

Boutique Lucy inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Nathan A. Levitsky, avocat, 17, Normanlv Drive, Mont Royal, Madeleine Iknejian, 7311, 9e avenue, St-Michel, et Cecily Conamore, 1523, rue MacGregor, Montréal, ces deux dernières secrétaires, célibataires, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises, sous le nom de « Boutique Lucy inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11826 3257-65

Broadacres Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de juillet 1965, contituant en corporation: Mortimer Dolman, Michael Lyon Garmaise, Maurice Jonathan Garmaise, tous trois notaires, et Rita Belkin, secrétaire, célibataire, tous quatre de chambre 415, 410, rue St-Nicholas, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Broadacres Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $10 chacune et 3,600 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2195, avenue Church, Montréal, disrict judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11826 3270-65

incorporated under the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated, respectively, September 26, 1947 and May 28, 1965, for the following purposes:

To deal in knitted goods, woven or otherwise manufactured articles of clothing and cloth goods, yarns of silk, wool, cotton, or other materials and to operate dyehouses, with a total capital stock of $100,000, divided into 750 common shares of a par value of $100 each and 250 preferred shares of a par value of $100 each.

The name of the new company is "Beckenew Knitting Mills Limited".

The head office of the new company is at St-Louis-de-Pintendre.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11826-o 2681-65 — 1278/21

Boutique Lucy inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Nathan A. Levitsky, advocate, 17 Normandy Drive, Mount Roval, Madeleine Iknejian, 7311, 9th Avenue, St-Michel, and Cecily Conamore, 1523 MacGregor Street, Montreal, the latter tow secretaries, spinsters, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, articles and merchandise, under the name of "Boutique Lucy inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11826-o 3257-65

Broadacres Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Mortimer Dolman, Michael Lyon Garmaise, Maurice Jonathan Garmaise, all three notaries, and Rita Belkin, secretary, spinster, all four of Room 415, 410 St. Nicholas Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Broadacres Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $10 each and 3,600 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 2195 Church Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11826-o 3270-65

Broslyn Marking Machines Inc.
Machines de marquage Broslyn inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Leonard Liverman, avocat, Israel H. Kaufman, avocat, et Annie McNamee, secrétaire, célibataire, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Gérer un commerce général d'imprimerie et de librairie, sous le nom de « Broslyn Marking Machines Inc.— Machines de marquage Broslyn inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826 3157-65

Broslyn Marking Machines Inc.
Machines de marquage Broslyn inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Leonard Liverman, advocate, Israel H. Kaufman, advocate, and Annie McNamee, secretary, spinster, all three of Montreal, for the following purposes:

To conduct a general printing and stationery business, under the name of "Broslyn Marking Machines Inc.— Machines de marquage Broslyn inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of $10 each and 2,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826-o 3157-65

Brosseau Fairview ltée
Brosseau Fairview Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Denis Brosseau, Réal Brosseau et Lionel Brosseau, marchands, de 1785, boulevard Laird, Mont-Royal, pour les objets suivants:

Faire le commerce et la location de cabinets de musique de toutes sortes, d'appareils d'enregistrement, de transmission de musique et de dictée, sous le nom de « Brosseau Fairview ltée — Brosseau Fairview Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 360 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4, rue Notre-Dame, est, suite 402, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 2910-65

Brosseau Fairview ltée
Brosseau Fairview Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Denis Brosseau, Réal Brosseau and Lionel Brosseau, traders, 1785 Laird Blvd., Mount-Royal, for the following purposes:

To carry on business dealing and leasing music cabinets of all kinds, recording apparels, music and dictation transmission, under the name of "Brosseau Fairview ltée — Brosseau Fairview ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $1 each and 360 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 4 Notre-Dame St., East, suite 402, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 2910-65

Chez Pierre (Montréal) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Marcel Landry, avocat, Montée Pré-Vert, Beloeil, Marielle Savard, téléphoniste, 7200, rue Cartier, Montréal, et Claire Parent, secrétaire, 2228, Sherbrooke, est, Montréal, ces deux dernières filles majeures, pour les object suivants:

Faire affaires comme restaurateurs et hôteliers, sous le nom de « Chez Pierre (Montréal) inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune et en 390 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1263, rue Labelle, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Chez Pierre (Montréal) inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Marcel Landry, lawyer, Montée Pré-Vert, Beloeil, Marielle Savard, telephone operator, 7200 Cartier Street, Montreal, and Claire Parent, secretary, 2228 Sherbrooke East, Montreal, the latter two filles majeures, for the following purposes:

To carry on business as restaurant keepers and innkeepers, under the name of "Chez Pierre (Montréal) inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $10 each and into 390 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 1263 Labelle Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 3336-65

Chomedey rembourrage inc.
Chomedey Upholstering Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Olivier Gauthier, avocat, Ghislaine St-Aubin, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Olivier Gauthier, tous deux de 10420, Clark, Montréal, et Marie-Andrée Bourassa, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de René Martel, 1040, Gilford, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Chomedey rembourrage inc.—Chomedey Upholstering Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chomedey, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 3199-65

Cinec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Jacques Desrosiers, artiste, 2070, rue St-Luc, Montréal, Robert Demontigny, artiste, 5545, avenue Verdi, Brossard, et Robert Desrosiers, producteur de films, 222, boulevard Léger, Pont-Viau, pour les objets suivants:

Faire affaires comme producteurs, éditeurs et distributeurs de projections animées, sous le nom de « Cinec inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMLND DOUVILLE.

11826-o 3214-65

Clair-Matin inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de juillet 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Gaston Ringuet, avocat et conseil en loi de la Reine, 7, rue Brock, Drummondville, Révérend Père Jacques Cousineau, jésuite, recteur, 1180, Bleury, Montréal, J.-Théo. Legault fils, notaire, 3468, rue Drummond, Montréal, Colonel J.-P. Clément Gauthier, industriel, 18, Hazel Wood, Outremont, et Pierre Bouffard, chef de bureau, 9240, Foucher, Montréal, pour les objets suivants:

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 3336-65

Chomedey rembourrage inc.
Chomedey Upholstering Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Olivier Gauthier, advocate, Ghislaine St-Aubin, housewife, wife contractually separate as to property of said Olivier Gauthier, both of 10420 Clark, Montreal, and Marie-André Bourassa, secretary, wife contractually separate as to property of René Martel, 1040 Gilford, Montreal, for the following purposes:

To deal in furniture and novelties of all kinds, under the name of "Chomedey rembourrage inc.—Chomedey Upholstering Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Chomedey, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 3199-65

Cinec inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Jacques Desrosiers, artist, 2070 St-Luc St., Montreal, Robert Demontigny, artist, 5545 Verdi Ave., Brossard, and Robert Desrosiers, film producer, 222 Léger Blvd., Pont-Viau, for the following purposes:

To carry on business as producers, editors and distributors of films, under the name of "Cinec inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 3214-65

Clair-Matin inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Gaston Ringuet, lawyer and Queen's Counsel, 7 Brock Street, Drummondville, Reverend Father Jacques Cousineau, Jesuit, rector, 1180 Bleury, Montreal, J.-Théo. Legault son, notary, 3468 Drummond Street, Montreal, Colonel J.-P. Clément Gauthier, industrialist, 18 Hazel Wood, Outremont, and Pierre Bouffard, office manager, 9240 Foucher, Montreal, for the following purposes:

Exploiter une Auberge de jeunesse et un Centre d'accueil spécialement destinés à l'usage et au service de la jeunesse étudiante, sous le nom de « Clair-Matin inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera au Collège Sainte-Marie, 1180, rue Bleury, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 2918-65

« Club Lions de Malartic » inc.
Malartic Lions Club, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de juillet 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Georges MacMillan, marchand, Terrence Simms, professeur, et Normand Coulombe, agent d'assurance, tous trois de Malartic, pour les objets suivants:

Établir et diriger un club social, sous le nom de « « Club Lions de Malartic » inc.— Malartic Lions Club, Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera Malartic, district judiciaire d'Abitibi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 3149-65

Club sportif du Lac de la Montagne Noire inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de mai 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Wilfrid Cloutier, assureur, Lantier, Fernand Laplante, gérant de ventes, 52, Vivian, Mont-Royal, André St-Vincent, gérant de ventes, 640, Bernard, Chomedey, et André Charbonneau, gérant de ventes, 166, Jean-Baptiste Jobin, Boucherville, pour les objets suivants:

Former et diriger un club social et sportif, sous le nom de « Club sportif du Lac de la Montagne Noire inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera à Lantier, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 2342-65

Compagnie de gestion Stanley inc.
Stanley Holding Company Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la

To operate an inn for youths and a welcome centre especially destined for the usage and the service of young students, under the name of "Clair-Matin inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Collège Sainte-Marie, 1180 Bleury Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 2918-65

"Club Lions de Malartic" inc.
Malartic Lions Club, Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Georges MacMillan, merchant, Terrence Simms, professor, and Normand Coulombe, insurance agent, all three of Malartic, for the following purposes:

To establish and direct a social club, under the name of ""Club Lions de Malartic" inc. — Malartic Lions Club, Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at Malartic, judicial district of Abitibi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 3149-65

Club sportif du Lac de la Montagne Noire inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Wilfrid Cloutier, insurer, Lantier, Fernand Laplante, sales manager, 52 Vivian, Mont-Royal, André St-Vincent, sales manager, 640 Bernard, Chomedey, and André Charbonneau, sales manager, 166 Jean-Baptiste Jobin, Boucherville, for the following purposes:

To form and direct a social and sports club, under the name of "Club sportif du Lac de la Montagne Noire inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at Lantier, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 2342-65

Compagnie de gestion Stanley inc.
Stanley Holding Company Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of June, 1965, have

province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de juin 1965, constituant en corporation: Stanley Lavoie, industriel, Murielle Dubé, ménagère, épouse séparée de biens dudit Stanley Lavoie, tous deux de 2669, Père-Daniel, et Claude Lavoie, industriel, 2789, La Jonquière, tous trois de Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille et de gestion (holding), sous le nom de « Compagnie de gestion Stanley inc.— Stanley Holding Company Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et en 350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 3063-65

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Stanley Lavoie, industrialist, Murielle Dubé, housewife, wife separate as to property of the said Stanley Lavoie, both of 2669 Père-Daniel, and Claude Lavoie, industrialist, 2789 La Jonquière, all three of Trois-Rivières, for the following purposes:

To carry on business as a holding and management company, under the name of "Compagnie de gestion Stanley inc.— Stanley Holding Company Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and 350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 3063-65

La Compagnie Francebec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour de juin 1965, constituant en corporation: Michel Lassonde, étudiant en droit, 665, rue St-Pierre, La Providence, Pierre Guay, représentant, courtier en valeur de placements, 5596, rue Canterbury, Montréal, et Benoît Guay, technicien en électronique, 1279, rue Bois Franc, St-Laurent, pour les objets suivants:

Exploiter des maisons de pension, restaurants, auberges, boulangeries, camps et maisons de touristes et stations estivales, sous le nom de « La Compagnie Francebec inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 5,000 actions classe « A » d'une valeur nominale de $1 chacune, 5,000 actions classe « B » d'une valeur nominale de $1 chacune et en 4,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 2609-65

La Compagnie Francebec inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Michel Lassonde, law student, 665 St-Peter St., La Providence, Pierre Guay, representative, investment broker, 5596 Canterbury Street, Montreal, and Benoît Guay, electronic technician, 1279, Bois franc St., St. Laurent, for the following purposes:

To operate boarding houses, restaurants, bakeries, camps, tourist houses, and summer resorts, under the name of "La Compagnie Francebec inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 5,000 class "A" shares of a nominal value of $1 each, 5,000 class "B" shares of a nominal value of $1 each and 4,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 2609-65

Concordia Investments Inc.
La Compagnie de placements Concordia inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Pierre Raymond, Paul E. Bisaillon et P.-André Gervais, avocats, de chambre 3411, Place Ville-Marie, Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme une compagnie de portefeuille et/ou placements, sous le nom de « Concordia Investments Inc.— La Compagnie de placements Concordia inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Concordia Investments Inc.
La Compagnie de placements Concordia inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Pierre Raymond, Paul E. Bisaillon and P.-André Gervais, advocates, of suite 3411, Place Ville-Marie, Montreal, for the following purposes:

To act as a holding and/or investment company, under the name of "Concordia Investments Inc.— La Compagnie de placements Concordia inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of the par value of $1 each and 300 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826 3232-65

Ed. Couture auto inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Édouard Couture, garagiste, Aurette G. Couture, ménagère, épouse séparée de biens dudit Édouard Couture, tous deux d'East Angus, et Laurent Savoie, comptable, 394, Châtelaine, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Ed. Couture auto inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 800 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à East Argus, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 3141-65

Dinamik Holding Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Roland Roy, courtier en immeubles, 277, Jeannette, LeMoyne, Marcel Drapeau, constructeur, 2200, La Concorde, Duvernay, Gaston Ouellette, entrepreneur, électricien, 10370, J.J. Gagnier, Montréal, Olivier Colombey, constructeur, 2103, rue Marc, Vimont, Rolland Lamoureux, notaire, 10440, Hamel, Montréal, et Marcel Longpré, industriel, 289, Gauthier, St-Jérôme, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « Dinamik Holding Inc. », avec un capital total de $200,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 4,000 actions privilégiées de $25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1585, Jean-Talon, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 3028-65

Distributions Misobec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de juillet 1965, constitutant en corporation: Maurice Michel, décorateur, Paulette Michel, secrétaire, épouse commune en biens dudit Maurice Michel, tous deux de 10320, rue Tolhurst, Montréal, Guy L'Espérance, industriel, et Ruth L'Espérance, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Guy L'Espérance, ces deux der-

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826-o 3232-65

Ed. Couture auto inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Édouard Couture, garage keeper, Aurette G. Couture, housewife, wife separate as to property of said Édouard Couture, both of East Angus, and Laurent Savoie, accountant, 394 Châtelaine, Sherbrooke, for the following purposes:

To deal in motor vehicles, and to carry on business as garage keepers, under the name of "Ed. Couture auto inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 200 common shares of $100 each and 800 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at East Angus, judicial district of St. Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 3141-65

Dinamik Holding Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of July, 1965, have, been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Roland Roy, real estate broker, 277 Jeannette, LeMoyne, Marcel Drapeau, constructor, 2200 La Concorde, Duvernay, Gaston Ouellette, electrician contractor, 10370 J.J. Gagnier, Montreal, Olivier Colombey, constructor, 2103 Marc Street, Vimont, Rolland Lamoureux, notary, 10440 Hamel, Montreal, and Marcel Longpré, industrialist, 289 Gauthier, St-Jérôme, for the following purposes:

To carry on a holding company, under the name of "Dinamik Holding Inc.", with a total capital of $200,000, divided into 10,000 common shares of $10 each and 4,000 preferred shares of $25 each.

The head office of the company will be at 1585 Jean-Talon East, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 3028-65

Distributions Misobec inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Maurice Michel, decorator, Paulette Michel, secretary, wife common as to property of the said Maurice Michel, both of 10320 Tolhurst St., Montreal, Guy L'Espérance, industrialist, and Ruth L'Espérance, housewife, wife contractually separate as to property of the said Guy L'Espérance, the two latter of 2130 Cam-

niers de 2130, rue Cambridge, Mont-Royal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de matériaux de construction et de décoration, sous le nom de « Distributions Misobec inc. », avec un capital divisé en 150 actions ordinaires sans valeur nominale et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Michel, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 3060-65

Adrien Doré inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Micheline Durand, 315, 9e rue, Québec, André Lessard, 354, Lavigueur, Québec, toutes deux secrétaires, filles majeures, et Ange-Albert Gosselin, comptable, 885, Bon Air, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Adrien Doré inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune et en 150 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Cap-Santé, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 3230-65

Double-O-Seven Room Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Leonard Varah, comptable agréé, 1075, Parkview, Chomedey, A. Arnold Lechter, avocat, 5764, Blossom, Côte-St-Luc, et Lynn Steinberg, scerétaire, célibataire, 5950, Souart, # 103, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un club à des fins de divertissements, sous le nom de « Double-O-Seven Room Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1435, rue St-Alexandre, chambre 1180, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826 3217-65

Dumont Express (division citerne) ltée
Dumont Express (Tank Division) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Laurent-Paul Bolduc, 2056, chemin Ste-Foy, Ste-Foy, Lorraine Gauthier, secrétaire, fille majeure, 1025, chemin

bridge St., Mount-Royal, for the following purposes:

To carry on business dealing in building and decorating materials, under the name of "Distributions Misobec inc.", with a capital stock divided into 150 common shares of no nominal value and 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at St-Michel, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 3060-65

Adrien Doré inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of July, 1965, have been issued by the administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Micheline Durand, 315, 9th Street, Quebec, Andrée Lessard, 354, Lavigueur, Quebec, both secretaries, filles majeures, and Ange-Albert Gosselin, accountant, 885, Bon Air, Quebec, for the following purposes:

To carry on business as garage keepers, under the name of "Adrien Doré inc.", with a total capital stock of $40,000, divide into 250 common shares of $100 each and into 150 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Cap-Santé, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 3230-65

Double-O-Seven Room Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of July, 1965, have been issued by the administrator of the Governor of the Province of Quebec, incorporating: Leonard Varah, chartered accountant, 1075, Parkview, Chomedey, A. Arnold Lechter, advocate, 5764, Blossom, Côte-St-Luc, and Lynn Steingerg, secretary, spinster, 5950, Souart, # 103, Montreal, for the following purposes:

To operate a club for the purpose of entertaining, under the name of "Double-O-Seven Room Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 1435, St. Alexander Street, Room 1180, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826-o 3217-65

Dumont Express (division citerne) ltée
Dumont Express (Tank Division) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Laurent-Paul Bolduc, 2056 Ste-Foy Road, Ste-Foy, Lorraine Gauthier, secretary, fille majeure, 1025 Ste-Foy Road, Quebec, and Andrée Couture,

Ste-Foy, Québec, et Andrée Couture, secrétaire, fille majeure, 29, rue Parent, Lauzon, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Dumont Express (division citerne) ltée — Dumont Express (Tank Division) Ltd. », avec un capital total de $500,000, divisé en 500,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lévis, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 3381-65

P. A. Dupont inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Micheline Durand, 315, 9e Rue, Québec, Andrée Lessard, 354, Lavigueur, Québec, toutes deux secrétaires, filles majeures, et Ange-Albert Gosselin, comptable, 885, Bon Air, Ste-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers, sous le nom de « P. A. Dupont inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 293, boulevard Bastien, Loretteville, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 3229-65

Dynamite Champlain inc.
Champlain Dynamite Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Jean-Yves Godreau, industriel, Monette Samson, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jean-Yves Godreau, tous deux de 1287, Allard, Ste-Foy, et Joseph Gagné, vendeur, 310, 81e Rue, est, Charlesbourg, pour les objets suivants:

Faire le commerce de la dynamite ou autre matière explosive, sous le nom de « Dynamite Champlain inc.— Champlain Dynamite Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 865, boulevard Charest, est, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 3259-65

Eastern Claims Adjusters (Trois-Rivières) Ltd.
Agents de réclamations de l'Est (Trois-Rivières) ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouverne-

secretary, fille majeure, 29 Parent St., Lauzon, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Dumont Express (division citerne) ltée — Dumont Express (Tank Division) Ltd.", with a total capital stock of $500,000, divided into 500,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at Lévis, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 3381-65

P. A. Dupont inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Micheline Durand, 315, 9th Street, Quebec, Andrée Lessard, 354 Lavigueur, Quebec, both secretaries, spinsters of the full age of majority, and Ange-Albert Gosselin, accountant, 885 Bon Air, Ste-Foy, for the following purposes:

To carry on business as grocers, under the name of "P. A. Dupont inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 293 Bastien Blvd., Loretteville, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 3229-65

Dynamite Champlain inc.
Champlain Dynamite Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Yves Godreau, industrialist, Monette Samson, housewife, wife separate as to property of the said Jean-Yves Godreau, both of 1287 Allard, Ste-Foy, and Joseph Gagné, salesman, 310, 81st Street, East, Charlesbourg, for the following purposes:

To carry on the business of dynamite or other explosive substance, under the name of "Dynamite Champlain inc.— Champlain Dynamite Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 865 Charest Boulevard, East, Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 3259-65

Eastern Claims Adjusters (Trois-Rivières) Ltd.
Agents de réclamations de l'Est (Trois-Rivières) ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of July, 1965, have

ment de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Gaston Lehouillier, industriel, 2345, Marie-Victorin, Québec, Eddy Tweddell, industriel, 2931, Coin des Caps, Ste-Foy, et Claude Royer, notaire, 2785, Poitiers, Ste-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme évaluateurs en réclamations d'assurances et évaluateurs, estimateurs, inspecteurs et investigateurs en général, sous le nom de « Eastern Claims Adjusters (Trois-Rivières) Ltd.— Agents de réclamations de l'Est (Trois-Rivières) ltée », avec un capital total de $30,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 3252-65

Edilroma inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Remo Seppilli, constructeur, Agostino D'Angelo, constructeur, tous deux de 11753A, Alfred Laliberté, Montréal, et André-Marc Dauth, notaire, 5014, boulevard St-Laurent, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Edilroma inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 100 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 3175-65

Emballage du Québec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Gilbert Kay, entrepreneur-électricien, Monique Giard, ménagère, épouse séparée de biens dudit Gilbert Kay, tous deux de route rurale 48, L'Assomption, Réjean Payette, cultivateur, et Agathe Rivest, ménagère, épouse commune en biens dudit Réjean Payette, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, ces deux derniers de 759, Petite L'Assomption, Repentigny, pour les objets suivants:

Faire l'emballage de toutes sortes de marchandises, sous le nom de « Emballage du Québec inc. », avec un capital divisé en 400 actions sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie sera à L'Assomption, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 3295-65

been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Gaston Lehouillier, industrialist, 2345 Marie-Victorin, Quebec, Eddy Tweddell, industrialist, 2931 Coin des Caps, Ste-Foy and Claude Royer, notary, 2785 Poitiers, Ste-Foy, for the following purposes:

To carry on business as appraisers in insurance claims and appraisers, estimators, inspectors and investigators in general, under the name of "Eastern Claims Adjusters (Trois-Rivières) Ltd.— Agents de réclamations de l'Est (Trois-Rivières) ltée", with a total capital stock of $30,000, divided into 3,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11826 3252-65

Edilroma inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Remo Zeppilli, builder, Agostino D'Angelo, builder, both of 11753A, Alfred Laliberté, Montreal, and André-Marc Dauth, notary, 5014, St-Laurent Blvd., Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and building company, under the name of "Edilroma inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of a nominal value of $100 each and 100 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11826 3175-65

Emballage du Québec inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, lettres patent, bearing date the 22nd day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Gilbert Kay, electrical contractor, Monique Giard, housewife, wife separate as to property of Gilbert Kay, both of rural route 48, L'Assomption, Réjean Payette, farmer, and Agathe Rivest, housewife, wife common as to property of the said Réjean Payette, and duly authorized by him for these presents, the two latter of 759 Petite L'Assomption, Repentigny, for the following purposes:

To pack all kinds of merchandise, under the name of "Emballage du Québec inc.", with a capital stock divided into 400 shares of no nominal value.

The head office of the company will be at L'Assomption, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11826 3295-65

Entrepôt Maurice Bernard inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Paul A. Bélanger, avocat, Madeleine St-Martin et Marie J. Arpin, ces deux dernières secrétaires, célibataires, tous trois de 70, rue Roi, Sorel, pour les objets suivants:

Entretenir des entrepôts, quais, édifices et autres érections et constructions servant à l'emmagasinage et le soin des marchandises, produits et articles en général, sous le nom de « Entrepôt Maurice Bernard inc. », avec un capital total de $93,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $1 chacune et 900 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sorel, district judiciaire de Richelieu.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826 3056-65

Entrepôt Maurice Bernard inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Paul A. Bélanger, lawyer, Madeleine St-Martin and Marie J. Arpin, the latter two secretaries, spinsters, all three of 70 Roi Street, Sorel, for the following purposes:

To maintain warehouses, docks, buildings and other erections and constructions for the storage and care generally in goods, wares and merchandise, under the name of "Entrepôt Maurice Bernard inc.", with a total capital stock of $93,000, divided into 3,000 common shares of $1 each and 900 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Sorel, judicial district of Richelieu.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826-o 3056-65

Les Entreprises Amico inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Gérard Deniger, avocat, 4195, boulevard Gouin, ouest, Montréal, Danielle Turcotte, 2020, rue Nicolet, Montréal, et Ange-Aimé Brazeau, 466, avenue Merton, St-Lambert, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Les Entreprises Amico inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 11776, rue Pelletier, Montréal-Nord, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 3115-65

Les Entreprises Amico inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Gérard Deniger, advocate, 4195 Gouin Blvd. West, Montreal, Danielle Turcotte, 2020 Nicolet St., Montreal, and Ange-Aimé Brazeau, 466 Merton Ave., St-Lambert, the two latter secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Les Entreprises Amico inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 11776 Pelletier St., Montreal-North, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 3115-65

Les Entreprises B. M. ltée
B. M. Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Jean-Paul Beaudry, homme d'affaires, 1320, Lemoyne, Sillery, Jean-Paul Marcotte, agent manufacturier, 783, Chèvremont, Ste-Foy, et Pierre Joli-Coeur, avocat, 1312, Teillet, Ste-Foy, pour les objets suivants:

Industrie et commerce de tissus et fibres de toutes sortes, naturels ou synthétiques; faire affaires comme décorateurs, sous le nom de « Les Entreprises B. M. ltée — B. M. Enterprises Ltd. », avec un capital divisé en 5,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 5,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec-Ouest, district judiciaire de Québec.

Les Entreprises B. M. ltée
B. M. Enterprises Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Paul Beaudry, businessman, 1320 Lemoyne, Sillery, Jean-Paul Marcotte, manufacturer's agent, 783 Chèvremont, Ste-Foy, and Pierre Joli-Coeur, advocate, 1312 Teillet, Ste-Foy, for the following purposes:

The industry and business dealing in all kinds of textiles and fibers, natural or synthetic; to carry on business as decorators, under the name of "Les Entreprises B. M. ltée — B. M. Enterprises Ltd.", with a capital stock divided into 5,000 common shares of no nominal value and 5,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Quebec-West, judicial district of Quebec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 3162-65

Équipement Dorion inc.
Dorion Equipment Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de juin 1965, constituant en corporation: Fernand Dubreuil, commerçant, 14, Lefebvre, Dorion, Robert Dulude, avocat, 90, Galt, Dorion, et Paul McIsaac, commerçant, Dorion, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de machines, outils et appareils, sous le nom de « Équipement Dorion inc.— Dorion Equipment Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 14, rue Lefebvre, Dorion, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 2973-65

Fischer, Blauer, Miller & Associates Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Henri-Wilfrid Laurier, 110, avenue Brixton, St-Lambert, David Harry Wood, 760, rue Casgrain, St-Lambert, et William Sanville Aaron, 555, avenue Cardinal, St-Laurent, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Agir comme concultants et aviseurs en général à la gérance et aux administrateurs de toute entreprise commerciale ou organisation industrielle, sous le nom de « Fischer, Blauer, Miller & Associates Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune et 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Westmount, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826 3131-65

Fornax inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Gaston Michaud, 6835, Place Boivin, Charlesbourg, Henri Beaudry, 159, Principale, St-Romuald, et Gabrielle Vallée, fille majeure, 798, de Longpré, Ste-Foy, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de combustibles et lubrifiants de toutes sortes, sous le nom de « Fornax inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Given at of the office the Provincial Secretary, this 9th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 3162-65

Équipement Dorion inc.
Dorion Equipment Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Fernand Dubreuil, trader, 14 Lefebvre, Dorion, Robert Dulude, lawyer, 90 Galt, Dorion, and Paul McIsaac, trader, Dorion, for the following purposes:

To carry on business in all kinds of machines, tools and apparatus, under the name of "Équipement Dorion inc.— Dorion Equipment Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 14 Lefebvre Street, Dorion, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 2973-65

Fischer, Blauer, Miller & Associates Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Henri-Wilfrid Laurier, 110 Brixton Avenue, St-Lambert, David Harry Wood, 760, Casgrain Street, St-Lambert, and William Sanville Aaron, 555 Cardinal Avenue, St-Laurent, all three advocates, for the following purposes:

To act as consultants and advisors in general to the management and executives of any commercial enterprise or industrial organization, under the name of "Fischer, Blauer, Miller & Associates Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 500 common shares of $10 each and 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Westmount, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826-o 3131-65

Fornax inc.

Notice is hereby given that under Part I of bec Companies Act, letters patent, baering date the 14th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Gaston Michaud, 6835, Place Boivin, Charlesbourg, Henri Beaudry, 159 Main, St-Romuald, and Gabrielle Vallée, fille majeure, 798 de Longpré, Ste-Foy, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of fuels and lubricants, under the name of "Fornax inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 3227-65

Fortier & Lusignan inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Fernand G. Fortier, marchand, Lucette Fortier, vendeuse, épouse séparée de biens dudit Fernand G. Fortier, tous deux de 2150, Henri-Bourassa, est, Montréal, et Jacques-André Lusignan, marchand, 6551, 37e avenue, Laval-Ouest, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et comme compagnie de transport, sous le nom de « Fortier & Lusignan inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 231-233, boulevard Labelle, Ste-Rose, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 2757-65

Normand Gagné Mercury ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Jean-Claude Demers, vendeur, 8255, Jolibois, St-Hyacinthe, Normand Gagné, garagiste, 268, Place de Brulon, Boucherville, et Jacques Sylvestre, avocat, 8185, Ledoux, St-Hyacinthe (Annexe), pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Normand Gagné Mercury ltée », avec un capital total de $75,000, divisé en 3,750 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,750 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Hyacinthe, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 3128-65

Garde paroissiale St-Noël Chabanel d'Iberville inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de juillet 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Claude Gamache, réparateur de câbles téléphoniques, 373, 1re avenue, Gilles Rémillard, épicier, 166, 1re avenue, et Raymond Archambault, soudeur, 400, 2e avenue, tous trois d'Iberville, pour les objets suivants:

Contribuer à la formation personnelle, religieuse, sociale et nationale des membres et au

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 3227-65

Fortier & Lusignan inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Fernand G. Fortier, merchant, Lucette Fortier, saleslady, wife separate as to property of the said Fernand G. Fortier, both of 2150 Henri-Bourassa East, Montreal, and Jacques-André Lusignan, merchant, 6551, 37th Ave., Laval-West, for the following purposes:

To carry on business as garagemen and as a transport company, under the name of "Fortier & Lusignan inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 231-233 Labelle Blvd., Ste-Rose, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 2757-65

Normand Gagné Mercury ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Claude Demers, salesman, 8255 Jolibois, St-Hyacinthe, Normand Gagné, garage keeper, 268 Place de Brulon, Boucherville, and Jacques Sylvestre, lawyer, 8185 Ledoux, St-Hyacinthe, (Annexe), for the following purposes:

To carry on business dealing in automobiles and to act as garagemen, under the name of "Normand Gagné Mercury ltée", with a total capital stock of $75,000, divided into 3,750 common shares of $10 each and into 3,750 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at St-Hyacinthe, judicial district of St-Hyacinthe.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 3128-65

Garde paroissiale St-Noël Chabanel d'Iberville inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Claude Gamache, telephone cable repairer, 373, 1st Avenue, Gilles Rémillard, grocer, 166, 1st Avenue, and Raymond Archambault, welder, 400, 2nd Avenue, al three of Iberville, for the following purposes:

To contribute to the personal, religious, social and national formation of the members

service paroissial, sous le nom de « Garde paroissiale St-Noël Chabanel d'Iberville inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera 823, 2e rue, Iberville, district judiciaire d'Iberville.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 3216-65

Marcel Girard inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Claude Lefebvre, avocat, 600, Fontainebleau, Duvernay, Jean-Claude Mercure, avocat, 697, Place d'Auteuil, Duvernay, et Cécile Fournier, secrétaire, veuve non remariée de Paul Fournier, 3089, Bossuet, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de matériaux de construction, d'outillage et d'appareils dont se servent généralement les entrepreneurs généraux et les constructeurs, sous le nom de « Marcel Girard inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Duvernay, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 3160-65

R. Girard construction inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Jean Gagné, avocat, 10285, Jeanne-Mance, Montréal, Normande Gauthier, 2363, Chapleau, Montréal, et Réjeanne Morin, 4289, St-Zotique, Montréal, ces deux dernières secrétaires, filles majeures et usant de leurs droits, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « R. Girard construction inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5415, Monsabré, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 3279-65

Glenns Bargain Stores (Montreal) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres

and to the parochial service, under the name of "Garde paroissiale St-Noël Chabanel d'Iberville inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at 823, 2nd Street, Iberville, judicial district of Iberville.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11826 3216-65

Marcel Girard inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Claude Lefebvre, lawyer, 600 Fontainebleau, Duvernay, Jean-Claude Mercure, lawyer, 697 Place d'Auteuil, Duvernay, and Cécile Fournier, secretary, unremarried widow of Paul Fournier, 3089 Bossuet, Montreal, for the following purposes:

To carry on business in all kinds of construction material, tools and apparatus which general contractors and constructors generally use, under the name of "Marcel Girard inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Duvernay, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11826 3160-65

R. Girard construction inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of July, 1965, have been issued by she Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Jean Gagné, lawyer, 10285 Jeanne-Mance, Montreal, Normande Gauthier, 2363 Chapleau, Montreal, and Réjeanne Morin, 4289 St-Zotique, Montreal, the latter two secretaries, filles majeures and using their rights, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "R. Girard construction inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 5415 Monsabré, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11826 3279-65

Glenns Bargain Stores (Montreal) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Govern-

patentes, en date du 14e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Murray B. Spiegel, avocat, 63, chemin Banstead, Montréal Ouest, Samuel H. Shriar, avocat, 2445, rue Valade, St-Laurent, et Nicole Graf, secrétaire, célibataire, 4318, rue Boyce, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de marchandises, articles et produits, sous le nom de « Glenns Bargain Stores (Montreal) Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826 3218-65

J. Goyette inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 4e jour de juin 1965, constituant en corporation: Jules Goyette, commerçant, 1580, St-Onge, St-Joseph, comté de St-Hyacinthe, André Gaudreau, comptable agréé, 2805, Pagé, St-Hyacinthe, et Marcel Lapointe, vendeur, 640, St-Michel, St-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Faire affaires comme libraires, sous le nom de « J. Goyette inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune, 1,500 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et en 2,400 actions privilégiées classe « B » de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Rosalie, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 2636-65

Halliday Sales (Quebec) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Albert Greenberg, vendeur, Beatrice Ravitsky, ménagère, épouse séparée de biens dudit Albert Greenberg, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de 1090, Dover Drive, Chomedey, et Abe Ravistsky, manufacturier, 5370, MacDonald, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de ciment et pierre artificielle, sous le nom de « Halliday Sales (Quebec) Ltd. », avec un capital total de $10,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et 5,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chomedey, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826 3044-65

C. A. Hammond Manufacturing Co. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

ment of the Province of Quebec, incorporating: Murray B. Spiegel, advocate, 63 Banstead Road, Montreal West, Samuel H. Shriar, advocate, 2445 Valade Street, St-Laurent, and Nicole Graf, secretary, spinster, 4318 Boyce Street, Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, articles and merchandise, under the name of "Glenns Bargain Stores (Montreal) Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826-o 3218-65

J. Goyette inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jules Goyette, merchant, 1580 St-Onge, St-Joseph, county of St-Hyacinthe, André Gaudreau, chartered accountant, 2805 Pagé, St-Hyacinthe, and Marcel Lapointe, salesman, 640, St-Michel, St-Hyacinthe, for the following purposes:

To carry on business as booksellers, under the name of "J. Goyette inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each, 1,500 class "A" preferred shares of $10 each and 2,400 class "B" preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Ste-Rosalie, judicial district of St-Hyacinthe.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 2636-65

Halliday Sales (Quebec) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Albert Greenberg, salesman, Beatrice Ravitsky, housewife, wife separate as to property of the said Albert Greenberg, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 1090 Dover Drive, Chomedey, and Abe Ravitssky, manufacturer, 5370 MacDonald, Montreal, for the following purposes:

To deal in cement and artificial stones, under the name of "Halliday Sales (Quebec) Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 5,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Chomedey, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826-o 3044-65

C. A. Hammond Manufacturing Co. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de juin 1965, constituant en corporation: Charles Auguste Hammond, père, machiniste, 2675, rue Lafrance, St-Laurent, Ian G. W. Lundie, avocat, 1015, côte du Beaver Hall, chambre 405, Montréal, et Micheline Marion Bertrand, secrétaire légale, fille majeure, usant de ses droits, 2162, rue Sherbrooke, ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer toutes sortes de produits, articles et marchandises et en faire le commerce, sous le nom de « C. A. Hammond Manufacturing Co. Inc. », avec un capital-actions divisé en 10,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie sera à St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826 2874-65

Heinen & Compagnie limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Max Heinen, cultivateur, Rosa Klinkenberg, ménagère, épouse séparée de biens dudit Max Heinen, et Max N. Heinen, étudiant, tous trois de Highwater, pour les objets suivants:

Exploiter une ou des fermes et faire le commerce de tous les produits de la ferme, sous le nom de « Heinen & Compagnie limitée », avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Highwater, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 2979-65

Philippe Hurteau inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Philippe Hurteau, conseiller en relations publiques, 1195, Raimbeault, St-Laurent, Fernand Pilon, libraire, 1412, Rockland, Mont-Royal, et Roger Beaulieu, avocat et conseil en Loi de la reine, 4125, Blueridge Crescent, Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme conseillers et exécutants dans les domaines des relations publiques et industrielles, de la publicité, de la traduction et de l'adaptation de textes, de la mise en marché et de la présentation commerciale, sous le nom de « Philippe Hurteau inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

bearing date the 21st day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Charles Augustus Hammond Sr., machinest, 2675 Lafrance Street, St-Laurent, Ivan G. W. Lundie, advocate, 1015 Beaver Hall Hill, Suite 405, Montreal, and Micheline Marion Bertrand, legal secretary, fille majeure et usant de ses droits, 2162 Sherbrooke Street West, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of products articles and merchandise, under the name of "C. A. Hammond Manufacturing Co. Inc.", with a capital stock divided into 10,000 common shares without par value.

The head office of the company will be at St-Laurent, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826-o 2874-65

Heinen & Compagnie limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Max Heinen, farmer, Rosa Klinkenberg, housewife, wife separate as to property of the said Max Heinen, and Max N. Heinen, student, all three of Highwater, for the following purposes:

To operate one or several farms, and to deal in all farm products, under the name of "Heinen & Compagnie limitée", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Highwater, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 2979-65

Philippe Hurteau inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Philippe Hurteau, public relations counsellor, 1195 Raimbeault, St-Laurent, Fernand Pilon, librarian, 1412 Rockland, Mont-Royal, and Roger Beaulieu, lawyer and Queen's Counsel, 4125 Blueridge Crescent, Montreal, for the following purposes:

To act as counsellors and executors in the public relations and industrial fields, publicity, translation and text adaptations, the starting and the commercial presentation, under the name of "Philippe Hurteau inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of a nominal value of $1 each and into 2,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 3153-65

Given at the office of the Provincial Secretary' this 9th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 3153-65

Hôtel St-Placide (1965) ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Gérard Corbeil, secrétaire, 216, 92e avenue, Chomedey, Gérard Bergeron, gérant, 6535, Prince-Rupert, Auteuil, et Gaston Clermont, gérant, 1330, Antonio, Auteuil, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Hôtel St-Placide (1965) ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Placide, comté de Deux-Montagnes, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 3107-65

Hôtel St-Placide (1965) ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Gérard Corbeil, secretary, 216, 92nd Avenue, Chomedey, Gérard Bergeron, manager, 6535 Prince-Rupert, Auteuil, and Gaston Clermont, manager, 1330 Antonio, Auteuil, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Hôtel St-Placide (1965) ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at St-Placide, county of Two-Mountains, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 3107-65

Idealwear Plastics Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de juillet 1965, constituant en corporaton: Edward S. Berger, Benjamin L. Louis, tous deux avocats et conseils en Loi de la reine, Martha Bent et Susan Webster, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, tous quatre de 159, rue Craig ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de toutes sortes de substances en plastique, sous le nom de « Idealwear Plastics Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826 3246-65

Idealwear Plastics Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Edward S. Berger, Benjamin L. Louis, both advocates and Queen's Counsels, Martha Bent and Susan Webster, the latter two secretaries, filles majeures, all four of 159 Craig Street West, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of plastic materials, under the name of "Idealwear Plastics Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of the par value of $1 each and 20,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826-o 3246-65

Ideal Yachting & Sporting Club (1965) Inc. Le Club nautique et sportif Idéal (1965) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 26e jour de juillet 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Gérard Turenne, hôtelier, Domaine Idéal, Auteuil, Marcel Loranger, constructeur, 8325, l'Acadie, Montréal, et Gilles Paquin, hôtelier, 1285, Cléroux, St-Laurent, pour les objets suivants:

Organiser et diriger un club nautique et sportif, sous le nom de « Ideal Yachting & Sporting Club (1965) Inc.— Le Club nautique et sportif Idéal (1965) inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des

Ideal Yachting & Sporting Club (1965) Inc. Le Club nautique et sportif Idéal (1965) inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Gérard Turenne, innkeeper, Domaine Idéal, Auteuil, Marcel Loranger, constructor, 8325 l'Acadie, Montreal, and Gilles Paquin, innkeeper, 1285 Cléroux, St-Laurent, for the following purposes:

To organize and direct a yachting and sports club, under the name of "Ideal Yachting & Sporting Club (1965) Inc.— Le Club nautique et sportif Idéal (1965) inc.".

The amount ot which the value of the immo-

biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $200,000.

Le siège social de la corporation sera à Auteuil, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 26e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 2998-65

Les Immeubles Clerno ltée
Clerno Realties Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Robert Leclerc, 4768, boulevard Ste-Rose, Fabreville, Joseph Martino, 1037, 29e avenue, Fabreville, tous deux hommes d'affaires, et Francine Chartrand, secrétaire, 3000, boulevard Ste-Rose, Laval-Ouest, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Les Immeubles Clerno ltée — Clerno Realties Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Fabreville, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 3193-65

Les Immeubles Séguin ltée
Séguin Realties Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Rhéau Séguin, courtier en immeuble, Hull, Pierre Bourque, Lucerne, et Gérard Lafrenière, Gatineau, ces deux derniers hommes d'affaires, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers en immeuble, sous le nom de « Les Immeubles Séguin ltée — Séguin Realties Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 73, rue Laval, Hull, district judiciaire de Hull.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 3288-65

Institut Ghedin inc.
Ghedin Institute Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Irving Shapiro, avocat, 4750, avenue Plamondon, Montréal, Sam Wex, étudiant en droit, 7315, Chester, Montréal, et Carol Partridge, secrétaire, fille majeure, usant de ses droits, 4750, avenue Plamondon, Montréal, pour les objets suivants:

veable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $200,000.

The head office of the corporation will be at Auteuil, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11826 2998-65

Les Immeubles Clerno ltée
Clerno Realties Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Robert Leclerc, 4768, Ste-Rose Boulevard, Fabreville, Joseph Martino, 1037, 29th Avenue, Fabreville, both businessmen, and Francine Chartrand, secretary, 3000, Ste-Rose Boulevard, Laval-West, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Les Immeubles Clerno ltée — Clerno Realties Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,500 common shares of $10 each and 1,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Fabreville, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11826 3193-65

Les Immeubles Séguin ltée
Séguin Realties Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Rhéau Séguin, land-agent, Hull, Pierre Bourque, Lucerne, and Gérard Lafrenière, Gatineau, the latter two businessmen, for the following purposes:

To carry on business as land-agents, under the name of "Les Immeubles Séguin ltée — Séguin Realties Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company will be at 73 Laval Street, Hull, judicial district of Hull.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11826 3288-65

Institut Ghedin inc.
Ghedin Institute Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating Irving Shapiro, advocate, 4750 Plamondo Avenue, Montreal, Sam Wex, law-student, 73 Chester, Montreal, and Carol Partridge, cretary, fille majeure, in the full enjoyment all her rights, 4750 Plamondon Avenue, Montr for the following purposes:

Exercer le commerce d'un institut aux fins d'enseigner les arts et métiers se rapportant à l'esthétique et au soin du visage et du corps, sous le nom de « Institut Ghedin inc. — Ghedin Institute Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,600 actions ordinaires de $5 chacune et 3,200 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826 3204-65

J. M. T. Electric Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de juillet 1965, constituant en corporation: J.-Maurice Luneau, maître-électricien, Denis Luneau, étudiant en architecture, tous deux de 916, rue Ste-Thérèse, Drummondville-Sud, Bertrand Turcotte, électricien, rue Renaud, Victoriaville, et Jean Désilets, électricien, 14, rue Poitras, Victoriaville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens, sous le nom de « J. M. T. Electric Inc. », avec un capital total de $60,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 928, rue Ste-Thérèse, Drummondville-Sud, district judiciaire de Drummond.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 3165-65

Lauzier électrique inc.
Lauzier Electric Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres papentes, en date du 9e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Réginald Lauzier, maître-électricien, Jacqueline De Nobile, ménagère, épouse séparée de biens dudit Réginald Lauzier, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 270, rue William-Birks, St-Bruno-de Montarville, et Robert Dagenais, comptable agréé, 305, rue François-Seguin, Boucherville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens, sous le nom de « Lauzier électrique inc.— Lauzier Electric Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Bruno-de-Montarville, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 3021-65

G. Lacaille Transport inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouverne-

To carry on business as an institute for the teaching of all skills and arts concerning esthetic, facial and body care, under the name of "Institut Ghedin inc. — Ghedin Institute Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,600 common shares of $5 each and 3,200 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826-o 3204-65

J. M. T. Electric Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: J.-Maurice Luneau, master electrician, Denis Luneau, architecture student, both of 916 Ste-Thérèse Street, Drummondville-South, Bertrand Turcotte, electrician, Renaud Street, Victoriaville, and Jean Désilets, electrician, 14 Poitras Street, Victoriaville, for the following purposes:

To carry on business as electricians, under the name of "J. M. T. Electric Inc.", with a total capital stock of $60,000, divided into 400 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 928 Ste-Thérèse Street, Drummondville-South, judicial district of Drummond.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 3165-65

Lauzier électrique inc.
Lauzier Electric Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Réginald Lauzier, master electrician, Jacqueline De Nobile, housewife, wife separate as to property of said Réginald Lauzier, and duly authorized by him for these presents, both of 270 William-Birks Street, St-Bruno-de-Montarville, and Robert Dagenais, chartered accountant, 305 François-Seguin Street, Boucherville, for the following purposes:

To carry on business as electricians, under the name of "Lauzier électrique inc.— Lauzier Electric Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 300 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at St-Bruno-de-Montarville, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 3021-65

G. Lacaille Transport inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of July, 1965, have

ment de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Luc Geoffroy, avocat, 821, boulevard Briand, Chambly, Denyse Cadieux, réceptionniste, 410, rue Prieur, est, Montréal, et Jeannette Brodeur, secrétaire, 3450, Durocher, app. 31, Montréal, ces deux dernières filles majeures et usant de leurs droits, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « G. Lacaille Transport inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 325, rue Ste-Marie, nord, Marieville, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 3072-65

been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Luc Geoffroy, advocate, 821 Briand Blvd., Chambly, Denyse Cadieux, receptionist, 410 Prieur St. East, Montreal, and Jeannette Brodeur, secretary, 3450 Durocher, apt. 31 Montreal, the latter two, filles majeures, using their rights, for the following purposes:

To carry on business as a transportation company, under the name of "G. Lacaille Transport inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company will be at 325 Ste-Marie St., North, Marieville, judicial district of St-Hyacinthe.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 3072-65

La Ligue des propriétaires de ville de Terrebonne inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de juillet 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Arthur Jobin, marchand, 12, rue Belcourt, François-Xavier Boutin, journalier, 130, rue Chartrand, et Fernand Larivière, journalier, 42, rue Belcourt, tous trois de Terrebonne, pour les objets suivants:

Promouvoir les intérêts culturels et sociaux des membres de la corporation, sous le nom de « La Ligue des propriétaires de ville de Terrebonne inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera à Terrebonne, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 3238-65

La Ligue des propriétaires de ville de Terrebonne inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Arthur Jobin, merchant, 12 Belcourt Street, François-Xavier Boutin, day-labourer, 130 Chartrand Street, and Fernand Larivière, day-labourer, 42 Belcourt Street, all three of Terrebonne, for the following purposes:

To promote the social and cultural interests of the members of the corporation, under the name of "La Ligue des propriétaires de ville de Terrebonne inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation will be at Terrebonne, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 3238-65

Lurémar inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Armand Rémillard, commerçant, Lucienne E. Rémillard, secrétaire, épouse commune en biens dudit Armand Rémillard, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 142, Montée de St-Luc, St-Jean, et Raymond Lette, avocat, 27, McNider, Outremont, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « Lurémar inc. », avec un capital total de $310,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune, 3,000 actions privilégiées classe « A » de $100 chacune et en 9,000 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera St-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Lurémar inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Armand Rémillard, trader, Lucienne E. Rémillard, secretary, wife common as to property of said Armand Rémillard, and duly authorized by him for the presents, both of 142 Montée de St-Luc, St-Jean, and Raymond Lette, lawyer, 27 McNider, Outremont, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "Lurémar inc.", with a total capital stock of $310,000, divided into 1,000 common shares of $1 each, 3,000 preferred class "A" shares of $100 each and into 9,000 preferred class "B" shares of $1 each.

The head office of the company will be at St-Jean, judicial district of Iberville.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 3179-65

M. J. R. Holdings Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Mitchell Klein, 188, Wexford Crescent, Hampstead, Daniel Miller, 5714, avenue Edgemore, Côte-St-Luc, et Alan Golden, 4067, avenue Vendôme, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « M. J. R. Holdings Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 310, boulevard Crémazie ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826 3365-65

J. A. Marchand inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Normand Grimard, avocat, 99, rue Tremoy, Noranda, Alfred Leclerc, comptable, 165, 15e Rue, Noranda, et Julienne Pilon, secrétaire, fille majeure, 169, rue Monseigneur-Latulipe, ouest, Rouyn, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements et de tissus de toutes sortes, sous le nom de « J. A. Marchand inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rouyn, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 3125-65

Marconi Construction Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Bruno Pateras, avocat, 11818, Frigon, Montréal, François Macerola, étudiant en droit, 8011, Gérard, Montréal, et Yvan Macerola, avocat, 2805, Marquette, Duvernay, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Marconi Construction Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 10915, rue Pasteur, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 3179-65

M. J. R. Holdings Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Mitchell Klein, 188 Wexford Crescent, Hampstead, Daniel Miller, 5714 Edgemore Avenue, Côte-St-Luc, and Alan Golden, 4067 Vendôme Avenue, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "M. J. R. Holdings Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 310 Crémazie Boulevard West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826-o 3365-65

J. A. Marchand inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Normand Grimard, advocate, 99 Tremoy St., Noranda, Alfred Leclerc, accountant, 165, 15th Street, Noranda, and Julienne Pilon, secretary, fille majeure, 169 Monseigneur-Latulipe St. West, Rouyn, for the following purposes:

To carry on business dealing in clothing and textiles of al kinds, under the name of "J. A. Marchand inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a nominal value of $10 each and 2,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company will be at Rouyn, judicial district of Rouyn-Noranda.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 3125-65

Marconi Construction Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Bruno Pateras, advocate, 11818, Frigon, Montreal, François Macerola, law-student, 8011, Gérard, Montréal, and Yvan Macerola, advocate, 2805, Marquette, Duvernay, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Marconi Construction Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 10915, Pasteur Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826 3181-65

Mart Optical Supplies Ltd.
Les Instruments d'optique Mart ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Robert Learmont Jamieson, avocat et conseil en Loi de la reine, 15, Westwood Drive, Pointe-Claire, Barrie Hinchcliffe Brown, avocat, 4335, Broadway, Lachine, et Ethel Fisk, secrétaire, épouse divorcée de Noel Gwynne Davies, 2122, rue Dépatie, St-Laurent, pour les objets suivants:

Exercer un commerce général d'opticiens, sous le nom de « Mart Optical Supplies Ltd. — Les Instruments d'optique Mart ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1010, rue Ste-Catherine, ouest, chambre 1020, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826 3187-65

McArthur Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de juillet 1965, constituant en corporation: George McArthur, courtier, 465, boulevard Galland, Dorval, Cameron McArthur, commis en Loi, 2152, Blossom Drive, Ottawa, province d'Ontario, et Philippe Guay, avocat, 400, Kensington, Westmount, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « McArthur Holdings Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826 3064-65

McMahon transport ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de juillet 1965, constituant en corporation: André McMahon, commerçant, Simone Boisclair, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit André McMahon, tous deux de St-Célestin, comté de Nicolet, et Simon McMahon, comptable, 17, 12e avenue, Drummondville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « McMahon transport ltée », avec un capital total de $100,000, divisé en

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826-o 3181-65

Mart Optical Supplies Ltd.
Les Instruments d'optique Mart ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Robert Learmont Jamieson, advocate and Queen's Counsel, 15 Westwood Drive, Pointe-Claire, Barrie Hinchcliffe Brown, advocate, 4335, Broadway, Lachine, and Ethel Fisk, secretary, wife devorced of Noel Gwynne Davies, 2122, Dépatie Street, St-Laurent, for the following purposes:

To carry on the general business of opticians, under the name of "Mart Optical Supplies Ltd. — Les Instruments d'optique Mart ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at 1010, Ste-Catherine Street West, Suite 1020, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826-o 3187-65

McArthur Holdings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: George McArthur, stockbroker, 465 Galland Boulevard, Dorval, Cameron McArthur, law clerk, 2152 Blossom Drive, Ottawa, Province of Ontario, and Philippe Guay, lawyer, 400 Kensington, Westmount, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "McArthur Holdings Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of the par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826-o 3064-65

McMahon transport ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: André McMahon, trader, Simone Boisclair, housewife, wife contractually separate as to property of the said André McMahon, both of St-Célestin, county of Nicolet, and Simon McMahon, accountant, 17, 12th Ave., Drummondville, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "McMahon transport ltée", with a total capital stock of $100,000, divided

2,400 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune, 100 actions classe « A » d'une valeur nominale de $10 chacune et en 7,500 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Célestin, district judiciaire de Nicolet.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 3359-65

Monkland Towers Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Samuel Chait, 4, Surrey Gardens, Westmount, Harry L. Aronovitch, 5623, Randall, Côte-St-Luc, tous deux conseils en loi de la reine, Nahum Gelber, 4115, Jean-Brillant, Montréal, et Robert S. Litvack, 5217, avenue Ponsard, Montréal, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, construction et placements, sous le nom de « Monkland Towers Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $1 chacune et 36,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 45, chemin Belsize, Hampstead, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826 3089-65

Mueller Industries Limited
Les Industries Mueller limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Robert Charles Legge, 36, avenue Elmwood, Senneville, Timothy Ross Carsley, 609, avenue Clarke, Westmount, et David Bearce Campbell, 6, place du Parc, Westmount, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de métallurgistes, sous le nom de « Mueller Industries Limited — Les Industries Mueller limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Jérôme, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826 3171-65

National Solvents & Chemicals Company Limited
La Compagnie Nationale de solvants & produits chimiques limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres pa-

into 2,400 common shares of a nominal value of $10 each, 100 class "A" shares of a nominal value of $10 each and 7,500 preferred class "B" shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company will be at St-Célestin, judicial district of Nicolet.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 3359-65

Monkland Towers Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Samuel Chait, 4 Surrey Gardens, Westmount, Harry L. Aronovitch, 5623 Randall, Côte-St-Luc, both Queen's Counsels, Nahum Gelber, 4115 Jean-Brillant, Montreal, and Robert S. Litvack, 5217 Ponsard Avenue, Montreal, all four advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the nae of "Monkland Towers Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $1 each and 36,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at 45 Belsize Road, Hampstead, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826-o 3089-65

Mueller Industries Limited
Les Industries Mueller limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Robert Charles Legge, 36 Elmwood Avenue, Senneville, Timothy Ross Carsley, 609 Clarke Avenue, Westmount, and David Bearce Campbell, 6 Park Place, Westmount, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as metal workers, under the name of "Mueller Industries Limited — Les Industries Mueller limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 shares of the par value of $1 each.

The head office of the company will be at St-Jérôme, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826-o 3171-65

National Solvents & Chemicals Company Limited
La Compagnie Nationale de solvants & produits chimiques limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Govern-

tentes, en date du 16e jour de juillet 1965, constituant en corporation: René Hétu, commerçant, Suzanne Socquet, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit René Hétu, tous deux de 10300, Terrasse Fleury, et Jean-Claude Hétu, commerçant, 6800, rue De Lorimier, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de solvants et de produits chimiques, sous le nom de « National Solvents & Chemicals Company Limited — La Compagnie Nationale de solvants & produits chimiques limitée », avec un capital divisé en 10 actions ordinaires sans valeur nominale et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 10740, 6e rue, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 1371-65

ment of the Province of Quebec, incorporating: René Hétu, trader, Suzanne Socquet, housewife, wife contractually separate as to property of the said René Hétu, both of 10300, Terrasse Fleury, and Jean-Claude Hétu, trader, 6800, De Lorimier St., all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in solvents and chemical products, under the name of "National Solvents & Chemicals Company Limited — La Compagnie Nationale de solvants & produits chimiques limitée", with a capital stock divided into 10 common shares of no nominal value and 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 10740, 6th St., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11826 1371-65

Northeast Lumber Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Roger Veilleux, comptable agréé, Danielle Laliberté, secrétaire, fille majeure, et Jacques O'Bready, avocat, tous trois de 230, King, ouest, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Northeast Lumber Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 3247-65

Northeast Lumber Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Roger Veilleux, chartered accountant, Danielle Laliberté, secretary, fille majeure, and Jacques O'Bready, advocate, all three of 230 King St. West, Sherbrooke, for the following purposes:

The industry and business dealing in wood, under the name of "Northeast Lumber Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a nominal value of $100 each and 200 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11826 3247-65

Le Nouveau bottin local inc.
The New Bottin Local Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de juillet 1965, constituant en corporation: René Beaudry, 235, Désaulniers, St-Lambert, Louis-Claude Trudel, 237, Bloomfield, Outremont, et Gaston Gamache, 2921, Quevillon, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme publicitaires, sous le nom de « Le Nouveau bottin local inc. — The New Bottin Local Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 3174-65

Le Nouveau bottin local inc.
The New Bottin Local Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: René Beaudry, 235 Désaulniers, St-Lambert, Louis-Claude Trudel, 237 Bloomfield, Outremont, and Gaston Gamache, 2921 Quevillon, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as publicists, under the name of "Le Nouveau bottin local inc. — The New Bottin Local Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a nominal value of $100 each and 300 preferred shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11826 3174-65

L'Oeuvre des loisirs de St-Émile, inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour de juillet 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Gérard Lafond, boucher, 81½, boulevard Lapierre, Hébert Rhéaume, peintre, 105, rue des Érables, Germaine Bouchard, ménagère, épouse commune en biens de Patrick Lafond, 76, boulevard Lapierre, Gemma Juneau, ménagère, épouse séparée de biens de Charles-Henri Sanfaçon, 23, rue St-Romain, Origène Verret, vendeur, 50, rue des Érables, Roland Sanfaçon, menuisier, 21, rue St-Romain, et Yvette Therrien, épouse commune en biens de Gabriel Couture, 12, rue du Collège, tous sept de St-Émile, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « L'Oeuvre des loisirs de St-Émile, inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $500,000.

Le siège social de la corporation sera à St-Émile, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 3226-65

Guy Ouimet ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de juillet 1965, constituant en corporation: André Bélanger, 620, Crevier, St-Laurent, Claude Béland, 2870, Glencoe, Mont-Royal, et Louis A. Toupin, 352, Meloche, St-Laurent, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de matériaux de construction, d'outillage et d'appareils dont se servent généralement les entrepreneurs généraux et les constructeurs, sous le nom de « Guy Ouimet ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2235, rue Stanislas, St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 3308-65

P.P.D. Enterprises Inc.
Les Entreprises P.P.D. inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Roland Desrochers, journalier, 7833, Randeau, Anjou, Pierre-Paul Melanson, commerçant, 6557, Azelda, Anjou, et André Melanson, commerçant, 708, Riendeau, Notre-Dame-du-Sacré-Coeur, Brossard, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs, fleuristes et horticulteurs, sous le nom de « P.P.D. Enter-

L'Oeuvre des loisirs de St-Émile, inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Gérard Lafond, butcher, 81½ Lapierre Boulevard, Hébert Rhéaume, painter, 105 des Érables Street, Germaine Bouchard, housewife, wife common as to property of Patrick Lafond, 76 Lapierre Boulevard, Gemma Juneau, housewife wife separate as to property of Charles-Henri Sanfaçon, 23 St-Romain Street, Origène Verret, salesman, 50 des Érables Street, Roland Sanfaçon, carpenter, 21 St-Romain Street, and Yvette Therrien, wife common as to property of Gabriel Couture, 12 du Collège Street, all seven of St-Émile, for the following purposes:

The organization of a recreational centre, under the name of "L'Oeuvre des loisirs de St-Émile, inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $500,000.

The head office of the corporation will be at St-Émile, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 3226-65

Guy Ouimet ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: André Bélanger, 620 Crevier, St-Laurent, Claude Béland, 2870 Glencoe, Mont-Royal, and Louis A. Toupin, 352 Meloche, St-Laurent, all three lawyer, for the following purposes:

To carry on business in all kinds of construction material, tools and apparatus which general contractors and constructors generally use, under the name of "Guy Ouimet ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 2235 Stanislas Street, St-Laurent, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 3308-65

P.P.D. Enterprises Inc.
Les Entreprises P.P.D. inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Roland Desrochers, day-labourer, 7833 Randeau, Anjou, Pierre-Paul Melanson, trader, 6557 Azelda, Anjou, and André Melanson, trader, 708 Riendeau, Notre-Dame-du-Sacré-Coeur, Brossard, for the following purposes:

To carry on business as builders, florists and horticulturists, under the name of "P.P.D.

prises Inc. — Les Entreprises P.P.D. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 6557, rue Azelda, Anjou, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 3264-65

Pagento construction inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Vincenzo Radino, notaire, Yvan Macerola, avocat, tous deux de 7200, Hutchison, et Bernard Sornin, contremaître, 12061, Dézy, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Pagento construction inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7320, Cartier, app. 7, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au burau du secrétaire de la province, ce 14e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 3231-65

Palmer Homes Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Abraham Cymet, marchand, 5722, McAlear, Côte-St-Luc, Lajos Louis Reiser, marchand, 2320, Ekers, Montréal, Solomon Deutsch, contracteur, 3862, de la Peltrie, Montréal, et Sam Cymet, vendeur, 5754, Glenhaven, Côte St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et construction, sous le nom de « Palmer Homes Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Côte-St-Luc, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826 3184-65

Palomar Investments Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Joel A. Pinsky, avocat, 4597, avenue Oxford, Montréal, Rollin Gallay, avocat, 6196, chemin Hudson, Montréal, Marcelle St-Jean, 100, rue Marien, Montréal, et Isobel Nicholson, 3661, rue Ste-Famille, Montréal, ces deux dernières secrétaires, célibataires, pour les objets suivants:

Enterprises Inc.— Les Entreprises P.P.D. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 6557 Azelda St., Anjou, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 3264-65

Pagento construction inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Vincenzo Radino, notary, Yvan Macerola, lawyer, both of 7200 Hutchison, and Bernard Sornin, foreman, 12061, Dézy, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Pagento construction inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 7320, Cartier, Apt. 7, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 3231-65

Palmer Homes Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Abraham Cymet, merchant, 5722, McAlear, Côte-St-Luc, Lajos Louis Reiser, merchant, 2320 Ekers, Montreal, Solomon Deutsch, contractor, 3862, de la Peltrie, Montreal, and Sam Cymet, salesman, 5754, Glenhaven, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Palmer Homes Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Côte-St-Luc, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826-o 3184-65

Palomar Investments Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Joel A. Pinsky, advocate, 4597 Oxford Avenue, Montreal, Rollin Gallay, advocate, 6196 Hudson Road, Montreal, Marcelle St-Jean, 100 Marien Street, Montreal, and Isobel Nicholson, 3661 Ste-Famille Street, Montreal, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Palomar Investments Limited », avec un capital total de $105,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et 1,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826 3303-65

To carry on the business of an investment company, under the name of "Palomar Investments Limited", with a total capital stock of $105,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 1,000 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826-o 3303-65

Papeterie Stadocana inc.
Stadocana Stationery Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de juin 1965, constituant en corporation: Jean-Paul Zigby, avocat, 4339, rue Wilson, Montréal, Lucielle St-Denis, secrétaire, fille majeure, 3355, rue Beaubien, est, Montréal, Huguette Bourdon, secrétaire, fille majeure, 906, boulevard Duhamel, Ile-Perrot, Danielle Trudel, secrétaire, fille majeure, 1825, 57e Avenue, Pointe-aux-Trembles, Ginette Murray, secrétaire, fille majeure, 2351, rue Bellechasse, Montréal, et Monique Dupuis, dactylo, fille majeure, 4704, rue Adam, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme éditeurs, imprimeurs, libraires, papetiers, relieurs, traducteurs et publicistes, sous le nom de « Papeterie Stadocana inc.— Stadocana Stationery Inc. », avec un capital total de $500,000, divisé en 35,000 actions classe « A » d'une valeur nominale de $10 chacune, 7,500 actions classe « B » 'dune valeur nominale de $10 chacune et en 7,500 actions classe « C » d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Jacques-Cartier, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 2713-65

Papeterie Stadocana inc.
Stadocana Stationery Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Paul Zigby, lawyer, 4339 Wilson Street, Montreal, Lucille St-Denis, secretary, fille majeure, 3355 Beaubien Street East, Montreal, Huguette Bourdon, secretary, fille majeure, 906 Duhamel Boulevard, Ile-Perrot, Danielle Trudel, secretary, fille majeure, 1825, 57th Avenue, Pointe-aux-Trembles, Ginette Murray, secretary, fille majeure, 2351 Bellechasse Street, Montreal, and Monique Dupuis, typist, fille majeure, 4704 Adam Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as editors, printers, librarians, stationers, binders, translators and publicists, under the name of "Papeterie Stadocana inc.— Stadocana Stationery Inc.", with a total capital stock of $500,000, divided into 35,000 class "A" shares of a nominal value of $10 each, 7,500 class "B" shares of a nominal value of $10 each and into 7,500 class "C" shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company will be at Jacques-Cartier, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 2713-65

Pâtisserie Dufron inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Ronald Dupont, industriel, 3143, Fernand, Fabreville, Gérard R. Nadeau, industriel, 3551, Lagarde, St-Vincent-de-Paul, et Jean Malo, comptable, 2260, Hameury, Duvernay, pour les objets suivants:

Faire le commerce du pain, de gâteaux, pâtisseries et autres articles d'alimentation produits par la cuisson, sous le nom de « Pâtisserie Dufron inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3143, Fernand, Fabreville, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 3209-65

Pâtisserie Dufron inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Ronald Dupont, industrialist, 3143 Fernand, Fabreville, Gérard R. Nadeau, industrialist, 3551 Lagarde, St-Vincent-de-Paul, and Jean Malo, accountant, 2260 Hameury, Duvernay, for the following purposes:

To carry on business dealing in bread, cake, pastry and in other foods produced by baking, under the name of "Pâtisserie Dufron inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 10,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at 3143 Fernand, Fabreville, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 3209-65

Pavillon du Lac Champlain inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Adrien R. Paquette, 212, Bloomfield, Outremont, Marcel Paquette, 1320, Chanteclerc, St-Bruno-de-Montarville, et Fernand Simard, 417, boulevard Richelieu, St-Hilaire, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges, motels et restaurants, sous le nom de « Pavillon du Lac Champlain inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Philipsburg, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 3234-65

Pavillon du Lac Champlain inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Adrien R. Paquette, 212 Bloomfield, Outremont, Marcel Paquette, 1320 Chanteclerc, St-Bruno-de-Montarville, and Fernand Simard, 417 Richelieu Boulevard, St-Hilaire, all three lawyers, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns, motels and restaurants, under the name of "Pavillon du Lac Champlain inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 10,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Philipsburg, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 3234-65

Pépinière St-Laurent inc.
St-Laurent Nursery Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 15e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Claude Lefebvre, avocat, 600, rue Fontainebleau, Duvernay, Jean-Claude Mercure, avocat, 697, Place d'Auteuil, Duvernay, et Cécile Fournier, secrétaire, veuve non remariée de Paul Fournier, 3089, Bossuet, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme fleuristes, pépiniéristes et cultivateurs de graines, sous le nom de « Pépinière St-Laurent inc.— St-Laurent Nursery Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 3258-65

Pépinière St-Laurent inc.
St-Laurent Nursery Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Claude Lefebvre, lawyer, 600 Fontainebleau Street, Duvernay, Jean-Claude Mercure, lawyer, 697 Place d'Auteuil, Duvernay, and Cécile Fournier, secretary, unremarried widow of Paul Fournier, 3089 Bossuet, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as florists, nursery gardeners and grain cultivators, under the name of "Pépinière St-Laurent inc.— St-Laurent Nursery Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 3258-65

Pevico construction ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de juillet 1965, constituant en corporation: André Guenette, Guy Picard et Lionel Trépanier, mécaniciens, d'Amos, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Pevico construction ltée », avec un capital total de $100,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 8,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Amos, district judiciaire d'Abitibi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 3103-65

Pevico construction ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: André Guenette, Guy Picard and Lionel Trépanier, mechanics, of Amos, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Pevico construction ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 8,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Amos, judicial district of Abitibi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 3103-65

Photo André, ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de juillet 1965, constituant en corporation: André Thériault, photographe, 87, boulevard Sacré-Coeur, Robert Lamontagne, notaire, 283, boulevard Lévesque, et Maurice Lamontagne, notaire, 6, 2e rue, tous trois de St-Félicien, pour les objets suivants:

Faire affaires comme photographes, sous le nom de « Photo André, ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 87, boulevard Sacré-Coeur, St-Félicien, district judiciaire de Roberval.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 3168-65

Photo André, ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: André Thériault, photograph, 87 Sacré-Coeur Boulevard, Robert Lamontagne, notary, 283 Lévesque Boulevard, and Maurice Lamontagne, notary, 6, 2nd Street, all three of St-Félicien, for the following purposes:

To carry on business as photographers, under the name of "Photo André, ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and into 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at 87 Sacré-Coeur Boulevard, St-Félicien, judicial district of Roberval.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 3168-65

Les Placements Éclair ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de juin 1965, constituant en corporation: Claude Girard, commerçant, 3190, Croissant de Paris, Duvernay, Rolland Gagnier, comptable, 720, du Moulin, Ste-Adèle, et Gilles Harpin, comptable, 9731, 56e avenue, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Les Placements Éclair ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 3077-65

Les Placements Éclair ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Claude Girard, trader, 3190 Croissant de Paris, Duvernay, Rolland Gagnier, accountant, 720 du Moulin, Ste-Adèle, et Gilles Harpin, accountant, 9731, 56th Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Les Placements Éclair ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 3077-65

Les Placements Latreille inc.
Latreille Investment Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Claude Poirier-Defoy, avocat, 5004, rue St-Denis, Montréal, Gilles Audet, avocat, 5004, rue St-Denis, Montréal, et Yolande Raymond, secrétaire, fille majeure, 2537, rue Frontenac, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement et de portefeuille (holding), sous le nom de « Les Placements Latreille inc. — Latreille Investment Inc. », avec un capital total de $306,000, divisé en 600 actions ordinaires de $100 chacune, 1,200 actions privilégiées classe « A » de $5 chacune et en 2,400 actions privilégiées classe « B » de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 700, boulevard Ste-Croix, St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Les Placements Latreille inc.
Latreille Investment Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Claude Poirier-Defoy, advocate, 5004, St-Denis St., Montreal, Gilles Audet, advocate, 5004, St-Denis, St., Montreal, and Yolande Raymond, secretary, fille majeure, 2537, Frontenac St., Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment and holding company, under the name of "Les Placements Latreille inc. — Latreille Investment Inc", with a total capital stock of $306,000, divided into 600 common shares of $100 each, 1,200 preferred class "A" shares of $5 each and 2,400 preferred class "B" shares of $100 each.

The head office of the company will be at 700 Ste-Croix Blvd., St-Laurent, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 3144-65

Les Placements O. Verreault ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Oswald Verreault, industriel, 95, boulevard Lévesque, Robert Lamontagne, notaire, 283, boulevard Lévesque, et Maurice Lamontagne, notaire, 6, 2e rue, tous trois de St-Félicien, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Les Placements O. Verreault ltée », avec un capital total de $250,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de $10 chacune et en 22,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 95, boulevard Lévesque, St-Félicien, district judiciaire de Roberval.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 3235-65

Place St-Louis inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Danièle Richard, St-Dunstan-du-Lac-Beauport, Lise Bernier, 763, Place Philippe, Ste-Foy, toutes deux secrétaires, filles majeures, et Jacques Delisle, avocat, 1240, de Samos, Sillery, pour les objets suivants:

Exploiter et mettre en valeur un certain emplacement en la cité de Ste-Foy, sous le nom de « Place St-Louis inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 2,500 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Ste-Foy, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 3139-65

Pneu Chomedey inc.
Chomedey Tire Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Israel H. Kaufman, avocat, Montréal, Leonard Liverman, avocat, St-Laurent, et Nelly Van Gyte, secrétaire, fille majeure, Brossard, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de pneus, sous le nom de « Pneu Chomedey inc.— Chomedey Tire Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11826 3144-65

Les Placements O. Verreault ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Oswald Verreault, industrialist, 95, Lévesque Blvd., Robert Lamontagne, notary, 283, Lévesque Blvd., and Maurice Lamontagne, notary, 6, 2nd St., all three of St-Félicien, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Les Placements O. Verreault ltée", with a total capital stock of $250,000 divided ito 2,500 common shares of $10 each and into 22,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 95 Lévesque Blvd., St-Félicien, judicial district of Roberval.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11826 3235-65

Place St-Louis inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Danièle Richard, St-Dunstan-du-Lac-Beauport, Lise Bernier, 763 Place Philippe, Ste-Foy, both secretaries, spinsters of the full age of majority, and Jacques Delisle, advocate, 1240 de Samos, Sillery, for the following purposes:

To operate and develop a certain emplacement in the city of Ste-Foy, under the name of "Place St-Louis inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,500 common shares of a nominal value of $10 each and 2,500 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company will be at Ste-Foy, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11826 3139-65

Pneu Chomedey inc.
Chomedey Tire Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Israel H. Kaufman, advocate, Montreal, Leonard Liverman, advocate, St-Laurent, and Nelly Van Gyte, secretary, fille majeure, Brossard, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of tires, under the name of "Pneu Chomedey inc.— Chomedey Tire Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

Le siège social de la compagnie sera 90, boulevard St-Martin, Chomedey, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 3337-65

La Poulette Blanche inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Louis-Philippe Dufour, aviculteur, 28, rue Nairn, Julien Dufour, ingénieur, Henri-Paul Dufour, aviculteur, Jean Dufour, aviculteur, et Marc Dufour, avocat, ces quatre derniers de Carré St-Philippe, tous cinq de la Malbaie, pour les objets suivants:

Faire affaires comme aviculteurs et fermiers en général, sous le nom de « La Poulette Blanche inc. », avec un capital total de $500,000, divisé en 20,000 actions classe « A », d'une valeur nominale de $5 chacune, 60,000 actions classe « B » d'une valeur nominale de $5 chacune et en 20,000 actions classe « C » d'une valeur nominale de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à La Malbaie, district judiciaire de Saguenay.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 3191-65

Prêts Kaybec inc.
Kaybec Loans Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de juin 1965, constituant en corporation: Grégoire Dontigny, industriel, Gérard Guillemette, comptable, tous deux de St-Tite, et Jean-Paul Rouleau, comptable, 240, rue Pigeon, Beloeil, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de financement, sous le nom de « Prêts Kaybec inc. — Kaybec Loans Inc. », avec un capital total de $250,000, divisé en 15,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 2,350 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Tite, district judiciaire de St-Maurice.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 2936-65

Programmed Learning of Quebec Inc.
L'Enseignement programmé du Québec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Émile Colas, 25, de Casson, Westmount, Gabriel Lapointe, 1260, McGregor, Montréal, Richard David, 8102, Viau, St-Léonard, tous trois avocats, Serge Tremblay, commis, 6695, 35e avenue, Montréal, Thérèse Verville, 6073, Waverley, Montréal, Francine

The head office of the company will be at 90 St-Martin Blvd., Chomedey, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 3337-65

La Poulette Blanche inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Louis-Philippe Dufour, breeder of fowls, 28 Nairn Street, Julien Dufour, engineer, Henri-Paul Dufour, breeder of fowls, Jean Dufour, breeder of fowls, and Marc Dufour, advocate, the latter four of St-Philippe Square, all five of La Malbaie, for the following purposes:

To carry on business as breeders of fowls and farmers in general, under the name of "La Poulette Blanche inc.", with a total capital stock of $500,000, divided into 20,000 class "A" shares of a nominal value of $5 each, 60,000 class "B" shares of a nominal value of $5 each and 20,000 class "C" shares of a nominal value of $5 each.

The head office of the company will be at La Malbaie, judicial district of Saguenay.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 3191-65

Prêts Kaybec inc.
Kaybec Loans Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Grégoire Dontigny, industrialist, Gérard Guillemette, accountant, both of St-Tite, and Jean-Paul Rouleau, accountant, 240, Pigeon Street, Beloeil, for the following purposes:

To carry on business as a finance company, under the name of "Prêts Kaybec inc. — Kaybec Loans Inc.", with a total capital stock of $250,000, divided into 15,000 common shares of $1 each and 2,350 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at St-Tite, judicial district of St-Maurice.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 2936-65

Programmed Learning of Quebec Inc.
L'Enseignement programmé du Québec inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Émile Colas, 25 de Casson, Westmount, Gabriel Lapointe, 1260 McGregor, Montreal, Richard David, 8102 Viau, St-Léonard, all three attorneys, Serge Tremblay, clerk, 6695, 35th Avenue, Montreal, Thérèse Verville, 6073 Waverley, Montreal, Francine Brouillette, 583 Berri,

Brouillette, 583, Berri, Pont-Viau, et Hélène Nadeau, 11377, Meunier, Montréal, ces trois dernières secrétaires, célibataires, pour les objets suivants:

Préparer, imprimer et publier des textes éducatifs et des programmes pour des écoles, industries et départements gouvernementaux, sous le nom de « Programmed Learning of Quebec Inc. — L'Enseignement programmé du Québec inc. », avec un capital-actions divisé en 500 actions ordinaires sans valeur au pair de 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826 2015-65

Quebec Propane Inc.
Propane du Québec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour de juillet 1965, autorisant la fusion de « St. Lawrence Gas Corporation — Corporation Gazifère du St-Laurent », constituée par lettres patentes en date du 11e jour de juin 1958, « Quick Flame Gas Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 24e jour de juillet 1947, « Chevalier Gaz Propane Inc. », constituée par lettres patentes en date du 27e jour de décembre 1954, « Gaz Propane du Québec inc. — Quebec Propane Gas Inc. », constituée par lettres patentes en date du 24e jour de juillet 1947, « Quick Propane Gas Co. Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 19e jour de novembre 1956, « Lacoste Gas Propane inc. », constituée par lettres patentes en date du 16e jour d'avril 1962, et « Green Gas Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 31e jour de mai 1960, toutes les lettres patentes précitées ayant été émises en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de gaz propane, gaz naturel et leurs sous-produits, sous le nom de « Quebec Propane Inc. — Propane du Québec inc. », avec un capital total de $2,000,000, divisé en 2,000,000 d'actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826 2963-65 — 1282/123

La Raffinerie Irving du Québec ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour de juin 1965, constituant en corporation: Pierre Côté, 920, Holland, Québec, Jean-Marie Bouchard, 2897, Providence, Ste-Foy, et Robert Truchon, 1286, Fontenay, Ste-Foy, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Vendre et distribuer du pétrole à l'état brut et les produits d'icelui, sous-produits et dérivés, sous le nom de « La Raffinerie Irving du Québec ltée », avec un capital total de $5,000,000, divisé

Pont-Viau, and Hélène Nadeau, 11377 Meunier, Montreal, the latter three secretaries, spinsters, for the following purposes:

To prepare, print and publish education texts and programmes for schools, industry and government departments, under the name of "Programmed Learning of Quebec Inc. — L'Enseignement programmé du Québec inc.", with a capital stock divided into 500 common shares without par value and 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826-o 2015-65

Quebec Propane Inc.
Propane du Québec inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent bearing date the 2nd day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, authorizing the amalgamation of "St. Lawrence Gas Cor-Corporation — Corporation Gazifère du St-Laurent", incorporated by letters patent dated the 11th day of June, 1958, "Quick Flame Gas Ltd.", incorporated by letters patent dated the 24th day of July, 1947, "Chevalier Gaz Propane Inc.", incorporated by letters patent dated the 27th day of December, 1954, "Gaz Propane du Québec inc. — Quebec Propane Gas Inc.", incorporated by letters patent dated the 24th day of July, 1947, "Quick Propane Gas Co. Ltd.", incorporated by letters patent dated the 19th day of November, 1956, "Lacoste Gas Propane inc.", incorporated by letters patent dated the 16th day of April, 1962, and "Green Gas Ltd.", incorporated by letters patent dated the 31st day of May, 1960, all such letters patent having been issued under the said Part I of the Quebec Companies Act, for the following purposes:

To deal in propane gas, natural gas and their by-products, under the name of "Quebec Propane Inc. — Propane du Québec inc.", with a total capital stock of $2,000,000, divided into 2,000,000 common shares of the par value of $1 each.

The head office of the new company is at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826-o 2963-65 — 1282/123

La Raffinerie Irving du Québec ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Pierre Côté, 920 Holland, Quebec, Jean-Marie Bouchard, 2897 Providence, Ste-Foy, and Robert Truchon, 1286 Fontenay, Ste-Foy, all three advocates, for the following purposes:

To deal in and distribute crude petroleum oil and the products, by-products and derivatives thereof, under the name of "La Raffinerie Irving du Québec ltée", with a total capital stock of

en 500,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 100, carré d'Youville, chambre 710, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826 3026-65

Les Résidents du Lac Trois-Saumons inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de juillet 1965, constituant en corporation sans capital-actions: Raymond Côté, bijoutier, rue de l'Anse, Montmagny, Dr Jean Poitras, dentiste, rue des Écores, Montmagny, et Louis-Philippe Laurendeau, garagiste, Cap-St-Ignace, comté de Montmagny, pour les objets suivants:

Établir et diriber un centre de loisirs, sous le nom de « Les Résidents du Lac Trois-Saumons inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à L'Isletvilles, district judiciaire de Montmagny.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 3267-65

Rodin's Variety Store Ltd.
Magasin de variétés Rodin ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Lawrence L. Fligel, Stanley Cytrynbaum et Morton Bell, avocats, de 1255, rue University, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'un magasin à rayons, sous le nom de « Rodin's Variety Store Ltd.— Magasin de variétés Rodin ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 100 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826 3182-65

Roy & Frères (St-Prosper) inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Georges-Émile Roy, Henri-Louis Roy et Charles-Auguste Roy, tous trois commerçants, de St-Prosper, comté de Dorchester, pour les objets suivants:

Faire affaires comme marchands d'occasions, sous le nom de « Roy & Frères (St-Prosper)

$5,000,000, divided into 500,000 common shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 100 d'Youville Square, suite 710, Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826-o 3026-65

Les Résidents du Lac Trois-Saumons inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Raymond Coté, jeweller, de l'Anse Street, Montmagny, Dr. Jean Poitras, dentist, des Écores Street, Montmagny, and Louis-Philippe Laurendeau, garage keeper, Cap-St-Ignace, county of Montmagny, for the following purposes:

To estaglish and direct a recreational centre, under the name of "Les Résidents du Lac Trois-Saumons inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at L'Isletville, judicial district of Montmagny.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 3267-65

Rodin's Variety Store Ltd.
Magasin de variétés Rodin ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Lawrence L. Fligel, Stanley Cytrynbaum and Morton Bell, advocates, of 1255 University Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a departmental store, under the name of "Rodin's Variety Store Ltd.— Magasin de variétés Rodin ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of the par value of $10 each and 100 preferred shares of the par value of a $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826-o 3182-65

Roy & Frères (St-Prosper) inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Georges-Émile Roy, Henri-Louis Roy and Charles-Auguste Roy, all three traders, of St-Prosper, county of Dorchester, for the following purposes:

To carry on business dealing in second-hand merchandise, under the name of "Roy & Frères

inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Prosper, comté de Dorchester, district judiciaire de Beauce.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 3314-65

St. Francis Marina Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Walter Kuoni, industriel, 4850, Côte-St-Luc, Montréal, Normand Crête, artisan, 290, St-Jean-Baptiste, Salaberry-de-Valleyfield, Ronny G. Lalonde commerçant, 176, Châteauguay, Huntingdon, et, Maurice Véber, fonctionnaire, 309, St-Thomas, Salaberry-de-Valleyfield, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous genres de bateaux, embarcations, moteurs, instruments de navigation, appareils et accessoires, sous le nom de « St. Francis Marina Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Anicet, district judiciaire de Beauharnois.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 3215-65

Salaison Desmarais inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé,, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Jean-Paul Zigby, avocat, 4339, rue Wilson, Montréal, Lucille St-Denis, secrétaire, fille majeure, 3355, rue Beaubien, est, Montréal, et Monique Dupuis, dactylo, fille majeure, 4704, rue Adam, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers et bouchers, sous le nom de « Salaison Desmarais inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5003, rue Louis-Veuillot, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 3052-65

A. Sansregret inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Luc Geoffroy, avocat, 821, boulevard Briand, Chambly, Denyse Cadieux, réceptionniste, fille majeure, 410, rue (St-Prosper) inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at St-Prosper, county of Dorchester, judicial district of Beauce.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 3314-65

St. Francis Marina Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Walter Kuoni, industrialist, 4850 Côte-St-Luc, Montreal, Normand Crête, artisan, 290 St-Jean-Baptiste, Salaberry-de-Valleyfield, Ronny G. Lalonde, trader, 176 Châteauguay, Huntingdon, and Maurice Véber, civil servant, 309 St-Thomas, Salaberry-de-Valleyfield, for the following purposes:

To deal in all kinds of boats, ships, motors, navigation instruments, apparatus, and accessories, under the name of "St. Francis Marina Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at St-Anicet, judicial district of Beauharnois.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 3215-65

Salaison Desmarais inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Paul Zigby, lawyer, 4339 Wilson Street, Montreal, Lucille St-Denis, secretary, fille majeure, 3355 Beaubien Street East, Montreal, and Monique Dupuis, typist, fille majeure, 4704 Adam Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as grocers and butchers, under the name of "Salaison Desmarais inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $10 each and into 3,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company will be at 5003 Louis-Veuillot Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 3052-65

A. Sansregret inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Luc Geoffroy, advocate, 821 Briand Boulevard, Chambly, Denyse Cadieux, receptionist, fille majeure, 410 Prieur St. East, Montreal, and

Prieur, est, Montréal, et Jeannette Brodeur, secrétaire, fille majeure, 3450, Durocher, app. 31, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de véhicules automobiles et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « A. Sansregret inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2587, rue Masson, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 3039-65

Saucier, Therrien & Bouffard inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de juillet 1965, constituant en corporation: André-P. Casgrain, avocat, rue de la Sapinière, Gisèle Labbé, secrétaire, fille majeure, et Marcel Crevier, avocat, 211, St-Jean-Baptiste, tous trois de Rimouski, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents en assurance, sous le nom de « Saucier, Therrien & Bouffard inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 17, avenue d'Amours, Matane, district judiciaire de Rimouski.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 3196-65

Sibro films ltée
Sibro Films Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Max M. Teitelbaum, 2022, rue Ward, St-Laurent, Maxwell Shenker et Daniel Lazare, ces deux derniers de 1010, rue Ste-Catherine ouest, chambre 620, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de producteurs de vues animées et exploiter des studios de vues animées, sous le nom de « Sibro films ltée — Sibro Films Ltd. », avec un capital de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 361, Place Royale, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826 3198-65

Skyline Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Kay Katz, secrétaire,

Jeannette Brodeur, secretary, fille majeure, 3450 Durocher, Apt. 31, Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in motor vehicles, and to act as garagemen, under the name of "A. Sansregret inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a nominal value of $100 each.

The head office of the company will be at 2587 Masson St., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 3039-65

Saucier, Therrien & Bouffard inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: André-P. Casgrain, advocate, de la Sapinière St., Gisèle Labbé, secretary, spinster of the full age of majority, and Marcel Crevier, advocate, 211 St-Jean-Baptiste, all three of Rimouski, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers and agents, under the name of "Saucier, Therrien & Bouffard inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 17 d'Amours Ave., Matane, judicial district of Rimouski.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 3196-65

Sibro films ltée
Sibro Films Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Max M. Teitelbaum, 2022, Ward Street, St-Laurent, Maxwell Shenker and Daniel Lazare, the latter two of 1010, Ste-Catherine Street West, Suite 620, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of motion picture producers and to operate motion picture studios, under the name of "Sibro films ltée — Sibro Films Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 361, Place Royale, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826-o 3198-65

Skyline Investments Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Kay Katz, secretary, wife separate as to property

épouse séparée de biens de William Katz, 5363, avenue Coolbrook, Montréal, Barnet Buckman, notaire, 4539, avenue Marcil, Montréal, et Mary F. Barker, secrétaire, veuve, 109, chemin St. John's, Pointe-Claire, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de construction et d'immeubles sous le nom de « Skyline Investments Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826 3201-65

Snow Queen Realty Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de juillet 1965, constituant en corporation: William Sadler, technicien, 6475, rue Boyce, Montréal, Edward Susser, marchand, et Lola Burman, agent d'immeubles, épouse séparée de biens dudit Edward Susser, ces deux derniers de 5766, Glenarden, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, construction et placements, sous le nom de « Snow Queen Realty Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 380 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826 3097-65

Sonicbar Doors Ltd.
Les Portes Sonicbar ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Jacques Leduc, avocat, 54, avenue Beloeil, Outremont, Denis Durocher, avocat, 389, Seigneuriale, St-Bruno-de-Montarville, Michel Dagenais, avocat, 800, Bord-du-Lac, Dorval, Gabrielle Lehaie, secrétaire, fille majeure, 1960, boulevard St-Joseph, est, Montréal, et Rolande Heynemand, secrétaire, fille majeure, 5610, Somerled, Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer des portes ordinaires ou spéciales, cadres, articles de quincaillerie et en faire le commerce, sous le nom de « Sonicbar Doors Ltd.— Les Portes Sonicbar ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 15,000 actions ordinaires de $1 chacune et 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4206, rue Ste-Catherine, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOVILLE.

11826 3050-65

of William Katz, 5363, Coolbrook Avenue, Montreal, Barnet Buckman, notary, 4539, Marcil Avenue, Montreal, and Mary F. Barker, secretary, widow, 109, St. John's Road, Pointe-Claire, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Skyline Investments Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, thi 13th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826-o 3201-65

Snow Queen Realty Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: William Sadler, technician, 6475 Boyce Street, Montreal, Edward Susser, merchant, and Lola Burman, real estate agent, wife separate as to property of the said Edward Susser, the latter two of 5766 Glenarden, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Snow Queen Realty Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of the par value of $10 each and 380 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826-o 3097-65

Sonicbar Doors Ltd.
Les Portes Sonicbar ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Jacques Leduc, advocate, 54 Beloeil Avenue, Outremont, Denis Durocher, advocate, 389 Seigneuriale, St-Bruno-de-Montarville, Michel Dagenais, advocate, 800 Bord-du-Lac, Dorval, Gabrielle Lahaie, secretary, fille majeure, 1960 St-Joseph Boulevard East, Montreal, and Rolande Heynemand, secretary, fille majeure, 5610 Somerled, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in standard or special doors, frames and hardware, under the name of "Sonicbar Doors Ltd.— Les Portes Sonicbar ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 15,000 common shares of $1 each and 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 4206 Ste-Catherine Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826-o 3050-65

Southern Proterties Ltd.
Les Propriétés du Sud ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Jack Shayne, 5781, avenue Melling, Côte-St-Luc, Richard Gottlieb, 2960, Maplewood, Montréal, Arthur Marcovitch, 5525, Trent, Côte-St-Luc, et William Levitt, 4869, Dornal, Montréal, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles, de construction et de placements, sous le nom de « Southern Properties Ltd. — Les Propriétés du Sud ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826 3154-65

Supreme Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Michael Garber, avocat et conseil en Loi de la reine, 4338, avenue Montrose, Westmount, Jacob Harold Blumenstein, avocat et conseil en Loi de la reine, 4815, chemin de la Reine Marie, Montréal, Irene Rubin, secrétaire, fille majeure, 5552, avenue Snowdon, Montréal, et Ida Merovitz, secrétaire, épouse séparée de biens de Sam Rosenberg, 6745, avenue Somerled, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Supreme Investments Ltd. », avec un capital total de $100,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $5 chacune et 18,000 actions privilégiées de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826 3202-65

The Sweet Shoppe's Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Jack B. Bobrove, avocat, 5615, avenue Cork, Côte-St-Luc, Earl Kruger, notaire, 595, avenue Carlyle, Mont Royal, et Beverley Heitelman, secrétaire, épouse séparée de biens de Jack Heitelman, 2670, avenue Kent, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce du pain, gâteaux, pâtisserie et tous articles alimentaires produits par la cuisson au four, sous le non de « The Sweet Shoppe's Incorporated », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires

Southern Proterties Ltd.
Les Propriétés du Sud ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Jack Shayne, 5781 Melling Avenue, Côte-St-Luc, Richard Gottlieb, 2960 Maplewood, Montreal, Arthur Marcovitch, 5525 Trent, Côte-St-Luc, and William Levitt, 4869 Dornal, Montreal, all four advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and investment company, under the name of "Southern Properties Ltd. — Les Propriétés du Sud ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826-o 3154-65

Supreme Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Michael Garber, advocate and Queen's Counsel, 4338 Montrose Avenue, Westmount, Jacob Harold Blumenstein, advocate and Queen's Counsel, 4815 Queen Mary Road, Montreal, Irene Rubin, secretary, fille majeure, 5552 Snowdon Avenue, Montreal, and Ida Merovitz, secretary, wife separate as to property of Sam Rosenburg, 6745 Somerled Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Supreme Investments Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 2,000 common shares of $5 each and 18,000 preferred shares of $5 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826-o 3202-65

The Sweet Shoppe's Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Jack B. Bobrove, advocate, 5615 Cork Avenue, Côte-St-Luc, Earl Kruger, notary, 595 Carlyle Avenue, Mount Royal, and Beverley Heitelman, secretary, wife separate as to property of Jack Heitelman, 2670 Kent Avenue, Montreal, for the following purposes:

To deal in bread, cakes, pastry and all articles of food produced by baking, under the name of "The Sweet Shoppe's Incorporated", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of $10 each and

d'une valeur au pair de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826 3360-65

Tetbock Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Roy Fraser Elliott, avocat et conseil en Loi de la reine, 12, Aberbeen, Westmount, Margot Mary Quinn, 5890, avenue Monkland, Montréal, et Mary Elizabeth Spracklin, 2160, Favard, Montréal, ces deux dernières secrétaires, célibataires, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Tetbock Holdings Ltd. », avec un capital total de $902,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune, 9,000 actions privilégiées première catégorie d'une valeur au pair de $100 chacune et 1,000 actions privilégiées deuxième catégorie d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2601, chemin Côte-de-Liesse, St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826 3143-65

Ti-Coq Moderne inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour de juin 1965, constituant en corporation: J.-Georges Benny, cultivateur, St-Ambroise, Jean-Guy Hétu, comptable, 3870, boulevard St-Joseph, Montréal, et Louis-Philippe Hétu, comptable agréé, 4300, De Carignan, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Ti-Coq Moderne inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5235, rue Wellington, Verdun, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 2815-65

Touristair Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Jean Tassé, industriel, 6368, boulevard Pie IX, Montréal, Marcel Bourhis, industriel, 5587, Jules-Auclair, Montréal-Nord, et Jean-Paul Sabourin, restaurateur, L'Annonciation, pour les objets suivants:

2,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826-o 3360-65

Tetbock Holdings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Roy Fraser Elliott, advocate and Queen's Counsel, 12 Aberdeen, Westmount, Margot Mary Quinn, 5890 Monkland Avenue, Montreal, and Mary Elizabeth Spracklin, 2160 Favard, Montreal, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Tetbock Holdings Ltd.", with a total capital stock of $902,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $1 each, 9,000 first preferred shares of the par value of $100 each and 1,000 second preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company will be at 2601 Côte-de-Liesse Road, St-Laurent, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826-o 3143-65

Ti-Coq Moderne inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: J.-Georges Benny, farmer, St-Ambroise, Jean-Guy Hétu, accountant, 3870, St-Joseph Boulevard, Montreal, and Louis-Philippe Hétu, chartered accountant, 4300, De Carignan, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Ti-Coq Moderne inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 5235, Wellington Street, Verdun, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 2815-65

Touristair Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Jean Tassé, industrialist, 6368 Pie IX Blvd., Montreal, Marcel Bourhis, industrialist, 5587, Jules-Auclair, Montreal-North, and Jean-Paul Sabourin, restaurateur, L'Annonciation, for the following purposes:

Faire affaires comme compagnie d'aviation, sous le nom de « Touristair Inc. », avec un capital total de $150,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4247, rue St-Denis, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 3274-65

Transco Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Claude-E. Leduc, 105, avenue Beverley, Mont-Royal, Jean-Claude Pothier, 7171, Sagard, Montréal, et Jean Lefrançois, 191, avenue Maplewood, Outremont, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Transco Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 630, rue Sherbrooke ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826 3249-65

Varsity Clothes Shops Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Daniel Goldberg, comptable agréé, 5709, avenue Westluke, Kenneth M. Flanz, notaire, 7028, Guelph, tous deux de Côte-St-Luc, et Gabrielle Martin, secrétaire, épouse séparée de biens de George Martin, 121, Elgin Drive, Châteauguay, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de tailleurs, sous le nom de « Varsity Clothes Shops Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de $10 chacune et 50 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1010, rue Ste-Catherine ouest, chambre 308, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826 2625-65

Ed. Verreault limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Édouard Verreault, commerçant, Émile Verreault, chauffeur de taxi,

To carry on business as an aviation company, under the name of "Touristair Inc.", with a total capital stock of $150,000, divided into 5,000 common shares of $10 each and 1,000 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 4247, St-Denis St., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 3274-65

Transco Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Claude E. Leduc, 105 Beverley Avenue, Mount Royal, Jean-Claude Pothier, 7171 Sagard, Montreal, and Jean Lefrançois, 191 Maplewood Avenue, Outremont, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Transco Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 10,000 common shares of the par value of $1 each.

The head office of the company will be at 630 Sherbrooke Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 3249-65

Varsity Clothes Shops Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Daniel Goldberg, chartered accountant, 5709 Westluke Avenue, Kenneth M. Flanz, notary, 7028 Guelph, both of Côte-St-Luc, and Gabrielle Martin, secretary, wife separate as to property of George Martin, 121 Elgin Drive, Châteauguay, for the following purposes:

To carry on the business of tailors, under the name of "Varsity Clothes Shops Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 1,500 common shares of $10 each and 50 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 1010 Ste-Catherine Street West, Suite 308, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826-o 2625-65

Ed. Verreault limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Édouard Verreault, merchant, Émile Verreault, taxi driver, and Roméo Verreault, clerk, all three

et Roméo Verreault, commis, tous trois de St-Léonard-de-Portneuf, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes espèces d'articles et marchandises qui font généralement l'objet d'un commerce d'épicerie, sous le nom de «Ed. Verreault limitée», avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Léonard-de-Portneuf, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 3211-65

of St-Léonard-de-Portneuf, for the following purposes:

To carry on the business of al kinds of articles and merchandise which are generally the object of a grocery commerce, under the name of "Ed. Verreault limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company will be at St-Léonard-de-Portneuf, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 3211-65

Victoria Drive Yourself (1965) ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Robert Rheault, commerçant, 6, Alfred, Victoriaville, Claude Pinard, avocat, 9, avenue des Cèdres, Victoriaville, et Jeannine Houde, secrétaire, fille majeure, 48, avenue des Érables, Arthabaska, pour les objets suivants:

Faire le commerce et la location de véhicules automobiles de toutes sortes, sous le nom de « Victoria Drive Yourself (1965) ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 150 actions ordinaires de $100 chacune et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 3119-65

Victoria Drive Yourself (1965) ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Robert Rheault, trader, 6 Alfred, Victoriaville, Claude Pinard, advocate, 9 des Cèdres Ave., Victoriaville, and Jeannine Houde, secretary, fille majeure, 48 des Érables Ave., Arthabaska, for the following purposes:

To carry on business dealing in and renting out all kinds of motor vehicles, under the name of "Victoria Drive Yourself (1965) ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 150 common shares of $100 each and 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 3119-65

Vita Restaurant Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Fernand Gingras, 5965, Pie IX, Montréal, Réjean Gingras, 1530, Grondine, Chomedey, et Alain Gingras, 5969, boulevard Pie IX, Montréal, tous trois commerçants, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Vita Restaurant Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 25,000 actions ordinaires de $1 chacune, 25,000 actions privilégiées classe « A » de $1 chacune et en 50,000 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal,-Nord, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 3276-65

Vita Restaurant Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Fernand Gingras, 5965, Pie IX, Montreal, Réjean Gingras, 1530, Grondine, Chomedey, and Alain Gingras, 5969, Pie IX Boulevard, Montreal, all three traders, for the following purposes:

To carry on business as restaurant keepers, under the name of "Vita Restaurant Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 25,000 common shares of $1 each, 25,000 preferred class "A" shares of $1 each and into 50,000 preferred shares "B" shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal-North, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 3276-65

A West End Home Maintenance Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de juillet 1965, constituant en corporation: Peter Troy, couvreur,

A West End Home Maintenance Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, incorporating: Peter Troy, roofer, Elizabeth Troy, housewife,

Élizabeth Troy, ménagère, épouse dudit Peter Troy, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous deux de 14336, rue Harris, Pierrefonds, et Thomas Walsh, couvreur, 160 rue Rhéaume, Verdun, pour les objets suivants:

Entretenir et réparer des immeubles, sous le nom de « A West End Home Maintenance Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826 3212-65

wife of the said Peter Troy, and duly authorized by him for the purpose of these presents, both of 14336 Harris Street, Pierrefonds, and Thomas Walsh, roofer, 160, Rhéaume Street, Verdun, for the following purposes:

To maintain and repair real estate, under the name of "A West End Home Maintenance Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826-o 3212-65

Lettres patentes supplémentaires

Al-Jon (Canada) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 3e jour de juin 1965, à la compagnie « Montreal Scrap Battery Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 31e jour de janvier 1964, 1° changeant son nom en celui de « Al-Jon (Canada) Limited »; 2° étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826 502-64 — 1279/103

Alma Air Service Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 30e jour de juin 1965, à la compagnie « Alma Air Service Ltd. », augmentant son capital de $40,000 à $100,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 6,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 16890-59 — 1280/73

L'Association du baseball amateur du Québec

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 29e jour de juin 1965, à « La Fédération nationale du baseball junior amateur — The National Federation of amateur junior baseball », constituée en vertu des dispositions de la troisième partie de ladite Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 23 mars 1961, 1° changeant son nom en celui de « L'Association du baseball amateur du Québec »; 2° augmentant le nombre de ses administrateurs de 7 à 18.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 11464-61 — 1281/30

Supplementary Letters Patent

Al-Jon (Canada) Limited

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 3rd day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Montreal Scrap Battery Inc.", incorporated by letters patent dated the 31st day of January, 1964, 1. changing its name to that of "Al-Jon (Canada) Limited"; 2. extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 3rd day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826-o 502-64 — 1279/103

Alma Air Service Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Alma Air Service Ltd.", increasing its capital stock from $40,000 to $100,000, the additional share capital being divided into 6,000 common shares of $10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 16890-59 — 1280/73

L'Association du baseball amateur du Québec

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Companies Act, the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has issued supplementary letters patent dated June 29, 1965 to "La Fédération nationale du baseball junior amateur — The National Federation of amateur junior baseball", incorporated under the provisions of Part III of the Quebec Companies Act, by letters patent dated March 23, 1961, 1. changing its name into that of "L'Association du baseball amateur du Québec"; 2. increasing the number of its directors from 7 to 18.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE.
Assistant Secretary of the Province.

11826 11464-61 — 1281/30

Atlantic Helicopters Ltd.
Hélicoptères Atlantique ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 22e jour de juin 1965, à la compagnie « Atlantic Helicopters Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 5e jour de mai 1960, changeant son nom en celui de « Atlantic Helicopters Ltd.— Hélicoptères Atlantique ltée ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826 16433-59 — 1280/23

Atlantic Helicopters Ltd.
Hélicoptères Atlantique ltée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Atlantic Helicopters Ltd.", incorporated by letters patent dated the 5th day of May, 1960, changing its name to that of "Atlantic Helicopters Ltd.— Hélicoptères Atlantique ltée".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826-o 16433-59 — 1280/23

Beef'N Burger Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaire, en date du 5e jour de juillet 1965, à la compagnie « Brooks Fine Food Inc. », constituée par lettres patentes en date du 27e jour de mai 1960, changeant son nom en celui de « Beef'N Burger Ltd. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826 12368-60 — 1281/5

Beef'N Burger Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 5th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to "Brooks Fine Food Inc.", incorporated by letters patent dated the 27th day of May, 1960, changing its name to that of "Beef'N Burger Ltd.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826-o 12368-60 — 1281/5

Belvedere Motel Inc.
Motel Belvédère inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 5e jour de juillet 1965, à la compagnie « Belvedere Motel Inc.— Motel Belvédère inc. », modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826 13314-58 — 1282/41

Belvedere Motel Inc.
Motel Belvédère inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 5th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to "Belvedere Motel Inc.— Motel Belvédère inc.", modifying the provisions of its letters patent.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826-o 13314-58 — 1282/41

Blackstone Building Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 21e jour de juin 1965, à la compagnie « Blackstone Building Corporation », 1° augmentant son capital de $75,000 à $150,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 750 actions privilégiées de $100 chacune; 2° modifiant les droits afférents à ses actions privilégiées; 3° étendent ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 14705-58 — 1281/88

Blackstone Building Corporation

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Blackstone Building Corporation", 1. increasing its capital stock from $75,000 to $150,000, the additional share capital being divided into 750 preferred shares of $100 each; 2. amending the rights relating to its preferred shares; 3. extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 14705-58 — 1281/88

Bonbons Guay Candies Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 13e jour

Bonbons Guay Candies Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec,

de juillet 1965, à la compagnie « Bonbons Guay Candies Ltd. », 1° modifiant les dispositions de ses lettres patentes; 2° modifiant les privilèges et restrictions afférents aux actions privilégiées; 3° subdivisant ses 500 actions privilégiées de $100 chacune en 50,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 14929-59 — 1282/85

Bournier limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 13e jour de juillet 1965, à la compagnie « Bournier limitée », 1° étendant ses pouvoirs; 2° augmentant son capital de $40,000 à $190,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 15,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 10574-61 — 1282/106

Brunelle inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 14e jour de juillet 1965, à la compagnie « Dépôt Surplus inc. », constituée par lettres patentes en date du 22 mars 1960, changeant son nom en celui de « Brunelle inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE,

11826-o 11031-60 — 1283/14

Buanderie Nouvelle Méthode ltée
New Method Washing Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 21e jour de juin 1965, à la compagnie « New Method Washing Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 18e jour de décembre 1922, changeant son nom en celui de « Buanderie Nouvelle Méthode ltée — New Method Washing Ltd. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 2135-22 — 1279/129

Les Calcaires Salaberry inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 20e jour de juillet 1965, à la compagnie « Les Calcaires Salaberry inc. », modifiant ses pouvoirs.

to "Bonbons Guay Candies Ltd.", 1. amending the provisions of its letters patent; 2. amending the privileges and restrictions attached to preferred shares; 3. subdividing its 500 preferred shares of $100 each into 50,000 preferred shares of $1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 14929-59 — 1282/85

Bournier limitée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to "Bournier limitée", 1. extending its powers; 2. increasing its capital stock from $40,000 to $190,000, the additional share capital being divided into 15,000 preferred shares of a par value of $10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 10574-61 — 1282/106

Brunelle inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 14th day of July, 1965, have been issued by the administrator of the Government of the Province of Quebec, to "Dépôt Surplus inc.", incorporated by letters patent dated the 22nd day of March, 1960, changing its name to that of "Brunelle inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 11031-60 — 1283/14

Buanderie Nouvelle Méthode ltée
New Method Washing Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "New Method Washing Ltd.", incorporated by letters patent dated the 18th day of December, 1922, changing its name to that of "Buanderie Nouvelle Méthode ltée — New Method Washing Ltd.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 2135-22 — 1279/129

Les Calcaires Salaberry inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to "Les Calcaires Salaberry inc.", amending its powers.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 12209-60 — 1283/15

Canit construction Québec limitée
Canit Construction Quebec Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 28e jour de juin 1965, à la compagnie « Icanda Québec limitée », constituée par lettres patentes en date du 19e jour d'août 1952, changeant son nom en celui de « Canit construction Québec limitée — Canit Construction Quebec Limited ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 11401-52 — 1280/24

Carré Décarie inc.
Décarie Square Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 29e jour de juin 1965, à la compagnie « Carré Décarie inc.— Décarie Square Inc. », 1° augmentant son capital de $40,000 à $1,000,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 96,000 actions d'une valeur au pair de $10 chacune; 2° réduisant le nombre de ses administrateurs de 6 à 4.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826 1054-65 — 1281/7

Carrières Universelles ltée (1963)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 15e jour de juin 1965, à la compagnie « Carrières Universelles ltée (1963) », augmentant son capital de $100,000 à $500,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 2,000 actions ordinaires de $100 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 3415-63 — 1279/46

Cassidy's Ltd.
Cassidy ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 4e jour de juin 1965, à la compagnie « Cassidy's Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 17e jour de février 1953, 1° changeant son nom en celui de « Cassidy's Ltd.— Cassidy ltée »; 2° abrogeant certaines dispositions de ses lettres patentes; 3° changeant et subdivisant ses 10,100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 181,800 actions sans valeur nominale

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 12209-60 — 1283/15

Canit construction Québec limitée
Canit Construction Quebec Limited

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Icanda Québec limitée", incorporated by letters patent dated the 19th day of August, 1952, changing its name to that of "Canit construction Québec limitée — Canit Construction Quebec Limited".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 11401-52 — 1280/24

Carré Décarie inc.
Décarie Square Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Carré Décarie inc.— Décarie Square Inc.", 1. increasing its capital from $40,000 to $1,000,000, the additional capital stock being divided into 96,000 shares of the par value of $10 each; 2. reducing the number of its directors from 6 to 4.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826-o 1054-65 — 1281/7

Carrières Universelles ltée (1963)

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Carrières Universelles ltée (1963)", increasing its capital stock from $100,000 to $500,000, the additional share capital being divided into 2,000 common shares of $100 each and 2,000 preferred shares of $100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 3415-63 — 1279/46

Cassidy's Ltd.
Cassidy ltée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 4th day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Cassidy's Ltd.", incorporated by letters patent dated the 17th day of February, 1953, 1. changing its name to that of "Cassidy's Ltd.— Cassidy ltée"; 2° abrogating certain provisions of its letters patent; 3. changing and subdividing its 10,100 common shares of the par value of $1 each and 181,800 shares without nominal or par value; 4. converting and subdividing its 13,980

ou au pair; 4° convertissant et subdivisant ses 13,980 actions privilégiées de $100 chacune en 209,700 actions sans valeur nominale ou au pair.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826 3900-53 — 1278/22

Cegelec industrie inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 14e jour de juin 1965, à la compagnie « Cegelec industrie inc. », augmentant son capital de $800,000 à $1,200,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 809-64 — 1279/18

Cendrillon inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 14e jour de juillet 1965, à la compagnie « Cendrillon inc. », modifiant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 4621-63 —1282/107

Central Sewing Machine Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la procince de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 15e jour de juin 1965, à la compagnie « Central Sewing Machine Inc. », augmentant son capital de $40,000 à $170,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 13,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826 12611-58 — 1280/110

Centre d'Achats Cartier limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 16e jour de juillet 1965, à la compagnie « Centre d'Achats Boulevard limitée », constitué en corporation par lettres patentes en date du 4e jour de février 1965, changeant son nom en celui de « Centre d'Achats Cartier limitée ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826 5880-64 — 1283/16

preferred shares of $100 each into 209,700 shares without nominal or par value.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826-o 3900-53 — 1278/22

Cegelec industrie inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 14th day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Cegelec industrie inc.", increasing its capital stock from $800,000 to $1,200,000, the additional share capital being divided into 40,000 common shares of a par value of $10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 809-64 — 1279/18

Cendrillon inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 14th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to "Cendrillon inc.", amending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 4621-63 — 1282/107

Central Sewing Machine Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Central Sewing Machine Inc.", increasing its capital from $40,000 to $170,000, the additional capital stock being divided into 13,000 preferred shares of $10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826-o 12611-58 — 1280/110

Centre d'Achats Cartier limitée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to "Centre d'Achats Boulevard limitée", incorporated by letters patent dated the 4th day of February, 1965, changing its name to that of "Centre d'Achats Cartier limitée".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826-o 5880-64 — 1283/16

Le Cercle des traducteurs
The Translators' Club

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 4e jour de juin 1965, à la « Société des Diplômés de l'Institut de traduction — Institute of Translation Graduates' Society », constituée en vertu des dispositions de la troisième partie de ladite Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 22e jour de juillet 1959, 1° changeant son nom en celui de « Le Cercle des traducteurs — The Translators' Club ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 4e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 14017-59 — 1279/109

La Chemise Perfection inc.
Perfection Shirt Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 25e jour de juin 1965, à la compagnie « La Chemise Perfection inc.— Perfection Shirt Inc. », augmentant son capital de $100,000 à $225,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,250 actions privilégiées de $100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 15634-52 — 1280/42

Chez Paree inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 14e jour de juillet 1965, à la compagnie « Nick Martin's Supper Club Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 21e jour d'août 1964, changeant son nom en celui de « Chez Paree inc. »

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826 3757-64 — 1283/17

Citation Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 28e jour de juin 1965, à la compagnie « Citation Investment Corporation », augmentant son capital de $198,100 à $503,100, le capital-actions additinnel étant divisé en 3,050 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 10877-62 — 1280/74

Le Cercle des traducteurs
The Translators' Club

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Companies Act, the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has issued supplementary letters patent, dated June 4, 1965, to "Société des Diplômés de l'Institut de traduction — Institute of Translation Graduates' Society", incorporated under the provisions of Part III of the said Quebec Companies Act, by letters patent dated July 22, 1959, 1. changing its name into that of "Le Cercle des traducteurs — The Translators' Club".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 14017-59 — 1279/109

La Chemise Perfection inc.
Perfection Shirt Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "La Chemise Perfection inc.— Perfection Shirt Inc.", increasing its capital from $100,000 to $225,000, the additional capital stock being divided into 1,250 preferred shares of $100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 15634-52 — 1280/42

Chez Paree inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 14th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to "Nick Martin's Supper Club Inc.", incorporated by letters patent dated the 21st day of August, 1964, changing its name to that of "Chez Paree inc."

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826-o 3757-64 — 1283/17

Citation Investment Corporation

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Citation Investment Corporation", increasing its capital from $198,100 to $503,100, the additional capital stock being divided into 3,050 preferred shares of the par value of $100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826-o 10877-62 — 1280/74

Clarke, Villeneuve & Hubbard ltée
Clarke, Villeneuve & Hubbard Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 22e jour de juillet 1965, à la compagnie « Clarke, Wise & Villeneuve Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 17e jour de décembre 1957, changeant son nom en celui de « Clarke, Villeneuve & Hubbard ltée — Clarke, Villeneuve & Hubbard Ltd. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826 14065-57 — 1283/19

Clarke, Villeneuve & Hubbard ltée
Clarke, Villeneuve & Hubbard Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to "Clarke, Wise & Villeneuve, Ltd." incorporated by letters patent dated the 17th day of December, 1957, changing its name to that of "Clarke, Villeneuve & Hubbard ltée — Clarke, Villeneuve & Hubbard Ltd.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826-o 14065-57 — 1283/19

Club de Golf de Lorette inc.
Lorette Golf Club Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 30e jour de juin 1965, à la compagnie « Club de Golf de Lorette inc. — Lorette Golf Club Inc. », augmentant son capital de $40,000 à $50,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 2516-26 — 1281/91

Club de Golf de Lorette inc.
Lorette Golf Club Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to « Club de Golf de Lorette inc. — Lorette Golf Club Inc.", increasing its capital from $40,000 to $50,000, the additional capital stock being divided into 100 common shares of $100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 2516-26 — 1281/91

La Compagnie du téléphone de Nicolet

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 12e jour de juillet 1965, à « La Compagnie du téléphone de Nicolet », 1° désignant ses actions privilégiées existantes comme actions privilégiées classe « A »; 2° augmentant son capital de $150,000 à $500,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 2,500 actions ordinaires de $100 chacune et en 1,000 actions privilégiées classe « B » de $100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 486-22 — 1282/87

La Compagnie du téléphone de Nicolet

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to "La Compagnie du téléphone de Nicolet", 1. designating its existing preferred shares as preferred class "A" shares; 2.° increasing its capital stock from $150,000 to $500,000, the additional share capital being divided into 2,500 common shares of $100 each and 1,000 preferred class "B" shares of $100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 486-22 — 1282/87

La Corporation foncière de Montréal

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 23e jour de juin 1965, à « La Corporation foncière de Montréal », 1° augmentant son capital, le capital-actions additionnel étant divisé en 180,000 actions classe « A » sans valeur nominale; 2° modifiant certaines dispositions de ses lettres patentes et de ses lettres patentes supplémentaires.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 13261-57 — 1279/132

La Corporation foncière de Montréal

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "La Corporation foncière de Montréal", 1. increasing its capital, the additional capital stock being divided into 180,000 class "A" shares without nominal value; 2. amending certain provisions of its letters patent and of its supplementary letters patent.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 13261-57 — 1279/132

Corprest Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 15e jour de juin 1965, à la compagnie « Corprest Inc. », 1° convertissant ses 800 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune en 800 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune; 2° modifiant certaines dispositions de ses lettres patentes.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 753-65 — 1279/21

Corprest Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Corprest Inc.", 1. converting its 800 common shares of a par value of $100 each into 800 preferred shares of a par value of $100 each; 2. amending certain provisions of its letters patent.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 753-65 — 1279/21

Les Distilleries Barrelet ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 29e jour de juin 1965, à la compagnie « Les Distilleries Barrelet ltée », 1° modifiant certaines dispositions de ses lettres patentes; 2° subdivisant ses 180 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune en 1,800 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune et ses 84 actions privilégiées de $500 chacune en 210 actions privilégiées de $200 chacune; 3° augmentant son capital de $60,000 à $276,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,800 actions ordinaires de $10 chacune en 990 actions privilégiées de $200 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 3528-63 — 1282/3

Les Distilleries Barrelet ltée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Les Distilleries Barrelet ltée", 1. amending certain provisions of its letters patent; 2. subdividing its 180 common shares of a nominal value of $100 each into 1,800 common shares of a nominal value of $10 each and its 84 preferred shares of $500 each into 210 preferred shares of $200 each; 3. increasing its capital from $60,000 to $276,000, the additional share capital being divided into 1,800 common shares of $10 each and 990 preferred shares of $200 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 3528-63 — 1282/3

Doré, Archambault inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 12e jour de juillet 1965, à la compagnie « Doré, Paradis, Archambault inc. », constituée par lettres patentes en date du 18e jour de janvier 1963, changeant son nom en celui de « Doré, Archambault inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 308-63 — 1283/25

Doré, Archambault inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to "Doré, Paradis, Archambault inc.", incorporated by letters patent dated the 18th day of January, 1963, changing its name to that of "Doré, Archambault inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secrtary of the Province.

11826 308-63 — 1283/25

Elmwood Realties Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 8e jour de juillet 1965, à la compagnie « Elmwood Realties Inc. », augmentant son capital de $50,000 à $55,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 5,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826 1722-21 — 1282/47

Elmwood Realties Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 8th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to "Elmwood Realties Inc.", increasing its capital from $50,000 to $55,000, the additional capital stock being divided into 5,000 preferred shares of the par value of $1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826-o 1722-21 — 1282/47

Expert Candy Ltd.
Le Bonbon Expert ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 19e jour de juillet 1965, à la compagnie « Expert Candy Mfg. Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 31e jour de janvier 1958, 1° changeant son nom en celui de « Expert Candy Ltd.— Le Bonbon Expert ltée »; 2° augmentant son capital de $100,000 à $150,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 10032-58 — 1283/29

Expert Candy Ltd.
Le Bonbon Expert ltée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to "Expert Candy Mfg. Ltd.", incorporated by letters patent dated the 31st day of January, 1958, 1. changing its name to that of "Expert Candy Ltd.— Le Bonbon Expert ltée"; 2. increasing its capital from $100,000 to $150,000, the additional capital stock being divided into 500 preferred shares of $100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11826-o 10032-58 — 1283/29

George R. Ferguson Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 12e jour de juillet 1965, à la compagnie « Ferguson, Mann Limited », constituée par lettres patentes dn date du 13e jour de juillet 1959, changeant son nom en celui de « George R. Ferguson Ltd. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11826 14156-59 — 1282/90

George R. Ferguson Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to "Ferguson, Mann Limited", incorporated by letters patent dated the 13th day of July, 1959, changing its name to that of "George R. Ferguson Ltd.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11826-o 14156-59 — 1282/90

Fern Investment Corp.
Corp. d'Investissement Fern

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 5e jour de juillet 1965, à la compagnie « Fern Investment Corp. », constituée par lettres patentes en date du 14e jour d'avril 1960, changeant son nom en celui de « Fern Investment Corp. — Corp. d'Investissement Fern ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 11788-60 — 1282/91

Fern Investment Corp.
Corp. d'Investissement Fern

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 5th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to "Fern Investment Corp.", incorporated by letters patent dated the 14th day of April, 1960, changing its name to that of "Fern Investment Corp. — Corp. d'Investissement Fern".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11826-o 11788-60 — 1282/91

The Four Seasons Sporthouse, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 6e jour de juillet 1965, à la compagnie « Alpine House (Haus) Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 10e jour de novembre 1964, changeant son nom en celui de « The Four Seasons Sporthouse, Inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11826 2704-64 — 1282/92

The Four Seasons Sporthouse, Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to "Alpine House (Haus) Ltd.", incorporated by letters patent dated the 10th day of November, 1964, changing its name to that of "The Four Seasons Sporthouse, Inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11826-o 2704-64 — 1282/92

J. Adélard Gagnon & fils limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 31e jour de mai 1965, à la compagnie « J. Adélard Gagnon & fils limitée », augmentant son capital de $100,000 à $200,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 6551-48 — 1280/114

Alphide Girard & fils, limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 7e jour de juillet 1965, à la compagnie « Alphide Girard & fils, limitée », augmentant son capital de $150,000 à $340,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,900 actions privilégiées de $100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 6934-46 — 1282/49

Home Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 12e jour de juillet 1965, à la compagnie « Home Development Acceptance Corp. », constituée par lettres patentes en date du 17e jour de décembre 1962, changeant son nom en celui de « Home Development Corp. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826 15109-62 — 1282/111

Hôtel Larose ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 17e jour de juin 1965, à la compagnie « Hôtel Larose ltée », augmentant son capital de $10,000 à $50,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 3706-64 — 1279/137

Hôtel Plaza d'Alma limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 28e jour de juin 1965, à la compagnie « Hôtel Plaza d'Alma limitée »,

J. Adélard Gagnon & fils limitée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 31st day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "J. Adélard Gagnon & fils limitée", increasing its capital from $100,000 to $200,000, the additional capital stock being divided into 1,000 preferred shares of $100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 6551-48 — 1280/114

Alphide Girard & fils, limitée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to "Alphide Girard & fils, limitée", increasing its capital stock from $150,000 to $340,000, the additional share capital being divided into 1,900 preferred shares of $100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 6934-46 — 1282/49

Home Development Corp.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to "Home Development Acceptance Corp.", incorporated by letters patent dated the 17th day of December, 1962, changing its name to that of "Home Development Corp.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826-o 15109-62 — 1282/111

Hôtel Larose ltée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Hôtel Larose ltée", increasing its capital from $10,000 to $50,000, the additional capital stock being divided into 400 common shares of $100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 3706-64 — 1279/137

Hôtel Plaza d'Alma limitée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Hôtel Plaza d'Alma limitée", increasing its capital

augmentant son capital de $30,000 à $100,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 400 actions privilégiées de $100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 8659-50 — 1281/17

Immeubles Bruyère inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 14e jour de juin 1965, à la compagnie « Immeubles Bruyère inc. », étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 1802-65 — 1279/24

Immeubles G. L. inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 17e jour de juin 1965, à la compagnie « Édifice G.-L. inc. », constituée par lettres patentes en date du 13e jour d'octobre 1964, changeant son nom en celui de « Immeubles G. L. inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 4524-64 — 1279/117

Industri-Aire Products Ltd.
Les Produits Industri-Aire ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 17e jour de juin 1965, à la compagnie « Remlap Metal Products Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 15e jour de février 1960, changeant son nom en celui de « Industri-Aire Products Ltd.— Les Produits Industri-Aire ltée ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826 10723-60 — 1279/118

Inter-Cité construction ltée
Inter-City Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 14e jour de juin 1965, à la compagnie « Inter-Cité construction ltée — Inter-City Construction Ltd. », 1° réduisant son capital de $40,000 à $20,000, le capital-actions annulé étant divisé en 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune; 2° augmentant son capital de $20,000 à $120,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 10,000 actions privilégiées de $10 chacune.

stock from $30,000 to $100,000, the additional share capital being divided into 300 common shares of $100 each and 400 preferred shares of $100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 8659-50 — 1281/17

Immeubles Bruyère inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 14th day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Immeubles Bruyère inc.", extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18826 1802-65 — 1279/24

Immeubles G. L. inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Édifice G.-L. inc.", incorporated by letters patent dated the 13th day of October, 1964, changing its name to that of "Immeubles G. L. inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 4524-64 — 1279/117

Industri-Aire Products Ltd.
Les Produits Industri-Aire ltée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Remlap Metal Products Ltd.", incorporated by letters patent dated the 15th day of February, 1960, changing its name to that of "Industri-Aire Products Ltd.— Les Produits Industri-Aire ltée".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826-o 10723-60 — 1279/118

Inter-Cité construction ltée
Inter-City Construction Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 14th day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Inter-Cité construction ltée — Inter-City Construction Ltd.", 1. reducing its capital from $40,000 to $20,000, the annulled capital stock being divided into 2,000 preferred shares of a par value of $10 each; 2. increasing its capital from $20,000 to $120,000, the additional capital stock being divided into 10,000 preferred shares of $10 each.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 7518-53 — 1280/43

International Development Corporation (Quebec) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 31e jour de mai 1965, à la compagnie « International Development Corporation (Quebec) Ltd. », augmentant son capital de $40,000 à $41,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31e jour de mai 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826 5359-64 — 1280/44

International Food Distributors Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 28e jour de juin 1965, à la compagnie « International Food Distributors Corp. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 30e jour de janvier 1945, 1° changeant son nom en celui de « International Food Distributors Corporation »; 2° augmentant son capital de $60,000 à $210,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826 2297-47 — 1281/93

Kay Bros. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 12e jour de juillet 1965, à la compagnie « Jay Kay Inc. », constituée par lettres patentes en date du 17e jour de décembre 1964, changeant son nom en celui de « Kay Bros. Inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826 5767-64 — 1282/113

Jacques Laferté ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 25e jour de juin 1965, à la compagnie « Jacques Laferté ltée », 1° augmentant son capital de $50,000 à $241,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 19,000 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et en 100 actions privilégiées classe « B » de $10 chacune; 2° convertissant ses 100 actions privilégiées existantes de $100 chacune en 1,000 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 7518-53 — 1280/43

International Development Corporation (Quebec) Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 31st day of May, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "International Development Corporation (Quebec) Ltd.", increasing its capital from $40,000 to $41,000, the additional capital stock being divided into 100 common shares of the par value of $10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of May, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826-o 5359-64 — 1280/44

International Food Distributors Corporation

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "International Food Distributors Corp.", incorporated by letters patent dated the 30th day of January, 1945, 1. changing its name to that of "International Food Distributors Corporation"; 2. increasing its capital from $60,000 to $210,000, the additional capital stock being divided into 1,500 preferred shares of the par value of $100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826-o 2297-47 — 1281/93

Kay Bros. Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to "Jay Kay Inc.", incorporated by letters patent dated the 17th day of December, 1964, changing its name to that of "Kay Bros. Inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826-o 5767-64 — 1282/113

Jacques Laferté ltée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Jacques Laferté ltée", 1. increasing its capital from $50,000 to $241,000, the additional capital-stock being divided into 19,000 preferred class "A" shares of $10 each and into 100 preferred class "B" shares of $10 each; 2. converting its 100 existing preferred shares of $100 each into 1,000 preferred class "A" shares of $10 each.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 13641-60 — 1280/26

Lana-Lee Fashions Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 17e jour de juin 1965, à la compagnie « Lana-Lee Fashions Inc. », augmentant son capital de $40,000 à $80,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 4,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826 4236-47 — 1279/119

Latino Films limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 16e jour de juillet 1965, à la compagnie « Pierre Lamy inc. », constituée par lettres patentes en date du 12e jour d'août 1964, changeant son nom en celui de « Latino Films limitée ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 3049-64 — 1283/38

J. B. Laverdure inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 13e jour de juillet 1965, à la compagnie « Guy Laverdure inc. », constituée par lettres patentes en date du 19e jour de mai 1965, changeant son nom en celui de « J. B. Laverdure inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 2247-65 — 1283/40

Louis LeBlanc inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 28e jour de juin 1965, à la compagnie « Adriatic International Trading Co. Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 24e jour de septembre 1964, changeant son nom en celui de « Louis LeBlanc inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826 4232-64 — 1280/25

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 13641-60 — 1280/26

Lana-Lee Fashions Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Lana-Lee Fashions Inc.", increasing its capital from $40,000 to $80,000, the additional capital stock being divided into 4,000 preferred shares of the par value of $10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826-o 4236-47 — 1279/119

Latino Films limitée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of July 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to "Pierre Lamy inc.", incorporated by letters patent dated the 12th day of August, 1964, changing its name to that of "Latino Films limitée".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 3049-64 — 1283/38

J. B. Laverdure inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to "Guy Laverdure inc.", incorporated by letters patent dated the 19th day of May, 1965, changing its name to that of "J. B. Laverdure inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 2247-65 — 1283/40

Louis LeBlanc inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Adriatic International Trading Co. Ltd.", incorporated by letters patent dated the 24th day of September, 1964, changing its name to that of "Louis LeBlanc inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826-o 4232-64 — 1280/25

Librairie Morin inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 16e jour de juillet 1965, à la compagnie « Librairie Morin inc. », 1° réduisant son capital de $15,000 à $5,000, le capital-actions annulé étant divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune 2° augmentant son capital de $5,000 à $35,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 11618-61 — 1282/118

Librairie Morin inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to "Librairie Morin inc.", 1. reducing its capital stock from $15,000 to $5,000, the cancelled share capital being divided into 100 common shares of $100 each; 2. increasing its capital stock from $5,000 to $35,000, the additional share capital being divided into 300 preferred shares of $100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 11618-61 — 1282/118

Maki Corporation
Corporation Maki

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 15e jour de mars 1965, à la compagnie « Maki Corporation – Corporation Maki », 1° réduisant son capital de $277,500 à $77,500, le capital-actions annulé étant divisé en 3,476 actions émises catégorie « A » d'une valeur au pair de $50 chacune et 524 actions non émises catégorie « A » d'une valeur au pair de $50 chacune; 2° convertissant et subdivisant ses 550 actions ordinaires d'une valeur au pair de $50 chacune en 27,500 actions ordinaires sans valeur au pair; 3° augmentant son capital, le capital-actions additionnel étant divisé en 72,500 actions ordinaires sans valeur au pair; 4° modifiant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826 10848-54 — 1282/53

Maki Corporation
Corporation Maki

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of March, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Maki Corporation — Corporation Maki", 1. reducing its capital from $277,500 to $77,500, the capital stock annulled being divided into 3,476 issued class "A" shares of the par value of $50 each and into 524 unissued class "A" shares of the par value of $50 each; 2. converting and subdividing its 550 common shares of the par value of $50 each into 27,500 common shares without par value; 3. increasing its capital, the additional capital stock being divided into 72,500 common shares without par value; 4. modifying its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826-o 10848-54 — 1282/53

Mayrand limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 23e jour de juin 1965, à la compagnie « Mayrand limitée », modifiant certaines dispositions de ses lettres patentes.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 2625-48 — 1280/78

Mayrand limitée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Mayrand limitée", amending certain provisions of its letters patent.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 2625-48 — 1280/78

Mega Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 22e jour de juin 1965, à la compagnie « Mega Limited », augmentant son capital de $40,000 à $140,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 100,000 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $1 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826 4228-64 — 1280/45

Mega Limited

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Mega Limited", increasing its capital from $40,000 to $140,000, the additional capital stock being divided into 100,000 class "A" preferred shares of the par value of $1 each.

Given at the office of the Provincial Secrtary, this 22nd day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826-o 4228-64 — 1280/45

Mentoc incorporé

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 28e jour de juin 1965, à la compagnie « Mentoc incorporé », étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 12639-60 — 1283/42

Les Messageries Dynamiques inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 8e jour de juin 1965, à la compagnie « Distributions Majestic inc. », constituée par lettres patentes en date du 3e jour de juillet 1964, changeant son nom en celui de « Les Messageries Dynamiques inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 2798-64 — 1279/120

La Meunerie de l'Est inc.
Eastern Milling Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 30e jour de juin 1965, à la compagnie « Guay & Associés ltée », constituée par lettres patentes en date du 11e jour de mars 1963, 1° changeant son nom en celui de « La Meunerie de l'Est inc. — Eastern Milling Inc. »; 2° étendant ses pouvoirs; 3° convertissant ses 1,000 actions ordinaires de $100 chacune en 1,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 1022-63 — 1282/7

Mija Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 10e jour de juin 1965, à la compagnie « Mija Corporation », subdivisant ses 5,000 actions privilégiées seconde catégorie d'une valeur au pair de $100 chacune en 500,000 actions privilégiées seconde catégorie d'une valeur au pair de $1 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826 15773-60 — 1280/20

Mittler Bros. of Quebec Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres pa-

Mentoc incorporé

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Mentoc incorporé", amending its powers.

Givenat the office of the Provincial Secretary, this 28th day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 12639-60 — 1283/42

Les Messageries Dynamiques inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 8th day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Distributions Majestic inc.", incorporated by letters patent dated the 3rd day of July, 1964, changing its name to that of "Les Messageries Dynamiques inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 2798-64 — 1279/120

La Meunerie de l'Est inc.
Eastern Milling Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 30th day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Guay & Associés ltée", incorporated by letters patent dated March 11, 1963, 1. changing its name into that of "La Meunerie de l'Est inc. — Eastern Milling Inc."; 2. extending its powers; 3. converting its 1,000 common shares of $100 each into 1,000 preferred shares of $100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 1022-63 — 1282/7

Mija Corporation

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 10th day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Mija Corporation", subdividing its 5,000 second preferred shares of the par value of $100 each into 500,000 second preferred shares of the par value of $1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826-o 15773-60 — 1280/20

Mittler Bros. of Quebec Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 6th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of Govern-

tentes supplémentaires, en date du 6e jour de juillet 1965, à la compagnie « Mittler Bros. of Quebec Ltd. », 1° augmentant son capital de $40,000 à $140,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 100,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune; 2° redésignant ses 3,000 actions privilégiées existantes en 3,000 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de $10 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826 15085-62 — 1282/8

Montreal Store Fixture & Supply Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 28e jour de juin 1965, à la compagnie « Montreal Store Fixture & Supply Co. Ltd. », augmentant son capital de $75,000 à $175,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 500 actions ordinaires de $100 chacune et en 500 actions privilégiées classe « A » de $100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 12560-53 — 1283/43

National Construction Corp. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 12e jour de juillet 1965, à la compagnie « National Welding & Construction Corporation Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 29e jour de décembre 1948, changeant son nom en celui de « National Construction Corp. Ltd. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826 8477-48 — 1282/121

Nemrac Investment & Finance Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 15e jour de juin 1965, à la compagnie « André Lagarde inc. », constitué par lettres patentes en date du 12e jour de décembre 1963, changeant son nom en celui de « Nemrac Investment & Finance Corporation ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 5004-63 — 1279/121

Page-Sangster Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 12e jour de juillet 1965, à la compagnie « Page-Sangster Printing Company Limited », constituée en

ment of the Province of Quebec, to "Mittler Bros. of Quebec Ltd.", 1. increasing its capital from $40,000 to $140,000, the additional capital stock being divided into 100,000 class "A" preferred shares of the par value of $1 each; 2. redesignating its 3,000 existing preferred shares into 3,000 class "B" preferred shares of the par value of $10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826-o 15085-62 — 1282/8

Montreal Store Fixture & Supply Co. Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of June, 1965, have ben issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Montreal Store Fixture & Supply Co. Ltd.", increasing its capital from $75,000 to $175,000, the additional capital stock being divided into 500 common shares of $100 each and into 500 preferred class "A" shares of $100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 12560-53 — 1283/43

National Construction Corp. Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to "National Welding & Construction Corporation Ltd.", incorporated by letters patent dated the 29th day of December, 1948, changing its name to that of "National Construction Corp. Ltd.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826-o 8477-48 — 1282/121

Nemrac Investment & Finance Corporation

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "André Lagarde inc.", incorporated by letters patent dated the 12th day of December, 1963, changing its name to that of "Nemrac Investment & Finance Corporation".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 5004-63 — 1279/121

Page-Sangster Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to "Page-Sangster Printing Company Limited", incorporated by letters patent dated the 7th day

corporation par lettres patentes en date du 7e jour d'octobre 1929, changeant son nom en celui de « Page-Sangster Inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826 1875-29 — 1282/122

Roméo Payette inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 25e jour de juin 1965, à la compagnie « Fernand Cardinal inc. », constituée par lettres patentes en date du 31e jour de d'août 1948, changeant son nom en celui de « Roméo Payette inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 5453-48 — 1281/22

Pinnacle Holdings Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 2e jour de juillet 1965, à la compagnie « Pinnacle Holdings Incorporated », convertissant ses 4,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune en 4,000 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $100 chacune et en 50,000 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de $1 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826 5542-63 — 1281/23

Les Placements Bordeaux inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 22e jour de juin 1965, à la compagnie « Les Placements Bordeaux inc. », 1° subdivisant ses 100 actions ordinaires de $100 chacune en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune; 2° augmentant son capital de $40,000 à $200,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,600 actions privilégiées de $100 chacune; 3° modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 15123-62 — 1280/115

Les Placements Courcil ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 14e jour de juin 1965, à la compagnie « Les Placements Courcil ltée », étendant ses pouvoirs.

of October, 1929, changing its name to that of "Page-Sangster Inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826-o 1875-29 — 1282/122

Roméo Payette inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Fernand Cardinal inc.", incorporated by letters patent dated the 31st day of August, 1948, changing its name to that of "Roméo Payette inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 5453-48 — 1281/22

Pinnacle Holdings Incorporated

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 2nd day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to "Pinnacle Holdings Incorporated", converting its 4,500 preferred shares of the par value of $100 each into 4,000 class "A" preferred shares of the par value of $100 each and into 50,000 class "B" preferred shares of the par value of $1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826-o 5542-63 — 1281/23

Les Placements Bordeaux inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Les Placements Bordeaux inc.", 1. subdividing its 100 common shares of $100 each into 1,000 common shares of $10 each; 2. increasing its capital from $40,000 to $200,000, the additional capital stock being divided into 1,600 preferred shares of $100 each; 3. amending the provisions of its letters patent.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 15123-62 — 1280/115

Les Placements Courcil ltée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 14th day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Les Placements Courcil ltée", extending its powers.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 1009-64 — 1279/33

Poly Refrigeration Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 10e jour de juin 1965, à la compagnie « Polytech Refrigeration Inc. », constituée par lettres patentes en date du 20e jour d'août 1962, changeant son nom en celui de « Poly Refrigeration Inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 13472-62 — 1278/85

Profilages spécialisés inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 28e jour de juin 1965, à la compagnie « Profilages spécialisés inc. », augmentant son capital de $40,000 à $75,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 350 actions ordinaires de $100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 13718-62 — 1280/116

Radu Entreprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 12e jour de juillet 1965, à la compagnie « Radu Entreprises Inc. », modifiant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 1610-63 — 1282/125

Le Roi des bas prix de la région de Montréal ltée
The King of Low Prices for the Region of Montreal Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 10e jour de juin 1965, à la compagnie « Le Roi des bas prix de la région de Montréal ltée », constituée par lettres patentes en date du 11e jour de mai 1965, changeant son nom en celui de « Le Roi des bas prix de la région de Montréal ltée — The King of Low Prices for the Region of Montreal Ltd. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 2204-65 — 1278/87

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11826 1009-64 — 1279/33

Poly Refrigeration Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 10th day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Polytech Refrigeration Inc.", incorporated by letters patent dated the 20th day of August, 1962, changing its name to that of "Poly Refrigeration Inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11826 13472-62 — 1278/85

Profilages spécialisés inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Profilages spécialisés inc.", increasing its capital from $40,000 to $75,000, the additional capital stock being divided into 350 common shares of $100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11826 13718-62 — 1280/116

Radu Entreprises Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to "Radu Entreprises Inc.", amending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11826 1610-63 — 1282/125

Le Roi des bas prix de la région de Montréal ltée
The King of Low Prices for the Region of Montreal Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 10th day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Le Roi des bas prix de la région de Montréal ltée", incorporated by letters patent dated the 11th day of May, 1965, changing its name to that of "Le Roi des bas prix de la région de Montréal ltée — The King of Low Prices for the Region of Montreal Ltd.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

11826 2204-65 — 1278/87

Seaforth Medical Building Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 15e jour de juillet 1965, à la compagnie « Seaforth Medical Building Ltd. », augmentant son capital de $500,000 à $820,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 300,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune et en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826 11974-62 — 1283/50

Seaforth Medical Building Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to "Seaforth Medical Building Ltd.", increasing its capital from $500,000 to $820,000, the additional capital stock being divided into 300,000 preferred shares of the par value of $1 each and into 20,000 common shares of the par value of $1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826-o 11974-62 — 1283/50

Silvermaque Mining Limited (No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec et de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 7e jour de juin 1965, à la compagnie « Silvermaque Mining Limited » (No Personal Liability), augmentant son capital de $4,000,000 à $6,000,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 2,000,000 d'actions d'une valeur au pair de $1 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826 2720-65 — 1278/15

Silvermaque Mining Limited (No Personal Liability)

Notice is hereby given that, under the provisions of the Quebec Mining Companies Act and of Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Silvermaque Mining Limited" (No Personal Liability), increasing its capital from $4,000,000 to $6,000,000, the additional capital stock being divided into 2,000,000 shares of the par value of $1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826-o 2720-65 — 1278/15

La Société des Libraires de Québec inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 23e jour de juillet 1965, à la corporation « Le Salon du Livre de Québec », constituée en vertu des dispositions de la troisième partie de ladite Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 28 mai 1965, changeant son nom en celui de « La Société des Libraires de Québec inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 2486-65 — 1283/70

La Société des Libraires de Québec inc.

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Companies Act, the Administrator of the Government of the Province of Quebec has issued supplementary letters patent, dated July 23, 1965, to "Le Salon du Livre de Québec", incorporated under the provisions of Part III of the said Quebec Companies Act by letters patent dated May 28, 1965, changing its name into that of "La Société des Libraires de Québec inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 2486-65 — 1283/70

Société des Traducteurs du Québec inc. The Translators' Society of Quebec Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 15e jour de juillet 1965, à la « Société des Traducteurs de Montréal — (Montreal Translators' Society) », constituée en vertu des dispositions de la troisième partie de ladite Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 27e jour de mai 1943, changeant son nom en celui de « Société des Traducteurs du Québec inc. — The Translators' Society of Quebec Inc. ».

Société des Traducteurs du Québec inc. The Translators' Society of Quebec Inc.

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Companies Act, the administrator of the Government of the Province of Quebec has issued supplementary letters patent, dated July 15, 1965, to "Société des Traducteurs de Montréal — (Montreal Translators' Society)", incorporated under the provisions of Part III of the said Quebec Companies Act by letters patent dated May 27, 1943, changing its name into that of "Société des Traducteurs du Québec inc. — The Translators' Society of Quebec Inc.".

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 3589-43 — 1283/52

Spensieri & Di Biase Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 18e jour de juin 1965, à la compagnie « Molise Construction Inc. », constituée par lettres patentes en date du 9e jour de mars 1965, changeant son nom en celui de « Spensieri & Di Biase Construction Inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 1016-65 — 1279/123

Starto-Jet inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 18e jour de juin 1965, à la compagnie « Fosadu inc. », constituée par lettres patentes en date du 7e jour d'avril 1965, changeant son nom en celui de « Starto-Jet inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 1621-65 — 1279/126

Stephens Estate Securities Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 9e jour de juillet 1965, à la compagnie « Stephens Estate Securities Ltd. », modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826 10095-55 — 1282/102

Technitrol Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 13e jour de juillet 1965, à la compagnie « Technitrol Limited », augmentant son capital de $10,000 à $50,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 900 actions ordinaires de $10 chacune et 310 actions privilégiées de $100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826 1317-63 — 1282/128

Tiny Tots Knitting Mills Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 10e jour de juin 1965,

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 3589-43 — 1283/52

Spensieri & Di Biase Construction Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 18th day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Molise Construction Inc.", incorporated by letters patent dated the 9th day of March, 1965, changing its name to that of "Spensieri & Di Biase Construction Inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 1016-65 — 1279/123

Starto-Jet inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary bearing date the 18th day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Fosadu inc.", incorporated by letters patent dated the 7th day of April, 1965, changing its name to that of "Starto-Jet inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 1621-65 — 1279/126

Stephens Estate Securities Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 9th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to "Stephens Estate Securities Ltd.", modifying the provisions of its letters patent.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826-o 10095-55 — 1282/102

Technitrol Limited

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to "Technitrol Limited", increasing its capital from $10,000 to $50,000, the additional capital stock being divided into 900 common shares of $10 each and 310 preferred shares of $100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826-o 1317-63 — 1282/128

Tiny Tots Knitting Mills Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 10th day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Tiny

à la compagnie « Tiny Tots Knitting Mills Inc. », augmentant son capital de $40,000 à $115,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 7,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 10e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826 10889-58 — 1279/41

Transocean Machine Company Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 8e jour de juillet 1965, à la compagnie « Transocean Machine Company Inc. », augmentant son capital de $60,000 à $400,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 3,400 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826 10975-51 — 1282/58

Transocean Shipping & Coal Company, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 22e jour de juin 1965, à la compagnie « Transocean Shipping & Coal Company, Inc. », augmentant son capital de $60,000 à $200,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,260 actions privilégiées de $100 chacune et 14,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826 5888-52 — 1280/21

Universal Auto Ltd.
Universel Auto ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 12e jour de juillet 1965, à la compagnie « Universal Auto, Limited », constituée par lettres patentes en date du 19e jour de janvier 1924, changeant son nom en celui de « Universal Auto Ltd.— Universel Auto ltée ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o 109-24 — 1282/104

L. Woods & Son Transport Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par l'administrateur du gouvernement de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 9e jour de juillet 1965, à la compagnie « L. Woods & Son Transport Ltd. », augmentant son capital de $84,000 à $234,000, le capital-actions additionnel

Tots Knitting Mills Inc.", increasing its capital from $40,000 to $115,000, the additional capital stock being divided into 7,500 preferred shares of the par value of $10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826-o 10889-58 — 1279/41

Transocean Machine Company Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 8th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to "Transocean Machine Company Inc.", increasing its capital from $60,000 to $400,000, the additional capital stock being divided into 3,400 preferred shares of a par value of $100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826-o 10975-51 — 1282/58

Transocean Shipping & Coal Company, Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of June, 1965, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Transocean Shipping & Coal Company, Inc.", increasing its capital from $60,000 to $200,000, the additional capital stock being divided into 1,260 preferred shares of $100 each and into 14,000 common shares of $1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of June, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826-o 5888-52 — 1280/21

Universal Auto Ltd.
Universel Auto ltée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to "Universal Auto, Limited", incorporated by letters patent dated the 19th day of January, 1924, changing its name to that of "Universal Auto Ltd.— Universel Auto ltée".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826 109-24 — 1282/104

L. Woods & Son Transport Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 9th day of July, 1965, have been issued by the Administrator of the Government of the Province of Quebec, to "L. Woods & Son Transport Ltd.", increasing its capital from $84,000 to $234,000, the additional capital stock being divided into 1,500

étant divisé en 1,500 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826 17683-52 — 1282/129

class "A" preferred shares of the par value of $100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826-o 17683-52 — 1282/129

Actions en séparation de biens

Lagacé *vs* Jutras

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure No 691 289. Dame Thérèse Lagace, épouse commune en biens de Adrien Jutras, de Chomedey, distrit de Montréal, demanderesse, *vs* Adrien Jutras, demeurant à Chomedey, district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 5e jour d'août 1965.

Montréal, ce 18e jour d'août 1965.

Les Procureurs de la demanderesse,
11828-o MES. LEROUX & GUAY, avocats.

Lamarche *vs* Robillard

Canada, province de Québec, district de Joliette, Cour Supérieure, No 21 032. Dame Gabrielle Lamarche, maître de poste, épouse commune en biens de Hormidas Robillard, de la paroisse de St-Roch-de-l'Achigan, district de Joliette, demanderesse, *vs* ledit Hormidas Robillard, rentier, de St-Roch-de-l'Achigan, district de Joliette, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 16e jour d'août 1965.

Joliette, 16 août 1965.

Le Procureur de la demanderesse,
11829-o J. M. BERTRAND.

Bernyk *vs* Boroday

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure, No 692 383. Dame Mary Bernyk, assistante-chef opératrice, épouse commune en biens de Leslie (Luszpinsky) Boroday, contremaître, tous deux des cité et district de Montréal, demanderesse, *vs* Leslie (Luszpinsky) Boroday, contremaître, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 20e jour d'août 1965.

Montréal, le 20 août 1965.

Les Procureurs de la demanderesse,
MES. DROUIN, DANCHYSHYN,
11850-o FOREST & SIROIS.

Cantin *vs* Bolduc

Canada, province de Québec, district de Nicolet, Cour Supérieure, No 3116. Louise Cantin, épouse commune en biens de Rolland Bolduc de Nicolet, district de Nicolet, demanderesse, *vs* Rolland Bolduc, de Nicolet, district de Nicolet, défendeur.

Avis est donné qu'une action en séparation de biens a été intentée par la demanderesse.

Nicolet, ce 13 août, 1965.

Les Procureurs de la demanderesse,
11851-o VIGEANT & VIGEANT.

Actions for separation as to property

Lagacé *vs* Jutras

Canada, province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 691 289. Dame Thérèse Lagace, wife common as to property of Adrien Jutras, of Chomedey, district of Montreal, plaintiff, *vs* Adrien Jutras, residing at Chomedey, district of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on August the 5th day of 1965.

Montreal, this August 18th day of 1965.

MM. LEROUX & GUAY, advocates,
11828-o *Attorneys for plaintiff.*

Lamarche *vs* Robillard

Canada, province of Quebec, district of Joliette, in the Superior Court, No. 21 032. Madame Gabrielle Lamarche, post-master, wife contractually common as to property of Hormidas Robillard, of the parish of St. Roch-de-l'Achigan, district of Joliette, plaintiff, *vs* the said Hormidas Robillard, of St. Roch-de-l'Achigan, district of Joliette, defendant.

A suit for separation as to property has been instituted in this case on 16th day of August, 1965.

Joliette, August 16, 1965.

J. M. BERTRAND,
11829-o *Attorney for plaintiff.*

Bernyk *vs* Boroday

Canada, province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 692 383. Dame Mary Bernyk, assistant chief operator, wife common as to property of Leslie (Luszpinsky) Boroday, foreman, both of the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* Leslie (Luszpinsky) Boroday, foreman, of the city and district of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on August the 20, 1965.

Montreal, August 20, 1965.

MM. DROUIN, DANCHYSHYN,
FOREST & SIROIS,
11850-o *Attorneys for plaintiff.*

Cantin *vs* Bolduc

Canada, province of Quebec, district of Nicolet, Superior Court, No. 3116. Louise Cantin, wife common as to property of Rolland Bolduc, of Nicolet, district of Nicolet, plaintiff, *vs* Rolland Bolduc, of Nicolet, district of Nicolet, defendant.

Notice is given that a separation of property has been instituted by the plaintiff.

Nicolet, August 13, 1965.

VIGEANT & VIGEANT,
11851-o *Attorneys for the plaintiff.*

Ministère des Finances **Department of Finance**

PROVINCE DE QUÉBEC

État sommaire

des REVENUS et DÉPENSES,

de la dette consolidée

et des dettes assumées

pour l'exercice clos le

31 mars 1965

ÉTAT SOMMAIRE DES REVENUS ET DES

pour l'exercice

Revenus fiscaux: —			
Corporations: —			
Capital et places d'affaires	$ 29,560,489.41		
Compagnies de pétrole et de téléphone	3,476,236.28		
Profits	130,033,930.78		
		$163,070,656.47	
Profits d'exploitation minière		5,665,593.41	
Profits sur les opérations forestières		5,717,285.83	
Revenu des particuliers		170,191,078.54	
Successions		44,260,396.71	
Ventes au détail		283,019,633.68	
Gazoline		166,096,729.06	
Tabac		26,185,821.25	
Repas		13,626,339.31	
Courses		8,789,814.87	
Divertissements		2,751,875.07	
Transferts de valeurs mobilières		2,103,989.21	
Mutations de propriétés		147,336.62	
Prévention des incendies		6,857.62	
			$ 891,633,407.65
Privilèges, honoraires, licences, permis et divers: —			
Éducation		1,379,465.15	
Procureur général		4,260,385.73	
Revenu		1,475,289.03	
Richesses naturelles		26,224,521.38	
Secrétariat de la province		2,034,655.81	
Terres et forêts		19,250,968.27	
Tourisme, chasse et pêche		3,425,114.51	
Transports et communications		55,619,031.85	
Travail		3,269,478.34	
Autres		2,627,150.65	
			119,566,060.72
Ventes et services			2,672,739.49
Intérêts: —			
Placements des fonds d'amortissement		5,469,627.35	
Divers comptes		4,049,347.12	
			9,518,974.47
Amendes et confiscations			2,785,053.84
Recouvrements: —			
Taxes de vente et d'accise		1,391,796.82	
Dépenses des années antérieures		2,628,103.69	
			4,019,900.51
Régie des alcools: —			
Revenus nets d'exploitation		40,019,804.58	
Permis et droits		20,174,139.30	
			60,193,943.88
Gouvernement du Canada: —			
Subside basé sur la population		3,895,526.60	
Péréquation		104,405,543.00	
Compensation au titre du retrait des programmes conjoints		20,682,000.00	
Contributions afférentes aux années antérieures en rapport avec certains programmes conjoints		4,029,712.29	
Part de l'impôt sur le revenu des compagnies d'électricité, gaz et vapeur		4,264,594.00	
			137,277,375.89
Total des Revenus			$1,227,667,456.45

DÉPENSES DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

clos le 31 mars 1965

DÉPENSES ORDINAIRES		
Affaires culturelles		$ 4,459,956.85
Affaires fédérales-provinciales		104,496.49
Affaires municipales		22,806,497.32
Agriculture et colonisation		63,315,015.29
Conseil exécutif		3,917,200.44
Éducation		331,651,543.39
Famille et bien-être social		157,811,793.03
Finances		17,670,209.92
Industrie et commerce		6,708,155.54
Législation		3,300,888.13
Procureur général		33,613,479.08
Revenu		94,454,374.35
Richesses naturelles		9,319,998.69
Santé		235,379,441.52
Secrétariat de la province		3,922,953.71
Terres et forêts		12,365,761.34
Tourisme, chasse et pêche		8,540,790.82
Transports et communications		7,402,949.07
Travail		5,223,096.58
Travaux publics		21,941,622.86
Voirie		69,031,125.27
Provision pour créances douteuses et pertes éventuelles		5,941,932.67
Amortissement: —		
Immobilisations	$ 17,419,008.75	
Investissements universitaires	1,717,985.05	
Règlement des dettes scolaires	1,238,500.00	
		20,375,493.80
Service de la dette: —		
Intérêts (montant net)	$ 46,789,920.05	
Change sur devises étrangères (montant net)	717,265.17	
Amortissement d'escompte sur emprunts	1,970,172.13	
Commissions et honoraires	140,106.98	
		49,617,464.33
Total des Dépenses Ordinaires		$1,188,876,240.49
EXCÉDENT DES REVENUS SUR LES DÉPENSES ORDINAIRES		$ 38,791,215.96
DÉPENSES EN IMMOBILISATIONS		
Affaires culturelles	$ 99,750.01	
Agriculture et colonisation	5,268,066.64	
Conseil exécutif	365,070.60	
Éducation	7,630,247.27	
Famille et bien-être social	4,050,994.97	
Industrie et commerce	616,293.19	
Richesses naturelles	3,171,556.61	
Santé	8,131,045.99	
Terres et forêts	1,553,189.15	
Tourisme, chasse et pêche	464,831.66	
Travaux publics	23,100,424.89	
Voirie	148,997,333.28	
Total des Dépenses en Immobilisations		$ 203,448,804.26
DÉPENSES EXTRAORDINAIRES		
Investissements universitaires	$ 36,090,219.37	
Exposition universelle canadienne de 1967	9,300,000.00	
Total des Dépenses Extraordinaires		$ 45,390,219.37

ÉTAT DE LA DETTE CONSOLIDÉE ET DES DETTES ASSUMÉES
au 31 mars 1965

I — Dette consolidée:		
Emprunts obligataires	$868,250,000.00	
Moins: Fonds d'amortissement	124,140,941.25	
	$744,109,058.75	
Obligations d'épargne	$271,197,200.00	
Moins: Remboursements	53,719,400.00	
	$217,477,800.00	
Billets: British Columbia Hydro and Power Authority, Victoria, C.B.	$100,000,000.00	
Dette consolidée nette		$1,061,586,858.75
II — Dettes assumées:		
Emprunts pour la construction du boulevard Métropolitain	$ 63,290,282.15	
Emprunt de la Commission municipale de Québec pour le règlement des dettes scolaires en 1947	14,989,300.00	
Emprunts des institutions universitaires auprès de la Société centrale d'hypothèques et de logement	16,080,413.18	
Collège Saint-Paul	1,925,000.00	
		$ 96,284,995.33
Total		$1,157,871,854.08

Les états ci-dessus sont publiés conformément à une résolution de l'Assemblée Législative du 11 décembre 1895.

L'Auditeur de la Province,
GUSTAVE-E. TREMBLAY.

Le Premier Ministre et Ministre des finances,
JEAN LESAGE.

Le Sous-ministre des finances,
MARCEL CAZAVAN.

Québec, le 25 août 1965.

11873-o

PROVINCE OF QUEBEC

Abridged Statement

of REVENUE and

EXPENDITURE,

Funded Debt

and Assumed Debts

for the fiscal year ended

March 31, 1965

ABRIDGED STATEMENT OF REVENUE AND

for the fiscal year

Fiscal Revenue: —			
Corporations: —			
Capital and Places of Business	$ 29,560,489.41		
Gas and Telephone Companies	3,476,236.28		
Profits	130,033,930.78		
		$163,070,656.47	
Profits on mining operations		5,665,593.41	
Profits on logging operations		5,717,285.83	
Personal Income		170,191,078.54	
Successions		44,260,396.71	
Retail Sales		283,019,633.68	
Gasoline		166,096,729.06	
Tobacco		26,185,821.25	
Meals		13,626,339.31	
Races		8,789,814.87	
Amusements		2,751,875.07	
Security Transfers		2,103,989.21	
Property Transfers		147,336.62	
Fire Prevention		6,857.62	
			$ 891,633,407.65
Privileges, Fees, Licenses, Permits and Miscellaneous: —			
Education		1,379,465.15	
Attorney-General		4,260,385.73	
Revenue		1,475,289.03	
Natural Resources		26,224,521.38	
Provincial Secretary		2,034,655.81	
Lands and Forests		19,250,968.27	
Tourism, Fish and Game		3,425,114.51	
Transportation and Communications		55,619,031.85	
Labour		3,269,478.34	
Other		2,627,150.65	
			119,566,060.72
Sales and Services			2,672,739.49
Interest: —			
Sinking Fund investments		5,469,627.35	
Various accounts		4,049,347.12	
			9,518,974.47
Fines and confiscations			2,785,053.84
Refunds: —			
Sales and Excise taxes		1,391,796.82	
Previous years' expenditures		2,628,103.69	
			4,019,900.51
Liquor Board: —			
Net operating income		40,019,804.58	
Permits and duties		20,174,139.30	
			60,193,943.88
Government of Canada: —			
Subsidy based on population		3,895,526.60	
Equalization		104,405,543.00	
Compensation due to withdrawal from joint programmes		20,682,000.00	
Contributions pertaining to previous years concerning joint programmes		4,029,712.29	
Share of income tax on power utilities		4,264,594.00	
			137,277,375.89
Total Revenue			$1,227,667,456.45

EXPENDITURE OF THE PROVINCE OF QUEBEC
ended March 31, 1965

ORDINARY EXPENDITURE		
Cultural Affairs		$ 4,459,956.85
Federal-Provincial Affairs		104,496.49
Municipal Affairs		22,806,497.32
Agriculture and Colonization		63,315,015.29
Executive Council		3,917,200.44
Education		331,651,543.39
Family and Social Welfare		157,811,793.03
Finance		17,670,209.92
Industry and Commerce		6,708,155.54
Legislation		3,300,888.13
Attorney-General		33,613,479.08
Revenue		94,454,374.35
Natural Resources		9,319,998.69
Health		235,379,441.52
Provincial Secretary		3,922,953.71
Lands and Forests		12,365,761.34
Tourism, Fish and Game		8,540,790.82
Transportation and Communications		7,402,949.07
Labour		5,223,096.58
Public Works		21,941,622.86
Roads		69,031,125.27
Allowance for doubtful accounts and possible losses		5,941,932.67
Amortization: —		
Capital Expenditure	$ 17,419,008.75	
University Investments	1,717,985.05	
Settlement of School Debts	1,238,500.00	
		20,375,493.80
Debt Service: —		
Interest charges (net amount)	$ 46,789,920.05	
Exchange on foreign funds (net amount)	717,265.17	
Amortization of discount on loans	1,970,172.13	
Commissions and fees	140,106.98	
		49,617,464.33
Total Ordinary Expenditure		$1,188,876,240.49
EXCESS OF REVENUE OVER ORDINARY EXPENDITURE		$ 38,791,215.96
CAPITAL EXPENDITURE		
Cultural Affairs	$ 99,750.01	
Agriculture and Colonization	5,268,066.64	
Executive Council	365,070.60	
Education	7,630,247.27	
Family and Social Welfare	4,050,994.97	
Industry and Commerce	616,293.19	
Natural Resources	3,171,556.61	
Health	8,131,045.99	
Lands and Forests	1,553,189.15	
Tourism, Fish and Game	464,831.66	
Public Works	23,100,424.89	
Roads	148,997,333.28	
Total Capital Expenditure		$ 203,448,804.26
EXTRAORDINARY EXPENDITURE		
University Investments	$ 36,090,219.37	
Canadian World Exhibition of 1967	9,300,000.00	
Total Extraordinary Expenditure		$ 45,390,219.37

STATEMENT OF THE FUNDED DEBT AND ASSUMED DEBTS
at March 31, 1965

I — Funded Debt:		
Debenture loans	$868,250,000.00	
Less: Sinking Funds	124,140,941.25	
	$744,109,058.75	
Savings Bonds	$271,197,200.00	
Less: Repayments	53,719,400.00	
	$217,477,800.00	
Notes: British Columbia Hydro and Power Authority, Victoria, B.C.	$100,000,000.00	
Net Funded Debt		$1,061,586,858.75
II — Assumed Debts:		
Loans for the construction of the Metropolitan Boulevard	$ 63,290,282.15	
Loan of the Quebec Municipal Commission for the settlement of school debts in 1947	14,989,300.00	
Loans of universitarian institutions from Central Mortgage and Housing Corporation	16,080,413.18	
Collège Saint-Paul	1,925,000.00	
		$ 96,284,995.33
Total		$1,157,871,854.08

The above statements are published in conformity with a resolution of the Legislative Assembly of December 11, 1895.

GUSTAVE-E. TREMBLAY,
Provincial Auditor.

JEAN LESAGE,
Prime Minister and Minister of Finance.

MARCEL CAZAVAN,
Deputy Minister of Finance.

Quebec, August 25, 1965.

11873-o

Arrêtés en Conseil

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1573

Québec, le 11 août 1965.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le règlement numéro 9 de l'Office des autoroutes du Québec.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du Ministre de la voirie:

QUE, sous l'autorité de l'article 22 de la Loi des autoroutes (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 141*a*), édicté par l'article 1 de la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 62, le règlement numéro 9 de l'Office des autoroutes du Québec, dont une copie est annexée au présent arrêté en conseil, relatif aux taux de péage sur les autoroutes de la province, soit approuvé;

QUE, suivant la loi, ce règlement deviendra exécutoire après sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Copie conforme.

Le Greffier du Conseil Exécutif,
JACQUES PRÉMONT.

Règlement No 9

ATTENDU QU'en vertu de l'article 22 de la Loi des autoroutes (Statuts refondus 1941, chapitre 141A) l'Office peut fixer des taux de péage pour les usagers des autoroutes.

ATTENDU QUE dans un but d'économie, de sécurité et d'efficacité, il y a lieu de simplifier la structue des taux de péage pour les véhicules de trois (3) essieux et plus.

IL EST PROPOSÉ, secondé et unanimement résolu:

QU'IL SOIT STATUÉ ET ORDONNÉ, par règlement de l'Office, et il est, par le présent règlement portant le No 9, statué et ordonné comme suit:

Article 1: Les taux de péage exigibles des usagers des autoroutes sont fixés comme suit:

a) Tout véhicule à 2 essieux à l'exception des autobus, à chaque poste de péage:..... $0.25
sauf à Chambly..... 0.50

b) Tout véhicule à 3 essieux et plus et tout autobus, à chaque poste de péage:..... $0.50
sauf à Chambly..... 1.00

c) Toute automobile et toute camionnette jusqu'à ¾ de tonne inclusivement, du lundi au vendredi inclusivement et pour les jours ouvrables seulement, de 6.30 à 8.30 hrs a.m. et de 4.30 à 6.30 hrs p.m. à chacun des postes de péage suivants: Laval, Ste-Thérèse et St-Jérôme:..... $0.10

Article 2: Tous les règlements antérieurs de l'Office des autoroutes du Québec concernant les taux de péage sont remplacés par le présent règlement.

Article 3: Sujet aux formalités requises par la Loi, le présent règlement entrera en vigueur le 1er septembre 1965.

11895-o

Orders in Council

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1573

Quebec, August 11, 1965.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING regulation number 9 of the Quebec Autoroutes Authority.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Roads:

THAT, under the authority of section 22 of the Quebec Autoroutes Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 141*a*), enacted by section 1 of Act 9-10 Elizabeth II, chapter 62, regulation number 9 of the Quebec Autoroutes Authority, a copy of which is annexed to this Order in Council, relative to tolls on autoroutes in the province, be approved;

THAT, according to law, this by-law will become executory after its publication in the *Quebec Official Gazette*.

True copy.

JACQUES PRÉMONT,
Clerk of the Executive Council.

Regulation No. 9

WHEREAS pursuant to section 22 of the Quebec Autoroutes Act (Revised Statutes, 1941, chapter 141A) the Authority may fix tolls for autoroute-users.

WHEREAS for the purpose of economy, security and efficacity, it is deemed expedient to simplify the structure of tolls for vehicles having three (3) axles or more.

IT IS PROPOSED, seconded and unanimously resolved:

THAT IT BE ENACTED AND ORDERED, by regulation of the Authority, and, by this by-law number 9, it is enacted and ordered as follows:

Section 1: The tolls exigible from autoroute-users be fixed as follows:

(*a*) All 2-axle vehicles with the exception of autobusses, at all toll gates:..... $0.25
Save in Chambly..... 0.50

(*b*) All vehicles having 3 axles or more and all autobusses, at all toll gates:..... $0.50
Save in Chambly..... 1.00

(*c*) All automobiles and small trucks up to ¾ of a ton inclusively, from Monday to Friday inclusively and on working days only, from 6:30 to 8:30 a.m. and from 4:30 to 6:30 p.m., at each of the following toll gates: Laval, Ste-Thérèse and St-Jérôme:..... $0.10

Section 2: All former regulations of the Quebec Autoroutes Authority concerning tolls are replaced by the present regulation.

Section 3: Subject to the formalities required by law, the present regulation will enter into force on September 1, 1965.

11895

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1638

Section « A »

Québec, le 19 août 1965.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une modification au décret relatif aux barbiers, coiffeurs pour hommes et coiffeurs pour dames dans la région de Victoriaville.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 98 du 29 janvier 1948 et amendements, relatif aux métiers de barbiers, coiffeur pour hommes et coiffeur pour dames dans la région de Victoriaville, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil une modification audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 10 juillet 1965;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de la modification proposée;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 98, soit modifié comme suit:

À l'article 113, les prix minimaux déterminés dans la zone II plur la coupe des cheveux et de la barbe sont biffés et les prix déterminés pour les mêmes services dans la zone I s'appliquent également dans la zone II.

Le Greffier du Conseil Exécutif,
11866-o JACQUES PRÉMONT.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1638

Section « B »

Québec, le 19 août 1965.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la prolongation du décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans le district électoral de Saguenay.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE le décret numéro 1323 du 6 août 1962 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans le district électoral de Saguenay, soit prolongé jusqu'au 30 novembre 1965 inclusivement.

Le Greffier du Conseil Exécutif,
11866-o JACQUES PRÉMONT.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 1638

Section « C »

Québec, le 19 août 1965.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications à la section « B » (mécaniciens en isolement d'amiante) du dé-

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1638

Section "A"

Quebec, August 19, 1965.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to the decree respecting the Barbers, Male and Female Hairdressers of the Victoriaville region.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Barbers, Male and Female Hairdressers of the Victoriaville region (made binding by decree number 98 of January 29, 1948 and amendments), have petitioned the Minister of Labour to submit an amendment to the said decree to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council:

WHEREAS the petition was published in the *Quebec Official Gazette* of July 10, 1965;

WHEREAS no objection was raised against the approval of the proposed amendment;

IT IS ORDAINED therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT said decree number 98 be amended as follows:

In section 113, the prices laid down for haircuts and shaves in zone II are deleted. The prices laid down for these services in zone I also apply to zone II.

JACQUES PRÉMONT,
11866-o *Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Cohncil Chamber

Number 1638

Section "B"

Quebec, August 19, 1965.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the extension of the decree respecting the Construction industry and trades in the electoral district of Saguenay.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honouable Minister of Labour:

THAT decree number 1323 of August 6, 1962 and amendments (Construction industry and trades, electoral district of Saguenay) be extended until November 30, 1965 inclusively.

JACQUES PRÉMONT,
11866-o *Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 1638

Section "C"

Quebec, August 19, 1965.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to section "B" (Asbestos insulation trade) of the decree respecting

cret à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par la section « B » (mécaniciens en isolement d'amiante) du décret numéro 613 du 6 avril 1962 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications à ladite section « B »;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 3 juillet 1965;

ATTENDU QUE l'objection formulée a été appréciée conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ladite section « B » du décret numéro 613, soit modifiée comme suit:

SECTION « B »

Dispositions spéciales concernant les calorifugeurs (Mécaniciens en isolement d'amiante)

I. *Champs s'application professionnel:* La présente section « B » s'applique à l'exécution du travail qui a trait à la fourniture de matériaux et de main d'oeuvre pour le calorifugeage thermique de toute tuyauterie à l'eau chaude, à l'eau froide, à la vapeur, au gaz, à l'huile, à l'essence, hydraulique, à l'ammoniaque et au glycol, de même que de toutes canalisations ou conduits aux fins de climatisation, de ventilation ou de refrigération, que l'application en soit faite par aspersion ou par toute autre méthode conventionnelle. Toute isolation de conduits, à l'intérieur ou à l'extérieur, est assujettie à la présente section lorsqu'elle est exécutée sur les lieux de chantier. Un tel travail est régi par le présent décret, peu importe qu'il soit exécuté dans des maisons ou immeubles industriels ou commerciaux, fixes ou mobiles à l'intérieur ou à l'extérieur, qu'il s'agisse d'installation, de réparation ou de rénovation de systèmes nouveaux ou existants et il comprend aussi tous les finis protecteurs. La présente section régit aussi le calorifugeage thermique de fours, chaudières, réservoirs et appareils connexes. Cependant, elle ne s'applique pas au montage de parois de chaudières en briques mais elle régit le calorifugeage thermique de toute tuyauterie connexe.

II. *Taux de salaires:* Les taux horaires minimaux sont les suivants:

Calorifugeur	*l'heure*
Jusqu'au 30 septembre 1965	$3.10
À partir du 1er octobre 1965	3.20
À partir du 1er avril 1966	3.30
À partir du 1er octobre 1966	3.45
À partir du 1er avril 1967	3.55
À partir du 1er octobre 1967	3.70
Apprenti:	
4e année	2.31
3e année	2.04
2e année	1.57
1er année	1.35
Aide, classe « A »	2.31
Aide, classe « B »	2.04
Aide, classe « C »	1.57

Contremaître: Tout contremaître a droit au taux de salaire de base du calorifugeur augmenté

the Construction industry and trades in the Montreal region.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Construction industry and trades in the Montreal region (made binding by section "B" (Asbestos insulation trade) of decree number 613 of April 6, 1962 and amendments) have petitioned the Minister of Labour to submit certain amendments to the said section "B" to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS the petition was published in the *Quebec Official Gazette* of July 3, 1965;

WHEREAS the objection made was duly considered accordance with the Act;

IT IS ORDAINED therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT said section "B" of decree number 613 be amended as follows:

SECTION "B"

Special provisions concerning the asbestos insulation trade

I. *Professional Jurisdiction:* This section "B" applies to all work performed for the supplying of materials and labour for the thermal insulation of hot water, cold water, steam, gas, oil, gasoline, hydraulic, ammonia and glycol piping, as well as all ductwork and piping in connection with air conditioning, ventilating or refrigeration systems whether by spray or other standard application methods. All duct insulation applied inside or outside including acoustical, shall come under this section when applied in the field. Such work is governed by this decree, be it residential, industrial, commercial applications whether movable or immovable, within or outside a building, including the installation, the repair or the renovation of any new or existing insulation including all protection finishes. This section also applies to the thermal insulation of furnaces, boilers, tanks and related equipment. However, it does not apply to the erection of boiler brick walls, but it covers the thermal insulation of all pipes in connection therewith.

II. *Wage rates:* The following minimum hourly wage rates shall be payable:

Insulation Mechanics:	*Per hour*
Until September 30, 1965	$3.10
As of October 1, 1965	3.20
As of April 1, 1966	3.30
As of October 1, 1966	3.45
As of April 1, 1967	3.55
As of October 1, 1967	3.70
Apprentices:	
4th year	2.31
3rd year	2.04
2nd year	1.57
1st year	1.35
Helper, class "A"	2.31
Helper, class "B"	2.04
Helper, class "C"	1.57

Foremen: They are entitled to the basic wage rates of mechanics plus an amount of fifteen

des suppléments suivants: quinze cents (15¢) l'heure s'il a charge de cinq(5) à neuf (9) hommes, y compris le contremaître; vingt-cinq cent (25¢) l'heure s'il a charge de dix (10) à dix-neuf (19) hommes, y compris le contremaître; quarante cents (40¢) l'heure s'il a charge de vingt (20) hommes ou plus, y compris le contremaître.

III. *Durée du travail et sujts connexes: a) Horaires:* La semaine normale de travail est de quarante (40) heures réparties sur cinq (5) jours de huit (8) heures du lundi au vendredi. Les heures de travail quotidiennes sont distribuées entre 8 h du matin et 4 h et 30 de l'après-midi.

b) Heures supplémentaires: Les heures supplémentaires entraînent une majoration de salaire de 50%. Tout travail exécuté en dehors des heures normales ou en sus des heures normales quotidiennes ou hebdomadaires, doit être payé au taux majoré de 50%.

c) Salaire majoré de 100%: Le travail supplémentaire effectué entre 10 h du soir et 8 h du matin, de même que le travail fait les samedis, les dimanches et les jours fériés, entraîne une majoration de salaire de 100%.

d) Jours fériés: Aux fins de la présente section, les jours fériés sont les suivants: le premier jour de l'An, le vendredi-saint, la tête de la reine, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la fête du travail, le jour d'action de grâces et Nolë.

e) Période d'attente: La durée effective de travail de tout salarié compte à partir de l'heure à laquelle il doit se présenter au travail et elle doit se continuer jusqu'à ce que l'employeur avise autrement le salarié, peu importe qu'il y ait ou non du travail à exécuter. Le salarié a droit alors à une indemnité minimale égale à deux (2) heures de travail en plus du temps qu'il peut avoir pris pour son déplacement. Si un arrêt de travail survient indépendamment de la volonté de l'employeur, le salarié doit informer sans délai ce dernier d'un tel arrêt de travail, à défaut de quoi l'employeur n'est pas tenu de verser l'indemnité d'attente prévue ci-haut.

Lorque la température empêche le travail à l'extérieur, l'employeur doit verser au salarié l'indemnité de deux (2) heures en plus du temps qu'il peut avoir pris pour son déplacement. Toutefois, il est entendu que le salarié doit s'abstenir de se rendre au travail si une telle température existe une (1) heure avant le début de la journée de travail.

f) Travaux exécutés en dehors des limites de Montréal: Aux fins du présent décret les limites de Montréal sont les endroits extrêmes que l'on peut atteindre au moyen d'un billet ordinaire d'autobus de la Commission de Transport de Montréal. Les salariés qui travaillent en dehors des limites susmentionnées, doivent arriver à l'ouvrage et en repartir aux heures normales. Si le travail est exécuté en dehors des limites de la ville, le salarié bénéficie chaque jour d'une demi-heure de déplacement au taux effectif du salaire en plus du billet d'autobus dans le territoire desservi par la Commission de Transport de Montréal. Si le travail est exécuté dans le territoire desservi par la Compagnie de Transport Provincial ou situé dans un rayon de vingt-cinq milles du terminus d'autobus de la rue Dorchester, le salarié bénéficie chaque jour d'une (1) heure de déplacement au taux effectif du salaire en plus du billet supplémentaire. On peut modifier les heures du début et de la fin du travail afin de les faire coïncider avec les horaires de transport public, pourvu que ces modifications respectent le cadre de la semaine normale de quarante (40) heures de travail.

(15¢) cents per hour if in charge of five (5) to nine (9) men, including himself; to twenty-five (25¢) cents extra per hour if in charge of ten (10) to nineteen (19) men, including himself; to forty (40¢) cents extra per hour if in charge of twenty (20) or more men, inclusing himself.

III. *Hours of work and related topics:* (*a*) *Schedule:* The standard forty (40) hour week is to be made up of five (5), 8-hour days, Monday through Friday. Daily working hours are distributed between 8:00 a.m. and 4:30 p.m.

(*b*) *Overtime:* Overtime shall be paid at the rate of time and one half. It shall be paid for all work performed outside the regular hours or in excess of the maximum hours per day or per week.

(*c*) *Double time:* It shall be paid for overtime work performed from 10:00 p.m. to 8:00 a.m.; also for work performed on Saturdays, Sundays and Legal Holidays.

(*d*) *Legal Holidays:* For the purpose of this section the legal holidays shall be the following: New Years Day, Good Friday, Queen's Birthday, St. John the Baptist Day, Canada Day, Labour Day, Thanksgiving Day and Christmas Day.

(*e*) *Waiting time:* Employees time shall be counted from the hour at which they are instructed to report, whether work is ready or not, and shall continue until otherwise advised by the employer, with a minimum of two hours plus travelling time if any. Should work be stopped by any cause beyond the employers' control, it shall be an employee's duty to report such work stoppage without delay, otherwise the employer shall not be required to pay the above waiting time compensation.

When climatic conditions interfere with outside work, the minimum of two (2) hours shall be paid with travelling time if any. It is understood that if such condition exists one (1) hour before starting time, the employee will not report to work.

(*f*) *Operations outside the limits of Montreal:* The limits of Montreal for the purpose of this agreement, shall be those extreme spots that can be reached with an ordinary bus fare on the Montreal Transportation Commission busses. Employees working outside the city limits as above described, shall get to and leave work at the regular hours. For work performed outside the city limits, there shall be allowed one half hour travelling time per day at straight time plus fare on territory serviced by the Montreal Transportation Commission busses. If job is located in territory serviced by the Provincial Transport Co. or up to twenty-five (25) miles from Dorchester Bus Terminal in Montreal, there shall be allowed one (1) hour travelling time per day at straight time and extra fare paid. Starting and finishing times may be changed to coincide with public transportation schedules providing the change does not entail exceeding the 40-hour week.

g) Paiement du salaire: Le paiement des salaires et des dépenses lorsqu'il est fait par chèque, a lieu le jeudi, pourvu que les feuilles de présence soient reçues le lundi précédent. Lorsque c'est possible, le paiement de l'indemnité du vivre et du couvert et de l'indemnité de frais de déplacement doit être fait par chèques distincts. Si les chèques des salaires et des dépenses sont distribués sur le chantier le vendredi, l'employeur accordera une période raisonnable pour que les salariés puissent toucher leurs chèques. Cette disposition ne s'applique pas aux endroits ou les banques ouvrent leurs portes après les heures de travail. Aucun employeur peut retenir plus que trois (3) jours d'arrérages.

Au cas de licenciement d'un employé, l'employeur doit le payer et lui remettre son livret d'assurance chômage dans les quarante-huit (48) heures qui suivent, aucun employeur n'a le droit de précompter des dons de charité à moins d'avoir reçu la permission écrite du salarié de le faire.

h) Horloge enregistreuse: Les salariés ne seront pas tenus de pointer à l'horloge. Cependant, si le pointage est en vigueur dans un établissement, les calorifugeurs se soumettront à cette méthode dans tout établissement où du travail de calorifugeage est exécuté.

IV. *Congés payés:* Les sections 12, 13 et 14 (Titre cinquième) du chapitre Premier du présent décret, relatives aux congés payés, s'appliquent à la présente section.

Tout salarié soit s'entendre avec son employeur au moins quatre (4) semaines à l'avance, pour la date de ses vacances afin d'éviter une interruption du travail.

V. *Apprentissage: a)* La période complète d'apprentissage dans ce métier est de quatre (4) ans. Une (1) année d'apprentissage consiste dans l'accomplissement de 2,000 heures de travail.

b) À l'expiration de cette période d'apprentissage, le salarié peut se présenter devant un bureau d'examinateurs en vue de subir l'examen requis pour l'obtention du certificat de qualification de calorifugeur.

c) Les tableaux suivants donnent le nombre d'apprentis permis par chantier et par établissement selon le nombre total de salariés et le nombre de compagnons:

i. *Par chantier:*

Salariés	*Nombre de compagnons*	*apprentis*
1	1	1
2	1	1
3	2	1
4	3	1
5	4	1
6	5	1
7	6	1
8	6	2
9	7	2
10	8	2
11	9	2
12	9	3

et ainsi de suite.

ii. *Par établissement:*

Salariés	*Nombre de compagnons*	*apprentis*
1	1	
2	2	
3	3	
4	3	1
5	4	1
6	5	1
7	6	1
8	6	2
9	7	2

(g) Payment of wages: Payments of all wages and expenses when made by cheque, shall be on Thursdays, providing that time sheets are received by the proceding Monday. Room and board and travelling expenses shall be made on individual cheques, whenever possible. If payment of wages and expenses by cheque is handed out on jobs on Friday, reasonable time shall be given to employees to cash cheques. This does not apply in districts where banking hours can be had after working hours. No employer may hold more than three (3) days' backtime.

Any employee laid-off, shall get his pay and unemployment book within 48 hours. No employer shall make any deductions for charitable donations without the employee's written authorization.

(h) Punch clock: Employees shall not be compelled to punch the clock. However, if the procedure is customary in any establishment, then the insulation workers shall conform to such procedure as established in any plant where insulation work is performed.

IV. *Vacation with pay:* Sections 12, 13 and 14 (Fifth Tile) of the first chapter of the present decree, dealing with vacation with pay, shall apply to this section.

Every employee shall agree with his employer at least four (4) weeks in advance upon the date of his holidays in order to avoid any work stoppage.

V. *Apprenticeship: (a)* The full period of apprenticeship for this trade shall be four (4) years. One year (1) of apprenticeship shall consist of 2,000 hours of actual work.

(b) At the end of such apprenticeship the employee shall sit an examination before an Examination Board for the purpose of obtaining his competency card as an Insulation Mechanic.

(c) The following tables list the permissible number of apprentices per construction site or establishment, according to the total number of employees and journeymen:

i. *Construction sites:*

Employees	*Journeymen*	*Apprentices*
1	1	1
2	1	1
3	2	1
4	3	1
5	4	1
6	5	1
7	6	1
8	6	2
9	7	2
10	8	2
11	9	2
12	9	3

and so on.

ii. *Establishments:*

Employees	*Journeymen*	*Apprentices*
1	1	
2	2	
3	3	
4	3	1
5	4	1
6	5	1
7	6	1
8	6	2
9	7	2

ii. *Par établissement: (suite)*

Salariés	*Nombre de compagnons*	*apprentis*
10	8	2
11	9	2
12	9	3

et ainsi de suite

d) Aucun apptenti peut exécuter du travail à moins d'être accompagné d'un calorifugeur.

e) Si une pénurie de calorifugeurs empêche le maintien des proportions établies ci-haut, le bureau des examinateurs formé par le Comité paritaire émettra des certificats de classification en vertu de l'article 20 K de la Loi.

VI. Tout employeur doit fournir à un salarié qui exécute du travail de fivre de verre, l'outillage nécessaire ou bien lui verser une indemnité pour lui permettre de remplacer les outils abimés. L'employeur doit aussi fournir ou remplacer au besoin les salopettes d'un salarié qui exécute des travaux qui comportent l'usage fréquent de mastic et de substances adhésives.

VII. *Durée:* La présente section demeure en vigueur jusqu'au 31 mars 1968.

Note explicative: L'appellation du métier ci-dessus a été modifiée dans le texte français uniquement pour la rendre conforme à la terminologie française internationale, bien que l'appellation en langue anglaise soit demeurée la même. Aux fins d'application du présent décret, les mots « mécanicien en isolement d'amiante » sont remplacés partout où on les rencontre dans le décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction de Montréal, (no. 613 et amendements) par le not « calorifugeur ».

La substitution de ladite nouvelle appellation à l'appellation antérieure n'a pas pour effet d'affecter les droits acquis et les intérêts en cours, ni en particulier d'empêcher l'application des salaires fixés pour ledit métier sous son ancienne appellation, ni d'entamer la validité des certificats de qualification, des certificats en faveur d'apprentis et des certificats d'aptitudes restreintes émis selon l'appellation antérieure.

(La présente section rend obligatoires certaines dispositions d'une convention collective de travail intervenue entre: « The Insulation Contractors Association » et « The International Association of Heat and Frost Insulators and Asbestos Workers, Local 58, of Montreal »).

11866-o *Le Greffier du Conseil Exécutif,*
JACQUES PRÉMONT.

ii. *Establishments: (continued)*

Employees	*Journeymen*	*Apprentices*
10	8	2
11	9	2
12	9	3

and so on.

(*d*) No apprentice may perform work unless accompanied by an insulation mechanic.

(*e*) Should a shortage make it impossible to maintain the above ratio, the Board of Examiners (formed by the Parity Committee) will issue competency certificates under section 20 K of the Act.

VI. When working with fiberglass, employers shall furnish employees with the necessary tools or grant a compensation to replace damaged tools. On jobs where mastics or adhesives are frequently used, employers shall furnish and replace employees' coveralls as required.

VII. *Term:* This section remains in force until March 31, 1968.

Explanatory note: The name of the abovementioned trade was modified in the French text solely to be consistent with the internationally-accepted French terminology. The English term remains the same. For the purposes of enforcing the decree, the term "*mécanicien en insolement d'amiante*" is replaced by the word "*calorifugeur*" wherever the latter is mentioned in decree number 613 and amendments (Construction industry and trades, Montreal).

Substitution of the new term for the old does not affect any vested or current interests. In particular, it does not prevent the application of the wage rates laid down for the said trade under the former term; nor does it alter the validity of competency certificates and certificates for apprentices and hadicapped workers issued in accordance with the term previously used.

(Certain provisions of a collective labour agreement entered into between "The Insulation Contractors Association" and "The International Association of Heat and Frost Insulators and Asbestos Workers, Local 58, of Montreal" are made binding by this section).

JACQUES PRÉMONT,
11866-o *Clerk of the Executive Council.*

Associations coopératives

L'Association coopérative d'habitation du Mont-Bruno

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la formation de l'association coopérative « L'Association coopérative d'habitation du Mont-Bruno ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à la paroisse Ste-Julie, Québec, dans le district électoral de Verchères.

Québec, le 23 août 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
11868-o RAYMOND DOUVILLE.

Cooperative Associations

L'Association coopérative d'habitation du Mont-Bruno

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the formation of the cooperative association "L'Association coopérative d'habitation du Mont-Bruno".

The head office of this cooperative association is situated in the Parish of Ste-Julie, Quebec, in the electoral district of Verchères.

Quebec, August 23, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
11868 *Assistant Secretary of the Province.*

Association coopérative d'habitation de Roberval

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a approuvé la formation de l'association coopérative « Association coopérative d'habitation de Roberval ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à Roberval, Québec, dans le district électoral de Roberval.

Québec, le 23 août 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

11869-o RAYMOND DOUVILLE.

L'Association coopérative forestière de St-Guy

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a approuvé la formation de l'association coopérative « L'Association coopérative forestière de St-Guy ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à St-Guy, Québec, dans le district électoral de Rimouski.

Québec, le 23 août 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

11901-o RAYMOND DOUVILLE.

L'Association coopérative forestière de St-Pierre Lamy

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a approuvé la formation de l'association coopérative « L'Association coopérative forestière de St-Pierre Lamy ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à St-Pierre Lamy, dans le district électoral de Témiscouata.

Québec, le 23 août 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

11902-o RAYMOND DOUVILLE.

Association coopérative forestière de St-Elzéar

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la demande du syndicat coopératif « Syndicat coopératif forestier de St-Elzéar », de cesser d'être régi par la Loi des syndicats coopératifs de Québec et de devenir une association coopérative régie par la Loi des associations coopératives, sous le nom de « Association coopérative forestière de St-Elzéar ».

Québec, le 23 août 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

11917-o RAYMOND DOUVILLE.

George River Co-Operative Association

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que l'honorable secrétaire de la province a approuvé la demande du syndicat coopératif « George River Eskimo Fishermen's Co-Op » de cesser d'être régi par la Loi des syndicats coopératifs de Québec et de devenir une association coopérative régie par la Loi des associations coopératives, sous le nom de « George River Co-Operative Association ».

Québec, le 23 août 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

11918-o RAYMOND DOUVILLE.

Association coopérative d'habitation de Roberval

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has approved the formation of the cooperative association "Association coopérative d'habitation de Roberval".

The head office of this cooperative association is situated in Roberval, Quebec, in the electoral district of Roberval.

Quebec, August 23, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

11869 *Assistant Secretary of the Province.*

L'Association coopérative forestière de St-Guy

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is hereby given that the Honourable Provincial Secretary has approved the formation of the Cooperative Association « L'Association coopérative forestière de St-Guy".

The head office of this cooperative association is situated at St-Guy, Quebec, in the electoral district of Rimouski.

Quebec, August 23, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

11901 *Assistant Secretary of the Province.*

L'Association coopérative forestière de St-Pierre Lamy

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is hereby given that the Honourable Provincial Secretary, has approved the formation of the Cooperative Association "L'Association coopérative forestière de St-Pierre Lamy".

The head office of this Cooperative Association is situated at St-Pierre Lamy, Quebec, in the electoral district of Témiscouata.

Quebec, August 23, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

11902 *Assistant Secretary of the Province.*

Association coopérative forestière de St-Elzéar

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the request made by the cooperative syndicate "Syndicat coopératif forestier de St-Elzéar", that it cease being governed by the Quebec Cooperative Syndicates Act and become a cooperative association governed by the Cooperative Associations Act, under the name of "Association coopérative forestière de St-Elzéar".

Quebec, August 23, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

11917 *Assistant Secretary of the Province.*

George River Co-Operative Association

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has approved the request made by the cooperative syndicate "George River Eskimo Fishermen's Co-Op" that it cease being governed by the Quebec Cooperative Syndicates Act and become a cooperative Association governed by the Cooperative Associations Act, under the name of "George River Co-Operative Association".

Quebec, August 23, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

11918 *Assistant Secretary of the Province*

Winnewey Cooperative Association

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la formation de l'association coopérative « Winnewey Cooperative Association ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à Winnewey, Québec, dans le district électoral de Témiscamingue.

Québec, le 23 août 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

11919-o RAYMOND DOUVILLE.

Winnewey Cooperative Association

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the formation of the cooperative association "Winnewey Cooperative Association".

The head office of this cooperative association is situated in Winnewey, Quebec, in the electoral district of Temiscamingue.

Quebec, August 23, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

11919 *Assistant Secretary of the Province.*

Avis

Constantin Pantzaras

Avis est donné que « Constantin Pantzaras », restaurateur, des ville et district de Montréal et y résidant à 5225, chemin Côte des Neiges, app. 604, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil par requête adressé au Secrétaire de la province pour un arrêté en conseil changeant son nom à Dino Pantzara. Ce changement affectera aussi Sarkiri Paraskevi Pantzaras et Elene Pantzaras, tous deux de 4050, St. Kevin, app. 12, Montréal.

Montréal, 23 juillet 1965.

Les Procureurs pour le requérant,

11733-34-2 CHARNESS & CHARNESS.

Joseph Yvon Aldoriat Sarazin

Avis est par les présentes donné que « Joseph Yvon Aldoriat Sarazin », pilote, domicilié à 135 boulevard Gamelin dans les cité et district de Hull, s'adresse par requête en vertu de la Loi du changement de nom, au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec pour obtenir le changement de nom en celui de: Ivon Richard Shannon, ce changement de nom pourra affecter Madame Joseph Yvon Aldoriat Sarazin née Carmen Duquette et actuellement domicilié à 60 rue Daly, Ottawa, province d'Ontario.

Signé à Hull, ce 11e jour de juin 1965.

Le Procureur du requérant,

11734-34-2-o LIONEL MOUGEOT.

Lawrence Joel Tracey

Avis est donné que « Lawrence Joel Trachtenberg », magasinier, des ville et district de Montréal, province de Québec, s'adressera, conformément à la Loi, au lieutenant-gouverneur en conseil afin d'obtenir un ordre lui permettant de changer son nom de « Lawrence Joel Trachtenberg » en celui de « Lawrence Joel Tracey », celui-ci à toutes fins légales.

Daté à Montréal, ce 11e jour d'août 1965.

Le Procureur du requérant,

11735-34-2 JOHN HERSCHORN.

David Desideriu Terkeltaub

Avis est par les présentes donné que « David Desideriu Terkeltaub », fabricant, résidant au No 2325, chemin Iroquois, ville de Mont-Royal, district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour un décret changeant son nom à David Didier Terkel; ledit changement de nom bénéficiera aussi à sa fille, Viviane Terkeltaub, de la même adresse.

Montréal, le 16 août 1965.

Les Procureurs du requérant,

11805-34-2-o SPECTOR & SCHECTER.

Notices

Constantin Pantzaras

Notice is hereby given that "Constantin Pantzaras", restaurateur, of the city and district of Montreal and therein residing at 5225 Côte des Neiges Road, apt. 604, will apply to the Lieutenant-Governor in Council by petition addressed to the Provincial Secretary for an order-in-council changing his name to Dino Pantzara. This change will also affect Sarkiri Paraskevi Pantzaras and Elene Pantzaras both of 4050 St. Kevin, apt. 12, Montreal.

Montreal, July 23, 1965.

CHARNESS & CHARNESS,

11733-34-2-o *Solicitors for petitioner.*

Joseph Yvon Aldoriat Sarazin

Notice is hereby given, that "Joseph Yvon Aldoriat Sarazin", pilot, domiciled at 135 Boulevard Gamelin in the city and district of Hull, is presenting a petition according to the law change of name act to the Lieutenant-Governor in Council to obtain the change of his name to: Ivon Richard Shannon, said change of his name will affect Mrs. Joseph Yvon Aldoriat Sarazin, born Carmen Duquette and actually domiciled at 60 Daly Street, Ottawa, Province of Ontario.

Signed in Hull, this 11th day of June 1965.

LIONEL MOUGEOT,

11734-34-2 *Attorney for the petitioner.*

Lawrence Joel Tracey

Notice is hereby given that "Lawrence Joel Trachtenberg", stock-keeper, of the city and district of Montreal, province of Quebec, will apply according to law to the Lieutenant-Governor in Council for an order to change his name from "Lawrence Joel Trachtenberg" to that of "Lawrence Joel Tracey", same to avail for all elgal purposes.

Dated at Montreal, this 11th day of August, 1965.

JOHN HERSCHORN,

11735-34-2-o *Attorney for petitioner.*

David Desideriu Terkeltaub

Notice is hereby given that "David Desideriu Terkeltaub", manufacturer, residing at No. 2325 Iroquois Road, town of Mount Royal, district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order changing his name to David Didier Terkel; said change of name will benefit also his daughter, Viviane Terkeltaub, of the same address.

Montreal, August 16, 1965.

SPECTOR & SCHECTER,

11805-34-2-o *Attorneys for Applicant.*

Paul Shpakowsky

« Paul Shpakowsky » donne avis qu'il a déposé entre les mains du secrétaire de la province, une requête afin de changer son nom en celui de « Paul Sparrow ». Les personnes suivantes verront leur nom changer par suite de cette requête; Paul Shpakowsky, 549, 18e Avenue à Lachine, Québec, Michael Shpakowsky même adresse et Lilian Shpakowsky, même adresse.

Montréal, 12 août 1965.

Les Procureurs du requérant,
LALANDE, BRIÈRE, REEVES,
11761-34-2-o LACOSTE & PAQUETTE.

Shiu Foo Wong

Avis est par les présents donné selon la section 5 du bill 31, Loi du changement de nom que « Shiu Foo Wong », cuisinier, mari de dame Chiu Lai Tang, de 69 rue Marie Anne, est, dans les ville et district de Montréal, demandera au lieutenant-gouverneur en conseil l'adoption d'un décret pour changer son nom à Ting Chow Yee. Le changement de son nom bénéficie à sa femme et ses fils mineurs, Stephen Yee Wong et Tony Yee Hong Wong, de la même adresse.

Le Procureur du requérant,
11806-34-2-o MTRE D. A. HADJIS.

Village d'Ayersville

Avis est par les présentes donné qu'en date du 3 août 1965, le Conseil Municipal du village d'Ayersville a adopté un règlement pourvoyant à la fusion de la Corporation Municipale du village d'Ayersville et la ville de Lachute, conformément à la loi de la fusion volontaire des municipalités (Bill 13.)

Ce règlement autorise la présentation d'une requête conjointe au lieutenant-gouverneur en conseil le priant d'octroyer des lettres patentes fusionnant la Corporation Municipale de la ville de Lachute et la Corporation Municipale du village d'Ayersville, et créant une nouvelle municipalité de cité désignée sous le nom de « Cité de Lachute ».

Le territoire de la cité de Lachute comprendra le territoire actuel de la Corporation Municipale de la ville de Lachute et de la Corporation Municipale du village d'Ayersville.

La cité de Lachute sera régie par la Loi des cités et villes et sera divisée en trois quartiers et elle sera administrée par un conseil composé d'un maire et de six échevins.

La première élection générale du Maire et des Échevins aura lieu le premier dimanche de novembre 1965.

Le Conseil de la cité de Lachute, dès la première année après la fusion et chaque année subséquente jusqu'à l'extinction de la dette appropriera à même le fonds général les montants nécessaires pour rembourser en capital et intérêts les emprunts décrétés par les règlements 183, 192, 202, 215, 221 et 226 de la ville de Lachute, ainsi que les règlements numéros 27, 34, 35, 39, 52, 57, 61, 85 et 96 de la Corporation Municipale du Village d'Ayersville.

Il peut être pris connaissance du règlement décrétant la fusion ainsi que la requête conjointe au bureau du secrétaire-trésorier à l'Hôtel de Ville de la Corporation Municipale du village d'Ayersville.

Paul Shpakowsky

"Paul Shpakowsky" hereby gives notice that he has deposited a petition in the hands of the Provincial Secretary in order to change his name into that of "Paul Sparrow". The following people shall have their name changed following this petition: Paul Shpakowsky, 549, 18th Avenue at Lachine, Quebec, Michael Shpakowsky and Lilian Shpakowsky of the same address.

Montreal, August 12, 1965.

LALANDE, BRIÈRE, REEVES,
LACOSTE & PAQUETTE,
11761-34-2 *Attorney for the petitioner.*

Shiu Foo Wong

Notice is hereby given pursuant to section 5 of bill 31, change of name act that "Shiu Foo Wong", cook, husband of dame Chiu Lai Tang, residing at 69 Marie Anne Street, East, in the city and district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in council of the Province of Quebec for the adoption of an order changing his name to Ting Chow Yee. The change of his name shall benefit his wife and his minor sons Stephen Yee Wong and Tony Yee Hong Wong, of the same address.

MTRE D. A. HADJIS,
11806-34-2-o *Attorney for Applicant.*

Village of Ayersville

Notice is hereby given that on August the 3, 1965, the Municipal Council of the village of Ayersville passed a by-law providing to the amalgamation of the Municipal Corporation of the village of Ayersville and of the town of Lachute, according to the Voluntary Amalgamation of Municipalities Act (Bill 13.)

This by-law authorizes the presentation of a joint petition to the Lieutenant-Governor in Council praying for the granting of letters patents amalgamating the Municipal Corporation of the town of Lachute and the Municipal Corporation of the village of Ayersville and creating a new city known as "The City of Lachute".

The territory of the city of Lachute shall include the actual territory of the Municiapal Corporation of the town of Lachute and of the Municipal Corporation of the village of Ayersville.

The city of Lachute shall be governed by the cities and towns Act and shall be divided into three Wards and shall be administered by a Mayor and six Aldermen.

The first general election shall be held on the first Sunday of November 1965.

The first year and each subsequent year after the amalgamation, until the full payment of the debt, the Municipal Council of the city of Lachute shall use the general funds of the city to reimburse in principal and interests the loans authorized by by-laws numbers 183, 192, 202, 215, 221 and 226 of the town of Lachute and also by by-laws numbers 27, 34 35, 39, 52, 57, 61, 85 and 96 of the Municipal Corporation of the village of Ayersville.

This by-law providing to the amalgamation and the joint petition may be examined at the office of the Secretary-Treasurer, at Ayersville's Town Hall.

Les propriétaires peuvent s'opposer à la fusion durant le mois qui suit celui des publications requises par la loi, et faire connaître les motifs de leur opposition en s'adressant par écrit à la Commission Municipale de Québec, Hôtel du Gouvernement, Province de Québec.

Donné à Ayersville, ce 18e jour du mois d'août 1965.

Le Secrétaire-trésorier de la Corporation, Municipale du village d'Ayersville,
(Signé) REMI RAYMOND.

11824-34-2-o

Ville de Lachute

Avis est par les présentes donné qu'en date du 29 juillet 1965, le Conseil Municipal de la ville de Lachute a adopté un règlement pourvoyant à la fusion de la ville de Lachute et de la Corporation Municipale du village d'Ayersville, conformément à la loi de la fusion volontaire des municipalités (Bill 13).

Ce règlement autorise la présentation d'une requête conjointe au lieutenant-gouverneur en conseil le priant d'octroyer des lettres patentes fusionnant la Corporation Municipale de la ville de Lachute et la Corporation Municipale du village d'Ayersville, et créant une nouvelle municipalité de cité désignée sous le nom de « Cité de Lachute ».

Le territoire de la cité de Lachute comprendra le territoire actuel de la Corporation Municipale de la ville de Lachute et de la Corporation Municipale du village d'Ayersville.

La cité de Lachute sera régie par la Loi des cités et villes et sera divisée en trois quartiers et elle sera administrée par un Conseil composé d'un maire et de six échevins.

La première élection générale du maire et des échevins aura lieu le premier dimanche de novembre 1965.

Le conseil de la cité de Lachute, dès la première année après la fusion et chaque année subséquente jusqu'à l'extinction de la dette appropriera à même le fonds général les montants nécessaires pour rembourser en capital et intérêts les emprunts décrétés par les règlements 183, 192, 202, 215, 221 et 226 de la ville de Lachute, ainsi que les règlements numéros 27, 34, 35, 39, 52, 47, 61, 85 et 96 de la Corporation Municipale du village d'Ayersville.

Il peut être pris connaissance du règlement décrétant la fusion ainsi que de la requête conjointe au bureau du secrétaire-trésorier à l'Hôtel de Ville de la ville de Lachute.

Les propriétaires peuvent s'opposer à la fusion durant le mois qui suit celui des publications requises par la loi, et faire connaître les motifs de leur opposition en s'adressant par écrit à la Commission Municipale de Québec, Hôtel du Gouvernement, Province de Québec.

Donné à Lachute, ce 18ème jour du mois d'août 1965.

Le Secrétaire-trésorier,
de la Corporation Municipale,
de la ville de Lachute,
(*signé*) RONALD HÉBERT.

11825-34-2-o

Ville de Sainte-Agathe-des-Monts

Avis est par les présentes donné que la « Ville de Sainte-Agathe-des-Monts », dans le comté de Terrebonne, s'adressera, par requête, au lieutenant-gouverneur en conseil de cette province, aux fins d'obtenir des lettres patentes supplé-

The property-owners may object to the amalgamation during the month following the month during which the notices required by law were published, by indicating the grounds of their objection, in writing, to the Quebec Municipal Commission, Parliament Building, Province of Quebec.

Given at Ayersville, the 18th day of August 1965.

(Signed) REMI RAYMOND,
Secretary-Treasurer of the Municipal
Corporation of the village of Ayersville.

11824-34-2-o

Town of Lachute

Notice is hereby given that on July the 29, 1965, the Municipal Council of the town of Lachute passed a by-law providing to the amalgamation of the town of Lachute and the Municipal Corporation of the village of Ayersville, according to the voluntary amalgamation of municipalities Act. (Bill 13).

This by-law authorizes the presentation of a joint petition to the Lieutenant-Governor in council praying for the granting of letters patents amalgamating the Municipal Corporation of the town of Lachute and the Municipal Corporation of the village of Aversville and creating a new city known as "The City of Lachute".

The territory of the city of Lachute shall include the actual territory of the Municipal Corporation of the town of Lachute and of the Municipal Corporation of the village of Ayersville.

The city of Lachute shall be governed by the cities and towns Act and shall be divided into three wards and shall be administered by a mayor and six aldermen.

The first general election shall be held on the first Sunday of November 1965.

The first year and each subsequent year after the amalgamation, until the full payment of the debt, the Municipal Council of the city of Lachute shall use the general funds of the city to reimburse in principal and interests the loans authorized by by-laws numbers 183, 192, 202, 215, 221 and 226 of the town of Lachute and also by by-laws numbers 27, 34, 35, 39, 52, 57, 61, 85 and 96 of the Municipal Corporation of the village of Ayersville.

This by-law providing to the amalgamation and the joint petition may be examined at the office of the Secretary-Treasurer at Lachute' Town Hall.

The property-owners may object to the amalgamation during the month following the month during which the notices required by law were published, by indicating the grounds of their objection, in writing, to the Quebec Municipal Commission, Parliament Building, Province of Quebec.

Given at Lachute the 18th day of August, 1965.

(*signed*) RONALD HÉBERT,
Secretary-Treasurer,
of the Municipal Corporation,
of the town of Lachute.

11825-34-2-0

Town of Sainte-Agathe-des-Monts

Notice is hereby given that the "Town of Sainte-Agathe-des-Monts", in the county of Terrebonne, will apply, by petition, to the Lieutenant-Governor in council of this province, in order to obtain supplementary letters patent

mentaires amendant sa charte en remplaçant l'article 16 de la Loi 5, George V, chap. 103, par l'article 49 de la Loi des cités et villes et en abrogeant dans l'article 26 de la Loi 5, GeorgeV, chap. 103, tel que remplacé par la Loi 17, George V, chap. 86, la référence à l'article 16, ci-dessus mentionné, le tout afin d'abolir le système de rotation dans les élections des échevins.

Donné à Sainte-Agathe-des-Monts, ce 19e jour d'août 1965.

Le Procureur de la requérante,

11852-o PAUL GÉLINAS.

Fonds d'indemnisation des victimes d'accidents d'automobile

PLAN D'ASSIGNATION DES RISQUES-AUTOMOBILES

(Comité du fonds d'indemnisation des victimes d'accidents d'automobile)

Corporation publique constituée en vertu du chapitre 142A des Statuts refondus de Québec adopté à la deuxième session de la vingt-sixième Législature, 10 Elisabeth II, 1961.

Local 100-455 ouest, rue Craig,

Montréal 1.

SECTION XV

« *Commissions* »

À une réunion régulière du bureau des administrateurs tenue le 21 juillet 1965, il fut proposé par M. Parkin, secondé par M. Blakely, d'amender l'article 1 de la section XV, en remplaçant ledit article par le suivant:

Article 1. Le taux de commission applicable aux agents enregistrés sera de 10% avec un maximum de $15.00 sur tous nouveaux risques et de 5% avec un maximum de $7.50 sur tout renouvellement.

Août 17, 1965.

Copie Certifiée.

(Sceau) *Le Secrétaire,*

11835-o WILFRID DESJARDINS, C.R.

Jean Verreault

Prenez avis que « Jean Verreault », domicilié à 10, avenue Fortier dans la municipalité de Notre-Dame des Laurentides, comté de Québec, a présenté une requête au Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec à l'effet qu'il désirait changer son nom en celui de Jean D'Autane. Sa femme légitime, née Pascale Gravel, et ses enfants, Sophie (3 ans) et Stéphane (1½ ans), tous domiciliés au 10, avenue Fortier dans la municipalité de Notre-Dame des Laurentides, réclamant, si la requête est accueillie par le Lieutenant-Gouverneur, les mêmes effets que produira ce changement de nom pour Jean Verreault.

LÉTOURNEAU, STEIN, MARSEILLE,
BIENVENUE, PRICE,

11830-35-2-o DELISLE et LARUE.

Leon Rabin

Avis est donné que « Leon Rabin », étudiant en médecine, résidant à 2080, avenue Barclay, dans les cité et district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec pour l'adoption d'un ordre changeant son nom en celui de « Leon Julius Ravvin », celui-ci devant prévaloir à toutes fins que de droit. »

Montréal, ce 23e jour d'août 1965.

Les Procureurs du réclamant,

11867-35-2-o ADESSKY & KINGSTONE.

amending his charter by replacing sectin 16 of the Act 5, George V, chap. 103, by section 49 of the cities and towns Act and by deleting a reference to said section 16, in section 26 of the Act 5, George V, chap. 103, as replaced by the Act 17, George V, chap. 86, the whole in order to abolish the rotation system in the election of the aldermen.

Given at Ste-Agathe-des-Monts, this 19th day of August, 1965.

PAUL GÉLINAS,

11852-o *Attorney for the petitioner.*

Highway Victims Indemnity Fund

AUTOMOBILE ASSIGNED RISK PLAN

(A committee of highway victims indemnity fund)

A public corporation created by chapter 142A of the Revised Statutes of Quebec as enacted by the Second Session, Twenty-Sixth Legislature, 10 Elisabeth II, 1961.

Suite 100-455 Craig St. West,

Montreal 1.

PART XV

"*Commission*"

At a regular meeting of the board of directors, held on the 21 of July 1965, it was moved by Mr. Parkin, seconded by Mr. Blakely that an amendment be made by striking article one of Part XV "Commission" to be replaced by the following:

Article 1. The rate of commission applicable to an Agent of Record shall be 10% with a maximum of $15.00 on all new risks and 5% with a maximum of $7.50 on all renewals.

August 17, 1965.

Certified Copy.

(Seal) WILFRID DESJARDINS, Q.C.,

11835-o *Secretary.*

Jean Verreault

Take notice that "Jean Verreault", domiciled at 10 Fortier Ave in the municipality of Notre-Dame des Laurentides, county of Quebec, has presented a petition to the Lieutenant Governor of the Province of Quebec to the effect that he wants to change his name in that of Jean D'Autane. His legitimate wife, borned Pascale Gravel, and his children, Sophie (3 years) and Stephane (1½ years), all domiciled at 10 Fortier Ave in the municipality of Notre-Dame des Laurentides, request, if the petition is granted by the Lieutenant Governor, that the effects that said change of name will have with respect to Jean Verreault also be applied to them.

LÉTOURNEAU, STEIN, MARSEILLE,
BIENVENUE, PRICE,

11830-35-2 DELISLE and LARUE.

Leon Rabin

Notice is hereby given that "Leon Rabin", medical student, residing at 2080 Barclay Avenue, in the city and district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Quebec, for the adoption of an order changing his name to "Leon Julius Ravvin", the same to avail for all legal purposes.

Montreal, this 23rd day of August, 1965.

ADESSKY & KINGSTONE,

11867-35-2-o *Attorneys for applicant.*

Gabor Terkeltaub

Avis est par les présentes donné que « Gabor Terkeltaub », étudiant, résidant au No 2325, Chemin Iroquois, ville de Mont-Royal, district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour un décret changeant son nom à Gabriel Terkel.

Montréal, le 24 août, 1965.

Les Procureurs de requérant,

11900-35-2-o SPECTOR & SCHECTER.

Gabor Terkeltaub

Notice is hereby given that "Gabor Terkeltaub", student, residing at No. 2325 Iroquois Road, town of Mount Royal, district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an Order changing his name to Gabriel Terkel.

Montreal, August 24, 1965.

SPECTOR & SCHECTER,

11900-35-2-o *Attorneys for applicant.*

Wallace Elmer Robinson

Avis est donné que « Wallace Elmer Robinson », administrateur, résidant à 130, avenue Braebrook, cité de Pointe Claire, district de Montréal, Québec, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour obtenir un ordre changeant son nom à Wallace Harold Robinson.

Montréal, 24 août 1965.

Le Procureur de requérant,

11920-35-2 LOUIS A. DE ZWIREK, C.R.

Wallace Elmer Robinson

Notice is hereby given that "Wallace Elmer Robinson", executive, residing at 130 Braebrook Ave., city of Pointe Claire, district of Montreal, Que., will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an Order changing his name to Wallace Harold Robinson.

Montreal, August 24, 1965.

LOUIS A. DE ZWIREK, Q.C.,

11920-35-2-o *Attorney for applicant.*

Bills — Assemblée législative

CHAMBRE DU CONSEIL LÉGISLATIF

Québec, 6 août 1965.

Aujourd'hui, à cinq heures et demie de l'après-midi, l'honorable lieutenant-gouverneur s'est rendu à la chambre du Conseil législatif au Palais législatif.

Les membres du Conseil législatif étant assemblés, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur d'y faire requérir la présence de l'Assemblée législative et, cette chambre s'y étant rendue, le greffier de la couronne en chancellerie a lu les titres des bills à être sanctionnés comme suit:

20 Code de procédure civile.

39 Loi modifiant la Loi de l'impôt sur la vente en détail.

45 Loi modifiant la Loi des produits laitiers.

46 Loi modifiant la Loi des marchés agricoles.

48 Loi concernant la cité de Québec.

49 Loi modifiant la Loi électorale.

53 Loi modifiant la Loi des syndicats professionnels.

54 Loi modifiant la Loi d'Hydro-Québec.

55 Loi de la fonction publique.

56 Loi midifiant la Loi des pensions.

57 Régime de retraite des enseignants.

58 Loi modifiant la Loi des assurances.

59 Loi modifiant la Loi des compagnies de fidéicommis.

60 Loi modifiant le Code civil.

63 Charte de la Ville de Laval.

64 Loi modifiant la Loi de la division territoriale.

65 Loi concernant les cimetières d'automobiles et les dépotoirs le long des routes.

66 Loi de la publicité le long des routes.

Bills — Legislative Assembly

LEGISLATIVE COUNCIL CHAMBER

Quebec, 6th of August, 1965.

This day, at half past five o'clock in the afternoon, the Honourable the Lieutenant-Governor proceeded to the Legislative Council Chamber, in the Legislative Building.

The members of the Legislative Council being assembled, the Honourable Lieutenant-Governor was pleased to command the attendance of the Legislative Assemblay, and that House being present the Clerk of the Crown in Chancery read the titles of the bills to be sanctioned as follows:

20 Code of Civil Procedure.

39 An Act to amend the Retail Sales Tax Act.

45 An Act to amend the Dairy Products Act.

46 An Act to amend the Agricultural Marketing Act.

48 An Act respecting the city of Quebec.

49 An Act to amend the Election Act.

53 An Act to amend the Professional Syndicates Act.

54 An Act to amend the Hydro-Quebec Act.

55 Civil Service Act.

56 An Act to amend the Pension Act.

57 Teachers Pension Plan.

58 An Act to amend the Insurance Act.

59 An Act to amend the Trust Companies Act.

60 An Act to amend the Civil Code.

63 Charter of the City of Laval.

64 An Act to amend the Territorial Division Act.

65 An Act respecting roadside dumps and old car dumps.

66 Roadside Advertising Act.

69 Loi modifiant la Loi de l'instruction publique.

74 Loi modifiant la Loi des hôpitaux.

75 Loi modifiant la Loi des tribunaux judiciaires.

76 Loi des fabriques.

77 Loi modifiant la Loi de la Commission municipale.

79 Loi modifiant la charte de la Commission de transport de Montréal.

80 Loi concernant le village de Parent.

81 Loi relative au remplacement de programmes conjoints par un abattement fiscal.

82 Loi de l'aide aux invalides.

83 Loi de l'assistance aux personnes âgées.

84 Loi des allocations aux aveugles.

85 Loi modifiant la Loi de la Régie des alcools.

86 Loi modifiant la Loi des électriciens et installations électriques.

87 Loi modifiant la Loi des maîtres électriciens.

89 Loi modifiant la Loi de la Législature et la Loi de l'exécutif.

90 Loi de l'accréditation des libraires.

91 Loi concernant la Loi électorale.

104 Loi concernant les Président et Syndics de la Commune de Laprairie de la Magdeleine.

106 Loi changeant le nom de Mount Sinai Sanatorium en celui de Mount Sinai Hospital et modifiant sa charte.

119 Loi concernant le Club Canadien.

122 Loi concernant la cité de Saint-Michel.

129 Loi modifiant la charte de la cité des Trois-Rivières.

130 Loi modifiant la charte de la cité de Hull.

145 Loi concernant certaines fiducies constituées au bénéfice d'employés de Drummond, McCall & Co., Ltd.

148 Loi concernant les municipalités des paroisses de Saint-Damien et de Saint-Zénon.

149 Loi concernant la ville de Saint-Eustache.

157 Loi constituant en corporation Tifereth Beth David Jerusalem et autorisant la vente à son profit d'un immeuble donné en fiducie.

158 Loi constituant la ville et la municipalité scolaire de Lebel-sur-Quévillon.

163 Loi modifiant la charte de la Commission des écoles catholiques des Trois-Rivières.

171 Loi concernant Les Soeurs de la Charité de la ville de Lévis.

172 Loi concernant la cité de Longueuil.

69 An Act to amend the Education Act.

74 An Act to amend the Hospitals Act.

75 An Act to amend the Courts of Justice Act.

76 The Fabrique Act.

77 An Act to amend the Municipal Commission Act.

79 An Act to amend the charter of the Montreal Transportation Commission.

80 An Act respecting the village of Parent.

81 An Act respecting the replacement of joint programs by tax abatement.

82 Disabled Persons Assistance Act.

83 Aged Persons Assistance Act.

84 Blind Persons Allowances Act.

85 An Act to amend the Liquor Board Act.

86 An Act to amend the Electricians and Electrical Installations Act.

87 An Act to amend the Master Electricians Act.

89 An Act to amend the Legislature Act and the Executive Power Act.

90 Booksellers Accreditation Act.

91 An Act respecting the Election Act.

104 An Act respecting The Chairman and Trustees of the Common of Laprairie de la Magdeleine.

106 An Act to change the name of Mount Sinai Sanatorium to that of Mount Sinai Hospital and to amend its charter.

119 An Act respecting The Canadian Club.

122 An Act respectinf the city of St. Michel.

129 An Act to amend the charter of the city of Trois-Rivières.

130 An Act to amend the charter of the city of Hull.

145 An Act respecting certain Trusts created for the benefit of employees of Drummond, McCall & Co., Ltd.

148 An Act respecting the municipalities of the parishes of Saint-Damien and Saint-Zénon.

149 An Act respecting the town of St. Eustache.

157 An Act to incorporate Tifereth Beth David Jerusalem and to authorize the sale for its benefit of an immoveable donated in trust.

158 An Act to incorporate the town and the school municipality of Lebel-sur-Quévillon.

163 An Act to amend the charter of the Three Rivers Catholic School Commission.

171 An Act respecting Les Soeurs de la charité de la ville de Lévis.

172 An Act respecting the city of Longueuil.

173 Loi concernant le titre de Dominion Lime, Ltd., et Carrière Dulude, Limitée—Dulude Quarry, Limited, sur certains immeubles dans la paroisse de Saint-Bruno.

175 Loi concernant la Commission de transport de Montréal.

184 Loi autorisant Jean Boileau à vendre certains immeubles.

185 Loi concernant le titre de Samton Metal Equipment Co. sur une partie de l'ancien lot 1A-196 du cadastre du village incorporé de Hochelaga dans la ville de Montréal.

186 Loi concernant Les commissaires d'écoles pour la municipalité du Cap-de-la-Madeleine, dans le comté de Champlain.

192 Loi modifiant la charte de la ville de Lac Mégantic.

193 Loi modifiant la charte de « Centre Médica Claude Bernard Medical Centre » et en changenat son nom en celui de L'Institut de Diagnostic et de Recherches Cliniques de Montréal.

194 Loi constituant en corporation Centre islamique du Québec—El Markaz Islami.

195 Loi modifiant la Loi créant l'Office d'Électricité municipale de Cap-Chat et de Sainte-Anne-des-Monts.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif, comme suit:

« Au nom de Sa Majesté, l'honorable lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills. »

88 Loi octroyant à Sa Majesté des deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour l'année financière se terminant le 31 mars 1966, et pour d'autres fins du service public.

À ce bill, la sanction royale a été donnée dans les termes suivants:

« Au nom de Sa Majesté, l'honorable lieutenant-gouverneur remercie ses fidèles sujets, agrée leur *benevolence* et sanctionne ce bill. »

11834-o

173 An Act respecting the title of Dominion Lime, Ltd., and Carrière Dulude, Limitée—Dulude Quarry, Limited, to certain immoveables in the parish of Saint-Bruno.

175 An Act respecting the Montreal Transportation Commission.

184 An Act to authorize Jean Boileau to sell certain immoveables.

185 An Act respecting the title of Samton Metal Equipment Co. to part of former lot 1A-196 of the cadastre for the incorporated village of Hochelaga in the city of Montreal.

186 An Act respecting The school commissioners for the municipality of Cap-de-la-Madeleine, in the county of Champlain.

192 An Act to amend the charter of the town of Lac Mégantic.

193 An Act to amend the charter of "Centre Médical Claude Bernard Medical Centre" and by changing its name to that of L'institut de Diagnostic et de Recherches Cliniques de Montréal".

194 An Act to incorporate Islamic Centre of Quebec—El Markaz Islami.

195 An Act to amend the Act to create the Municipal Electricity Bureau of Cap-Chat and St. Anne des Monts.

To these bills the Royal assent was pronounced by the Clerk of the Legislative Council in the following words:

"In Her Majesty's name, the Honourable the Lieutenant-Governor assents to these bills."

88 An Act granting to Her Majesty moneys required for the expenses of the Government for the fiscal year ending on the 31st of March 1966, and for other purposes connected with the public service.

To this bill the Royal assent was signified in the following words:

"In Her Majesty's name the Honourable the Lieutenant-Governor thanks her loyal subjects, accepts their benevolence and assents to this bill."

11834-o

Caisses d'épargne et de crédit

La Caisse Populaire de Saint-Henri

(*Loi des caisses d'épargen et de crédit*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé que le territoire dans lequel « La Caisse Populaire de Saint-Henri », peut recruter ses membres soit étendu, des limites de la paroisse de St-Henri, aux limites de la ville de Montréal.

Québec, le 19 août 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,

11853-o RAYMOND DOUVILLE.

Savings and Credit Unions

La Caisse Populaire de Saint-Henri

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved that the territory in which "La Caisse Populaire de Saint-Henri", may recruit its members be extended from the limits of the parish of St-Henri to the limits of the city of Montreal.

Quebec, August 19, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,

11853 *Assistant Secretary of the Province.*

Compagnie autorisée à faire des affaires

Pan American Petroleum Corporation

Avis est donné que « Pan American Petroleum Corporation », une compagnie à fonds social étrangère constituée en corporation en vertu des lois de l'État de Delaware, E.U.A., a été autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 279.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures exercées contre ladite compagnie, est M. Gilles de Billy, C.R., de la cité de Québec.

Le bureau principal de ladite compagnie dans province sera établi à chambre 430, 100, d'Youville, dans ladite cité et dans le district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour d'août 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826 46-65

Company Licensed to do Business

Pan American Petroleum Corporation

Notice is hereby given that "Pan American Petroleum Corporation", an extra-provincial company incorporated in virtue of the Laws of the State of Delaware, U.S.A., has been licensed to carry on business in the Province of Quebec, pursuant to the provisions of the Extra-Provincial Companies Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 279.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the said company is Mr. Gilles de Billy, Q.C., of the city of Quebec.

The principal office of the said company in the Province is to be established at room 430, 100 d'Youville, in the said city and in the judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of August, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826-o 46-65

Chartes — Abandon de

Villiard Transport Inc.

Avis est donné que la compagnie « Villiard Transport Inc. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au Secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 28e jour de juillet 1965.

Le Secrétaire,
11831 CLEM BEAUREGARDE.

Compagnie de Téléphone du Canton de Dudswell

Prenez avis que la « Compagnie de Téléphone du Canton de Dudswell », demandera au Secrétaire de la Province la permission d'abandonner sa charte.

Les Procureurs de la compagnie,
MES MARCHAND, BERGERON
11836-o & BERGERON.

Développement Soulanges sur le Lac Inc.

Prenez avis que la compagnie « Développement Soulanges sur le Lac Inc. », demandera au Secrétaire de la Province la permission d'abandonner sa charte.

Daté à Montréal, ce 19ième jour d'août 1965.

Les Procureurs de la compagnie,
11837-o BRUNEAU, DUBUC & GUÉRIN.

Blubin Enterprises Inc.

Avis est donné que la compagnie « Blubin Enterprises Inc. », fera une requête au secrétaire de la province pour l'abandon de sa charte.

Montréal, 20 août 1965.

RENÉ L. COUSINEAU, *avocat,*
11854 844-1066

Charters — Surrender of

Villiard Transport Inc.

Notice is hereby given that "Villiard Transport Inc.", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 28th day of July, 1965.

CLEM BEAUREGARDE,
11831-o *Secretary.*

Compagnie de Téléphone du Canton de Dudswell

Notice is hereby given that the "Compagnie de Téléphone du Canton de Dudswell", will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter.

MES. MARCHAND, BERGERON & BERGERON,
11836 *Attorneys for the company.*

Développement Soulanges sur le Lac Inc.

Notice is hereby given that "Développement Soulanges sur le Lac Inc.", will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

Dated at Montreal, this 19th day of August, 1965.

BRUNEAU, DUBUC & GUÉRIN,
11837-o *Attorneys for the company.*

Blubin Enterprises Inc.

Notice is hereby given that "Blubin Enterprises Inc.", will make a petition to the Provincial Secretary for the surrender of the charter.

Montreal, August 20, 1965.

RENÉ L. COUSINEAU, *advocate,*
11854-o 844-1066

Marché Lachute Limitée
Lachute Market Limited

Avis est donné que la compagnie « Marché Lachute Limitée — Lachute Market Limited », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, ayant son siège social en la ville de Lachute, s'adressera au secrétaire de la province de Québec afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Lachute, ce 6 août 1965.

Le Secrétaire,
11838-o ALINE DESJARDINS.

Como Knitted Import Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Como Knitted Import Ltd. », une corporation constituée en vertu de la I oi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 10e jour d'août 1965.

Le Secrétaire,
11855 M. SHENKER.

Lucien Major Inc.

Prenez avis que la compagnie « Lucien Major Inc. », demandera au Secrétaire de la Province de Québec, la permission d'abandonner sa charte.

Le Procureur de la compagnie,
11856-o ME RENÉ BOISMENU, *avocat.*

Mechanical Dry Wall (Saskatchewan) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, « Mechanical Dry Wall (Saskatchewan) Limited », a l'intention d'abandonner sa charte.

Daté à Montréal, Québec, ce 31e jour de juillet 1965.

Mechanical Dry Wall
(Saskatchewan) Limited,
Le Secrétaire,
11857 CLADYS E. MUTTART.

Princess Sportswear Inc.

Avis est donné que « Princess Sportswear Inc. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 4e jour d'août 1965.

Le Secrétaire,
11858 DAVID PRANGE.

Tel-Video (Canada) Inc.

Avis est donné que la compagnie « Tel-Video (Canada) Inc. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la cité de Sherbrooke, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Sherbrooke, Québec, ce 12e jour d'août 1965.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
11859 JOSEPH E. CASSAR.

Lachute Market Limited
Marché Lachute Limitée

Notice is hereby given that "Lachute Market Limited — Marché Lachute Limitée", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act, having its head office in the town of Lachute, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Lachute, August 6, 1965.

ALINE DESJARDINS,
11838-o *Secretary.*

Como Knitted Import Ltd.

Notice is hereby given that the "Como Knitted Import Ltd.", a corporation constituted under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 10th day of August 1965.

M. SHENKER,
11855-o *Secretary.*

Lucien Major Inc.

Take notice that the "Lucien Major Inc.", company, will apply to Provincial Secretary of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter.

ME RENÉ BOISMENU, *advocate,*
11856-o *Attorney for the company.*

Mechanical Dry Wall (Saskatchewan) Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, "Mechanical Dry Wall (Saskatchewan) Limited", intends to surrender its charter.

Dated at Montreal, Quebec, this 31st day of July, 1965.

Mechanical Dry Wall
(Saskatchewan) Limited,
GLADYS E. MUTTART,
11857-o *Secretary.*

Princess Sportswear Inc.

Notice is hereby given that "Princess Sportswear Inc.", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 4th day of August, 1965.

DAVID PRANGE,
11858-o *Secretary.*

Tel-Video (Canada) Inc.

Notice is hereby given that "Tel-Video (Canada) Inc.", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Sherbrooke, will apply to the Provincial Secretary of the province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Sherbrooke, Quebec, this 12th day of August, 1965.

(Seal) JOSEPH E. CASSAR,
11859-o *Secretary.*

Trinité Construction Inc.

Prenez avis que la compagnie « Trinité Construction Inc. », demandera au secrétaire de la province de Québec la permission d'abandonner sa charte suivant la Loi des compagnies de Québec.

Québec, le 12 août 1965.

Le Secrétaire de la compagnie,
ANDRÉ DESMEULES.

11870-o

J. B. Holding Co. Ltd.

Avis est donné que la compagnie « J. B. Holding Co. Ltd. », une corporation dûment constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec, 1941, et ayant son siège social à Québec, en la province de Québec, a, le 5e jour de janvier 1965, décrété un règlement prévoyant la distribution de l'actif de la compagnie au prorata entre ses actionnaires.

Avis est de plus donné que cette compagnie s'adressera au Secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Québec, ce 6e jour de juillet 1965.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
YVES PRATTE.

11871 15749-59

I. Caron Limitée

Avis est par les présentes donné que, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec, « I. Caron Limitée », fera application au Secrétaire de la province de Québec, pour l'abandon de sa charte.

Daté à Montréal, province de Québec, ce 17e jour d'août 1965.

Le Secrétaire-trésorier,
R. R. MACDOUGALL.

11872-o 432-26

Andrea Corp.

Avis est donné que, en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie « Andrea Corp. », s'adressera au Secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, 23 août 1965.

Le Procureur de Andrea Corp.,
HAROLD LANDE, C.R.

11903

Dawn Corp.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie « Dawn Corp. », s'adressera au secrétaire de la province de Québec afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, 18 août 1965.

Le Solliciteur de Dawn Corp.,
HAROLD LANDE, C.R.

11904

Harrow Homes Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, la compagnie « Harrow Homes Inc. », s'adressera au secrétaire de la province de Québec afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, 20 août 1965.

Le Solliciteur de Harrow Homes Inc.,
HAROLD LANDE, C.R.

11905

La Tuque Arena Limited

Avis est donné que la compagnie « La Tuque Arena Limited », constituée en corporation, en

Trinité Construction Inc.

Notice is hereby given that "Trinité Construction Inc.", will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Quebec, August 12, 1965.

ANDRÉ DESMEULES,
Secretary of the company.

11870-o

J. B. Holding Co. Ltd.

Notice is hereby given that "J. B. Holding Co. Ltd.", a corporation duly constituted under the Quebec Companies Act, 1941, and having its head office at Quebec, in the Province of Quebec, has, on the 5th of January 1965, enacted a by-law providing for the distribution of the assets of the Company rateably among its shareholders.

Notice is further hereby given that this company will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter, under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Quebec this 6th day of July, 1965.

(Seal) YVES PRATTE,
Secretary.

11871-o 15749-59

I. Caron Limitée

Notice is hereby given that "I. Caron Limitée", will apply to the Provincial Secretary of Quebec under the provisions of the Companies Act for leave to surrender its charter.

Dated at Montreal, Province of Quebec, this 17th day of August, 1965.

R. R. MACDOUGALL,
Secretary-Treasurer.

11872-o 432-26

Andrea Corp.

Notice is hereby given under the provisions of the Quebec Companies Act that "Andrea Corp.", will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

Montreal, August 23, 1965.

HAROLD LANDE, Q.C.,
Solicitor for Andrea Corp.

11903-o

Dawn Corp.

Notice is hereby given under the provisions of the Quebec Companies Act that "Dawn Corp.", will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

Montreal, August 18, 1965.

HAROLD LANDE, Q.C.,
Solicitor for Dawn Corp.

11904-o

Harrow Homes Inc.

Notice is hereby given under the provisions of the Quebec Companies Act that "Harrow Homes Inc.", will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

Montreal, August 20, 1965.

HAROLD LANDE, Q.C.,
Solicitor for Harrow Homes Inc.

11905-o

La Tuque Arena Limited

Notice is hereby given that "La Tuque Arena Limited", a corporation incorporated

vertu de la Loi des compagnies de Québec, ayant son siège social en la ville de La Tuque, district de Québec, s'adressera au Secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à La Tuque, ce 6e jour d'août 1965.

Le Secrétaire,
ROGER MULLIGAN.

11906-o

under the Quebec Companies Act and having its head office in the town of La Tuque, district of Quebec, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at La Tuque, this 6th day of August, 1965.

ROGER MULLIGAN,
Secretary.

11906-o

Maldon Realty Corporation

Avis est donné que la compagnie « Maldon Realty Corporation », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la ville de Montréal, province de Québec, s'adressera au secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 10e jour d'août 1965.

Le Secrétaire-trésorier,
DAVID LIPPER.

11907

Maldon Realty Corporation

Notice is hereby given that "Maldon Realty Corporation", a corporation constituted under the Quebec Companies Act, and having its head office in the city of Montreal, Province of Quebec, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter, under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 10th day of August, 1965.

DAVID LIPPER,
Secretary-Treasurer.

11907-o

Nirod Enterprises Inc.

Avis est donné que « Nirod Enterprises Inc. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 30e jour de juillet 1965.

Les Procureurs de
Nirod Enterprises Inc.,
GREENBLATT, GINSBERG,
GARDNER & GLAZER.

11908-o

Nirod Enterprises Inc.

Notice is hereby given that "Nirod Enterprises Inc.", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 30th day of July, 1965.

GREENBLATT, GINSBERG,
GARDNER & GLAZER,
Attorneys for
Nirod Enterprises Inc.

11908-o

Divers
Compagnies

Les Auberges de Jeunesse du Québec

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 13 août 1965, approuvé les règlements généraux de « Les Auberges de Jeunesse du Québec », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour d'août 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11840-o 16680-59

Cowansville Country Club Inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 16 août 1965, approuvé les règlements généraux de « Cowansville Country Club Inc. », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225*a* de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour d'août 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11841-o 1739-63

Miscellaneous
Companies

Les Auberges de Jeunesse du Québec

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on August 13, 1965, approved the general by-laws of "Les Auberges de Jeunesse du Québec", and such, in conformity with the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of August, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11840 16680-59

Cowansville Country Club Inc.

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on August 16, 1965, approved the general by-laws of "Cowansville Country Club Inc.", and such, in conformity with the provisions of section 225*a* of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of August, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11841 1739-63

Creative Press Ltd.

Avis est donné que « Creative Press Ltd.", a porté de 4 à 6 le nombre de ses administrateurs.

Le Secrétaire,
BEN BROOKS.

11842 5280-64

Creative Press Ltd.

Notice is hereby given that "Creative Press Ltd.", has changed the number of its directors from 4 to 6.

BEN BROOKS,
Secretary.

11842-o 5280-64

Modulite inc.

Avis est donné que la compagnie « Modulite inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 5.

Le Secrétaire,
A. DRAZIN.

11843 10952-54

Modulite inc.

Notice is hereby given that "Modulite inc.", has changed the number of its directors from 4 to 5.

A. DRAZIN,
Secretary.

11843-o 10952-54

Naviles inc.

Avis est donné que la compagnie « Naviles inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le Secrétaire,
VICTOR GERMAIN.

11844-o 2842-65

Naviles inc.

Notice is hereby given that "Naviles inc.", has changed the number of its administrators from 3 to 5.

VICTOR GERMAIN,
Secretary.

11844 2842-65

Les Loisirs de Saint-Lambert

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 30e jour de juin 1965, approuvé les règlements généraux de « Les Loisirs de Saint-Lambert », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225*a* de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11845-o 15841-61

Les Loisirs de Saint-Lambert

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on the 30th day of June, 1965, approved the general by-laws of "Les Loisirs de Saint-Lambert", and such, pursuant to the provisions of Section 225*a* of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of July, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11845 15841-61

Les Loisirs de Saint-Lambert

Avis est donné que la corporation « Les Loisirs de Saint-Lambert », a changé le nombre de ses administrateurs de 7 à 9.

Le Président,
JEAN-GUY CADORETTE.

11845-o 15841-61

Les Loisirs de Saint-Lambert

Notice is hereby given that "Les Loisirs de Saint-Lambert", has changed the number of its directors from 7 to 9.

JEAN-GUY CADORETTE,
President.

11845 15841-61

Specialty Adsales Inc.

Avis est donné que « Specialty Adsales Inc. », a porté de 4 à 7 le nombre de ses administrateurs.

Le Secrétaire,
B. BROOKS.

11846 11956-62

Specialty Adsales Inc.

Notice is hereby given that "Specialty Adsales Inc.", has changed the number of its directors from 4 to 7.

B. BROOKS,
Secretary.

11846-o 11956-62

L'Association de Thetford Mines pour les enfants arriérés

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 29 juillet 1965, approuvé le règlement numéro 1 (règlements généraux) de « L'Association de Thetford Mines pour les enfants arriérés », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3 août 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11860-o 3698-64

L'Association de Thetford Mines pour les enfants arriérés

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on July 29, 1965, approved by-law number 1 (general by-laws) of "L'Association de Thetford Mines pour les enfants arriérés", and such, pursuant ot the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on August 3, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11860 3698-64

L'Association de Thetford Mines pour les enfants arriériés

Avis est donné que « L'Association de Thetford Mines pour les enfants arriérés », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le Président,
MAURICE BOIVIN.

11860-o 3698-64

L'Association de Thetford Mines pour les enfants arriériés

Notice is hereby given that "L'Association de Thetford Mines pour les enfants arriérés", has changed the number of its directors from 3 to 5.

MAURICE BOIVIN,
President.

11860 3698-64

Service des Loisirs St-Urbain

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 5 juillet 1965, approuvé les règlements généraux du « Service des Loisirs St-Urbain », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7 juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11861-o 676-65

Kelvin Investment Corp.

Avis est donné que la compagnie « Kelvin Investment Corp. », a porté de 3 à 4 le nombre de ses administrateurs.

Le Secrétaire,
H. W. MARGOLESE.

11864 13021-59

I. Caron Limitée

Règlement spécial « XXV »

La distribution d'actif de la compagnie entre ses actionnaires, au prorate du nombre d'actions détenus par chacun d'eux, est par les présentes, autorisée.

Certifié sommaires authentique du règlement spécial « XXV » de « I. Caron Limitée ».

Montréal, P.Q., 17 août 1965.

Le Secrétaire-trésorier,
R. R. MACDOUGALL.

11872-o 432-26

L'Association des technologistes médicaux du Québec
Quebec Association of Medical Technologists

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 18 août 1965, approuvé les règlements généraux de « L'Association des technologistes médicaux du Québec — Quebec Association of Medical Technologists », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225*a* de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour d'août 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11874-o 135-64

Club Ile Indra, Incorporated

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 29 juillet 1965, approuvé une modification à l'article 11 des règlements généraux du « Club Ile Indra, Incorporated », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 3 août 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11875-o 15739-61

Le Comité paroissial des terrains de jeux de St-Benjamin

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 16 juillet 1965, approuvé les règlements généraux de la corporation « Le Comité paroissial des terrains de jeux de St-Benjamin », et ce, conformément aux dispositions de l'article 8 de la Loi des clubs de récréation (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 304) et de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (Ibid., chapitre 276).

Service des Loisirs St-Urbain

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on July 5, 1965, approved the general by-laws of "Service des Loisirs St-Urbain", and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, July 7, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11861 676-65

Kelvin Investment Corp.

Notice is hereby given that "Kelvin Investment Corp.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

H. W. MARGOLESE,
Secretary.

11864-o 13021-59

I. Caron Limitée

Special by-law "XXV"

The distribution of the assets of the company amongst its shareholders rateably to the number of shares held by each is hereby authorized.

Certified true summary of special by-law "XXV" of "I. Caron Limitée".

Montreal, P.Q., August 17, 1965.

R. R. MACDOUGALL,
Secretary-Treasurer.

11872-o 432-26

L'Association des technologistes médicaux du Québec
Quebec Association of Medical Technologists

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on August 18, 1965, approved the general by-laws of "L'Association des technologistes médicaux du Québec — Quebec Association of Medical Technologists", and such, in conformity with the provisions of section 225*a* of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of August, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11874 135-64

Club Ile Indra, Incorporated

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on July 29, 1965, approved a modification of Section 11 of the general by-laws of "Club Ile Indra, Incorporated", and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on August 3, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11875 15739-61

Le Comité paroissial des terrains de jeux de St-Benjamin

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on July 16, 1965, approved the general by-laws of "Le Comité paroissial des terrains de jeux de St-Benjamin", and such, in conformity with the provisions of section 8 of the Amusement Clubs Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 304), and of section 225 of the Quebec Companies Act (Ibid., chapter 276).

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour d'août 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11876-o 1430-54

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of August, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11876 1430-54

Ideal Yachting & Sporting Club (1965) Inc. Le Club nautique et sportif Idéal (1965) inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 18 août 1965, approuvé le règlement no 1 (règlements généraux) de la corporation « Ideal Yachting & Sporting Club (1965) Inc.— Le Club nautique et sportif Idéal (1965) inc. », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23 août 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11877-o 2998-65

Ideal Yachting & Sporting Club (1965) Inc. Le Club nautique et sportif Idéal (1965) inc.

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on August 18, 1965, approved the by-law No. 1 (general by-laws) of the corporation "Ideal Yachting & Sporting Club (1965) Inc.— Le Club nautique et sportif Idéal (1965) inc.", and such, pursuant to the provisions of Section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on August 23, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11877 2998-65

Association sportive Baie du Lac

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 23 juillet 1965, approuvé les règlements généraux comprenant les articles 1 à 11 inclusivement de l'« Association sportive Baie du Lac », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27 juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11909-o 2669-65

Association sportive Baie du Lac

Notice is hereby that the Provincial Secretary, on July 23, 1965, has approved the general by-laws, including sections 1 to 11 inclusively of "Association sportive Baie du Lac", and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on July 27, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11909 2669-65

Lettres patentes

Carousel Mobile Canteen Co. Ltd. Cantine Mobile Carrousel Cie Ltée

Avis est donné que, en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de Québec de corriger les lettres patentes en date du 9 avril 1965, de « Carousel Mobile Canteen, Co. Ltd.— Cantine Mobile Carousel, Cie Ltée », de la manière suivante: 1) en rayant dans le paragraphe concernant les personnes nommées les mots suivants: « épouse commune en biens dudit Frank O'Brien » et y substituant les mots suivants: « épouse commune en biens de Hector Mackenzie O'Brien »; 2) en rayant dans le même paragraphe les mots suivants: « épouse commune en biens dudit Roger Rioux », et y substituant les mots suivants: « épouse commune en biens de Joseph Arthur Rioux »; 3) en rayant les virgules après les mots « Canteen » et « Carousel »; 4) en changeant le mot « Carousel » dans la version française du nom de la compagnie en celui de « Carrousel », de sorte que le nom de la compagnie se lise comme suit: « Carousel Mobile Canteen Co. Ltd.— Cantine Mobile Carrousel Cie Ltée ».

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 10e jour d'août 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826 1681-65 — 1271/6

Letters Patent

Carousel Mobile Canteen Co. Ltd. Cantine Mobile Carrousel Cie Ltée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has been pleased to correct the letters patent dated April 9, 1965, of "Carousel Mobile Canteen, Co. Ltd.— Cantine Mobile Carousel, Cie Ltée", in the following manner: (1) by deleting in the paragraph dealing with named persons the following words: "wife common as to property of the said Frank O'Brien", and substituting therefor the following: "wife common as to property of Hector Mackenzie O'Brien"; (2) by deleting in the same paragraph the following words: "wife common as to property of the said Roger Rioux", and substituting therefor the following: "wife common as to property of Joseph Arthur Rioux"; (3) by striking out the commas after the words "Canteen" and "Carousel"; (4) by changing the word "Carousel" in the French version of the name of the company to that of "Carrousel", so that the name of the company read as follows: "Carousel Mobile Canteen Co. Ltd.— Cantine Mobile Carrousel Cie Ltée".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of August, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826-o 1681-65 — 1271/6

Sièges sociaux

Canada Fans Limited

Avis est donné que « Canada Fans Limited », a transporté son siège social de 4285, rue Ri-

Head Offices

Canada Fans Limited

Notice is hereby given that "Canada Fans Limited", has transferred its head office from

chelieu, Montréal, à 793, avenue Halpern, Dorval.

Le Secrétaire,
STANLEY STANGER.

11832 246-37

Maupol Services Inc.

Prenez avis que la compagnie « Maupol Services Inc. », constituée en vertu de la Loi des Compagnies de Québec, ayant son siège social à Québec, dans le district de Québec, demandera au Secrétaire de la Province la permission d'abandonner sa charte.

Les Procureurs de la compagnie,
BARD, L'HEUREUX & PHILIPPON.

11839-o 11161-58

Michel Thériault Inc.

Avis est donné que la compagnie « Michel Thériault Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 31ième jour de décembre 1963 et ayant son bureau principal à Québec, dans le district de Québec a établi son bureau au numéro 36 de la rue des Bouleaux Est.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec ce 13ième jour de juillet 1965.

Le Secrétaire,
DENISE ST-GERMAIN THÉRIAULT.

11847-o 9-64

Meubles Bellehumeur ltée

Avis est donné que la compagnie « Meubles Bellehumeur ltée », a changé son siège social de Val-d'Or, au numéro 62, rue Principale, Rouyn.

Le Secrétaire-trésorier,
GHISLAIN BELLEHUMEUR.

11865-o 14160-57

Centre Récréatif St-Jean-Baptiste de Drummondville Inc.

Avis est donné que la corporation du « Centre Récréatif St-Jean-Baptiste de Drummondville Inc. », constituée en corporation suivant la troisième partie de la Loi des Compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 23 mars 1965, et ayant son bureau principal dans la paroisse de St-Jean-Baptiste, à Drummondville, district de Drummond, a établi son bureau au numéro 114 de la 11e avenue.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la corporation comme étant son bureau principal.

Donné à Drummondville, ce 18e jour d'août 1965.

Le Secrétaire de la Corporation,
ROGER BARSALO.

11878-o 1221-65

Construction Octo ltée
Octo Construction Ltd.

Avis est donné, que la compagnie « Construction Octo ltée — Octo Construction Ltd. », a changé son siège social du numéro 2775, rue Bayonne, Duvernay, au numéro 50, Place Crémazie, Montréal.

La Secrétaire,
YOLANDE GODARD DESJARDINS.

11879-o 1206-64

Economic Growth Fund Ltd.

Avis est, par les présentes donné que la compagnie « Economic Growth Fund Ltd. », cons-

4285 Richelieu Street, Montreal, to 793 Halpern Avenue, Dorval.

STANLEY STANGER,
Secretary.

11832-o 246-37

Maupol Services Inc.

Take notice that "Maupol Services Inc.", incorporated under the Quebec Companies Act, having its head office in the city of Quebec, district of Quebec, will apply to the Provincial Secretary for leave to surrender its charter.

BARD, L'HEUREUX & PHILIPPON,
Attorneys for the company.

11839-o 11161-58

Michel Thériault Inc.

Notice is hereby given that "Michel Thériault Inc.", incorporated by letters patent dated this 31st day of December, 1963 and having its head office at Quebec, in the district of Quebec, has establishedits office at 36 des Bouleaux Street East.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, this 13th day of July, 1965.

DENISE ST-GERMAIN THÉRIAULT,
Secretary.

11847 9-64

Meubles Bellehumeur ltée

Notice is hereby given that "Meubles Bellehumeur ltée", has changed its head office of Val-d'Or, to 62 Principale Street, Rouyn.

GHISLAIN BELLEHUMEUR,
Secretary-Treasurer.

11865 14160-57

Centre Récréatif St-Jean-Baptiste de Drummondville Inc.

Notice is hereby given that the corporation of "Centre Récréatif St-Jean-Baptiste de Drummondville Inc.", incorporated pursuant Part III of the Quebec Companies Act, by letters patent dated March 23, 1965, and having its principal office in the parish of St-Jean-Baptiste, at Drummondville, district of Drummond, has established its office at number 114 of the 11th Avenue.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the corporation as being its principal office.

Given at Drummondville, this 18th day of August, 1965.

ROGER BARSALO,
Secretary of the Corporation.

11878 1221-65

Construction Octo ltée
Octo Construction Ltd.

Notice is hereby given that "Construction Octo ltée — Octo Construction Ltd.", has changed its head office from 2775 Bayonne Street, Duvernay, to 50 Place Crémazie, Montreal.

YOLANDE GODARD DESJARDINS,
Secretary.

11879 1206-64

Economic Growth Fund Ltd.

Notice is hereby given, that "Economic Growth Fund Ltd.", incorporated by letters patent dated

tituée en corporation par lettres patentes émises le 26e jour d'octobre 1961, et ayant son siège social en la cité de Montréal, à suite 1628, 1 place Ville-Marie, l'a transporté à suite 566, 360 ouest, rue St-Jacques, en ladite cité.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté et signé en la cité de Montréal, ce 5e jour de juillet 1965.

Le Secrétaire-adjoint,
DANIELLE FORTIER.

11880-o 15394-61

Les Investissements C et C Ltée

Avis est donné que la compagnie « Les Investissements C et C Ltée », constituée en corporation par lettres patentes en date du 2 juillet 1965, et ayant son bureau principal dans Montréal a établi son bureau au numéro 88 de la rue St-Paul est.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 30 juillet 1965.

La Présidente,
GISÈLE RIVET.

11881-o 3014-65

Lafrance & Fils (Grand'Mère) Ltée

Avis est donné que la compagnie « Lafrance & Fils (Grand'Mère) Ltée », constituée en corporation par lettres patentes, le 21e jour de juin 1965, et ayant son bureau principal à Grand'Mère, a établi son bureau au numéro 991, 19e Rue, Grand'Mère.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Trois-Rivières, ce 29e jour de juillet 1965.

Le Président,
CONRAD LAFRANCE.

11882-o 2833-65

Maki Corporation
Corporation Maki

Avis est donné que « Maki Corporation — Corporation Maki », a transporté son siège social de la ville de Montréal, à la ville de Maniwaki.

Le Secrétaire,
GÉRARD ROBINEAULT.

11883 10848-54

J. A. Marchand Inc.

Avis est donné que la compagnie « J. A. Marchand Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 12e jour de juillet 1965, a établi son bureau à Rouyn, Québec, à 167 rue Principale.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré comme étant le bureau principal de la compagnie.

Daté à Rouyn, ce 12e jour de juillet 1965.

Le Secrétaire-trésorier,
LÉO PAUL MARCHAND.

11884-o 3125-65

Monument St-Jean Ltée

Avis est donné que la compagnie « Monument St-Jean Ltée », constituée en corporation par lettres patentes en date du vingt-sixième jour de mars 1965 et ayant son principal bureau à St-

the 26th day of October, 1961, and having its head office in the city of Montreal, Suite 1628, 1 Place Ville-Marie, has transfered it to suite 566, 360 St. James Street West, in the said city.

From and after the date of this notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

Dated and signed in the city of Montreal, this 5th day of July, 1965.

DANIELLE FORTIER,
Assistant-Secretary.

11880 15394-61

Les Investissements C et C Ltée

Notice is hereby given that "Les Investissements C et C Ltée", a corporation constituted by letters patent, dated July 2, 1965, and having its head office in Montreal, has established its office at number 88 St. Paul St., East.

From and after the present notice is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, July 30, 1965.

GISÈLE RIVET,
President.

11881 3014-65

Lafrance & Fils (Grand'Mère) Ltée

Notice is hereby given that "Lafrance & Fils (Grand'Mère) Ltée", company incorporated by letters patent, on the 21st day of June 1965, and having its head office in Grand'Mère, has established its office at 991, 19th Street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Trois-Rivières, this 29th day of July 1965.

CONRAD LAFRANCE,
President.

11882-o 2833-65

Maki Corporation
Corporation Maki

Notice is hereby given that "Maki Corporation — Corporation Maki", has transferred its head office from the city of Montreal, to the town of Maniwaki.

GÉRARD ROBINEAULT,
Secretary.

11883-o 10848-54

J. A. Marchand Inc.

Notice is hereby given that "J. A. Marchand Inc.", incorporated by letters patent under date 12th day of July, 1965 has established its head office in Rouyn, Quebec, at 167 Main Street.

As and from this date, the said office is considered by the company as being its principal office.

Dated at Rouyn, this 12th day of July 1965.

LÉO PAUL MARCHAND,
Secretary-Treasurer.

11884-o 3125-65

Monument St-Jean Ltée

Notice is hereby given that the "Monument St-Jean Ltée", company incorporated by patent letters, on the twenty-sixth day of March, 1965, and having its head office in St-Vincent-de-Paul,

Vincent-de-Paul, a établi son bureau au numéro 4514 de la rue St-Joseph à St-Vincent-de-Paul.

À compter de la date du présent avis ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à St-Vincent-de-Paul, ce vingt-troisième jour de juillet 1965.

Le Président,
LORENZO IACONO.

11885-o 1416-65

New Harricana Mines Limited
(no personal liability)

Avis est donné que « New Harricana Mines Limited » (no personal liability), constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnie minières de Québec par lettres patentes en date du 11e jour de juin 1927, sous le non de « The Harricana Amalgamated Gold Mines Incorporated » (no personal liability), a transporté son siège social de 620, rue Cathcart, en la ville de Montréal, au 22e étages, 630, boulevard Dorchester ouest, en la ville de Montréal.

Daté ce 17e jour d'août 1965.

Le Secrétaire,
G. L. MOORE.

11886 1289-27

Raffinerie d'huile du Québec Limitée

Avis est donné que la compagnie la « Raffinerie d'huile du Québec Limitée », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des Companies de Québec en date du 23e jour de janvier, 1964 et ayant son bureau principal dans la ville de Montréal où elle avait son bureau situé jusqu'à aujourd'hui à 1100, rue Sherbrooke ouest, suite 202, l'a transporté à 1255 University Street, suite 1612, dans la ville de Montréal.

À compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce 14e jour d'août 1965.

RAYNOLD LANGLOIS,
dûment autorisé aux fins des présentes.

11887-o 874-64

The Rifles Football Club Inc.
Le Club de Football Rifles Inc.

Avis est donné que la compagnie « The Rifles Football Club Inc.— Le Club de Football Rifles Inc. », a transporté son siège social de chambre M 11/12, Sheraton Mount-Royal Hotel, 1455, rue Peel, Montréal, Québec, à 423, rue Mayor, chambre 2, Montréal 2, Québec.

Montréal, 16 août 1965.

Le Secrétaire,
JACK GOODIS.

11888 301-64

Ste-Geneviève Construction Inc.

Avis est donné que la compagnie « Ste-Geneviève Construction Inc. », constituée en corporation suivant les lois des compagnies de Québec, en date du 6 juillet 1959 et ayant son siège social à Pierrefonds, au no 15,435 Boischatel, a établi son bureau au numéro 15,556 Boischatel, Pierrefonds.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est condidéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Pierrefonds, ce 30e jour de juillet 1965.

Le Président,
ANDRÉ LABROSSE.

11889-o 13613-59

has established its office at No. 4514 St-Joleph Street in St-Vincent-de-Paul.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at St-Vincent-de-Paul, this twenty-third day of July 1965.

LORENZO IACONO.
President.

11885 1416-65

New Harricana Mines Limited
(no personal liability)

Notice is hereby given that "New Harricana Mines Limited" (no personal liability), incorporated under the Quebec Mining Companies Act by letters patent dated the 11th day of June, 1927, under the name of "The Harricana Amalgamated Gold Mines Incorporated" (no personal liability) has moved its head office from 620 Cathcart Street in the city of Montreal to 22nd, floor, 630 Dorchester Boulevard, West, in the city of Montreal.

Dated this 17th day of August, 1965.

G. L. MOORE,
Secretary.

11886-o 1289-27

Quebec Oil Refinery Limited

Notice is hereby given that the "Quebec Oil Refinery Limited", company incorporated under part I of the Quebec Companies Act, on the 23rd day of January 1964, and having its head office in the city of Montreal, where its office was situated up to to-day at 1100 Sherbrooke Street West, suite 202, has moved it to 1255 University Street, suite 1612, in the city of Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be condidered by the company as being the head office of the company.

Given at Quebec, this 14th day of August, 1965.

RAYNOLD LANGLOIS,
duly authorized for these present.

11887-o 874-64

The Rifles Football Club Inc.
Le Club de Football Rifles Inc.

Notice is hereby given that "The Rifles Football Club Inc.— Le Club de Football Rifles Inc.", has moved its head office from suite M 11/12, Sherraton Mount-Royal Hotel, 1455 Peel Street, Montreal, Quebec, to 423 Mayor Street, suite 2, Montreal 2, Quebec.

Montreal, August 16, 1965.

JACK GOODIS,
Secretary.

11888-o 301-64

Ste-Geneviève Construction Inc.

Notice is hereby given that "Ste-Geneviève Construction Inc.", incorporated by letters patent issued under Part I of the Quebec companies Act on July, 6, 1959, and having its head office at 15,435 Boischatel, city of Pierrefonds, has established its office at 15,556 Boischatel, Pierrefonds.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Pierrefonds, this 30th day of July, 1965.

ANDRÉ LABROSSE,
President.

11889-o 13613-59

St. Odile Investment Inc.

Avis est donné que la compagnie « St. Odile Investment Inc. », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes datées du 7e jour de juin 1954, a transporté son siège social de 214, rue St-Jacques, ouest, en la ville de Montréal, à 630, boulevard Dorchester, ouest, en la ville de Montréal.

Montréal, 12 août 1965.

Le Secrétaire,
R. LIST.

11890 11433-54

St. Odile Investment Inc.

Notice is hereby given that "St. Odile Investment Inc.", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act by letters patent dated this 7th day of June 1954 has moved its head office from 214 St. James Street West, in the city of Montreal to 630 Dorchester Boulevard West, in the city of Montreal.

Montreal, August 12, 1965.

R. LIST,
Secretary.

11890-o 11433-54

Canmont A. G.

Avis est donné que, par procuration datée du 10e jour de juin 1965, l'adresse de l'agent principal, M. Julian C. C. Chipman, et du bureau principal dans la province de Québec de « Canmont A. G. », une compagnie dûment autorisée à exercer son commerce dans ladite province en vertu de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, a été changée de 3057, avenue Cedar, Montréal, à chambre 700, 1, Place Ville Marie, dans ladite ville et dans le district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 24e jour d'août 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11910 60-64

Canmont A. G.

Notice is hereby given that, by power of attorney dated the 10th day of June, 1965, the address of the chief agent, Mr. Julian C. C. Chipman, and of the principal office in the Province of Quebec of "Canmont A. G.", a company duly authorized to carry on business in the said province in virtue of the Extra-Provincial Companies Act, has been changed from 3057 Cedar Avenue, Montreal, to suite 700, 1 Place Ville Marie, in the said city and in the judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of August, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11910-o 60-64

Fab Metal Mines Limited
(No Personal Liability)

Avis est donné que, par procuration datée du 29e jour de juin 1965, l'adresse de l'agent principal, M. Raymond Caron, et du bureau principal dans la province de Québec de « Fab Metal Mines Limited » (No Personal Liability), une compagnie dûment autorisée à exercer son commerce dans ladite province en vertu de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, a été changée de 620, rue Cathcart, Montréal, à 630, boulevard Dorchester ouest, dans ladite ville et dans le district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour d'août 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11911 418-59

Fab Metal Mines Limited
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that, by power of attorney dated the 29th day of June, 1965, the address of the chief agent, Mr. Raymond Caron, and of the principal office in the Province of Quebec of "Fab Metal Mines Limited" (No Personal Liability) a company duly authorized to carry on business in the said province in virtue of the Extra-Provincial Companies Act, has been changed from 620 Cathcart Street, Montreal, to 630 Dorchester Boulevard West, in the said city and in the judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of August, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11911-o 418-59

Grandroy Mines Limited

Avis est donné que, par procuration datée du 15e jour de juin 1965, l'adresse de l'agent principla, M. Raymond Caron, et du bureau principal dans la province de Québec de « Grandroy Mines Limited », une compagnie dûment autorisée à exercer son commerce dans ladite province en vertu de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, a été changée de 620, rue Cathcart, Montréal, à 630, boulevard Dorchester ouest, dans ladite ville et dans le district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 24e jour d'août 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11912 28-61

Grandroy Mines Limited

Notice is hereby given that, by power of attorney dated the 15th day of June, 1965, the address of the chief agent, Mr. Raymond Caron, and of the principal office in the Province of Quebec of "Grandroy Mines Limited" a company duly authorized to carry on business in the said province in virtue of the Extra-Provincial Companies Act, has been changed from 620 Cathcart Street, Montreal, to 630, Dorchester Boulevard West, in the said city and in the judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of August, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11912-o 28-61

Muddiman Industries Limited

Avis est donné que la compagnie « Muddiman Industries Limited », a transporté son siège social de 739, rue Mountain, Montréal, à 3300, rue Sartelon, St-Laurent.

Le Secrétaire,
PETER R. D. MACKELL.

11913 12338-55

Muddiman Industries Limited

Notice is hereby given that "Muddiman Industries Limited", has transferred its head office from 739 Mountain Street, Montreal, to 3300 Sartelon Street, St-Laurent.

PETER R. D. MACKELL,
Secretary.

11913-o 12338-55

Ministère des Affaires municipales

Cité de Sainte-Foy

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

PAUL COMTOIS

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Lettres patentes

ATTENDU QUE le paragraphe 2 de l'article 2 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233), édicte que le lieutenant-gouverneur en conseil, sur requête du conseil d'une corporation municipale régie par cette loi, peut émettre des lettres patentes modifiant la charte de cette corporation, en y remplaçant certaines dispositions par celles de la Loi des cités et villes, qui y correspondent;

ATTENDU QUE le conseil de la cité de Sainte-Foy, par sa requête en date du 12 mai 1965, demande que des lettres patentes soient émises en sa faveur à l'effet de modifier sa charte en remplaçant:

Les articles 14, 15, 18, 19, 20, 22 et 24 du chapitre 101, de la loi 13 George VI;

Les articles 5, 6 et 7 du chapitre 88 de la loi 1-2 Elizabeth II;

Les articles 5, 6, 11 et 19 du chapitre 84 de la loi 3-4 Elizabeth II;

Les articles 2, 4, 5, 6 et 7 du chapitre 90 de la loi 4-5 Elizabeth II;

Les articles 2 et 3, paragraphes 8-A et 8-B, et les articles 5 et 6 du chapitre 92 de la loi 5-6 Elizabeth II;

Les articles 2 et 3 du chapitre 69 de la loi 6-7 Elizabeth II;

Les articles 1, 2, 3 et 4 du chapitre 63 de la loi 7-8 Elizabeth II.

ATTENDU QUE toutes les formalités prescrites par la loi ont été remplies;

ATTENDU QU'il est opportun de se rendre à cette demande.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1473, en date du 27 juillet 1965, Nous accordons la requête du conseil de la cité de Sainte-Foy, en date du 12 mai 1965, et Nous déclarons et ordonnons, par les présentes lettres patentes qui entreront en vigueur à compter de la date de leur publication dans la *Gazette officielle de Québec*, que les dispositions ci-haut mentionnées de la charte de la cité de Sainte-Foy soient remplacées par les dispositions correspondantes dans la Loi des cités et villes, le tout conformément aux dispo-

Department of Municipal Affairs

City of Sainte-Foy

Canada,
Province of Quebec.
[L. S.]

PAUL COMTOIS

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all to whom these present letters shall come or whom the same may concern,

GREETING.

Letters Patent

WHEREAS paragraph 2 of section 2 of the cities and towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233), enacts that the Lieutenant-Governor in Council, upon request by the council of a municipal corporation governed by this Act, may issue letters patent amending the charter of said corporation, by replacing certain provisions therein by those in the cities and towns Act which correspond thereto;

WHEREAS the council of the city of Sainte-Foy, by its request dated May 12, 1965, asks that letters patent be issued in its favour for the purpose of amending its charter by replacing:

Sections 14, 15, 18, 19, 20, 22 and 24 of chapter 101, of Act 13 George VI;

Sections 5, 6 and 7 of chapter 88 of Act 1-2 Elizabeth II;

Sections 5, 6, 11 and 19 of chapter 84 of Act 3-4 Elizabeth II;

Sections 2, 4, 5, 6 and 7 of chapter 90 of Act 4-5 Elizabeth II;

Sections 2 and 3, paragraphs 8A and 8-B, and sections 5 and 6 of chapter 92 of Act 5-6 Elizabeth II;

Sections 2 and 3 of chapter 69 of Act 6-7 Elizabeth II;

Sections 1, 2, 3 and 4 of chapter 63 of Act 7-8 Elizabeth II.

THAT all the formalities prescribed by law have been fulfilled;

WHEREAS it is expedient that this request be granted.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 1473, dated July 27, 1965, We grant the request of the council of the city of Sainte-Foy, dated May 12, 1965, and We declare and order by the present letters patent which will enter into force from and after the date of their publication in the *Quebec Official Gazette*, that the above-mentioned provisions of the charter of the city of Sainte-Foy be replaced by the corresponding provisions in the cities and towns Act, the whole pursuant to the provisions of paragraph 2 of section 2 of the said cities

sitions du paragraphe 2 de l'article 2 de ladite Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233).

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable PAUL COMTOIS, C.P., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce dixième jour d'août en l'année mil neuf cent soixante-cinq de l'ère chrétienne et de Notre Règne la quatorzième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

Avis est par les présentes donné que ces lettres patentes entreront en vigueur à compter de cette publication.

Le Sous-ministre des Affaires municipales,
11914-o JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable PAUL COMTOIS, P.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given at Our Parliament Buildings, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this tenth day of August, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-five, and in the fourteenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

Notice is hereby given that these letters patent will enter into force from and after this publication.

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,
11914 *Deputy Minister of Municipal Affairs.*

Ville de Shawinigan-Sud

Règlement No 210

décrétant l'élection générale du maire et des échevins le 1er dimanche de novembre.

ATTENDU qu'en vertu de l'article 173 de la Loi des cités et villes, le conseil municipal peut changer la date de l'élection générale du maire et des échevins et décréter que cette élection aura lieu tous les deux (2) ans, le 1er dimanche de novembre;

ATTENDU que la ville de Shawinigan-Sud peut se prévaloir de cette disposition, celle-ci ayant été érigée comme telle après le 18 mars 1960;

ATTENDU qu'il est dans l'intérêt général et moins coûteux pour la ville de tenir une élection générale le dimanche:

ATTENDU qu'une élection générale tenue le dimanche facilite le vote populaire:

ATTENDU qu'avis de motion a été régulièrement donné à la séance du 7 juin 1965;

POUR CES MOTIFS, il est par le présent règlement décrète et statue ce qui suit:

1° l'élection générale du maire et des échevins de la ville de Shawinigan-Sud aura lieu tous les deux (2) ans, le premier dimanche de novembre à compter du 1er dimanche du mois de novembre. 1966.

2° Le présent règlement prendra force et effet après avoir été approuvé par le ministre des Affaires Municipales et après sa publication dans la *Gazette officielle du Québec.*

Adopté à la majorité absolue du conseil, sur proposition de Monsieur l'échevin Henri-Paul Cloutier appuyé par Monsieur l'échevin Georges Lacombe.

Fait et passé à Shawinigan-Sud, ce cinquième jour du mois de juillet mil neuf cent soixante-cinq. (1965)

Le Maire,
LOUIS-PHILIPPE LACOURSIÈRE.

Le Secrétaire-trésorier,
GILLES PINEL.

N.B. Ce règlement est publié conformément à l'article 173, paragraphe 5 de la Loi des cités et villes.

Le Sous-ministre des Affaires municipales,
11915-o JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

Town of Shawinigan-South

By-law No. 210

enacting the general election of the mayor and the aldermen on the 1st Sunday of November.

WHEREAS under section 173 of the Cities and Towns Act, the municipal council can change the date of the general election of the mayor and the aldermen and decree that this election will take place every two (2) years, on the 1st Sunday of November.

WHEREAS the city of Shawinigan-South can take advantage of this arrangement, the latter having been erected as such after March 18, 1960;

WHEREAS it is in the general interest and less costly for the city to hold a general election on Sunday;

WHEREAS a general election held on a Sunday facilitates the popular vote;

WHEREAS notice of motion has been regularly given at the session of June 7, 1965;

FOR THESE MOTIVES, it is by the present by-law decreed and ordained, that the following:

1. the general election of the mayor and the aldermen of the city of Shawinigan-South will take place every two (2) years, on the first Sunday of November, starting from the 1st Sunday of the month of November, 1966.

2. The present by-law will take force and effect after having been approved by the minister of Municipal Affairs and after its publication in the *Quebec Official Gazette.*

Adopted by the absolute majority of the Council, on the proposition of the alderman Mister Henri-Paul Cloutier, supported by the alderman Mister Georges Lacombe.

Made and passed at Shawinigan-South, this fifth day of the month of July, one thousand nine hundred and sixty-five. (1965)

LOUIS-PHILIPPE LACOURSIÈRE,
Mayor.

GILLES PINEL,
Secretary-Treasurer.

N.B. This by-law is published pursuant to section 173 paragraph 5, of the Cities and Towns Act.

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,
11915 *Deputy Minister of Munjipal Affairs.*

Ministère de l'Éducation

La commission scolaire régionale protestante d'Ottawa Valley

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil numéro 1560 en date du 11 août 1965, d'admettre les commissions scolaires de Campbell's Bay Prot., Clarendon, Leslie, Mansfield Prot., Onslow Prot., Portage-du-Fort, Thorne et Waltham Diss., comté Pontiac, dans la commission scolaire régionale protestante d'Ottawa Valley.

En vrtu de l'article 496*b*, le nombre des commissaires d'écoles pour la Commission scolaire régionale protestante d'Ottawa Valley a été porté à neuf et les commissaires en fonction ont été autorisés à désigner, parmi les délégués des huit commissions scolaires admises dans la commission scolaire régionale par le présent arrêté en consil, les premiers commissaires aux deux sièges additionnels.

Cet arrêté en conseil a pris effet le jour de sa sanction.

Québec, le 18 août 1965.

Le Ministre de l'Éducation,
PAUL GÉRIN-LAJOIE.

11921-o 908-64

Department of Education

The protestant regional school board of Ottawa Valley

The Lieutenant-Governor has been pleased, by Order in Council number 1560, dated August 11, 1965, to admit the school commissions of Campbell's Bay Prot., Clarendon, Leslie, Mansfield Prot., Onslow Prot., Portage-du-Fort, Thorne and Waltham Diss., county of Pontaic, into the protestant regional school board of Ottawa Valley.

Under section 496*b*, the number of school commissioners for the protestant regional school of Ottawa Valley has been brought to nine and the commissioners in function have been authorized to designate, among the delegates of the eight school commissions admitted in the regional school board by the present Order in Council, the first commissioners to the two additional seats.

This Order in Council has taken effect the day of its sanction.

Quebec, August 18, 1965.

PAUL GÉRIN-LAJOIE,
Minister of Education.

11921 908-64

Ministère des Finances
Assurances

Canadian Home Assurance Company
Compagnie d'Assurance du Home Canadien

Avis de changement de nom

Avis est donné, par les présentes, que « Canadian Home Assurance Company », constituée en corporation en 1949, par la Loi 13 Georges VI, chapitre 22 des Statuts du Canada, et enregistrée dans la Province sous le numéro 500, peut faire affaires, soit sous le nom de « Canadian Home Assurance Company » ou sous le nom de « Compagnie d'Assurance du Home Canadien », tel que le prévoit l'arrêté en conseil numéro P.C. 1965-1365 de Son Excellence le Gouverneur Général en Conseil, daté du 28 juillet 1965.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 18 août 1965.

Pour le Ministre des finances
de la Province,
Le Surintendant des assurances,
ROGER-A. CAMARAIRE.

11862-o

Department of Finance
Insurance

Canadian Home Assurance Company
Compagnie d'Assurance du Home Canadien

Notice of change of name

Notice is hereby given that "Canadian Home Assurance Company", incorporated in 1949, by Act 13 George VI, chapter 22 of the Statuts of Canada, and registered in the Province under number 500, may use, in the transaction of its business, either the name "Canadian Homes Assurance Company", or the name "Compagnie d'Assurance du Home Canadien" pursuant to the Order in Council number P.C. 1965-1365 of His Excellency the Governor General in Council, dated the 28th of July 1965.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 18th day of August 1965.

For the Minister of Finance
of the Province,
ROGER-A. CAMARAIRE,
Superintendent of Insurance.

11862-o

Ministère de l'Industrie et du Commerce

Loi sur les pêcheries

Règlement de pêche du Québec

Avis de pêche aux coques

Vu la décision du Ministre de la Santé Nationale et du Bien-Être Social à l'effet que les coques des régions coquillères situées le long des côtes et des eaux:

N-4.2 Région s'étendant de Pont de Rivière Blanche — pont de Rivière Colombier

sont toxiques à un point qui les rend dangereuses pour la consommation *à l'état cru.*

Department of Industry and Commerce

Fisheries Act

Quebec fishery regulation

Notice of Clam Fishery

In view of the decision rendered by the Minister of National Health and Welfare to the effect that clams in shellfish areas located along the shores and waters:

N-4.2 Region extending from Pont de Rivière Blanche — pont de Rivière Colombier

are toxic to a degree unsafe for use as *a raw food.*

À ces causes et conformément à l'article 5, paragraphe 1, du règlement de pêche du Québec, par les présentes, il plaît au Ministre de fermer lesdites régions à la pêche et d'interdire à quiconque de pêcher, de prendre ou d'avoir en sa possession des coques provenant desdites régions.

La présente interdiction ne s'applique pas cependant aux producteurs licenciés (Arrêté en Conseil Québec 1963-779) pour la mise en conserve seulement.

Québec, le 13 août 1965.

Le Ministre de l'Industrie et Commerce,

11916-o GÉRARD LEVESQUE.

Therefore, pursuant to section 5, subsection 1 of the Quebec Fishery regulations, the Minister hereby closes the said areas and forbids anybody whatsoever to fish, take or to have in his possession, clams from the said areas.

The present interdiction does not apply, however, to licensed producers (Quebec Order in Council, 1963-779) for canning purposes only.

Quebec, August 13, 1965.

GÉRARD LEVESQUE,

11916 *Minister of Industry and Commerce.*

Ministère des Terres et Forêts
Cadastre

Canton d'Arnaud

Cadastre officiel de partie du canton d'Arnaud, division d'enregistrement de Sept-Iles.

Avis est par la présente donné que le Bloc « 16 » est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 11 août 1965.

Le Sous-ministre,

11827-o FERNAND BOUTIN.

Village Incorporé du Bassin de Chambly

Cadastre officiel du Village Incorporé du Bassin de Chambly, municipalité de la ville de Chambly, division d'enregistrement de Chambly.

Avis est par la présente donné que les lots 107-9 à 107-16, 107-13-1, 107-33 à 107-76, 107-78 à 107-94 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 4 juin 1965.

Le Sous-ministre,

11827-o FERNAND BOUTIN.

Village du Bassin de Chambly

Cadastre officiel du Village du Bassin de Chambly, municipalité de la ville de Chambly, division d'enregistrement de Chambly.

Avis est par la présente donné que le lot 107-77 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 4 juin 1965.

Le Sous-ministre,

11827-o FERNAND BOUTIN.

Canton de Boishébert

Cadastre officiel de partie du canton de Boishébert, municipalité de la Côte Nord du Golfe St-Laurent, division d'enregistrement de Sept-Iles.

Avis est par la présente donné que les lots 66 à 114 du Village de la Tabatière (Comprenant les lots situés dans la Baie de la Tabatière, la Baie-Rouge, le Hâvre Galibois et au Vieux Poste) sont ajoués en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 13 août 1965.

Le Sous-ministre,

11827-o FERNAND BOUTIN.

Village de Lauzon (Revisé)

Cadastre officiel du village de Lauzon (Revisé), municipalité de la cité de Lauzon, division d'enregistrement de Lévis.

Avis est par la présente donné que les lots 372-3-85 à 372-3-101, 372-3-108, 372-3-109,

Department of Lands and Forests
Cadastre

Townhips of Arnaud

Official cadastre of part of township of Arnaud, registration division of Sept-Iles.

Notice is hereby given tot the Block "16" is added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, August 11, 1965.

FERNAND BOUTIN,

11827-o *Deputy Minister.*

Incorporated Village of Bassin de Chambly

Official cadastre of the Incorporated Village of Bassin de Chambly, municipality of the town of Chambly, registration division of Chambly.

Notice is hereby given that lots 107-9 to 107-16, 107-13-1, 107-33 to 107-76, 107-78 to 107-94 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, June 4, 1965.

FERNAND BOUTIN,

11827-o *Deputy Minister.*

Village of Bassin de Chambly

Official cadastre of Village of Bassin de Chambly, municipality of the town of Chambly, registration division of Chambly.

Notice is hereby given that lot 107-77 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, June 4, 1965.

FERNAND BOUTIN.

11827-o *Deputy Minister.*

Township of Boishébert

Official cadastre of part of the township of Boishébert, municipality of the North Shore of the Gulf of St. Lawrence, registration division of Sept-Iles.

Notice is hereby given that lots 66 to 114 of Village of la Tabatière (Comprising lots situated in the Baie de la Tabatière, la Baie-Rouge, Le Hâvre Galibois and au Vieux Poste) are added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, August 13, 1965.

FERNAND BOUTIN,

11827-o *Deputy Minister.*

Village of Lauzon (Revised)

Official cadastre of the village of Lauzon (Revised), municipality of the city of Lauzon, registration division of Lévis.

Notice is hereby given that lots 372-3-85 to 372-3-101, 372-3-108, 372-3-109, 373-4-97, 373-4-

373-4-97, 373-4-99 à 373-4-104, 1114-23, 1114-24 (Quartier Couture) et la partie restante des lots 371-5-87, 371-5-89, 371-5-90, 371-5-92 à 371-5-94 (Quartier Fréchette) sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 21 juillet 1965.

Le Sous-ministre,
11827-o FERNAND BOUTIN.

Canton de Laverlochère

Cadastre officiel du canton de Laverlochère, municipalité e Fugèreville, division d'enregistrement de Témiscamingue.

Avis est par la présente donné que le lot 13, Rang XIII, le lot 13, Rang XIV sont corrigés; les lots 14 à 16, 17-a, 17-b, 18-a, 18-b, 19-a, 19-b, 19-c, 20 à 23, 24-a, 24-b, 25-a, 25-b, Rang XIII, et les lots 14 à 19, 20-a, 20-b, 21-a, 21-b, 22-a, 22-b, 23-a, 23-b, 24-a, 24-b, 25-a, 25-b, 25-c, Rang XIV sont annulés et les lots 1 à 9, Rang « B » sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 9 août 1965.

Le Sous-ministre,
11827-o FERNAND BOUTIN.

Canton de Letellier

Cadastre officiel du canton de Letellier, division d'enregistrement de Sept-Iles.

Avis est par la présente donné que le bloc 8 est annulé; les lots 1 à 34, Rang « B » et le lot 112, Rang du Coude de la Rivière Moisie, sont ajoutés en vertu de l'Article 2174A du Code civil.

Québec, le 11 août 1965.

Le Sous-ministre,
11827-o FERNAND BOUTIN.

Canton de Montcalm

Cadastre officiel du canton de Montcalm, municipalité du canton de Montcalm, division d'enregistrement d'Argenteuil.

Avis est par la présente donné que les lots 41 à 44, Rang IV, les lots 41 et 42, Rang V et les lots 43 et 44, Rang VI sont corrigés; les lots 43 et 44, Rang V sont annulés et les Blocs « B » et « C » sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 3 août 1965.

Le Sous-ministre,
11827-o FERNAND BOUTIN.

Canton de Natashquan

Cadastre officiel du canton de Natashquan, municipalité du canton de Natashquan, division d'enregistrement de Sept-Iles.

Avis est par la présente donné que le Bloc « C » (Village de Grand-Natashquan, non incorporé) est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 4 août 1965.

Le Sous-ministre,
11827-o FERNAND BOUTIN.

Paroisse de Notre-Dame de Québec

Cadastre officiel de la paroisse de Notre-Dame de Québec, municipalité de la cité de Québec, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que le lot 47-110 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 13 août 1965.

Le Sous-ministre,
11827-o FERNAND BOUTIN.

99 to 373-4-104, 1114-23, 1114-24 (Couture Ward) and the remaining part of lots 371-5-87, 371-5-89, 371-5-90, 371-5-92 to 371-5-94 (Fréchette Ward) are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, July 21, 1965.

FERNAND BOUTIN,
11827-o *Deputy Minister.*

Township of Laverlochère

Official cadastre of the township of Laverlochère, municipality of Fugèreville, registration division of Témiscamingue.

Notice is hereby given that lot 13, Range XIII, lot 13, Range XIV are corrected: lots 14 to 16, 17-a, 17-b, 18-a, 18-b, 19-a, 19-b, 19-c, 20 to 23, 24-a, 24-b, 25-a, 25-b, Range XIII et les lots 14 to 19, 20-a, 20-b, 21-a, 21-b, 22-a, 22-b, 23-a, 23-b, 24-a, 24-b, 25-a, 25-b, 25-c, Range XIV are cancelled and lots 1 to 9, Range "B" are added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, August 9, 1965.

FERNAND BOUTIN,
11827-o *Deputy Minister.*

Township of Letellier

Official cadastre of the township of Letellier, registration division of Sept-Iles.

Notice is hereby given that Block 8 is cancelled; lots 1 to 34, Range "B" and lot 112, Range of Coude de la Rivière Moisie are added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, August 11, 1965.

FERNAND BOUTIN,
11827-o *Deputy Minister.*

Township of Montcalm

Official cadastre of the township of Montcalm, municipality of the township of Montcalm, registration division of Argenteuil.

Notice is hereby given that lots 41 to 44, Range IV, lots 41 and 42, Range V and lots 43 and 44, Range VI are corrected; lots 43 and 44, Range V are cancelled and Blocks "B" and "C" are added in virtue of Article 2174A of the Cicil Code.

Quebec, August 3, 1965.

FERNAND BOUTIN,
11827-o *Deputy Minister.*

Township of Natashquan

Official cadastre of the township of Natashquan, municipality of the township of Natashquan, registration division of Sept-Iles.

Notice is hereby given that Block "C" (Village of Grand-Natashquan, non incorporated) is added in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, August 4, 1965.

FERNAND BOUTIN,
11827-o *Deputy Minister.*

Parish of Notre-Dame de Québec

Official cadastre of the parish of Notre-Dame de Québec, municipality of the city of Quebec, registration division of Quebec.

Notice is hereby given that lot 47-110 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, August 13, 1965.

FERNAND BOUTIN,
11827-o *Deputy Minister.*

Paroisse de St-Mathias

Cadastre officiel de la paroisse de St-Mathias, municipalité de la paroisse de St-Mathias, division d'enregistrement de Rouville.

Avis est par la présente donné que la partie restante des lots 8-1 et 8-2 est annulée en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 22 juillet 1965.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

11827-o

Paroisse de St-Pierre

Cadastre officiel de la paroisse de St-Pierre, municipalité de la paroisse de St-Pierre, division d'enregistrement de l'Ile d'Orléans.

Avis est par la présente donné que les lots 114-1, 114-2, 117-4 et 117-5 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 12 août 1965.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

11827-o

Paroisse de Ste-Thérèse de Blainville

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Thérèse de Blainville, municipalité de la cité de Ste-Thérèse, division d'enregistrement de Terrebonne.

Avis est par la présente donné que les lots 80-42, 80-119, 80-120, 80-125, 80-126, 80-155, 80-166, 80-167 à 80-171, 80-180, 80-187, partie des lots 80-105, 80-106, 80-112, 80-117, 80-118, 80-123, 80-124, 80-153, 80-154 et la partie restante des lots 80-113, 80-114, 80-172, 80-185 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 13 juillet 1965.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

11827-o

Paroisse de St-Vincent de Paul

Cadastre officiel de la paroisse de St-Vincent de Paul, municipalité de la cité de Pont-Viau, division d'enregistrement de Laval.

Avis est par la présente donné que les lots 52-A-137 à 52-A-140, 53-A-147 à 53-A-150 et 53-B-67 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 3 août 1965.

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

11827-o

Parish of St-Mathias

Official cadastre of the parish of St-Mathias, municipality of the parish of St-Mathias, registration division of Rouville.

Notice is hereby given that the remaining part of lots 8-1 and 8-2 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil.

Quebec, July 22, 1965.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

11827-o

Parish of St-Pierre

Official cadastre of the parish of St-Pierre, municipality of the parish of St-Pierre, registration division of Ile d'Orléans.

Notice is hereby given that lots 114-1, 114-2, 117-4 and 117-5 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, August 12, 1965.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

11827-o

Parish of Ste-Thérèse de Blainville

Official cadastre of the parish of Ste-Thérèse de Blainville, municipality of the city of Ste-Thérèse, registration division of Terrebonne.

Notice is hereby given that lots 80-42, 80-119, 80-120, 80-125, 80-126, 80-155, 80-166, 80-167 to 80-171, 80-180, 80-187, Part of lots 80-105, 80-106, 80-112, 80-117, 80-118, 80-123, 80-124, 80-153, 80-154 and the remaining part of lots 80-113, 80-114, 80-172, 80-185 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, July 13, 1965.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

11827-o

Parish of St-Vincent de Paul

Official cadastre of the parish of St-Vincent de Paul, municipality of the city of Pont-Viau, registration division of Laval.

Notice is hereby given that lots 52-A-137 to 52-A-140, 53-A-147 to 53-A-150 and 53-B-67 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, August 3, 1965.

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

11827-o

Ministère du Travail

Avis de modification

Industrie de la construction — Cantons de l'Est

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie et aux métiers de la construction dans le district des Cantons de l'Est, rendue obligatoire par le décret numéro 122 du 29 février 1956 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil les modifications suivantes audit décret;

1° Le Chapitre Premier de la Première Partie sera remplacé par le suivant:

Department of Labour

Notice of amendment

Construction Industry — Eastern Townships

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Construction industry and trades in the Eastern Townships district (made binding by decree number 122 of February 29, 1956 and amendments), have petitioned him to submit the following amendments to the said decree to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council;

1. Chapter One, Part One will be superseded by the following:

« Première Partie

Dispositions générales

Chapitre Premier

Définitions — Champs d'application

1. *Définitions:* Aux fins d'application, les mots et termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

a) Le terme « apprenti » désigne le salarié qui apprend l'un ou l'autre des métiers visés par le décret.

b) Le terme « apprenti-plombier » a le même sens qui lui est donné dans la Loi concernant les mécaniciens en tuyauterie (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 173 et amendements).

c) Le terme « apprenti-électricien » a le même sens qui lui est donné dans la Loi des Électriciens et des installations électriques (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 172 et amendements).

d) Le terme « artisan » dans les métiers de la construction comprend toute personne qui exécute habituellement de ses propres mains un travail faisant l'objet du décret, soit à forfait ou autrement, par convention verbale ou écrite.

Doit être aussi considérée comme artisan, aux fins du présent décret, toute personne, physique ou morale, société ou corporation qui construit pour son propre compte une ou des maisons ou autres édifices dans un but de vente ou de spéculation.

Est présumée construire dans un tel but, toute telle personne qui entreprend, dans une même année, la construction de plus d'une maison ou édifice.

e) Le terme « briqueteur ou maçon » désigne tout salarié qui pose la brique, les blocs de verre, de terracotta, de gypse, de ciment et de béton cellulaire, la pierre artificielle et naturelle, le granit et également le tireur de joints.

f) Le terme « charpentier-menuisier » désigne tout salarié qui fait l'assemblage des pièces de bois, planches murales en composition et toutes lattes en composition ou métalliques, travaille la charpente, s'occupe de la réparation des objets de bois, pose le papier bardeau, le bardeau d'amiante, le papier goudronné, la tôle non soudée et non agrafée qui s'y rapporte, les chassis, fenêtres et encadrements, sull-sash, les portes et divisions en métal ou acier et exécute tous les travaux en bois sur un chantier de construction qui fait tous les travaux préliminaires de bois se rapportant à l'industrie de la construction, tels que la fabrication de « panneaux » servant de formes à béton ou à tout autre usage, sur un chantier de construction ou à tout autre endroit et tout autre travail de semblable nature.

g) Le terme « millwright » (mécanicien d'installation) désigne le salarié qui fait l'ajustage, le montage, le démontage et l'entretien de la machinerie et de l'équipement ainsi que le salarié qui fait la fabrication de gabarits, excepté lorsque ce travail est par coutume ou définition effectué par d'autres métiers.

h) Le terme « chaudronnier en construction » désigne le salarié qui installe des chaudières, monte des pièces métalliques s'y rapportant pose les accessoires sur des bases ou supports, pose et roule les conduits et assemble toutes pièces sous pression ou non, qui monte les cheminées ou conduits d'échappement de fumée, de trémies, de chargeurs automatiques, de réservoirs et d'autres métal laminé; qui met en place et installe des chaudières portatives ou des réservoirs.

"Part One

General provisions

Chapter One

Definitions — Jurisdictions

1. *Definitions:* For enforcement purposes, the following words and terms have the meaning hereinafter given them:

(*a*) The word "apprentice" designates an employee learning one of the trades covered by the decree.

(*b*) The term "apprentice-plumber" has the same meaning as in the Pipe Mechanic's Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 173 and amendments).

(*c*) The term "apprentice-electrician" has the same meaning as in the Electricians and Electrical Installations Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 172 and amendments).

(*d*) The word "artisan", in construction trades, includes any person who, with his own hands, usually performs work covered by the decree, by contract or otherwise or by written or verbal agreement.

For the purposes of this decree, any person, association or corporation constructing one or more houses or buildings for sale or speculation purposes shall also be considered as an artisan.

Anyone undertaking the construction of more than one house or building within the same year shall be considered as building for such purposes.

(*e*) The term "bricklayer or mason" designates any employee who lays brick, glass, terracotta, gypsum, ciment or cellular concrete blocks, natural or artificial stone, granite and also does joint-pointing.

(*f*) The term "carpenter-joiner" designates any employee who joins pieces of wood, composition wall board and lays any composition or metal lathing; does frame work, repairs wooden articles, lays paper, asbestos shingles, tarred paper, including unwelded and unhooked sheet metal in connection therewith, sashes, windows and frames, sull-sashes, metal or steel doors and divisions; does all woodwork on a construction job and does all preliminary wood work in connection with the construction industry, such as the making of panels for concrete forms or for other purposes on a construction job or in any other place and any other work of a similar nature.

(*g*) The word "millwright" designates an employee who fits, erects and overhauls machinery and equipment, and who makes templets, except when such work is carried out by other tradesmen either by custom or definition.

(*h*) The term "construction boilermaker" designates any employee who does all work in connection with the installation of boilers, the erection of steel in connection therewith, the placing of equipment on foundations or supports, the fitting and rolling of tubes and the fitting of all pressure and nonpressure parts; the erection of smoke boxes and stacks, hoppers, bunkers, conveyors, tanks and other plate work; the placing and installation of portable boilers and tanks.

i) Le terme « compagnon » désigne tout salarié qui a terminé son apprentissage et qui a obtenu sa licence ou son certificat de qualification.

j) Le terme « compagnon-électricien » désigne tout salarié qui détient la licence « C » en exécution de la Loi concernant les électriciens et les installations électriques (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 172 et amendements).

k) Le terme « compagnon mécanicien en tuyauterie » a le même sens qui lui est donné dans la Loi concernant les mécaniciens en tuyauterie (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 173 et amendements).

l) Le terme « compagnon-junior » désigne tout salarié qui a complété son temps d'apprentissage, mais qui ne possède pas toutes les qualifications nécessaires pour obtenir le certificat de qualification comme compagnon.

m) Le terme « compagnon-junior » quand il s'agit du mécanicien en tuyauterie, a le sens qui lui est donné par la Loi concernant les mécaniciens en tuyauterie (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 173 et amendements) et par les règlements émis en exécution de cette Loi.

Tout soudeur possédant la licence émise par le gouvernement pour la soudure à haute-pression est considéré comme compagnon-senior et rémunéré comme tel.

n) Le terme « couvreur » désigne tout salarié qui pose le papier bardeau, le bardeau d'amiante, les membranes hydrogufes sur un mur, plancher ou couverture, fait des couvertures en gravier, asphalte ou autres produits similaires.

o) Le terme « entrepreneur » désigne toute personne physique ou morale, société ou corporation qui travaille seule ou emploie un ou des salariés, qui surveille ou entreprend pour le compte d'autrui, à l'heure, à la journée ou à forfait, par convention verbale, écrite ou autrement, un ou plusieurs travaux visés par le décret.

Toutefois, la définition du terme « entrepreneur » dans la Loi concernant les électriciens et les installations électriques (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 172 et amendements) et la Loi concernant les mécaniciens en tuyauterie (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 173 et amendements), continue de s'appliquer aux entrepreneurs électriciens et mécaniciens en tuyauterie, pour tous les travaux assujettis au décret.

p) Le terme « ferblantier » désigne tout salarié qui fait des travaux en feuilles métalliques, tels que tôles, (cuivre, aluminium ou acier inoxydable), qui fabrique et pose toutes sortes d'objets de métal en feuilles, soit sur le chantier, soit à l'atelier, qui fait l'installation et la réparation de système de ventilation, de climatisation et recouvre de métal les puits de lumière, les corniches, les coupe-feu, les solins, les systèmes préfabriqués et exécute tout autre travail similaire.

q) Le terme « finisseur de ciment » désigne tout salarié qui fait le nivellage et la finition du ciment pour surfaces de planchers, de trottoirs, de pavage, fait les revêtements unis et d'ornementations en ciment, applique les durcisseurs, les scellants et fait tout autre recouvrement de nature semblable à être appliqué sur les planchers, trottoirs et pavages.

r) Le terme « foreur » désigne tout salarié qui fait fonctionner une foreuse pneumatique ou à vapeur utilisée pour percer des trous de tirage à la poudre ou autre, ou pour faire des travaux de démolition et qui exécute au besoin tout autre travail de semblable nature.

(*i*) The word "journeyman" designates any employee who has terminated his apprenticeship and has obtained a license or competency certificate.

(*j*) The term "journeyman-electrician" designates any employee holding license "C" under the Electricians' and Electrical Installations Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 172 and amendments).

(*k*) The term "journeyman pipe mechanic" has the same meaning as in the Pipe Mechanics Act (R.S.Q., 1941, chapter 173 and amendments).

(*l*) The term "junior journeyman" means any employee who has completed his apprenticeship but is not yet qualified to obtain the journeyman's certificate.

(*m*) The term "junior journeyman", as regards pipe mechanics, has the meaning given in the Pipe Mechanics Act (R.S.Q., 1941, chapter 173 and amendments) and in the regulations passed under its authority.

Every welder holding the license issued by the Government for high pressure welding shall be considered as a senior journeyman and remunerated accordingly.

(*n*) The word "roofer" means any employee who lays paper shingle, asbestos shingle, water repellent membranes on walls, floors or roofs; does gravel, asphalt or other similar roofing work.

(*o*) The word "contractor" means any person, company or corporation working alone, or hiring one or many workmen, who supervises or contracts for, on an hourly, daily or job basis, by verbal or written agreement or otherwise, one or more of the operations governed by the decree.

The word "contractor" defined in the Electricians and Electrical Installations Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 172 and amendments) and in the Pipe Mechanics Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 173 and amendments), shall continue to apply to electrical and plumbing contractors for all operations subject to the decree.

(*p*) The word "tinsmith" means any employee who does sheet metal work (copper, aluminum or stainless steel); makes and installs all kinds of sheet metal articles, on the job or in the shop; installs or repairs ventilating and air conditioning; lays sheet metal in or on sky lights, cornices, fire doors and spaces between joists, prefabricated systems and executes any other similar work.

(*q*) The term "ciment finisher" designates any employee who levels and finishes ciment for floors, sidewalks, paving; does plain or ornamental ciment coating; applies setters and sealers and does all other type of similar coating on floors, sidewalks and paving.

(*r*) The word "driller" designates any employee who operates a pneumatic or steam drill used to bore holes for powder or other blasting, or for demolishing operations and who performs any related work, as required.

s) Le terme « isolement d'amiante » comprend tout travail exécuté en regard de la fourniture des matériaux et de main-d'oeuvre pour l'isolement de toute tuyauterie soit au gaz, à l'huile, à l'air, à la vapeur ou de toute tuyauterie hydraulique, ainsi que de toute installation de tuyauterie fixe ou mobile à l'intérieur ou à l'extérieur d'un bâtiment, pour quelque usage que ce soit, y compris l'installation, la réparation ou la rénovation de l'isolement, de tout système de plomberie, de chauffage ou de ventilation de même que l'isolement des fournaises, bouilloires, réservoirs et appareils connexes.

(*s*) The term "asbestos insulation" includes all work performed in connection with the supplying of materials and labour for the insulation of all pipes, including gas, oil, air, steam or hydraulic pipe insulation, whether moveable or immoveable, within or outside a building and for any use whatever, including the installation, the repair or the renovation of any plumbing, heating or ventilation system insulation and the insulation of furnaces, boilers, tanks and related equipment.

t) Le terme « latteur » désigne tout salarié qui pose des lattes métalliques ou en feuilles de composition, ou tuiles acoustiques vissées ou avec une base adhérente, sur les solives ou autres surfaces. Il désigne aussi tout salarié qui pose les divisions, les cloisons en colombages d'acier, à l'intérieur ou à l'extérieur des bâtisses.

(*t*) The word "lather" designates any employee who fastens metal or composition laths, acoustical tile fastened by screws or by means of an adhesive base on joists or other surfaces. It also designated any employee who sets up partitions or metal studwork outside or inside buildings.

u) Le terme « manoeuvre » désigne tout salarié qui fait le creusage, le remplissage, le nivellement, sert les briqueteurs — les maçons, les plâtriers — les menuisiers, travaille à la démolition, fait et défait des échafauds et qui exécute tout autre travail d'ouvrier non qualifié.

(*u*) The word "labourer" designates any person engaged in digging, filling, levelling operations; anyone helping bricklayers, masons, plasterers, joiners; does demolition work, erects and dismantles scaffolds and performs any other work requiring no special skill.

v) Les mots « mécaniciens de machines fixes ou mobiles » désignent toute personne qui dirige ou surveille le fonctionnement d'une machine fixe ou voit à son entretien ou à sa vérification. Les mots « machines fixes » comprennent les chaudières à vapeur, les moteurs à vapeur, les moteurs fixes à combustion interne de plus de vingt-cinq (25) chevaux-vapeur mécaniques.

(*v*) The "stationary or portable engineman" disignates any person who directs or supervises the operation of a stationary engine or sees to its maintenance of servicing. The words "stationary engines" mean steam boilers, steam engines, stationary internal combustion engines, of more than twenty-five (25) mechanical horse-power.

w) Le terme « opérateur » désigne le salarié qui opère et met au point sa machine.

(*w*) The word "operator" designates an employee who operates and adjusts his engine.

x) Le terme « aide opérateur » désigne le salarié qui opère et effectue le simple entretien de sa machine.

(*x*) The term "operator's helper" designates an employee who operates his machine and does the simple maintenance of such machine.

y) Le terme « peintre » désigne tout salarié qui peinture les surfaces intérieures ou extérieures, sable lesdites surfaces, pose les vitres, applique le mastic, travaille à la torche, pose le papier tenture, tire les joints de gyproc et exécute tout autre travail connexe requis.

(*y*) The word "painter" designates any employee who paints interior or exterior surfaces, sands the said surfaces, does glazing work, lays mastic, works with a torch, hangs wall paper, does gyproc joint-pointing and performs any other related work, as required.

z) Le terme « plâtrier » désigne tout salarié qui exécute tout travail intérieur ou extérieur comportant la pose de mortier, de ciment d'enduits de composition plastique, connexe ou similaire au travail du plâtrier, y compris la pose de chanfreins métalliques (communément appelés « coins de fer ») et les joints entre les planches murales « gyproc ».

(*z*) The word "plasterer" designates any employee who performs any inside or outside work consisting of the laying of mortar, cement, plastic composition coatings, work related or similar to plasterer's work, including the laying of metal bevelled edges and the joints between "gyproc" wall panels.

aa) Le terme « poseur de linoléum » désigne tout salarié qui pose le linoléum, les tuiles d'asphalte, le caoutchouc, le muroléum, les tuiles en feuilles en composition, autre que les tuiles céramiques et acoustiques, ou tout autre produit similaire collé mais non cloué comme revêtement sur planchers ou murs et qui exécute tout autre travail connexe.

(*aa*) The term "linoleum layer" means any employee who lays linoleum, asphalt tiles, rubber tiles, muroleum, composition tiles other than ceramic and acoustical tiles, or any other similar product which is glued but not nailed on as a covering for floors or walls, and who performs any other related work.

bb) Le terme « poseur d'armature métallique » désigne tout salarié qui peut attacher, plier et poser toute l'armature métallique nécessaire à la confection des planchers, des colonnes, des poutres, etc., et faire au besoin tout autre travail connexe.

(*bb*) The term "reinforcing sheet layer" designates any employee who can attach, fold and lay all the reinforcing steel required to make floors, columns, beams, etc., and perform any other related work as required.

cc) Le terme « poseur de tuiles » désigne tout salarié qui fait la pose de tuiles céramiques, de tuiles vitrifiées et émaillées, de tuiles mosaïques, de tuiles de carrières, de tuiles d'ardoise ainsi que tous autres matériaux de semblable nature, le tout posé au mortier et à la colle et aussi la pose de tous accessoires s'y rapportant.

(*cc*) The term "tile layer" designates any employee who lays ceramic tiles, vitrified and enameled tiles, mosaic tiles, quarry tiles, slate tiles or any other similar material; the said tiles being set with mortar or glue, and who also lays all other accessories pertaining thereto.

dd) Le terme « poseur de marbre et terrazzo » désigne tout salarié qui fait la pose des bandes

(*dd*) The term "marble and terrazzo layer" designates any employee who lays the metal

métalliques pour terrazo, la pose du terrazo coulé en place, la pose du terrazo préfabriqué, la pose du marbre et tout autre travail connexe.

ee) Le terme « polisseur de terrazo à sec » désigne tout salarié qui fait le polissage du terrazo avec machine à sec.

ff) Le terme « polisseur de terrazo à l'eau » désigne tout salarié qui fait le polissage du terrazo avec machine à l'eau.

gg) Le terme « sableur de planchers » désigne tout salarié qui gratte, polit ou sable les planchers de bois à la main ou à la machine.

hh) Le terme « titeur de joint de gyproc » désigne tout salarié qui peut border, remplir, calfater et polir les murs de gyproc avec du ciment à joint ou tout autre produit similaire.

ii) Le terme « travailleur en fer structural » désigne tout salarié qui fait le montage et la construction en fer et en acier de toutes structures métalliques ou accessoires métalliques, permanentes ou temporaires, tout travail de brûlage, de soudure, rivetage, de gréage et qui fait au besoin tout autre travail connexe.

jj) Le terme « vitrier » désigne tout salarié qui, ayant reçu l'entraînement, fait la pose de glace polie et vitrage, fait la pose, vissée ou avec base adhérente, de tout revêtement préfabriqué, d'aluminium en feuille ou en moulure, de vitrolite, mur rideau (zourite) ou autres produits similaires et tout autre travail connexe requis.

2. *Particularités dans l'exercice de certains métiers: a*) Seuls le briqueteur, le maçon et l'apprenti 4ième année de l'un ou l'autre de ces métiers peuvent tirer les joints.

b) Quand les soliveaux de bois sont remplacés par des soliveaux d'acier avec ou sans lattes métalliques, ces derniers peuvent être posés indifféremment par le charpentier-menuisier ou par le manoeuvre.

c) Aucun salarié de l'un ou l'autre des métiers couverts par le décret n'est tenu de fournir un ou des outils mécaniques.

3. *Champ d'application industriel: a*) Le décret s'applique à tous les travaux de construction de bâtiment et de génie civil, y compris les travaux d'installation, de réfection, de réparation, d'entretien, de démolition, d'addition permanente et de déplacement de bâtisses, d'immeubles, de chemins, d'aqueducs, d'égouts, de canaux, de tunnels, de ponts, de murs de soutènement ou d'ornementation, de nivellement ou de terrassement, de creusage de fondations ou tout autre travail de semblable nature ou connexe.

b) Tout posage d'ornementation et de structure en verre, en métal ou en planche murale en composition appelée « vitrolite » ou autrement ainsi que tout travail d'isolation est un travail de construction visé par le décret.

c) Tout posage de linoléum incrusté, de tuile d'asphalte ou de caoutchouc ou de tout autre produit similaire fixé en permanence sur les planchers ou à tout autre endroit est un travail de construction.

d) Tout ameublement fait de bois ou mélange de bois, fabriqué ou assemblé sur les lieux d'un chantier de construction est assujetti aux dispositions du décret.

e) Le chauffage de bouilloires sur les travaux de construction ou de réparation d'immeubles est assujetti au décret.

f) Ce décret s'applique aussi à la réparation de tuyauterie de tout genre, à tout travail assujetti à la Loi des mécaniciens en tuyauterie (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 173 et amendements), et à toute installation de

strips for terrazzo, lays terrazzo by pouring it on the job, lays prefabricated terrazzo, lays marble or performs any other related work.

(*ee*) The term "terrazzo polisher, dry process" designates any employee who polishes terrazzo with the dry polishing machine.

(*ff*) The term "terrazzo polisher, wet process" designates any employee who polishes terrazzo with the wet polishing machine.

(*gg*) The term "floor polisher" designates any employee who scrapes, polishes or sands wooden floors by hand or machine.

(*hh*) The term "joint pointer (gyproc)" designates any employee who can border, fill, caulk and polish gyproc walls with joint-cement or with any other similar product.

(*ii*) The term "structural iron worker" designates any employee who does steel or iron erection and construction of all metallic structures or accessories, either permanent or temporary; who torch-cuts, welds, rivets, rigs and performs any other related work as required.

(*jj*) The term "glazier" means any employee who, having received the training required, installs polished glass and glass-work, installs, by means of screws or an adhesive base, any prefabricated covering, of aluminum sheet or moulding, vitrolite, curtainwall, zourite or other similar products, and who performs any other related work, as required.

2. *Characteristics of certain trades:* (*a*) Only a bricklayer, mason and fourth-year apprentice of these two trades can do joint pointing.

(*b*) When wood joists are replaced by steel ones, with or without metal laths, they may be laid by carpenter-joiners or labourers.

(*c*) No employee of any one of the trades governed by the decree is required to furnish mechanical tools.

3. *Industrial jurisdiction:* (*a*) The decree covers all construction work and all engineering construction, including installation, rebuilding, repair, maintenance, demolishing, permanent extensions to and moving of buildings, roads, water works, sewers, canals, tunnels, bridges, sustaining or ornamentation walls, levelling earthwork, foundation digging and other similar or related work.

(*b*) Any ornamental or structural erection of glass, metal or composition board knows as "vitrolite" or otherwise as well as all insulation work is considered as construction work governed by the decree.

(*c*) The laying of inlaid linoleum, asphalt or rubber tile or other similar product, permanently set on floors or elsewhere, is considered as construction work.

(*d*) All furniture of wood or mixture of wood, fabricated or assembled on a construction site is also subject to the decree's provisions.

(*e*) The firing of boilers, insofar as construction or repair operations on a building are concerned, is governed by the decree.

(*f*) This decree also covers pipe repairs of all kinds, any work governed by the Pipe Mechanics Act (R.S.Q., 1941, chapter 173 and amendments), and to any stationary or moveable pipe installation for any use whatsoever,

tuyauterie fixe ou mobile pour quelque usage que ce soit, à l'intérieur ou à l'extérieur d'une bâtisse, de même qu'à tous les travaux exécutés par les ferblantiers-couvreurs et travailleurs de métal en feuille.

g) Le décret s'applique aux travaux d'installations et d'appareillages électriques tels que définis par la Loi des électriciens et des installations électriques (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 172 et amendements), aux lignes de transmission électrique, aux installations des tours de transmission d'énergie électrique et enfouissement sous terre de fils téléphoniques et à tout autre travail de semblable nature.

h) Les compagnies de chemin de fer ne sont pas assujettis au décret lorsqu'il s'agit de travaux ordinairement exécutés par les proposés à l'entretien du réseau qui sont déjà régis par une convention collective avec lesdites compagnies de chemins de fer.

i) Les travaux de voirie exécutés pour le compte de l'un ou l'autre des départements du Gouvernement Provincial, déjà assujettis en fait à la Cédule des justes salaires, en exécution de l'arrêté en conseil No 800 du 24 avril 1929 et ses amendements, ne sont pas régis par les dispositions du présent décret

j) L'exploitation des mines ainsi que l'opération et l'entretien de tous les ateliers connexes, y compris les ateliers de traitement, usines de fonte (smelters) et usines d'affinage de métaux, sont exemptés des dispositions de ce décret.

k) L'exploitation forestière ainsi que l'opération des moulins à scie, à pulpe et à papier sont exemptés des dispositions de ce décret.

Disposition spéciale: Nonobstant toute autre disposition, les cités et villes et les corporations municipales ou scolaires ne sont pas assujettis aux dispositions du présent décret pour ce qui est des travaux de réparation et d'entretien des immeubles qu'elles possèdent, pour ce qui est également des travaux de construction, de réfection ou d'entretien d'aqueducs, d'égouts, de pavage, de trottoirs et autres travaux du même genre exécutés pour le contrôle immédiat. L'exemption ne s'applique pas, cependant, aux entrepreneurs ou aux sous-entrepreneurs qui exécutent les mêmes travaux en régie ou à forfait pour le compte desdites cités, villes ou corporations muicipales ou scolaires.

4. *Champ d'application territorial:* Le champ d'application territorial du décret, désigné sous le nom de « district des Cantons de l'Est » comprend les districts électoraux de Sherbrooke, Compton, Frontenac, Stanstead, Richmond, Wolfe, Shefford, Brôme et Missisquoi.

2° Les item « électricien » apparaissant aux paragraphes « *a* » et « *b* » de l'article 7, Chapitre Deuxième, Première Partie, seront biffés.

3° Les alinéas suivants seront ajoutés la fin du paragraphe « *a* » de l'article 7, Chapitre Deuxième, Première Partie:

« Tous les taux de salaires ci-dessus, exception faite du manoeuvre, seront majorés de $0.70 l'heure à raison de tranches de $0.10 ou $0.15 l'heure aux dates suivantes:

À compter de l'entrée en vigueur des présents amendements: $0.10 l'heure; à compter du 1er mars 1966: $0.10 l'heure; à compter du 1er septembre 1966: $0.10 l'heure; à compter du 1er mars 1967: $0.10 l'heure; à compter du 1er septembre 1967: $0.15 l'heure; à compter du 1er mars 1968: $0.15 l'heure.

Le salaire du manoeuvre sera majoré de $0.60 l'heure à raison de tranches de $0.10 l'heure aux dates suivantes:

in or outside a building, as well as all operations carried out by tinsmiths, roofers and sheet metal workers.

(*g*) The decree also covers all electrical installation and equipment work as defined in the Electricians' and Electrical Installations Act (R.S.Q., 1941, chapter 172 and amendments), electrical transmission lines, electric transmission tower installations and underground laying of telephone cables and to any operation of a similar nature.

(*h*) Railroad companies are not subject to the decree in the case of operations ordinarily performed by the system's maintenance men who are already covered by a collective agreement with the said railroad companies.

(*i*) Road operations carried out for the account of any Department of the Provincial Government which are already subject to the Fair Wages Schedule (Order in Council No. 800 of April 24, 1929 as amendmed), are not governed by the provisions of this decree.

(*j*) The operation of mines, including operation and maintenance of all shops in connection therewith, such as process shops, smelters and metal refining shops, are exempt from the provisions of this decree.

(*k*) Logging operations and the operation of pulp, paper and saw mills are exempt from the provisions of this decree.

Special provision: Notwithstanding any other provision, the cities, towns and municipal or school corporations are not governed by the provisions of the decree inasmuch as repair or maintenance work on their own buildings are concerned; also, construction rebuilding or maintenance work on aqueducts, sewers, pavings, sidewalks, and other similar operations performed under their immediate control. The exemption does cover contractors or subcontractors carrying out the same operations, under the control of, or by contract for the said cities, towns or municipal or school corporations.

4. *Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the decree, designated as the "Eastern Townships' District", encompasses the electoral districts of Sherbrooke, Compton, Frontenac, Stanstead, Richmond, Wolfe, Shefford, Brôme and Missisquoi.

2. Items headed "electrician", mentioned in subsections "*a*" and "*b*", section 7, Chapter Two, Part One, will be deleted.

3. The following paragraphs will be added to the end of subsection "*a*", section 7, Chapter Two, Part One:

"All the above wage rates (except those of labourers) will be increased by $0.70 an hour, divided into $0.10 and $0.15 an hour raises on the following dates:

From the date these amendments come into force: $0.10 an hour; as of March 1, 1966: $0.10 an hour; as of September 1, 1966: $0.10 an hour; as of March 1, 1967: $0.10 an hour; as of September 1, 1967: $0.15 an hour; as of March 1, 1968: $0.15 an hour.

Labourers' wages will be increased by $0.60 an hour, divided into $0.10 an hour raises on the following dates:

À compter de l'entrée en vigueur des présents amendements; à compter du 1er mars 1966; à compter du 1er septembre 1966; à compter du 1er mars 1967; à compter du 1er septembre 1967; à compter du 1er mars 1968 ».

4° L'item « Latteur » apparaissant au paragraphe « *b* » de l'article 7, Chapitre Deuxième, Première Partie, sera remplacé par le suivant:

« *Latteur:*

1er semestre	70%
2ième semestre	75%
3ième semestre	80%
4ième semestre	85%
5ième semestre	90%
6ième semestre	95%

5° L'article 8, Chapitre Deuxième, Première Partie, sera remplacé par le suivant:

« 8. *Durée du travail: a)* La semaine normale et régulière de travail des salariés, assujettis au décret est de quarante (40) heures par semaine, réparties en cinq (5) jours à raison de huit (8) heures par jour entre 8 a.m. et 5 p.m. du lundi au vendredi inclusivement.

Cependant, pour les travailleurs appelés à exécuter des travaux d'excavation, la semaine normale et régulière de travail sera de cinquante (50) heures par semaine réparties en cinq (5) jours de dix (10) heures par jour.

b) Si le travail, au cours d'une journée, a été arrêté à cause de la pluie ou si le travail a été retardé pour une cause hors du contrôle de l'employeur dont la preuve lui incombe, le salarié des catégories suivantes pourra travailler dix (10) heures par jour au lieu de huit (8) heures, à temps simple, mais le temps et demi sera toujours payable après quarante (40) heures, dans la même semaine:

1. Les travaux de peinture à l'extérieur.
2. Le coulage du béton par les manoeuvres seulement.
3. Le finissage de ciment.
4. Les travaux de couverture. »

6° L'article 16, Chapitre Quatrième, Première Partie, sera remplacé par le suivant:

« 16. *Congés payés: a)* Tous les travailleurs assujettis au décret ont droit à une période de vacances.

En conséquence, chaque travailleur a droit à 4% de son salaire hebdomadaire qui lui sera payé par son employeur en plus de son salaire hebdomadaire et ce, chaque semaine.

La semaine de vacances sera la troisième semaine complète du mois de juillet; cette semaine sera obligatoirement chômée et aucun travail ne devra être exécuté.

b) Tout salarié régi par le décret qui n'a pas été au service continu d'un employeur durant la période de prestations, a droit seulement à la rémunération pour congés d'une valeur de 4% de son salaire brut.

c) L'employeur doit indiquer clairement sur le détail de l'enveloppe de paie, le montant de 4% du salaire brut à être versé chaque semaine à son salarié. Cependant, du consentement écrit du salarié, l'employeur peut conserver jusqu'à la fin d'une période de prestations ou, s'il y a résiliation antérieure du contrat de travail, jusqu'à la date de telle résiliation, les montants ainsi accumulés à être remis au salarié.

d) Est expressément interdite, toute stipulation d'un contrat accordant à un salarié régi par le présent décret, des conditions moins avantageuses que celles fixées au présent article. »

From the date these amendments come into force; as of March 1, 1966; as of September 1, 1966; as of March 1, 1967; as of September 1, 1967; as of March 1, 1968."

4. The item headed "Lather", mentioned in subsection "*b*", section 7, Chapter Two, Part One, will be superseded by the following:

"*Lather:*

1st six months	70%
2nd six months	75%
3rd six months	80%
4th six months	85%
5th six months	90%
6th six months	95%

5. Section 8, Chapter Two, Part One, will be superseded by the following:

"8. *Hours of work:* (*a*) The standard 40-hour week for employees subject to the decree shall consist of five, 8-hour days, between the hours of 8:00 a.m. to 5:00 p.m., Monday through Friday.

However, for workers on excavation operations, the standard 50-hour week shall consist of five, 10-heur days.

(*b*) Should the daily work be stopped because of rain or be delayed due to circumstances beyond the employer's contral, employees of the following categories may work ten (10) hours a day in lieu of eight (8) hours at straight time; time and a half shall always be payable after forty (40) hours in the same week:

1. Outside painting;
2. Cencrete casting by labourers only;
3. Cement finishing:
4. Roofing."

6. Section 16, Chapter Four, Part One, will be supersided by the following:

"16. *Vacation with pay:* (*a*) All workers covered by this agreement are entitled to a vacation period.

Consequently, each worker is entitled to 4% of his weekly wages which his employer will pay him above his weekly wages, every week.

The vacation shall take place during the third complete week in July. This shall be a non-working week and no work shall be performed.

(*b*) Every employee covered by the decree who does not have continuous service with an employer during the allowance period is only entitled to a vacation pay equal to 4% of his gross earnings.

(*c*) The employer must clearly indicate on the earnings statement the 4% amount to be paid his employee every week. However, with the employee's written authorization, an employer may accumulate the amounts and remit them to the employee at the end of the allowance period; in the case of the cancellation of a work contract, on the cancellation date.

(*d*) Any contract stipulation granting less favourable conditions than those laid down in this section to an employee hereby covered is strictly forbidden."

7° Le paragraphe « *a* » de l'article 23, Chapitre Septième, Première Partie, sera remplacé par le suivant:

« 23. *a) Prime du chef d'équipe:* Le travailleur appelé à diriger une équipe de 5 à 15 hommes recevra une prime additionnelle de $0.10 cents l'heure de plus que le salaire établi pour son métier. Le travailleur appelé à diriger une équipe de plus de 15 hommes recevra une prime additionnelle de $0.20 cents l'heure de plus que le salaire établi pour son métier. »

8° L'article 24, Chapitre Septième, Première Partie, sera remplacé par le suivant:

« 24. *Transport et pension:* Les frais de transport, de séjour et de repas des salariés appelés à séjourner à l'extérieur de la localité du siège social de l'employeur dans le champ d'application territorial, seront à la charge de ce dernier en plus du taux régulier de salaire.

Les frais de transport seulement des salariés appelés à travailler à l'extérieur du champ d'application territorial du siège social de l'employeur, sont à la charge de ce dernier en plus du taux régulier de salaire. »

9° L'article 25, Chapitre Septième, Première Partie, sera remplacé par le suivant:

« 25. *Période et détails de la paie: a)* Le salaire est payable en entier en monnaie légale du Canada ou par chèque tous les jeudis. Si le jeudi est un jour chômé, la paie sera faite le jour précédent.

b) Les détails suivants doivent apparaître sur ou dans l'enveloppe de paie:

le nom de l'employeur;
les noms et prénom de l'employé;
la date et la période de paie;
le nombre d'heures de travail;
le taux à l'heure;
le total du salaire;
les déductions faites en détail;
le montant net de la paie.

c) Lorsque l'employeur congédie un employé, il doit lui payer dans un délai de vingt-quatre (24) heures son salaire et lui remettre son livre d'assurance-chômage. »

10° L'article 29, Chapitre Septième, Première Partie, sera remplacé par le suivant:

« 29. *Jours fériés:* Le travail exécuté les dimanches, le Premier Jour de l'An, le lendemain du Jour de l'An, l'Épiphanie, le Vendredi Saint, l'Ascension, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération (1er juillet), la Fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée Conception, le jour de Noël et le lendemain de Noël, doit être rémunéré au taux de salaire double par rapport au taux de salaire effectivement payé. »

11° L'article 30, Chapitre Septième, Première Partie, sera remplacé par le suivant:

« 30. *Heures ce travail:* Les heures de travail maxima, s'étendant du lundi au samedi inclusivement, mais sans heures fixes de commencement ou de cessation, ni limites journalières d'heures de travail, sont de cinquante (50) heures par semaine dans tout le champ d'application territorial, pour les salariés affectés aux travaux suivants: égouts, conduites d'eau, trottoirs, routes, chemins, pavages et travaux d'excavation se rapportant aux bâtiments. »

12° L'article 32, Chapitre Septième, Première Partie, sera remplacé par le suivant:

« 32. *Travail d'équipe:* Lorsque le travail nécessite la formation de plusieurs équipes, les travailleurs appelés à exécuter du travail en dehors des heures stipulées à l'article 8 recevront une prime de $0.10 cents l'heure en plus du salaire effectivement payé. »

7. Subsection "*a*", section 23, Chapter Seven, Part One, will be superseded by the following:

"23 (*a*) *Chargeman's Bonus:* Any worker who is called to have charge of 5 to 15-man team shall receive an additional bonus of $0.10 an hour above the wages laid down for his trade. Should he have charge of more than 15-men, he shall receive an additional $0.20 cents an hour above the wage rate laid down for his trade."

8. Section 24, Charter Seven, Part One, will be superseded by the following:

"24. *Transportation and living Expenses:* Employers shall pay, besides the regular wage rate, transportation, meals and living expenses for employees who are obliged to stay in place outside the headquarters of the employer's territorial jurisdiction.

When employees are called out to work outside the headquarters of the employer's territorial jurisdiction, transportation expenses only shall be paid by the employer besides the regular wage rate."

9. Section 25, Chapter Seven, Part One, will be superseded by the following:

"25. *Pay Period and Details:* (*a*) Wages are to be paid in full every Thursday, in Canadian currency or by cheque. Should Thursday be a non-working day, pay-day will be on the preceding day.

(*b*) The following particulars should be listed on or in the pay envelope:

employer's name;
employee's name in full;
date and pay period;
number of hours worked;
hourly wage rate;
gross amount of wages;
details of deductions made;
net amount of wages.

(*c*) Should an employer dismiss an employee, he shall give him his pay and Unemployment Insurance book within twenty-four (24) hours."

10. Section 29, Chapter Seven, Part One, will be superseded by the following:

"29. *Holidays:* All work performed on: Sundays, New Year's Day, January 2nd Epiphany Day, Good Friday, Ascension Day, Saint John the Baptist Day, Canada Day (July 1st), Labour Day, All Saints' Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day and December 26th shall be paid at double the regular wage rate (double time)."

11. Section 30, Chapter Seven, Part One, will be superseded by the following:

"30. *Hours of work:* The maximum working hours (Monday through Saturday but without fixed starting and finishing times nor daily working hour limits) in a week shall not exceed fifty (50) hours for employees engaged in the following works: sewers, water mains, sidewalks, roads, paving and excavation operations for buildings."

12. Section 32, Chapter Seven, Part One, will be superseded by the following:

"32. *Shift work:* Should the work entail the setting up of many shifts, employees called to work outside the hours laid down in section 8 shall receive an additional $0.10 an hour above their regular wages."

13° Les articles suivants seront ajoutés au Chapitre Septième, Première Partie:

« 34-A. *Bien-être et hygiène:* Les employeurs doivent aménager un endroit convenable permettant aux ouvriers de prendre leurs repas si la situation l'exige. Ils doivent également aménager une chambre de toilette et fournir les accessoires nécessaires tels que savon, serviettes, papier, etc. »

« 34-B. *Véhicules:* Tout employeur exigeant qu'un salarié mette sa voiture à son service devra lui payer $0.10 cents du mille. »

« 34-C. *Cas de mortalité:* Dans le cas de mortalité du père, de la mère, de l'épouse ou d'un enfant, sur présentation à l'employeur d'une preuve du décès, tout travailleur sera payé pour la journée des funérailles, à condition que ce soit un jour ouvrable. »

« 34-D. *Fonds de sécurité sociale:* Un comité composé d'un nombre égal de représentants des parties de première et seconde part sera formé afin d'étudier toutes les modalités d'un plan de sécurité sociale. Ledit comité pourra s'adjoindre tout le personnel requis pour remplir sa fonction. »

« 34-E. *Période de repos:* Les travailleurs auront droit à dix (10) minutes de repos par demi-journée de travail; cette période de repos sera prise par les travailleurs aux heures suivantes:

a) l'avant-midi de 10.00 hres à 10.10 heures.

b) l'après-midi de 3.00 hres à 3.10 heures. »

« 34-F. *Prime spéciale* (hauteur): Tout travail exécuté sur échafaudage à plus de 75 pieds au-dessus de la surface du sol, de tout plancher, au-dessus de l'eau doit être rémunéré à raison de $0.10 cents l'heure de plus que le taux régulier. »

14° Les articles 69 et 70, Troisième Partie, seront remplacés par les suivants:

« 85. Le décret n'affecte aucunement les droits acquis par les salariés et les réclamations intentées par le Comité conjoint en vertu des décrets antérieurs. »

« 86. *Durée du décret:* Le décret demeurera en vigueur jusqu'au 31 août 1968. »

Il se renouvellera automatiquement d'année en année par la suite, à moins qu'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de quatre-vingt-dix (90) jours ni de moins de soixante (60) jours avant le 31 août de l'année 1968 ou de toute année subséquente.

Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail. »

15° Le Chapitre Cinquième suivant sera ajouté au Chapitre Premier, Deuxième Partie:

« CHAPITRE CINQUIÈME

Dispositions spéciales relatives aux électriciens

69. *Taux minima de salaires:* Les taux minima de salaires sont les suivants:

Entrepreneur (services personnels) détenant une licence en vertu de la Loi des électriciens et des installations électriques:

Entrée en vigueur des présents amendements	$4.20
1er mars 1966	4.30
1er septembre 1966	4.55
1er mars 1967	4.65
1er septembre 1967	5.10
1er mars 1968	5.40

13. The following sections will be added to Chapter Seven, Part One:

"34-A. *Welfare and health measures:* Should the situation require it, employers must set up a convenient place for employees to have their meals. They should also set up a washroom and supply such things as: soap, towels, tissue, etc."

"34-B. *Vehicles:* An employer who requests that an employee's car be placed at his disposal shall pay him $0.10 a mile."

"34-C. *Event of death:* In the event of the death of a father, mother, spouse or child, any worker is entitled to be paid for the day of the funeral, provided that this be a working day and that the employer be supplied with a proof of death."

"34-D. *Social security fund:* A committee made up of an equal number of representatives from the first and second part parties shall study all the terms of a social security plan. The said committee may hire all the personnel required for this."

"34-E. *Rest period:* Workers shall be entitled to a 10-minute rest per half day's work. They shall take this rest period at the following times:

(*a*) forenoon: from 10:00 to 10:10,

(*b*) afternoon: from 3:00 to 3:10."

"34-F. *Special bonus* (height): All work performed on scaffolds higher than 75 feet above ground level, floors or water must be paid at $0.10 an hour over and above the regular rate."

14. Sections 69 and 70, Part Three, will be superseded by the following:

"85. The decree does not affect in any way the rights acquired by employees and the Parity Committee's claims under the previous decree."

"86. *Term of the decree:* The decree shall remain in force until August 31, 1968."

It automatically renews itself from year to year thereafter, unless one of the contracting parties give the other a written notice to the contrary, no more than ninety (90) and no less than sixty (60) days prior to August 31 of 1968 or of any subsequent year.

Such notice should also be forwarded to the Minister of Labour."

15. The following Chapter Five will be added to Chapter One, Part Two:

"CHAPTER FIVE

Special provisions concerning electricians

69. *Minimum wage rates:* Minimum wages rates are as follows:

Contractor (personal services) holding a license under the Electricians' and Electrical Installations Act:

Effective date of these amendments	$4.20
March 1, 1966	4.30
September 1, 1966	4.55
March 1, 1967	4.65
September 1, 1967	5.10
March 1, 1968	5.40

Électricien classe C:	*Zones* I	II
Entrée en vigueur des présents amendements	$2.50	$2.45
1er mars 1966	2.60	2.55
1er septembre 1966	2.80	2.75
1er mars 1967	2.90	2.85
1er septembre 1967	3.00	2.95
1er mars 1968	3.10	3.05

Électricien junior:	*Zones* I	II
Junior (1 an)	85%	80%
4e année	65%	60%
3e année	60%	55%
2e année	55%	50%
1e année	50%	45%

70. *Heures de travail:* La semaine normale et régulière de travail est de quarante (40) heures par semaine, réparties en cinq (5) jours à raison de huit (8) heures par jour, entre 8 a.m. et 5 p.m. du lundi au vendredi inclusivement.

71. *Temps supplémentaire: a)* Tout travail exécuté en dehors des heures régulières ci-haut mentionnées excédant (8) heures par jour, quarante (40) heures par semaine, et tout travail exécuté le samedi est considéré comme du temps supplémentaire payé au taux de salaire et demi.

b) Travail urgent: Tout travail urgent, c'est-à-dire celui qui doit être exécuté pour éviter des dommages immédiats à la personne et/ou à la propriété, peut être effectué en dehors des heures régulières de travail et rémunéré au taux simple. La justification de cette urgence incombe à l'employeur. Tel employeur doit en aviser le Comité Paritaire, par écrit dans une période n'excédant pas trente (30) jours. Si le travail à exécuter se complète, en moins d'une heure, le salarié a droit à au moins une heure de salaire.

72. *Fêtes chômées et fériées payées: Jours fériés.* Le travail exécuté les dimanche, le Premier Jour de l'An, l'Épiphanie, le Vendredi Saint, l'Ascension, la St-Jean Baptiste, la Confédération, la fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée Conception, le Jour de Noël, le lendemain de Noël, l'Action de Grâces, doit être rémunéré au taux de salaire double, par rapport au taux de salaire effectivement payé.

73. *Prime d'équipe:* Lorsque le travail nécessite la formation de plusieurs équipes, les travailleurs appelés à exécuter du travail en dehors des heures stipulées à l'article 71 recevront une prime de $0.10 cents l'heure en plus du salaire effectivement payé.

74. *Prime du chef d'équipe:* Le travaillleur appelé à diriger une équipe de huit (8) hommes recevra une prime additionnelle de $0.10 cents l'heure. Le travailleur appelé à diriger une équipe de seize (16) hommes et plus recevra une prime additionnelle de $0.20 cents l'heure.

75. *Vacances:* Tous les travailleurs assujettis au décret ont droit à une période de vacances. En conséquence, chaque travailleur a droit à 4% de son salaire hebdomadaire et ce, chaque semaine. La semaine de vacances sera la première semaine complète de juillet.

76. *Période et détails de la paie: a)* Le salaire est payé en entier en monnaie légale du Canada ou par chèque tous les jeudis. Si le jeudi est un jour chômé la paie sera faite le jour précédent.

b) Les détails suivants doivent apparaître sur ou dans l'enveloppe de paie:

le nom de l'employeur;

les noms et prénoms du salarié;

Electrician, class C:	*Zones* I	II
Effective date of these amendment	$2.50	$2.45
March 1, 1966	2.60	2.55
September 1, 1966	2.80	2.75
March 1, 1967	2.90	2.85
September 1, 1967	3.00	2.95
March 1, 1968	3.10	3.05

Junior electrician:	*Zones* I	II
Junior (1 year)	85%	80%
4th year	65%	60%
3rd year	60%	55%
2nd year	55%	50%
1st year	50%	45%

70. *Hours of work:* The standard 40-hour week shall consist of five, 8-hour days, between the hours of 8:00 a.m. to 5:00 p.m., Monday through Friday.

71. *Overtime:* (*a*) All work performed over and above the 8-hour day and 40-hour week mentioned above, including all work performed on Saturdays, is considered as overtime and shall be paid at time and a half.

(*b*) *Urgent work:* All urgent work (that work which must be performed so as to avoid injury or damages to persons and/or property) may be done outside the regular hours and paid at straight time. Proof of the urgency of such work rests with the employer. The employer must advise the Parity Committee thereof, in writing within thirty (30) days. Should the work be completed in less than one hour, the employee is entitled to at least one hour's pay.

72. *Paid legal holidays: Holidays.* Work performed on Sunday, New Year's Day, Epiphany Day, Good Friday, Ascension Day, Saint John the Baptist Day, Canada Day, Labour Day, All Saints' Day, Immaculate Conception Day, Christmas Day, December 26, Thanksgiving Day shall be paid at double the regular wage rate.

73. *Shift differential:* Should the work entail the setting up of many shifts, employees called to work outside the hours laid down in section 71 shall receive an additional $0.10 an hour above their regular wages.

74. *Chargeman's bonus:* Any worker who is called to have charge of an eight (8) man team shall receive an additional bonus of $0.10 an hour. Should he have charge of sixteen (16) men, he shall receive an additional bonus of $0.20 an hour.

75. *Vacation:* All workers covered by the decree are entitled to a vacation period. Consequently, each worker is entitled to 4% of his weekly wages which his employer will pay him above his weekly wages every week. Ghe vacation shall take place during the first complete week in July.

76. *Pay period and details:* (*a*) Wages are to be paid in full every Thurdsay, in Canadian currency or by cheque. Should Thursday be a non-working day, pay-day shall be on the preceding day.

(*b*) The following particulars should be listed on or in the pay envelope:

employer's name;

employee's name in full;

le nom de sa tâche;
la date et la période de paie;
le nombre d'heures de travail;
le taux à l'heure;
le total du salaire;
les déductions faites en détail;
le montant net de la paye.

77. *Période d'attente: a)* Tout salarié se rapportant au travail à l'heure conventionnelle et qui n'a pas été avisé à l'avance, que ses services ne seraient pas requis, a droit à une rémunération équivalente à une (1) heure de travail.

Cependant, si l'employeur a essayé de rejoindre l'employé et n'a pas été capable, la rémunération d'une (1) heure ne lui sera pas accordée.

b) L'employeur peut exiger que ce salarié demeure à sa disposition pendant une (1) heure. Cette clause ne s'applique pas en cas de mauvaise température.

78. *Bien-être et hygiène:* Les employeurs doivent aménager un endroit convenable permettant aux ouvriers de prendre leurs repas si la situation l'exige. Ils doivent également aménager une chambre de toilette et fournir les accessoires nécessaires, tels que savons, serviettes, etc. à l'atelier.

79. *Véhicule:* Tout employeur exigeant qu'un salarié mette sa voiture à son service devra lui payer $0.10 cents du mille.

80. *Dispositions spéciales: a)* Les taux de salaire spécifié dans ce décret s'applique à tout travail exécuté à l'intérieur ou à l'extérieur de l'atelier.

b) Tout salarié affecté temporairement par le même employeur à un travail autre que celui de son emploi habituel doit recevoir le taux de salaire établi pour son métier.

c) L'entrepreneur membre de la Corporation des Maîtres Électriciens de la Province de Québec, section Sherbrooke, doit fournir à tous ses employés les outils nécessaire à l'exception de la âlière ½" à 1¼".

d) L'employé se rendra responsable de la perte par négligence de tout outil fourni par l'employeur et le cas devra être réglé au Comité de Griefs, s'il y a lieu.

e) Le salarié n'est pas rémunéré pour tout temps à l'atelier à moins que sa présence n'y soit requise par l'employeur.

f) Le temps du transport du salarié est payé à compter de cinq (5) milles des limites de la cité de Sherbrooke ou en plus de 15 minutes du point de départ.

g) Aucun compagnon ne doit travailler à l'exécution de travaux dans son métier à moins qu'il ne soit à l'emploi d'un entrepreneur de son métier.

h) Tout travailleur pris à occuper un double emploi pourra être traduit devant le Comité de Griefs. Ce dernier devra statuer de la façon suivante:

Première offense prouvée: vingt (20) dollars d'amende.

Seconde offense prouvée: suspension de la carte pour la période déterminée par ledit comité.

81. *Apprentissage: a)* Les employeurs et les salariés doivent se conformer aux règlements d'apprentissage déterminés dans la Loi des Électriciens, chapitre 172, pour les métiers auxquels s'applique ladite Loi.

b) La durée de travail des apprentis est la même que celle des compagnons. Une année d'apprentissage comprend 2,000 heures de travail.

c) Les apprentis-électriciens seront classifiés en quatre (4) catégories: 1ère année, 2e année, 3e année et 4e année.

employee's occupation;
date and pay period;
number of hours worked;
hourly wage rate;
gross amount of wages;
details of deductions made;
net amount of wages.

77. *Waiting period:* (*a*) Any employee who reports for work at the usual time and has not been previously advised that his services would not be required is entitled to a compensation equivalent to one (1) hour's pay.

However, if the employer has tried to get in touch with the employee but without success, the one (1) hour compensation shall not be granted.

(*b*) An employer may request that an employee remain at his disposal for one (1) hour. This provision does not apply in the case of adverse weather conditions.

78. *Welfare and health measures:* Should the situation require it, employers must set up a convenient place for employees to have their meals. They should also set up a shop washroom and supply such things as: soap, towels, etc.

79. *Vehicle:* An employer who requests that an employee's car be placed at this disposal shall pay him $0.10 a mile.

80. *Special provisions:* (*a*) The wage rates laid down in this decree apply to all work performed outside or inside the shop.

(*b*) Should an employee be assigned to any work which is not his usual work, he shall receive the wage rate laid down for his trade.

(*c*) A contractor who is a member of the Corporation of Master-Electricians of the Province of Quebec, Sherbrooke section, must supply his employees with all necessary tools, save the ½" to 1¼" die-plate.

(*d*) The employee will be responsible for the loss through negligence of any tool furnished by the employer. The case shall be settled by the Grievance Committee if necessary.

(*e*) The employee is not paid for all time spent at the shop unless his presence there be requested by the employer.

(*f*) An employee's transportation time is paid beginning at five (5) miles from the city of Sherbrooke limits or more than 15 minutes from the point of origin.

(*g*) No journeyman must perform any trade work unless being employed by a contractor of his trade.

(*h*) A worker caught at dual-job holding may be brought before the Grievance Committee, who shall pass judgement as follows:

First proven offence: twenty (20) dollars' fine.

Second proven offence: card suspended for a period determined by the said committee.

81. *Apprenticeship:* (*a*) Employers and employees shall abide by the apprenticeship regulations laid down in the Electricians' Act, chapter 172, for the trades covered by the said Act.

(*b*) Hours of work for apprentices are the same as for journeyman. A year's apprenticeship includes 2,000 work hours.

(*c*) Apprentice-electricians shall be classed into four (4) categories: 1st year, 2nd year, 3rd year and 4th year.

d) Tout apprenti-électricien doit faire un stage réglementaire de six (6) mois de 1,000 heures dans un centre d'apprentissage approuvé par le bureau des examinateurs avant de se procurer un carnet d'appprentissage dans ce métier.

e) L'apprenti devra se présenter devant le bureau des examinateurs à tous les ans, à défaut de ce faire, son carnet sera annulé sans avis et l'employeur de même que l'employé seront responsables des pénalités ordinaires de la loi si tel apprenti demeure au travail.

f) Tout apprenti à la fin d'une année d'apprentissage, soit la 1ère, la 2e et la 3e année devra se présenter devant le bureau des examinateurs pour passer un examen avant d'entrer dans une autre année. Au cas d'insuccès, un seul délai de trois (3) mois lui sera accordé.

g) Dans ce métier, il ne peut y avoir qu'un (1) apprenti par compagnon.

h) L'apprenti ne doit travailler à l'exécution de travaux à moins qu'il ne soit sous la juridiction d'un ouvrier qualifié dans son métier.

i) Le présent chapitre s'applique aux districts électoraux de Sherbrooke, Compton, Frontenac, Stanstead, Richmond et Wolfe. Il comprend les deux zones suivantes:

Zone I: Les cités ou villes de Sherbrooke, Magog, Asbestos, Windsor, East Angus et les territoires compris dans un rayon de cinq (5) milles de leurs limites.

Zone II: Le reste du champ d'application territorial ci-haut décrit.

Cependant, dans la zone II, les taux de la zone I s'appliqueront dans les cas d'un contrat de construction général s'élevant à $75,000 dollars et plus.

82. *Cas de mortalité:* Dans le cas de mortalité du père, de la mère, de l'épouse ou d'un enfant, tout travailleur sera payé pour la journée des funérailles.

83. *Fonds de sécurité sociale:* Un Comité composé d'un nombre égal de représentants des parties de première et de seconde part sera formé afin d'étudier toutes les modalités d'un plan de sécurité sociale. Ledit comité pourra s'adjoindre tout le personnel requis pour remplir sa fonction.

84. *Durée:* Le présent chapitre demeurera en vigueur jusqu'au 31 août 1968.

Il se renouvellera automatiquement d'année en année par la suite à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie, un avis écrit à ce contraire dans un délai qui ne doit pas être de plus de quatre-vingt-dix (90) jours ni de moins de soixante (60) jours avant le 31 août de l'année 1968 ou de toute année subséquente.

Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail ».

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 28 août 1965. 11866-o

(*d*) Every apprentice-electrician must complete a compulsory six-month stage 1,000 hours in an apprenticeship centre approved by the Board of Examiners, before obtaining an apprenticeship book in this trade.

(*e*) Every year the apprentice must go before the Board of Examiners. Failure to do so will entail the cancellation of his book, without notice. Employer and employee shall both be liable to the usual penalty under the law, should such an apprentice continue working.

(*f*) After completing one year's apprenticeship 1st, 2nd or 3rd year, every apprentice must pass an examination before the Board of Examiners before promotion to another year. Should he be unsuccessful, one only three-month extension will be granted.

(*g*) In this trade, there can only be one (1) apprentice per journeyman.

(*h*) No apprentice may perform work without being under the supervision of a qualified tradesman.

(*i*) This chapter applies to the electoral districts of Sherbrooke, Compton, Frontenac, Stanstead, Richmond and Wolfe. It encompasses the following zones:

Zone I: The cities and towns of Sherbrooke, Magog, Asbestos, Windsor, East Angus and the territory located within a five-mile radius of their limits.

Zone II: The remainder of the above-mentioned territorial jurisdiction.

However, zone I rates will apply in zone II in the case of a general building contract of $75,000 dollars or more.

82. *Event of death:* In the event of the death of a father, mother, spouse or child, every worker shall be paid for the day of the funeral.

83. *Social security fund:* A Committee made up of an equal number of representatives from the first and second part parties shall study all the terms of a social security plan. The said committee may hire all the personnel required for this.

84. *Term:* The present chapter will remain in force until August 31, 1968.

It will automatically renew itself from year to year thereafter, unless one of the contracting parties give the other a written notice to the contrary, no more than ninety (90) and no less than sixty (60) days prior to August 31st of 1968 or of any subsequent year.

Such notice must also be forwarded to the Minister of Labour."

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, August 28, 1965. 11866-o

Avis de modification

Alimentation au détail — Région de Québec

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis, par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative au commerce de l'alimentation au détail dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 1658 du 17 mai 1944 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret:

1° Les paragraphes « *f* » et « *k* » de l'article I seront remplacés par les suivants:

« *f*) Le terme « livreur » désigne tout salarié qui fait la livraison ou le transport des marchandises au moyen d'un véhicule automobile ou d'une voiture ou véhicule tirés par traction animale ou tout autre moyen. »

« *k*) Le terme « artisan » désigne toute personne faisant seule ou en société, mais pour son propre compte, un travail régi par le décret.

Note: Toute personne accomplissant pour le bénéfice d'une autre personne, propriétaire d'un établissement commercial assujetti au décret, un travail pour lequel un salaire est prévu audit décret, doit être considérée comme un salarié. »

2° Le paragraphe « *l* » suivant sera ajouté à l'article I:

« *l*) Le terme « salaire » désigne toute rémunération payée à l'employé sous quelque forme que ce soit pour du travail régi par le présent décret. »

3° Les mots « employeurs et salariés » apparaissant au début du premier alinéa du paragraphe « *a* » de l'article II seront remplacés par les mots « employeurs, salariés et artisans ».

4° L'alinéa 1° du paragraphe « *a* » de l'article III sera remplacé par le suivant:

« 1° Le lundi: de 1 p.m. à 6 p.m.; à l'exception de la semaine de Noël et du Premier de l'An et si le 24 juin et le 1er juillet tombent un mardi, alors dans ces cas le travail du lundi précédent sera de 8 a.m. à 6 p.m. »

5° Les mots « y compris la veille des autres jours chômés » apparaissant au paragraphe « *b* » de l'article III seront biffés.

6° Les mots « tout travail ne doit commencer qu'à 9 heures a.m. » apparaissant au troisième alinéa du paragraphe « *d* » de l'article III seront remplacés par les mots « tout travail ne doit commencer qu'à 8 heures a.m. ».

7° Les quatrième, cinquième et sixième alinéas du paragraphe « *d* » de l'article III seront biffés.

8° Le paragraphe « *h* » de l'article III sera biffé.

9° L'alinéa suivant sera ajouté au paragraphe « *a* » de l'article IV:

« Les employés surnuméraires travaillant 30 heures ou moins par semaine sont divisés en quatre classes et le pourcentage de chaque classe sera le même que celui établi au tableau de classification annexé au décret pour les autres groupes de salariés. »

10° Le paragraphe « *a* » de l'article V sera remplacé par le suivant:

« V. *Taux de salaire:* a) Aux fins du décret, le salaire minimum pour la semaine normale de travail de l'établissement est le suivant:

Notice of amendment

Retail Food Trade — Quebec district

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Food products retail trade in the Quebec district (made binding by decree number 1658 of May 17, 1944 and amendments), have petitioned him to submit the following amendments to the said decree to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council:

1. Subsections "*f*" and "*k*" of section I will be superseded by the following:

"(*f*) The work "deliveryman" designates any employee who delivers or transports goods by means of a motor vehicle, cart or vehicle drawn by an animal or any other means."

"(*k*) The word "artisan" designates any person who performs work governed by the decree, alone or in partnership, but for his own account.

Note: Anyone performing work for which wages are laid down in the decree, shall be considered as an employee, whether this work is for another person or proprietor of a commercial establishment covered by this decree."

2. The following subsection "*l*" will be added to section I:

"(*l*) The word "salary" designates any type of remuneration paid an employee for work covered by this decree."

3. The words "employer and employee" appearing at the beginning of the first paragraph, subsection "*a*", section II, will be superseded by: "employer, artisan and employee".

4. Paragraph 1 of subsection "*a*", section III, will be superseded by the following:

"1. Monday: from 1:00 p.m. to 6:00 p.m., except during the weeks of Christmas and New Year's and if June 24 and July 1 fall on a Tuesday. Then the hours on the preceding Monday will be from 8:00 a.m. to 6:00 p.m."

5. In subsection "*b*", section III, the words "including the eve of the other holidays" will be deleted.

6. In the third paragraph, subsection "*d*", section III, the phrase "all work shall start at 9:00 a.m.", will be superseded by the following: "all work shall start at 8:00 a.m.".

7. Paragraphs four, five and six of subsection "*d*", section III, will be deleted.

8. Subsection "*h*", section III, will be deleted.

9. The following paragraph will be added to subsection "*a*" of section IV:

"Temporary employees working 30 hours or less per week are divided into four classes. The percentage of each class shall be the same as that herein laid down for other groups of employees in the annexed classification table."

10. Subsection "*a*" of section V will be superseded by the following:

"V. *Wage rate:* (*a*) For the purposes of the decree, the minimum wages for the establishment's regular work week are as follows:

	Taux horaire
Messager	$ 0.65
Employé surnuméraire, travaillant trente (30) heures ou moins par semaine:	
Classe « A »	1.45
Classe « B »	1.30
Classe « C »	1.15
Classe « D »	1.00
Salarié préposé exclusivement au pesage, à l'empaquetage et à l'étiquetage des produits alimentaires:	
Premier semestre	0.85
Deuxième semestre	0.95
Après un an	1.20
	Par semaine
Caissier et téléphoniste:	
Classe « A »	$52.00
Classe « B »	47.00
Classe « C »	42.00
Classe « D »	40.00

Subordonnément aux autres stipulations du décret relatives au salaire de certains employés, les commis et tous les autres salariés inclus dans les pourcentages doivent être payés comme suit:

	Taux hebdomadaire
1° Salarié travaillant à la vente de la viande et des produits de la viande:	
Classe « A »	$73.00
Classe « B »	63.00
Classe « C »	51.00
Classe « D »	40.00
2° Salarié travaillant à la vente des autres produits aliementaires:	
Classe « A »	68.00
Classe « B »	58.00
Classe « C »	48.00
Classe « D »	40.00 »

11° Le paragraphe « *h* » de l'article V sera remplacé par le suivant:

« *h*) Le livreur ou le conducteur de voiture de livraison pour quarante-huit (48) heures de travail, doit recevoir au moins $58.00.

12° Le paragraphe « *i* » de l'article V sera remplacé par le suivant:

« *i*) 1. Un salarié remplissant les fonctions de gérant dans un établissement commercial où l'on vend de la viande et des produits de la viande doit être payé au moins $95.00 par semaine, et dans un établissement commercial où l'on vend d'autres produits alimentaires, au moins $90.00 par semaine pour quarante-huit (48) heures de travail.

2. Un salarié remplissant les fonctions de chef de section, tel que défini au paragraphe « *i* » de l'article I, dans un établissement commercial où l'on vend de la viande ou des produits de la viande, doit être payé $80.00 par semaine, et dans un établissement commercial où l'on vend d'autres produits alimentaires ou autres marchandises diverses, doit êrre payé au moins $75.00 par semaine, pour quarante-huit (48) heures de travail.

Un salarié remplissant les fonctions de chef de section pour cinq (5) caisses ou moins doit être payé $65.00 par semaine et pour dix (10) caisses et plus il doit être payé $75.00 par semaine, pour quarante-huit (8) heures de travail. »

13° Le paragraphe « *n* » de l'article V sera remplacé par le suivant:

« *n*) L'employé surnuméraire appelé au travail pendant les heures régulières de travail fixées au décret ou pendant les heures régulières de

	Hourly rate
Messenger	$ 0.65
Temporary employee, working 30 hours or less per week:	
Class "A"	1.45
Class "B"	1.30
Class "C"	1.15
Class "D"	1.00
Employee exclusively weighing, packaging and labelling food products:	
First six months	0.85
Second six months	0.95
After one year	1.20
	Per week
Cashier and telephone operator:	
Class "A"	$52.00
Class "B"	47.00
Class "C"	42.00
Class "D"	40.00

In compliance with other stipulations in the decree dealing with certain employee's wages, clerks and all other employees included in the percentages shall be paid as follows:

	Weekly rate
1. Employee selling meat and meat products:	
Class "A"	$73.00
Class "B"	63.00
Class "C"	51.00
Class "D"	40.00
2. Employee selling other food products:	
Class "A"	68.00
Class "B"	58.00
Class "C"	48.00
Class "D"	40.00"

11. Subsection "*h*" of section V will be superseded by the following:

"(*h*) A deliveryman or delivery truck driver shall receive at least $58.00 for forty-eight (48) hours' work."

12. Subsection "*i*" of section V will be superseded by the following:

"(*i*) 1. An employee working as manager in a commercial establishment where meat and products are sold shall receive at least $95.00 per week, in a commercial establishment where other food products are sold, at least $90.00 per week for forty-eight (48) hours' work.

2. An employee working as section head employee (defined in subsection "*i*" of section I) in a commercial establishment where meat or meat products are sold shall be paid at least $80.00 per week. In a commercial establishment where other food products or sundry goods are sold, such employee shall be paid at least $75.00 per week for forty-eight (48) hours' work."

Employees working as section head employees for five (5) cash registers or less shall be paie $65.00 per week; for ten (10) cash registers or more, shall be paid $75.00 per week, for forty-eight (48) hours' work."

13. Subsection "*n*" of section V will be replaced by the following:

"(*n*) If, during the standard working hours herein laid down or during the establishment's regular working hours, a temporary employee

travail de l'établissement, doit être payé pour au moins quatre (4) heures pour chaque appel, sauf s'il s'agit d'un étudiant travaillant après ses heures de classe, durant l'année scolaire, c'est-à-dire durant les mois autres que juillet et août. »

14° Le paragraphe « *o* » de l'article V sera remplacé par le suivant:

« *o*) L'employé surnuméraire spécifié au paragraphe précédent doit être payé temps et demi ou temps double, selon le cas, s'il est appelé en dehors des heures régulières de travail fixées au décret ou en dehors des heures r gulières de travail de la semaine normale de l'établissement. »

15° L'article VIII sera remplacé par le suivant:

« VIII. *Durée du décret:* Le décret demeure en vigueur jusqu'au 28 février 1967. Toutefois, l'une ou l'autre des parties pourra demander que l'article V, relatif aux salaires, soit amendé en tout temps, à compter du 28 février 1966. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) jours ni de moins de trente (30) jours avant le 28 février de l'année 1967 ou de toute année sub équente. Un tel avis doit également être adressé au ministre du Travail. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 28 août 1965. 11866-o

Avis

Convention de travail relative au commerce, de l'alimentation de Magog

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

L'Association du Détail et des Services de Magog Inc. (Section Alimentation), d'une part, et

District 50, United Mine Workers of America, section locale 15322 (Association des Employés du Commerce de Magog, Section Alimentation), d'autre part,

pour les employeurs et les salariés des métiers et occupations visés, suivant les conditions ci-après décrites:

I. *Définitions:* Aux fins du décret les mots suivants auront la signification qui leur est ci-après donnée:

a) *Employeur:* Le mot « employeur » désigne toute personne, association ou corporation qui, subordonnément aux paragraphes « *f* » et « *g* » de l'article I de la Loi de la convention collective, tient ou opère un ou des établisse-

is called in to work, he shall be paid at least four (4) hours for each call. This does not apply to students working after school hours through the academic year, i.e., all year except July and August."

14. Subsection "*o*" of section V will be replaced by the following:

"(*o*) If the temporary employee mentioned in the preceding subsection is called in to work outside the standard working hours herein laid down or outside the establishment's regular working hours, he shall be paid double time or time and a half, as the case may be."

15. Section VIII will be superseded by the following:

"VIII. *Term of the decree:* The decree remains in force until February 28, 1967. However, one or the other party may request that section V, dealing with wages, be amended at any time after February 28, 1966. It automatically renews itself from year to year thereafter, unless one of the contracting parties give the other a written notice to the contrary, no more than sixty (60) and no less than thirty (30) days prior to February 28 of 1967 or of any subsequent year. Such notice should also be filed with the Minister of Labour."

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, August 28, 1965. 11866-o

Notice

Labour agreement respecting the Retail Food trade of Magog

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties hereinafter mentioned have petitioned him to make binding the collecti' e labour agreement entered into between:

L'Association du Détail et des Services de Magog, Inc. (*Section Alimentation*)

and the International Union of District 50, United Mine Workers of America, local 15322 (*Association des Employés du Commerce de Magog, Section Alimentation*)

for the employers and employees of the trades and occupations concerned, according to the following conditions:

I. *Definitions:* for the purpose of the decree, the following terms have the meaning hereinafter given them:

(*a*) *Employer:* The word "employer" designates any person, association or corporation who, subordinately to subsection "*f*" and "*g*" of section I of the Collective Agreement Act, keeps or operates one or more commercial

ments commerciaux ou entreprises privées où l'on fait en détail, en gros et en détail, l'un des commerces assujettis au décret, que ce commerce constitue le commerce principal ou secondaire à tout autre commerce ou occupation.

b) Employé: Le mot « employé » désigne toute personne salariée de l'un ou de l'autre sexe qui, subordonnément au paragraphe « *j* » de l'article I de la Loi de la convention collective, travaille pour un employeur tel que défini au paragraphe « *a* » du présent article.

c) Employé régulier: Le terme « employé régulier » désigne tout employé qui fait la semaine régulière de travail de l'établissement où il est employé.

d) Employé supplémentaire: Le terme « employé supplémentaire » désigne tout employé qui est embauché en plus du personnel régulier, d'une façon intermittente, durant la semaine normale de travail.

e) Messager (Commissionnaire): Le mot « messager » désigne tout employé qui exécute le travail reconnu comme celui de messager ou commissionnaire, et fait la livraison, soit à pied, soit à bicyclette.

f) Caissier ou caissière: Le mot « caissier » ou « caissière » désigne tout employé qui perçoit l'argent venant des ventes et exécute tout autre travail qui est ordinairement fait par le caissier ou la caissière.

g) Commis: Le mot « commis » désigne tout employé préposé à la perception, à la réception, à l'étalage, à l'étiquetage, au déballage ou à l'emballage, à l'entreposage, à la vente et à l'expédition des marchandises, au débitage, à la préparation et à la vente des viandes.

h) Employé de bureau: Le terme « employé de bureau » désigne tout employé qui, faisant le travail clérical de bureau, la correspondance, la tenue des livres, etc., n'est pas autrement désigné dans le décret.

i) Livreur: Le mot « livreur » désigne tout employé qui, au moyen d'une voiture à traction animale ou d'une voiture automobile dont il a la charge, fait la livraison et le transport des marchandises à tout endroit déterminé par l'employeur. Le livreur, à ses moments libres, doit travailler à tout ouvrage requis par son employeur dans l'établissement.

j) Aide-livreur: Le terme « aide-livreur » désigne tout employé qui aide le livreur à faire la livraison et le transport des marchandises. L'aide-livreur, à ses moments libres, doit aider dans l'établissement.

k) Apprenti: Le mot « apprenti » désigne toute personne qui n'a aucune expérience comme employé de magasin de commerce de détail.

l) Artisan: Le mot « artisan » désigne toute personne qui exploite ou opère elle-même, seule ou en société, avec une ou plusieurs autres personnes, pour son ou leur propre bénéfice, un des commerces définis à l'article I.

II. *Champs d'application: a) Commerciale:* Le décret s'appliquera à toute personne, société, association ou corporation qui exploite un commerce de détail ou le commerce de gros et détail d'épiceries, boucheries, épiceries-boucheries, restaurants-épiceries, restaurants-épiceries-boucheries, biscuiteries, biscuiteries et commerce de fruits et légumes, commerce de fruits et légumes et épiceries, dans les limites du champ d'application territorial ci-après désigné.

b) Territorial: Le décret s'appliquera à la ville de Magog et à tout le territoire compris dans un rayon de huit (8) milles de ses limites.

establishments or private concerns in which any one of the trades governed by the decree is operated on a retail basis or on a wholesale and retail basis, whether such trade constitutes the main trade or an accessory to any other trade or occupation.

(*b*) *Employee:* The word "employee" designates any employee, wage-earner of either sex who, subordinately to subsection "*j*" of section I of the Collective Agreement Act, works for an employer as defined in subsection "*a*" of the present section.

(*c*) *Regular employee:* The words "regular employee" designates any employee who works the regular working week of the establishment in which he is employed.

(*d*) *Extra employee:* The term "extra employee" designates any employee who is hired in addition to the regular staff, intermittently, in the course of the normal work week.

(*e*) *Messenger (errand boy):* The word "messenger" designates any employee who performs work usually as that of messenger or errand boy and delivers goods either on foot or with a bicycle.

(*f*) *Cashier:* The word "cashier" designates any male or female employee who collects money from sales and performs any other work usually done by a cashier.

(*g*) *Clerk:* The word "clerk" designates any employee doing the collecting, receiving, labelling, displaying, storing, selling, packing and unpacking and shipping of goods, including the cutting, preparing and selling of meet.

(*h*) *Office employee:* The word "office employee" designates any employee who does office clerical work, including correspondance, bookkeeping, etc., and is not otherwise designated in the decree.

(*i*) *Delivery man:* The term "delivery man" designates any employee who, with a horse-drawn or motor vehicle entrusted to his care, does the delivery and transport of goods to any place designated by the employer. The delivery man, in his spare time, shall work at the general maintenance of the establishment.

(*j*) *Delivery man's helper:* The words "delivery man's helper" designates any employee who helps the delivery man in the delivery and transport of goods. In his spare time, this helper shall do general work.

(*k*) *Apprentice:* The word "apprentice" designates any employee who has no experience as a retail store employee.

(*l*) *Artisan:* The word "artisan" designates any person who keeps or operates alone or in partnership with one or more persons, for his or their own benefit, one of the commercial establishments described in section I.

II. *Jurisdiction: a) Commercial jurisdiction:* Shall be subject to the decree, any person, company association or corporation engaged in the retail trade or in the wholesale and retail trade of groceries, butcher shops and grocery-butcher shops, restaurants-groceries; restaurants-rgocery-butcher shops; biscuit shops; biscuits and fruits, vegetables shops; fruits, vegetables and groceries, within the territorial limits hereinafter described.

(*b*) *Territorial:* The decree shall apply to the town of Magog and to the territory located within an eight (8) mile radius from its limits.

III. *Durée du travail:* 1° La semaine normale de travail dans les établissements régis par le décret est de quarante-six heures et demie (46½) pour les employés masculins et de quarante-quatre (44) heures pour les employés féminins.

a) Sauf pendant les mois de juillet et août, les magasins assujettis au décret seront ouverts le lundi de 12.01 p.m. à 6 p.m. tout en limitant les heures normales de la semaine à quarante-huit (48) heures.

2° Les mardis, mercredis, et jeudis: Personnel masculin, de 8 a.m. à 6 p.m.; personnel féminin de 8.30 a.m. à 6 p.m.

Le vendredi: Personnel masculin, de 8 a.m. à 9 p.m.; personnel féminin de 8.30 a.m. à 9 p.m.

Le samedi: Personnel masculin de 8 a.m. à 5.30 p.m.; personnel féminin de 8.30 a.m. à 5.30 p.m.

a) Dans tous les établissements régis par le décret lorsqu'il y a une fête chômée au cours de la semaine, le travail le lundi sera poursuivi de 8 ou 8.30 a.m. selon le cas jusqu'à 6 p.m.

b) Dans les établissements régis par le décret les heures de travail se terminent à 9 p.m. le Jeudi-Saint.

c) Tout travail exécuté après les heures régulières, sauf les vingt (20) minutes nécessitées pour le service de la clientèle et la mise en ordre du magasin, est considéré comme temps supplémentaire et doit être rémunéré au taux de salaire et demi.

d) *Repas:* Dans tous les établissements régis par le décret, l'employeur doit accorder chaque jour aux employés une (1) heure pour le repas du midi et de plus une (1) heure pour le repas du soir, les jours où ils sont appelés à travailler dans la soirée.

e) Dans le cas d'urgence où les employés doivent travailler pendant leur période régulière des repas, l'employeur doit leur allouer ce même temps aussitôt que possible, et à tout évènement, pas plus tard qu'une (1) heure après la période des repas.

f) Dans les épiceries, boucheries ou épiceries-boucheries, restaurants-épiceries, restaurants-épiceries-boucheries, biscuiteries, biscuiteries et commerce de fruits et légumes, commerce de fruits et légumes et épiceries: durant la période de Noël, le travail peut se continuer jusqu'à 9 p.m. les deux jours ouvrables précédant la veille de Noël.

Réserve: Nonobstant les dispositions du décret, la durée des heures de travail dans les établissements commerciaux ne doit en aucun cas constituer une dérogation aux dispositions de la Loi des Établissements Commerciaux et Industriels (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 175), aux décrets faits sous son autorité et aux règlements établis par les municipalités compétentes.

IV. *Taux de salaires minima: a*) Épiceries, boucheries ou épiceries-boucheries, restaurants-épiceries, restaurants-épiceries-boucheries, biscuiteries, biscuiteries et commerce de fruits et légumes, commerce de fruits et légumes et épiceries.

Classification:	*Par semaine*
Commis-boucher et acheteur	$60.00
Commis-boucher	50.00

III. *Hours of work:* 1. The regular work week in establishments governed by the decree shall be of forty-six and a half (46½) hours for male employees and forty-four (44) hours for female employees.

(*a*) Save during the months of July and August when Commercial establishments governed by the decree shall be open on Mondays from 12:01 p.m. to 6:00 p.m. but limiting the regular work week to forty-eight (48) hours.

2. Hours of work for male employees on Tuesdays, Wednesdays and Thursdays shall be from 8:00 a.m. to 6:00 p.m.; for female employees the hours shall be from 8:30 a.m. to 6:00 p.m.

Hours of work for male employees on Fridays shall be from 8:00 a.m. to 9:00 p.m.; for female employees from 8:30 a.m. to 9:00 p.m.

Hours of work on Saturdays for male employees shall be from 8:00 a.m. to 5:30 p.m. and for female employees from 8:30 a.m. to 5:30 p.m.

(*a*) In all establishments governed by the decree, when a holiday falls during the week, working hours on Monday shall be from 8:00 a.m. or 8:30 a.m. as the case may be to 6:00 p.m.

(*b*) In all establishments governed by the decree, work shall cease at 9:00 p.m. on Monday, Thursday.

(*c*) All time worked after regular hours, except the twenty (20) minutes required to wait on customers and to tidy up the store, shall be considered as overtime and paid at the rate of time and one half.

(*d*) *Meals:* In all establishments governed by the decree, the employer shall daily grant his employees one (1) hour for the noon meal and one (1) hour for the evening meal when time is worked in the evening.

(*e*) In emergencies where employees must work during their regular meal period, employers shall allow the same period as soon as possible or, at any rate, not later than one (1) hour after the meal period.

(*f*) Groceries, butcher shops or grocery-butcher shops, restaurant-groceries, restaurant-butcher shops, biscuit shops, biscuit, fruit and vegetable shops, fruits vegetables and groceries: During the Christmas Holiday period, time may be worked until 9:00 p.m. on the two working days preceding Christmas Eve.

Proviso: Notwithstanding the provisions of the decree, the length of working hours in the commercial establishments shall never constitute a violation of the provisions of the Industrial and Commercial Establishments Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 175), of the decrees enacted under its authority and the regulations made by the authorized municipalities.

IV. *Minimum wage rates:* (*a*) Groceries, butcher shops or grocery-butcher shops, restaurants-groceries, restaurant-grocery-butcher shops, biscuit shops, biscuit-shops and fruit and vegetable shops, fruits vegetables and groceries:

Classification:	*Per week*
Butcher-clerk and buyer	$60.00
Butcher-clerk	50.00

Classification:	*Par semaine*
Apprenti:	
À l'entrée	$31.00
Après six (6) mois	35.00
Après douze (12) mois	40.00
Après dix-huit (18) mois	45.00
Commis épicier, premier commis ou commis en charge	50.00
Apprenti:	
À l'entrée	31.00
Après six (6) mois	35.00
Après douze (12) mois	40.00
Après dix-huit (18) mois	45.00
Livreur avec voiture ou camion:	
À l'entrée	40.00
Après six (6) mois	45.00
Après douze (12) mois	50.00
Caissière d'expérience	40.00
Apprenti-caissière:	
À l'entrée	31.00
Après six (6) mois	35.00
Après douze mois	37.50
Messager (commissionnaire) au dessus de 16 ans	31.00
Employés supplémentaires:	*l'heure*
Commis (homme)	$0.80
Commis (femme)	0.70

b) Tout salarié de seize (16) ans ou moins travaillant mois de trente (30) heures par semaine est considéré comme employé surnuméraire et doit être rémunéré au taux de soixante-quatre cents ($0.64) l'heure.

c) Pour les fins d'application du décret, un mois d'expérience comprend vingt-deux (22) jours de travail.

d) La paye doit se faire chaque semaine, le vendredi, en monnaie légale du Canada, à moins de convention particulière ou contraire. Si le vendredi est un jour chômé, la paye doit se faire la veille.

Les détails suivants doivent être donnée sur ou dans l'enveloppe de paye:

1° Nom et prénom du salarié;

2° Date et période de la paye;

3° Nombre d'heures de travail régulières et supplémentaires;

4° Montant du salaire;

5° Occupation;

6° Cotisation d'assurance-chômage;

7° Cotisation au Comité paritaire;

8° Montant net payé.

V. *Vacances payées: a*) Les employés qui ont moins d'un (1) an de service pour leur employeur à la date des vacances, ou qui le quittent durant l'année, ont droit à 2% du salaire gagné.

b) Tous les employés qui ont travaillé pour leur employeur pendant un (1) an ou plus ont droit à six (6) jours consécutifs de vacances payées.

c) Tous les employés qui ont travaillé pour le même employeur pendant cinq (5) ans ou plus ont droit à deux (2) semaines de vacances payées. La date de cette deuxième semaine de vacances ou partie d'icelle, est fixée par entente entre l'employeur et l'employé.

d) Les employés choisissent la date de leurs vacances par ordre d'ancienneté.

e) Les dimanches et les jours de fêtes mentionnés à l'article V ne doivent pas être considérés comme des jours de vacances payées.

Classification:	*Per week*
Apprentice:	
Starting rate	$31.00
After six (6) months	35.00
After twelve (12) months°°°	40.00
After eighteen (18) months	45.00
Grocery clerk, head clerk or clerk in charge	50.00
Apprentice:	
Starting rate	31.00
After six (6) months	35.00
After twelve (12) months	40.00
After eighteen (18) months	45.00
Delivery man with horse-drawn vehicle or truck:	
Starting rate	40.00
After six (6) months	45.00
After twelve (12) months	50.00
Experienced cashier	40.00
Apprentice-cashier:	
Starting rate	31.00
After six (6) months	35.00
After twelve (12) months	37.50
Messenger (errand boy)	31.00
Extra employees:	*An hour*
Male clerk	$ 0.80
Female clerk	0.70

(*b*) All employees, sixteen (16) years old or less and working less than thirty (30) hours per week are considered as occasional employees and remunerated at the rate of sixty-four cents ($0.64) an hour.

(*c*) For the purpose of enforcing the decree, one month of experience shall mean twenty-two (22) work days.

(*d*) Wages shall be paid on Friday of each week and in Canadian currency unless otherwise stipulated by private agreement. When Friday is a holiday, the pay shall be given on the previous day.

The following particulars shall be given on or in the pay envelope:

1. Employee's name in full;
2. Date and period of pay;
3. Number of regular and overtime hours;
4. Amount of wages;
5. Occupation;
6. Unemployment insurance contribution;
7. Parity Committee dues;
8. Net amount paid.

V. *Vacation with pay:* (*a*) Employees who have less than one (1) year of service for their employer at the date of vacation, or who leave their employer during the year, are entitled to 2% of the earned wages.

(*b*) All employees who have worked for their employer during one (1) calendar year or more are entitled to six (6) consecutive days' vacation with pay.

(*c*) All employees who have worked for the same employer for five (5) years or more are entitled to two (2) weeks' paid vacation. The date of the second week of vacation or part thereof is determined by agreement between the employer and the employee.

(*d*) Employees choose the date of their vacation by order of seniority.

(*e*) Sundays and holidays listed in section V shall not be considered as vacation days with pay.

f) La rémunération pour la période de vacances doit être payée d'avance aux employés.

g) La période donnant droit aux vacances s'étend du 1er mai d'une année au 30 avril de l'année suivante.

VI. *Fêtes chomées et payées:* Les jours suivants sont des jours de fêtes chômés et payés, à condition que l'employé ne s'absente pas sans raison valable le jour de travail ouvrable qui précède ou qui suit immédiatement le jour de congé statutaire: Le Premier Jour de l'An, le 2 janvier, l'Épiphanie, le Vendredi-Saint, Le Saint Jean-Baptiste, la Confédération, Noël et le 26 décembre.

Les jours de fêtes suivants, soit l'Ascension, la Toussaint et l'Immaculée-Conception, les magasins seront ouverts de 12.01 p.m. à 6 p.m. à l'exception que si un de ces jours de fêtes tombe un vendredi, ils demeureront ouverts jusqu'à 9 p.m.

Note: Nonobstant ce, qui précède relativement aux fêtes chômées et payées:

i. Si un ou plusieurs de ces jours de fêtes tombent un dimanche ils ne sont pas rémunérés.

ii. Dans le cas des épiceries, boucheries, épiceries-boucheries, restaurants-épiceries, restaurants-épiceries-boucheries, biscuiteries, biscuiteries et commerce de fruits et légumes, commerce de fruits et légumes et épiceries; le 26 décembre et le 2 janvier ne sont pas chômés dans tous les cas où ceci aurait comme conséquence, la fermeture des magasins une troisième journée consécutive.

iii. Dans tous les cas où un jour de fête et un lundi chômé aurait comme conséquence la fermeture des magasins une troisième journée consécutive, cesdits lundis ne seront pas chômés.

VII. *Uniformes:* Si l'employeur exige le port d'un uniforme, de tabliers ou autres vêtements spéciaux, le coût de louage et de l'entretien sera entièrement payé par l'employeur.

VIII. *Apprentissage: a*) À compter de la date de la mise en vigueur du décret, le nom de tout apprenti ou employé surnuméraire doit être inscrit dans le registre tenu par le Comité Paritaire.

b) Ledit registre doit mentionner le nom, prénom et l'âge et l'adresse de l'apprenti ou de l'employé surnuméraire. Il doit contenir aussi la date du commencement de l'apprentissage et la preuve de continuité de l'entraînement de l'apprenti et de l'employé surnuméraire, le nom et l'adresse de son premier employeur et de tous ses employeurs successifs.

c) Le Comité paritaire doit fournir à chaque apprenti et aux employés surnuméraires, un livre dit « Livret d'Apprentissage » qui doit indiquer les périodes de travail passées au service de chaque employeur. Les employeurs doivent indiquer sous leur signature, les dates de commencement et de cessation de service de l'apprenti ou de l'employé surnuméraire.

IX. *Expérience:* L'employeur doit reconnaître l'expérience acquise et le temps d'apprentissage fait précédemment dans un établissement, et l'employé doit bénéficier des avantages que lui accorde son temps d'apprentissage ou ses années d'expérience dans la même ligne, pourvu que le salarié fournisse un certificat de classification ou une déclaration assermentée attestant la durée de son apprentissage ou de ses services chez tel ou tels employeurs.

X. *Privilèges ou avantages:* Aucune des dispositions du décret ne peut être interprétée de façon à faire perdre aux employés les privilèges ou

(*f*) Vacation pay to employees shall be given in advance.

(*g*) The vacation year shall extend from May 1, of one year to April 30 of the following year.

VI. *Holidays with pay:* The following shall be holidays with pay provided the employee is not absent from work without good reason on the scheduled work day immediately preceding or following the staturory holiday: New Year's Day, January 2, Epiphany, Good Friday, St. Jean Baptiste Day, Canada Day, Christmas Day and December 26.

Stores will be open from 12.01 p.m. to 6:00 p.m. on Ascension Day, all Saints Day and Immaculate Conception Day, save if one of said holidays falls on a Friday when they will remain open till 9:00 p.m.

Note: Notwithstanding the foregoing provisions respecting holidays with pay:

i. When one or more of the above holidays occur on a Sunday they ared not remunerated.

ii. In the cases of groceries, butcher shops, grocery-butcher shops, restaurant-groceries, restaurant-grocery-butcher shops, biscuit shops, biscuit, fruit and vegetables shops, fruits, vegetables and groceries, December 26 and January 2 are not kept as holidays when this would cause the closing of stores for three continuous days.

iii. When a holiday is followed by a Monday kept as a holiday, which would have the effect of closing stores for three continuous days, Monday will not be kept as a holiday.

VII. *Uniforms:* When an employer requires the wearing of uniforms, aprons or other special clothing, the cost of washing and mending is divided equally between the employer and employee.

VIII. *Apprenticeship:* (*a*) As of the effective date of this decree, the name of every apprentice or occasional employee shall be entered in the register kept by the Parity Committee.

(*b*) Said register shall indicate the name in full, age and address of the apprentice or occasional employee. It shall also give the date of coming into apprenticeship and proof of continuity thereof as well as the proof of continuity of training of the apprentice or occasional employee; the name and address of the first employer and of all subsequent employers.

(*c*) The Parity Committee shall give every apprentice or occasional employee a book called "Apprenticeship booklet" which shall mention the periods of work spent with each employer. Employers shall make a duly signed statement of the dates or entering and quitting employment of the apprentice or occasional employee.

IX. *Experience:* The employer shall recognize the experience acquired and the apprenticeship time served previously in an establishment, and the employee shall benefit by all advantages accompanying the time of apprenticeship and the years of employment in the same line, provided they produce a classification certificate or a sworn statement mentioning the duration of their apprenticeship or employment with every employer concerned.

X. *Privileges or advantages:* The provisions of the decree shall not affect the privileges or advantages not mentioned in the decree but to

avantages auxquels ils ont droit présentement, même s'ils ne sont pas stipulés dans le décret.

XI. *Durée du décret:* Le décret entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeurera en vigueur jusqu'au 1er juillet 1967. Il se renouvellera automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une ou l'autre des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit de son intention d'y mettre fin, dans un délai de pas plus de soixante (60) jours ni de moins de trente (30) jours avant l'expiration du terme original ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au ministre du Travail.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoire les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 28 août 1965. 11866-o

Avis de prélèvement

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de la Coiffure de Trois-Rivières, établi en exécution du décret numéro 520(C) du 27 mai 1959 et amendements, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1638 du 19 août 1965, section « D », le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après mentionnés:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er septembre 1965 au 1er septembre 1966; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le décret numéro 520(C) et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de la liste des salaires fixes, commissions, bonis, allocations qu'ils versent à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 520 (C) et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% basée sur une énumération hebdomadaire moyenne de $80.00. Tout employeur ou employeur professionnel qui pratique lui-même l'un ou l'autre des métiers visés par le décret numéro 520 (C), est de plus considéré, aux fins du présent règlement, comme un artisan.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 520 (C) et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leurs salaires fixes, commissions, bonis et allocations.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de

which the employees are now entitled.

XI. *Term of the decree:* The decree shall come into force on the date it is published in the *Quebec Official Gazette* and shall remain in force until July 1, 1967. It shall renew itself automatically from year to year, unless one of the contracting parties notifies the other in writing, within the period extending from the sixtieth (60th) to the thirtieth (30th) day before the original expiration date or of any subsequent date thereof, of its intention to terminate said decree. Such notice shall also be filed with the Minister of Labour.

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, August 28, 1965. 11866-o

Notice of levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the *Comité paritaire de la Coiffure de Trois-Rivières* (established in pursuance of decree number 520(C) of May 27, 1959 and amendments) has been authorized to levy dues on the professional employers, artisans and employees subject to the said decree, according to the following conditions. A by-law, approved by Order in Council number 1638, section "D" of August 19, 1965, authorizes this levy.

1. *Dues*

The contribution period extends from September 1, 1965 to September 1, 1966. It is carried out as follows:

(*a*) Professional employers governed by decree number 520(C) and amendments must pay the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the fixed salaries, commissions, bonuses and allowances paid to their employees subject to the said decree.

(*b*) Artisans governed by the said decree number 520(C) and amendments must turn over to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% based on an average $80.00 a week salary. For the purposes of this by-law, any employer or professional employer who himself plies one or the other trade covered by decree number 520(C) is moreover considered as an artisan.

(*c*) Employees governed by said decree number 520(C) and amendments must turn over to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their fixed salary, commissions, bonuses and allowances.

2. *Collection method*

In order to facilitate the collection of these dues, the Parity Committee supplies professional employers with report forms on which all the

rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

Les artisans doivent également transmettre mensuellement au Comité paritaire les cotisations qu'ils sont tenus de verser audit Comité.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le dixième jour du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles payables au Comité paritaire par ses salariés. Le Comité a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la Convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de la Coiffure de Trois-Rivières, pour la période comprise entre le 1er septembre 1965 et le 1er septembre 1966.

COMITÉ PARITAIRE DE LA COIFFURE DE TROIS-RIVIÈRES

État des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er septembre 1965 et le 1er septembre 1966.

Recettes:	
Cotisations patronales (½ de 1%)	$2,000.00
Cotisations ouvrières (½ de 1%)	2,000.00
Cotisations artisanales	4,000.00
Pénalités et amendes	260.00
Honoraires d'examen	500.00
Divers	400.00
	$9,160.00
Déboursés:	
Salaire du secrétaire	$4,000.00
Salaires du personnel	500.00
Salaires des inspecteurs	500.00
Honoraires: Bureau d'examinateurs	500.00
Loyer et taxes	200.00
Frais judiciaires	300.00
Frais de vérification	100.00
Impression, papeterie, acc. de bureau	200.00
Poste, téléphone, télégramme	800.00
Jetons de présence (membres du comité)	100.00
Frais de déplacements (membres du comité)	900.00
Frais de délégation	1,000.00
Assurance caution	10.00
Dépréciation et ameublement	50.00
	$9,160.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 28 août 1965. 11866-o

information requested by the said Parity Committee should be given. Every month, the professional employer must complete, sign and forward his report to the Parity Committee.

At the end of each week, and on the Committee's behalf, the professional employer must collect this levy by means of a direct deduction from his employees' wages.

Artisans are also obliged to forward the dues due the Parity Committee every month.

The professional employer must forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 10th of the month following the expiry date of the period for which it is required. The professional employer's dues together with those of his employees must accompany the said report. The Committee has the authority to request an attestation of the said report whenever it shall deem it advisable.

The levy imposed by this by-law is payable monthly by the professional employer, the artisan and the employee, without formal notice beforehand.

3. Financial report

In compliance with the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee must submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following set dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st, yearly.

Attached herewith is a statement of estimated receipts and disbursements of the *Comité paritaire de la Coiffure de Trois-Rivières* for the September 1, 1965 to September 1, 1966 period.

COMITÉ PARITAIRE DE LA COIFFURE DE TROIS-RIVIÈRES

Statement of estimated receipts and disbursements for the September 1, 1965 to September 1, 1966 period.

Receipts:	
Employers' dues (½ of 1%)	$2,000.00
Employee's dues (½ of 1%)	2,000.00
Artisans' dues	4,000.00
Penalties and fines	260.00
Examination fees	500.00
Miscellaneous	400.00
	$9,160.00
Disbursements:	
Secretary's salary	$4,000.00
Staff's salary	500.00
Inspectors' salary	500.00
Board of Examiners: fees	500.00
Rent and taxes	200.00
Legal fees	300.00
Auditing of books	100.00
Printing, stationery, office equipment	200.00
Postage, telephone and telegrams	800.00
Attendance tokens (committee members)	100.00
Travelling expenses (committee members)	900.00
Delegation expenses	1,000.00
Fidelity bond	10.00
Depreciation and furniture	50.00
	$9,160.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, August 28, 1965. 11866-o

Avis de prélèvement

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de la Coiffure du district de Hull, établi en exécution du décret numéro 387 du 24 avril 1958, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1638 du 19 août 1965, section « E », le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant les conditions ci-après décrites:

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 1er septembre 1965 au 1er septembre 1966; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par ledit décret numéro 387 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur liste de paye pour les salariés assujettis audit décret.

b) Les artisans régis par ledit décret numéro 387 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% du salaire moyen du compagnon fixé à $50.00 par semaine.

c) Les salariés régis par ledit décret numéro 387 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leur rémunération.

2. *Mode de perception*

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués tous les renseignements exigés par ledit Comité paritaire. L'employeur professionnel doit compléter son rapport, le signer et le faire parvenir au Comité paritaire à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir, à la fin de chaque semaine, au nom du Comité, le prélèvement imposé à ses salariés, au moyen d'une retenue sur le salaire de ces derniers.

L'employeur professionnel doit transmettre son rapport mensuel au Comité paritaire le ou avant le 15 du mois du mois suivant la date d'expiration de la période pour laquelle il est exigible; ledit rapport doit être accompagné de la cotisation de l'employeur professionnel et de celles de ses salariés. Le Comité paritaire a le pouvoir d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

Le prélèvement imposé par le présent règlement est payable mensuellement par l'employeur professionnel, l'artisan et le salarié, sans mise en demeure au préalable.

Sur refus d'un employeur professionnel ou d'un artisan de payer ses cotisations ou de donner les renseignements nécessaires, un avis de cinq (5) jours lui sera donné pour remplir ses obligations envers le Comité paritaire.

3. *Rapport financier*

D'accord avec la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

Notice of levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the *Comité paritaire de la Coiffure du district de Hull* (established in pursuance of decree number 387 of April 24, 1958) has been authorized to levy dues on the professional employers, artisans and employees subject to the said decree, according to the conditions described below. A by-law, approved by Order in Council number 1638 of August 19, 1965, section "E", authorizes this levy.

1. *Dues*

The contribution period extends from September 1, 1965 to September 1, 1966. It is carried out as follows:

(*a*) Professional employers governed by said decree number 387 and amendments must pay the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their payroll for employees subject to the said decree.

(*b*) Artisans governed by said decree number 387 and amendments must turn over to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of a journeyman's average wage of $50.00 a week.

(*c*) Employees governed by said decree number 387 and amendments must turn over to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their wages.

2. *Collection method*

In order to facilitate the collection of these dues, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which all the information requested by the said Parity Committee must be given. Every month, the professional employer must complete, sign and forward his report to the Parity Committee.

At the end of each week and on the Committee's behalf, the professional employer must collect this levy, by means of a direct deduction from his employee's wages.

The professional employer must forward his monthly report to the Parity Committee on or before the 15th of the month following the expiry date of the period for which it is required. The professional employer's dues together with those of his employees must accompany said report. The Committee has the authority to request an attestation of the said report whenever it shall deem it advisable.

The levy imposed by this by-law is payable monthly by the professional employer and the employee, without formal notice beforehand.

Should a professional employer refuse to pay his dues or supply necessary information, he will be given five (5) days' notice so that he may fulfil his obligations towards the Parity Committee.

3. *Financial report*

In compliance with the Collective Agreement Act, the Parity Committee must submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following set dates: March 31, June 30, September 30 and December 31 yearly.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de la Coiffure du district de Hull, pour la période comprise entre le 1er septembre 1965 et le 1er septembre 1966.

COMITÉ PARITAIRE DE LA COIFFURE DU DISTRICT DE HULL

Etat des recettes et des déboursés probables pour la période comprise entre le 1er septembre 1965 et le 1er septembre 1966.

Recettes:

Cotisations (½ de 1%)	
Patronales	$1,512.00
Ouvrières	1,512.00
Artisanales	1,551.00
Cours de formation	1,200.00
	$5,775.00

Déboursés:

Salaire du secrétaire-trésorier	$ 700.00
Salaires du personnel	150.00
Salaires des inspecteurs	250.00
Frais d'inspection	900.00
Frais judiciaires	150.00
Frais de vérification	200.00
Impression, papeterie, acc. de bureau	650.00
Poste, téléphone, télégramme	250.00
Abonnement et publicité	150.00
Jetons de présence (membres du comité)	900.00
Frais de déplacements (membres du comité)	225.00
Frais de délégation	600.00
Frais d'affiliation	25.00
Cours de formation	600.00
Assurance caution	10.00
Divers	15.00
	$5,775.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 28 août 1965. 11866-o

Avis de prélèvement

L'honorable Carrier Fortin, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité Conjoint des Matériaux de construction, établi en exécution du décret numéro 2203 du 6 décembre 1960 et amendements, chargé de l'application du décret numéro 790 du 8 mai 1962, relatif à l'Industrie du Fer et du Bronze d'ornementation dans la région de Montréal, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1638 du 19 août 1965, section « F », le tout d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels, des artisans et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés;

1. *Cotisation*

La période de cotisation s'étend du 31 août 1965 au 31 août 1966; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels assujettis audit décret numéro 790 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% des salaires fixes, commissions,

Attached herewith is a statement of estimated receipts and disbursements of the *Comité paritaire de la Coiffure du district de Hull*, for the September 1, 1965 to September 1, 1966 period.

COMITÉ PARITAIRE DE LA COIFFURE DU DISTRICT DE HULL

Statement of estimated receipts and disbursements for the September 1, 1965 to September 1, 1966 period.

Receipts:

Dues (½ of 1%)	
Employers	$1,512.00
Employees	1,512.00
Artisans	1,551.00
Training courses	1,200.00
	$5,775.00

Disbursements:

Secretary-treasurer's salary	$ 700.00
Staff salaries	150.00
Inspectors' salaries	250.00
Inspection expenses	900.00
Legal fees	150.00
Auditing of books	200.00
Printing, stationery and office equipment	650.00
Postage, telephone and telegrams	250.00
Advertising	150.00
Attendance tokens (committee members)	900.00
Travelling expenses (committee members)	225.00
Delegation expenses	600.00
Affiliation fees	25.00
Training courses	600.00
Fidelity bond	10.00
Miscellaneous expenses	15.00
	$5,775.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, August 28, 1965. 11866-o

Notice of levy

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Carrier Fortin, Minister of Labour, hereby gives notice that the Building Materials Joint Committee (established in pursuance of decree number 2203 of December 6, 1960 and amendments and charged with the application of decree number 790 of May 8, 1962, respecting the Ornamental Iron and Bronze industry, Montreal region) has been authorized to levy dues on the professional employers, artisans and employees subject to the said decree, according to the following conditions. A by-law, approved by Order in Council number 1638, section "F", of August 19, 1965, authorizes this levy.

1. *Dues*

The contribution period extends from August 31, 1965 to August 31, 1966. It is carried out as follows:

(*a*) Professional employers governed by said decree number 790 and amendments must pay the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the fixed salaries, commissions,

bonis ou allocations payés à leurs salariés assujettis audit décret.

b) Tous les artisans assujettis au décret numéro 790 et amendements doivent également verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% des salaires qu'ils ont gagnés dans l'exécution de travaux assujettis audit décret.

c) Les salariés assujettis audit décret numéro 790 et amendements doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à ½ de 1% de leurs salaires fixes, commissions, bonis et allocations.

2. *Mode de perception*

Afin de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire doit mettre à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport sur lesquelles doivent être indiqués les heures de travail, l'argent perçu durant la semaine et les sommes versées au Comité paritaire. L'employeur professionnel doit remplir ces formules et les retourner au Comité paritaire, à chaque mois.

L'employeur professionnel doit percevoir à la fin ce chaque semaine, à même le salaire de chacun de ses salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ce Comité a le droit d'exiger l'assermentation dudit rapport chaque fois qu'il le juge à propos.

3. *Rapport financier*

D'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, le Comité paritaire doit présenter un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre de chaque année.

L'estimé des recettes et des déboursés pour la mise à exécution du décret numéro 790, relatif à l'industrie du Fer et du Bronze d'ornementation, était inclus dans la requête présentée par le Comité Conjoint des Matériaux de construction pour la période s'étendant entre le 1er mars 1965 et le 1er mars 1966.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 28 août 1965. 11866-o

(b) All artisans subject to decree number 790 and amendments must also turn over to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of the wages earned during the performance of work covered by the said decree.

(c) Employees subject to said decree number 790 and amendments must turn over to the Parity Committee an amount equivalent to ½ of 1% of their fixed salaries, commissions, bonuses and allowances.

2. *Collection method*

In order to facilitate the collection of these dues, the Parity Committee supplies the professional employers with report forms on which the following details are given: hours of work, amounts collected during the period and amounts turned over to the Parity Committee. Every month, the professional employer must see that these forms be completed and returned to the Parity Committee.

Each pay period, by means of a direct deduction from his employee's wages, the professional employer must collect the amounts due the Parity Committee.

The professional employer's report must be signed before being forwarded to the Parity Committee. The Committee has the authority to request an attestation of the said report whenever it shall deem it advisable.

3. *Financial report*

In compliance with the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee must submit a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour on the following set dates: March 31, June 30, September 30 and December 31, yearly.

The estimated receipts and disbursements required for the application of decree number 790 (Ornamental Iron and Bronze industry) were included in the petition presented by the Building Materials Joint Committee for the March 1, 1965 to March 1, 1966 period.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, August 28, 1965. 11866-o

Proclamations

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

PAUL COMTOIS

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada, et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

Le Sous-procureur général adjoint, JACQUES LAPOINTE.

ATTENDU qu'en vertu de l'article 318 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refon-

Proclamations

Canada,
Province of Quebec.
[L. S.]

PAUL COMTOIS

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the faith.

To all to whom these present letters shall come or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

JACQUES LAPOINTE, *Assistant Deputy Attorney General.*

WHEREAS pursuant to section 318 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes, 1941,

dus, 1941, chapitre 15), il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'abolir, par proclamation, toute Cour de magistrat qu'il juge à propos, et qu'à dater du jour fixer à cet effet dans la proclamation, la Cour cesse d'être tenue;

ATTENDU QU'il est dans l'intérêt de la bonne administration de la justice que la Cour de magistrat du comté de Huntingdon soit abolie.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1598, en date du 11 août 1965, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons l'abolition de la Cour de magistrat, pour le comté de Huntingdon, à compter du 30 août 1965;

QUE, conformément à l'article 319 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1941, chapitre 15), tous les dossiers, registres, documents et archives de la Cour de magistrat pour le comté de Huntingdon soient transmis, sans délai, au greffe de la Cour de magistrat pour le district judiciaire de Beauharnois, à Valleyfield, pour faire partie des archives de cette Cour de magistrat.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable PAUL COMTOIS, C.P., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce dix-neuvième jour d'août en l'année mil neuf cent soixante-cinq de l'ère chrétienne et de Notre Règne la quatorzième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

PAUL COMTOIS

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

Le Sous-procureur général adjoint,
JACQUES LAPOINTE.

ATTENDU qu'en vertu de l'article 67 de la loi 13-14 Elizabeth II, chapitre 84, loi modifiant la charte de la ville de Montréal, les articles 58 à 61 entrent en vigueur à la date fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil;

ATTENDU qu'il y a lieu de fixer la date de l'entrée en vigueur des articles 58 à 61 de ladite loi, au premier août 1965 et de décréter l'émission d'une proclamation à cet effet.

À ces causes, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 1597, en date du 11 août 1965,

chapter 15), the Lieutenant-Governor in Council may, by proclamation, abolish any Magistrate's Court he may deem proper; and, from and after the day fixed by such proclamation, the court shall no longer be held;

WHEREAS it is in the interest of the good administration of justice that the Magistrate's Court for the county of Huntingdon be abolished.

THEREOF, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 1598, dated August 11, 1965, We have decreed and ordered and do hereby decree and order the abolition of the Magistrate's Court for the county of Huntingdon, from and after August 30, 1965;

THAT pursuant to section 319 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes, 1941, chapter 15), all the records, registers, documents and archives of the Magistrate's Court for the county of Huntingdon be transferred, without delay, to the office of the clerk of the Magistrate's Court for the judicial district of Beauharnois, in Valleyfield, to form part of the archives of said Magistrate's Court.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable PAUL COMTOIS, P.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given at Our Parliament Buildings, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this nineteenth day of August in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-five and in the fourteenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826

Canada,
Province of Quebec.
[L. S.]

PAUL COMTOIS

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these present letters shall come, or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

JACQUES LAPOINTE,
Assistant Deputy Attorney General.

WHEREAS, under section 67 of Act 13-14 Elizabeth II, chapter 84, an act amending the charter of the City of Montreal, sections 58 to 61 will be put into effect on the date fixed by the proclamation of the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS it is expedient to fix the date of the putting into effect of sections 58 to 61 of the said act, on the first of August, 1965, and to enact the issuance of a proclamation to this effect.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 1597, dated August 11, 1965,

Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons qu'une proclamation soit émise, fixant au premier août 1965 la date de l'entrée en vigueur des articles 58 à 61 de la loi 13-14 Elizabeth II, chapitre 84, loi modifiant la charte de Montréal.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable PAUL COMTOIS, C.P., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce dix-neuvième jour d'août en l'année mil neuf cent soixante-cinq de l'ère chrétienne et de Notre Règne la quatorzième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11826-o

We have decreed and ordered and, by the presents, decree and order that a proclamation be issued, fixing the first day of August, 1965, for the date of the putting into effect sections 58 to 61 of Act 13-14 Elizabeth II, chapter 84, an act amending the charter of Montreal.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects, and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF. We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable PAUL COMTOIS, P.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given at Our Parliament Buildings in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this nineteenth day of August, in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-five and in the fourteenth year of Our Reign.

By command,

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11826-o

Régie des Marchés Agricoles du Québec

Plan conjoint des producteurs de bois de la région de Labelle

Avis

Le référendum tenu en marge de la demande d'approbation de plan conjoint des producturs de bois de la région de Labelle se faisant par la poste, la Régie a dû en reporter le dépouillement à cause de l'interruption du courrier régulier.

Les membres de la Régie ont, en conséquence, décidé que le dépouillement de ce scrutin, qui devait avoir lieu le 6 août 1965, aura lieu à ses bureaux de Montréal, 201 est, Boul. Crémazie, (3ième étage), le 10 septembre 1965, à 2.30 hres p.m.

Monréal, ce 18e jour d'août 1965.

Le Président,
NOLASQUE APRIL.
Le Secrétaire,
GILLES PRÉGENT.

11922-o

Quebec Agricultural Marketing Board

Joint plan of wood producers of the region of Labelle

Notice

The referendum held in connection with the request for approval of the joint plan of wood producers of the region of Labelle having been sent by mail, the Board has been obliged to delay the counting because of the interruption in the regular mail service.

The members of the Board have, therefore, decided that the counting of the ballots which was to have taken place on August 6, 1965, will take place in its offices in Montreal, 201 Crémazie Blvd. East, (3rd floor), on September 10, 1965, at 2:30 o'clock p.m.

Montreal, this 18th day of August, 1965.

NOLASQUE APRIL,
President.
GILLES PRÉGENT,
Secretary.

11922

Soumissions

Municipalité de Grande-Ile
Comté de Beauharnois

Avis de correction

Veuillez noter que dans l'avis de demande de soumissions, pour une émission de $87,500 d'obligations, publié à la page 4513 de la *Gazette officielle* du 21 août 1965, la limite supérieure du taux d'intérêt devrait se lire 6%, et non pas 5¾%.

Grande-Ile, ce 24 août 1965.

Le Secrétaire-trésorier,
JEAN-CLAUDE DUPUIS.

196, Boul. Bord-de-l'Eau,
Grande-Ile, (Valleyfield),
Comté de Beauharnois, P.Q. 11923-o

Tenders

Municipality of Grande-Ile
County of Beauharnois

Notice of correction

Kindly note that in the notice of call for tenders for an issue of $87,500 of bonds, published on page 4513 of the *Official Gazette* of August 21, 1965, the upper interest rate limit should read 6%, and not 5¾%.

Grande-Ile, August 24, 1965.

JEAN-CLAUDE DUPUIS,
Secretary-Treasurer.

196, Bord-de-l'Eau Blvd.,
Grande-Ile, (Valleyfield),
County of Beauharnois, P.Q. 11923-o

Municipalité de St-Donat
Comté de Montcalm

Avis de correction

Veuillez noter que dans l'avis de demande de soumissions, pour une émission de $64,000 d'obligations, publié à la page 4512 de la *Gazette officielle* du 21 août 1965, la limite supérieure du taux d'intérêt devrait se lire 6%, et non pas 5¾%.

St-Donat, ce 24 août 1965.

Le Secrétaire-trésorier,
JULES ST-GEORGES.

C.P. 28, St-Donat, (Montcalm), P.Q. 11923-o

Les commissaires d'écoles pour la municipalité du Village de Ste-Dorothée
Comté de Laval

Avis de correction

Veuillez noter que dans l'avis de demande de soumissions, pour une émission de $365,000 d'obligations, publié à la page 4297 de la *Gazette officielle* du 14 août 1965, la limite supérieure du taux d'intérêt devrait se lire 6%, et non pas 5¾%.

Ste-Dorothée, ce 24 août 1965.

Le Secrétaire-trésorier,
GUY BIGRAS.

950, rue Gravel,
Ste-Dorothée, (Laval), P.Q. 11923-o

Village de Ste-Madeleine
Comté de St-Hyacinthe

Avis de correction

Veuillez noter que dans l'avis de demande de soumissions, pour une émission de $200,000 d'obligations, publié à la page 4298 de la *Gazette officielle* du 14 août 1965, la limite supérieure du taux d'intérêt devrait se lire 6% et non pas 5¾%.

Ste-Madeleine, ce 24 août 1965.

Le Secrétaire-trésorier,
A.-R. DEMERS.

925, rue St-Simon,
Ste-Madeleine, (St-Hyacinthe), P.Q. 11923-o

Ville de Princeville
Comté d'Arthabaska

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné Georges Crête, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, rue St-Jacques, Princeville, comté d'Arthabaska, jusqu'à 8 heures p.m., jeudi, le 16 septembre 1965, pour l'achat de $180,000 d'obligations de la ville de Princeville, comté d'Arthabaska, datées du 1er octobre 1965 et remboursables par séries du 1er octobre 1966 au 1er octobre 1985 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 5¾%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 227 — $180,000 — aqueduc.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er octobre 1965.

Tableau d'amortissement — $180,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er octobre 1966	$ 5,000
1er octobre 1967	5,000
1er octobre 1968	5,500

Municipality of St-Donat
County of Montcalm

Notice of correction

Kindly note that in the notice of call for tenders for an issue of $64,000 of bonds, published on page 4512 of the *Official Gazette* of August 21, 1965, the upper interest rate limit should read 6%, and not 5¾%.

St-Donat, August 24, 1965.

JULES ST-GEORGES,
Secretary-Treasurer.

C.P. 28, St-Donat, (Montcalm), P.Q. 11923-o

The School Commissioners for the municipality of the Village of Ste-Dorothée
County of Laval

Notice of correction

Kindly note that in the notice of call for tenders for an issue of $365,000 of bonds, published on page 4297 of the *Official Gazette* of August 14, 1965, the upper interest rate limit should read 6%, and not 5¾%.

Ste-Dorothée, August 24, 1965.

GUY BIGRAS,
Secretary-Treasurer.

950, Gravel Street,
Ste-Dorothée, (Laval), P.Q. 11923-o

Village of Ste-Madeleine
County of St-Hyacinthe

Notice of correction

Kindly note that in the notice of call for tenders for an issue of $200,000 of bonds, published on page 4298 of the *Official Gazette* of August 14, 1965, the upper interest rate limit should read 6%, and not 5¾%.

Ste-Madeleine, August 24, 1965.

A.-R. DEMERS,
Secretary-Treasurer.

925, St-Simon Street,
Ste-Madeleine, (St-Hyacinthe), P.Q. 11923-o

Town of Princeville
County of Arthabaska

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Georges Crête, secretary-treasurer, Town Hall, St-James Street, Princeville, county of Arthabaska, until 8:00 o'clock p.m., Thursday, September 16, 1965, for the purchase of an issue of $180,000 of bonds for the town of Princeville, county of Arthabaska, dated October 1, 1965, and redeemable serially from October 1, 1966 to October 1, 1985 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 5¾%, payable semi-annually on April 1 and October 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 227 — $180,000 — aqueduct.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from October 1, 1965.

Table of redemption — $180,000 — 20 years

Year	*Capital*
October 1, 1966	$ 5,000
October 1, 1967	5,000
October 1, 1968	5,500

1er octobre 1969	$ 6,000
1er octobre 1970	6,000
1er octobre 1971	6,500
1er octobre 1972	7,000
1er octobre 1973	7,500
1er octobre 1974	8,000
1er octobre 1975	8,000
1er octobre 1976	8,500
1er octobre 1977	9,500
1er octobre 1978	10,000
1er octobre 1979	10,500
1er octobre 1980	11,000
1er octobre 1981	11,500
1er octobre 1982	12,500
1er octobre 1983	13,000
1er octobre 1984	14,000
1er octobre 1985	15,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Princeville.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue jeudi, le 16 septembre 1965, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, rue St-Jacques, Princeville, comté d'Arthabaska.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Princeville, (Comté d'Arthabaska), ce 23 août 1965.

Le Secrétaire-trésorier,
GEORGES CRÊTE.

Hôtel de Ville, rue St-Jacques,
Princeville, (Arthabaska), P.Q.
Téléphone: 364-5179, code 819. 11892-o

October 1, 1969	$ 6,000
October 1, 1970	6,000
October 1, 1971	6,500
October 1, 1972	7,000
October 1, 1973	7,500
October 1, 1974	8,000
October 1, 1975	8,000
October 1, 1976	8,500
October 1, 1977	9,500
October 1, 1978	10,000
October 1, 1979	10,500
October 1, 1980	11,000
October 1, 1981	11,500
October 1, 1982	12,500
October 1, 1983	13,000
October 1, 1984	14,000
October 1, 1985	15,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Princeville.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Thursday, September 16, 1965, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, St-James Street, Princeville, county of Arthabaska.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Princeville, (County of Arthabaska), August 23, 1965.

GEORGES CRÊTE,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, St-James Street,
Princeville, (Arthabaska), P.Q.
Telephone: 364-5179, code 819. 11892

Cité de Lauzon
Comté de Lévis

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Maurice Lepage, greffier, Hôtel de Ville, 300, rue St-Joseph, Lauzon, comté de Lévis, jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 14 septembre 1965, pour l'achat de $210,000 d'obligations de la cité de Lauzon, comté de Lévis, datées du 1er octobre 1965 et remboursables par séries du 1er octobre 1966 au 1er octobre 1980 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 5¾% payable semi-annuellement les 1er et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 424 — $125,000 — achat de terrains pour parc industriel; 435 — $85,000 — aqueduc et égouts.

City of Lauzon
County of Levis

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Maurice Lepage, city clerk, City Hall, 300 St-Joseph Street, Lauzon, county of Levis, until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, September 14, 1965, for the purchase of an issue of $210,000 of bonds for the city of Lauzon, county of Levis, dated October 1, 1965, and redeemable serially from October 1, 1966 to October 1, 1980 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 5¾%, payable semi-annually on April 1 and October 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos.: 424 — $125,000 — buying of land for industrial park; 435 — $85,000 — aqueduct and sewers.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er octobre 1965.

Tableau d'amortissement — $210,000 — 15 ans

Année	*Capital*
1er octobre 1966	$12,000
1er octobre 1967	12,000
1er octobre 1968	12,000
1er octobre 1969	12,000
1er octobre 1970	12,000
1er octobre 1971	14,500
1er octobre 1972	14,500
1er octobre 1973	14,500
1er octobre 1974	14,500
1er octobre 1975	14,500
1er octobre 1976	15,500
1er octobre 1977	15,500
1er octobre 1978	15,500
1er octobre 1979	15,500
1er octobre 1980	15,500

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Lauzon.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 14 septembre 1965, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 300, rue St-Joseph, Lauzon, comté de Lévis.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Lauzon, (Comté de Lévis), ce 20 août 1965.

Le Greffier,
MAURICE LEPAGE.

Hôtel de Ville, 300, rue St-Joseph,
Lauzon, (Lévis), P.Q.
Téléphone: 837-5801, code 418. 11891-o

Municipalité de Ste-Adèle
Comté de Terrebonne

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Gaston Deschamps, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, Boul. Ste-Adèle, Ste-Adèle, comté de Terrebonne, jusqu'à 7.30 heurse p.m., lundi, le 13 septembre 1965, pour l'achat de $216,500 d'obligations de la municipalité de Ste-Adèle, comté de Terrebonne, datées du 1er octobre 1965 et remboursables par séries du 1er octobre 1966 au 1er octobre 1985 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 4-1949 — $115,500 — renouvellement; 57 — $12,500 — renouvellement; 82-

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from October 1, 1965.

Table of redemption — $210,000 — 15 years

Year	*Capital*
October 1, 1966	$12,000
October 1, 1967	12,000
October 1, 1968	12,000
October 1, 1969	12,000
October 1, 1970	12,000
October 1, 1971	14,500
October 1, 1972	14,500
October 1, 1973	14,500
October 1, 1974	14,500
October 1, 1975	14,500
October 1, 1976	15,500
October 1, 1977	15,500
October 1, 1978	15,500
October 1, 1979	15,500
October 1, 1980	15,500

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table only, and that offers for short term bonds shall not be taken into consideration.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Lauzon.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure as well as the head office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, September 14, 1965, at 8:00 o'clock p.m., at City Hall, 300 St-Joseph Street, Lauzon, county of Levis.

The council is not bound to accept the highest or any of the tenders.

Lauzon, (County of Levis), August 20, 1965.

MAURICE LEPAGE,
City Clerk.

City Hall, 300 St-Joseph Street,
Lauzon, (Levis), P.Q.
Telephone: 837-5801, code 418. 11891

Municipality of Ste-Adèle
County of Terrebonne

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Gaston Deschamps, secretary-treasurer, City Hall, Ste-Adèle Boulevard, Ste-Adèle, county of Terrebonne, until 7:30 o'clock p.m. Monday, September 13, 1965, for the purchase of an issue of $216,500 of bonds for the municipality of Ste-Adèle, county of Terrebonne, dated October 1, 1965, and redeemable serially from October 1, 1966 to October 1, 1985 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on October 1 and April 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos: 4-1949 — $115,500 — renewed; 57 — $12,500 — renewed; 82-1965 — $25,000 —

1965 — $25,000 — parc de stationnement; 96 — $63,500 — aqueduc.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er octobre 1965.

Tableau d'amortissement — $216,500 — 20 ans

Année	*Capital*
1er octobre 1966	$ 6,000
1er octobre 1967	6,000
1er octobre 1968	6,500
1er octobre 1969	8,000
1er octobre 1970	8,000
1er octobre 1971	8,000
1er octobre 1972	8,500
1er octobre 1973	9,500
1er octobre 1974	9,500
1er octobre 1975	10,000
1er octobre 1976	7,000
1er octobre 1977	7,000
1er octobre 1978	7,500
1er octobre 1979	7,500
1er octobre 1980	7,000
1er octobre 1981	7,500
1er octobre 1982	7,500
1er octobre 1983	7,500
1er octobre 1984	8,500
1er octobre 1985	69,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Adèle.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la Province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 13 septembre 1965, à 7.30 heures du soir, Hôtel de ville, Boul. St-Adèle, Ste-Adèle, comté de Terrebonne.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Adèle, (Comté de Terrebonne), ce 19 août 1965.

Le Secrétaire-trésorier,
GASTON DESCHAMPS.

Hôtel de ville, Boul. Ste-Adèle,
Ste-Adèle, (Terrebonne), P.Q.
Téléphone: 229-3092, code 514. 11893-o

parking park; 96 — $63,500 — aqueduct.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from October 1, 1965.

Table of redemption — $216,500 — 20 years

Year	*Capital*
October 1, 1966	$6,000
October 1, 1967	6,000
October 1, 1968	6,500
October 1, 1969	8,000
October 1, 1970	8,000
October 1, 1971	8,000
October 1, 1972	8,500
October 1, 1973	9,500
October 1, 1974	9,500
October 1, 1975	10,000
October 1, 1976	7,000
October 1, 1977	7,000
October 1, 1978	7,500
October 1, 1979	7,500
October 1, 1980	7,000
October 1, 1981	7,500
October 1, 1982	7,500
October 1, 1983	7,500
October 1, 1984	8,500
October 1, 1985	69,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Ste-Adèle.

Capital and interest are payable at all the branches, in the Province of Quebec, of the bank whose name is mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, September 13, 1965, at 7:30 o'clock p.m., at City Hall, Ste-Adèle Boulevard, county of Terrebonne.

The council is not bound to accept the highest or any of the tenders.

Ste-Adèle (County of Terrebonne), August 19, 1965.

GASTON DESCHAMPS,
Secretary-Treasurer.

City Hall, Ste-Adèle Boulevard,
Ste-Adèle, (Terrebonne), P.Q.
Telephone: 229-3092, code 514 11893

Village de Lavaltrie
Comté de Berthier

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Charles Martineau, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, 1001, rue Notre-Dame, Lavaltrie, comté de Berthier, jusqu'à 8 heures p.m., mercredi, le 15 septembre 1965, pour l'achat de $137,000 d'obligations du village de Lavaltrie, comté de Berthier, datées du 1er octobre 1965 et remboursables par séries du 1er octobre 1966 au 1er octobre 1985 inclusivement, avec intérêt à un

Village of Lavaltrie
County of Berthier

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned, Charles Martineau, secretary-treasurer, City Hall, 1001 Notre-Dame Street, Lavaltrie, county of Berthier, until 8:00 o'clock p.m. Wednesday, September 15, 1965, for the purchase of an issue of $137,000 of bonds for the village of Lavaltrie, dated October 1, 1965, and redeemable serially from October 1, 1966 to October 1, 1985 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor

taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 72 — $100,000 — usine de filtration; 73 — $23,000 — voirie; 75 — $2,700 — aqueduc et égouts; 80 — $11,300 — aqueduc et égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er octobre 1965.

Tableau d'amortissement — $137,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er octobre 1966	$ 1,500
1er octobre 1967	2,000
1er octobre 1968	2,000
1er octobre 1969	2,000
1er octobre 1970	2,000
1er octobre 1971	2,000
1er octobre 1972	3,000
1er octobre 1973	3,000
1er octobre 1974	3,000
1er octobre 1975	3,000
1er octobre 1976	3,500
1er octobre 1977	3,500
1er octobre 1978	3,500
1er octobre 1979	3,500
1er octobre 1980	4,000
1er octobre 1981	4,000
1er octobre 1982	4,000
1er octobre 1983	5,000
1er octobre 1984	5,000
1er octobre 1985	77,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Lavaltrie.

Le caital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la Province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 15 septembre 1965, à 8 heures du soir, à la salle du Collège J.-C. Chaussé, 41, rue St-Antoine, Lavaltrie, comté de Berthier.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Lavaltrie, (Comté de Berthier), ce 24 août 1965.

Le Secrétaire-trésorier,
CHARLES MARTINEAU.

Hôtel de Ville,
1001, rue Notre-Dame, C.P. 240,
Lavaltrie, (Berthier), P.Q.,
Téléphone: 266-1043, code 514. 11924-o

Municipalité de Paspébiac

Comté de Bonaventure

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Sou-

more than 6%, payable semi-annually on April 1 and October 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos: 72 — $100,000 — filtration factory; 73 — $23,000 — roads; 75 — $2,700 — aqueduct and sewers; 80 — $11,300 — aqueduct and sewers.

For adjudication only, interest shall be calculated as from October 1, 1965.

Table of redemption — $137,000 — 20 years

Year	*Capital*
October 1, 1966	$ 1,500
October 1, 1967	2,000
October 1, 1968	2,000
October 1, 1969	2,000
October 1, 1970	2,000
October 1, 1971	2,000
October 1, 1972	3,000
October 1, 1973	3,000
October 1, 1974	3,000
October 1, 1975	3,000
October 1, 1976	3,500
October 1, 1977	3,500
October 1, 1978	3,500
October 1, 1979	3,500
October 1, 1980	4,000
October 1, 1981	4,000
October 1, 1982	4,000
October 1, 1983	5,000
October 1, 1984	5,000
October 1, 1985	77,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Lavaltrie.

Capital and interest are payable at all the branches, in the Province of Quebec, of the bank whose name is mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Wednesday, September 15, 1965, at 8:00 o'clock p.m., at the hall of J.-C. Chaussé College, 41 St-Antoine Street, Lavaltrie, county of Berthier.

The council is not bound to accept the highest or any of the tenders.

Lavaltrie, (County of Berthier), August 24, 1965.

CHARLES MARTINEAU,
Secretary-Treasurer.

City Hall,
1001 Notre-Dame Street, P.O.B. 240,
Lavaltrie, (Berthier), P.Q.,
Telephone: 266-1043, code 514. 11924

Municipality of Paspébiac

County of Bonaventure

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be

missions pour obligations » seront reçues par le soussigné Ludger Loisel, secrétaire-trésorier, Case Postale 66, Paspébiac, comté de Bonaventure, P.Q., jusqu'à 8.30 heures du soir, lundi, le 13 septembre 1965, pour l'achat de $100,000 d'obligations de la municipalité de Paspébiac, comté de Bonaventure, datées du 1er octobre 1965 et remboursables par séries du 1er octobre 1966 au 1er octobre 1985 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5% ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 35 — $100,000 — aqueduc, égouts et protection contre incendie.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er octobre 1965.

Tableau d'amortissement — $100,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er octobre 1966	$ 1,000
1er octobre 1967	1,500
1er octobre 1968	1,500
1er octobre 1969	1,500
1er octobre 1970	1,500
1er octobre 1971	1,500
1er octobre 1972	2,000
1er octobre 1973	2,000
1er octobre 1974	2,000
1er octobre 1975	2,000
1er octobre 1976	2,500
1er octobre 1977	2,500
1er octobre 1978	2,500
1er octobre 1979	2,500
1er octobre 1980	3,000
1er octobre 1981	3,000
1er octobre 1982	3,000
1er octobre 1983	3,500
1er octobre 1984	3,500
1er octobre 1985	57,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Paspébiac.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 13 septembre 1965, à 8.30 heures du soir, à la Salle municipale, Paspébiac, comté de Bonaventure, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Paspébiac, (Comté de Bonaventure), ce 24 août 1965.

Le Secrétaire-trésorier,
LUDGER LOISEL.

C.P. 66, Paspébiac, (Bonaventure), P.Q.
Téléphone: 455. 11925-o

received by the undersigned Ludger Loisel, secretary-treasurer, Post Office Box 66, Paspébiac, county of Bonaventure, P.Q., until 8:30 o'clock p.m. Monday, September 13, 1965, for the purchase of an issue of $100,000 of bonds for the municipality of Paspébiac, county of Bonaventure, dated October 1, 1965, and redeemable serially from October 1, 1966 to October 1, 1985 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on April 1 and October 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 35 — $100,000 — aqueduct, sewers and protection against fire.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from October 1, 1965.

Table of redemotion — $100,000 — 20 years

Year	*Capital*
October 1, 1966	$ 1,000
October 1, 1967	1,500
October 1, 1968	1,500
October 1, 1969	1,500
October 1, 1970	1,500
October 1, 1971	1,500
October 1, 1972	2,000
October 1, 1973	2,000
October 1, 1974	2,000
October 1, 1975	2,000
October 1, 1976	2,500
October 1, 1977	2,500
October 1, 1978	2,500
October 1, 1979	2,500
October 1, 1980	3,000
October 1, 1981	3,000
October 1, 1982	3,000
October 1, 1983	3,500
October 1, 1984	3,500
October 1, 1985	57,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Paspébiac.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, September 13, 1965, at 8:30 o'clock p.m., at the Municipal Hall, Paspébiac, county of Bonaventure, P.Q.

The council is not bound to accept the highest or any of the tenders.

Paspébiac, (County of Bonaventure), August 24, 1965.

LUDGER LOISEL,
Secretary-Treasurer.

P.O.B. 66, Paspébiac, (Bonaventure), P.Q.
Telephone: 455 11925

Ville de Pincourt
Comté de Vaudreuil-Soulanges

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le sousigné Marcel Guérin, secrétaire-trésorier, jusqu'à 5 heures p.m., 161 Boul. Duhamel, Pincourt, et par après jusqu'à 8 heures p.m., École N.-D.-de-Lorette, Pincourt, mercredi, le 15 septembre 1965, pour l'achat de $456,000 d'obligations de la ville de Pincourt, comté de Vaudreuil-Soulanges, datées du 1er octobre 1965 et remboursables par séries du 1er octobre 1966 au 1er octobre 1985 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 196 — $31,000 — aqueduc et égouts; 197 — $425,000 — aqueduc et égouts.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er octobre 1965.

Tableau d'amortissement — $456,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er octobre 1966	$ 5,500
1er octobre 1967	6,000
1er octobre 1968	6,500
1er octobre 1969	7,000
1er octobre 1970	7,500
1er octobre 1971	7,500
1er octobre 1972	8,000
1er octobre 1973	8,500
1er octobre 1974	9,000
1er octobre 1975	9,500
1er octobre 1976	10,000
1er octobre 1977	10,500
1er octobre 1978	11,000
1er octobre 1979	12,500
1er octobre 1980	13,000
1er octobre 1981	14,000
1er octobre 1982	14,500
1er octobre 1983	15,500
1er octobre 1984	16,500
1er octobre 1985	263,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Dorion.

Le capital et les intérêt sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 15 septembre 1965, à 8 heures du soir, en l'École Notre-Dame-de-Lorette, rue Lussier, Pincourt, comté de Vaudreuil-Soulanges.

Town of Pincourt
County of Vaudreuil-Soulanges

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Marcel Guérin, secretary-treasurer, until 5:00 o'clock p.m., 161 Duhamel Blvd., Pincourt, and then until 8:00 o'clock p.m., N.-D.-de-Lorette School, Pincourt, Wednesday, September 15, 1965, for the purchase of an issue of $456,000 of bonds for the town of Pincourt, county of Vaudreuil-Soulanges, dated October 1, 1965, and redeemable serially from October 1, 1966 to October 1, 1985 inclusively, with interest at a rate not less than 5%, nor more than 6%, payable semi-annually on April 1 and October 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos. 196 — $31,000 — aqueduct and sewers; 197 — $425,000 — aqueduct and sewers.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from October 1, 1965.

Table of redemption — $456,000 — 20 Years

Year	*Capital*
October 1, 1966	$ 5,500
October 1, 1967	6,000
October 1, 1968	6,500
October 1, 1969	7,000
October 1, 1970	7,500
October 1, 1971	7,500
October 1, 1972	8,000
October 1, 1973	8,500
October 1, 1974	9,000
October 1, 1975	9,500
October 1, 1976	10,000
October 1, 1977	10,500
October 1, 1978	11,000
October 1, 1979	12,500
October 1, 1980	13,000
October 1, 1981	14,000
October 1, 1982	14,500
October 1, 1983	15,500
October 1, 1984	16,500
October 1, 1985	263,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Dorion.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Wednesday, September 15, 1965, at 8:00 o'clock p.m., in Notre-Dame-de-Lorette School, Lussier St., Pincourt, county of Vaudreuil-Soulanges.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Pincourt (Comté de Vaudreuil-Soulanges), ce 25 août 1965.

Le Secrétaire-trésorier,
MARCEL GUÉRIN.

161, Boul. Duhamel,
Pincourt, (Vaudreuil-Soulanges), P.Q.
Téléphone: 453-8981, code 514. 11926-o

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Pincourt (County of Vaudreuil-Soulanges), August 25, 1965.

MARCEL GUÉRIN,
Secretary-Treasurer.

161 Duhamel Blvd.,
Pincourt, (Vaudreuil-Soulanges), P.Q.
Telephone: 453-8981, code 514. 11926

Syndicats professionnels

L'Association des enseignants du Saguenay

(*Loi des syndicats professionnels*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 5 juillet 1965, autorisé le changement de nom de « L'Union professionnelle des éducateurs catholiques de Chicoutimi », dont la constitution, sous le nom originaire de « L'Union professionnelle des instituteurs et institutrices de Chicoutimi », a été autorisée le 31 janvier 1949, et dont le siège social est situé à Chicoutimi, en celui de « L'Association des enseignants du Saguenay », et ce, conformément aux dispositions de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 162.

Québec, le 12 juillet 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11833-o 161-49

Association des enseignants des Iles-de-la-Madeleine

(*Loi des syndicats professionnels*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 10 juin 1965, autorisé le changement de nom de « L'Association des instituteurs et institutrices catholiques des Iles-de-la-Madeleine », dont la constitution a été autorisée le 11 janvier 1960, et dont le siège social est situé à Hâvre-Aubert, en celui de « Association des enseignants des Iles-de-la-Madeleine », et ce, conformément aux dispositions de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 162.

Québec, le 15 juin 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11848 756-59

Le Syndicat national des employés coiffeurs coiffeuses et barbiers de Saint-Jean et région (CSN)

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Le Syndicat national des employés coiffeurs coiffeuses et barbiers de Saint-Jean et région (CSN) », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 30 juillet 1965.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à St-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Québec, le 10 août 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11863-o 62-65

Professional Syndicates

L'Association des enseignants du Saguenay

(*Professional Syndicates Act*)

Notice is hereby given the Provincial Secretary has, on July 5, 1965, authorized the change of name of "L'Union professionnelle des éducateurs catholiques de Chicoutimi", whose incorporation, under original name of L'Union professionnelle des instituteurs et institutrices de Chicoutimi", has been authorized on January 31, 1949, and whose head office is situated in Chicoutimi, to that of "L'Association des enseignants du Saguenay", and such, pursuant to the provisions of the Professional Syndicates Act, Quebec, Revised Statutes, 1941, Chapter 162.

Quebec, July 12, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11833-o 161-49

Association des enseignants des Iles-de-la-Madeleine

(*Professional Syndicates Act*)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary, on June 10, 1965, has authorized the change of name of "L'Association des instituteurs et institutrices catholiques des Iles-de-la-Madeleine", the incorporation of which was authorized on January 11, 1960, and the head office of which is situated in Hâvre-Aubert, to that of "Association des enseignants des Iles-de-la-Madeleine", and such, pursuant to the provisions of the Professional Syndicates Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 162.

Quebec, June 15, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11848-o 756-59

Le Syndicat national des employés coiffeurs coiffeuses et barbiers de Saint-Jean et région (CSN)

(*Professional Syndicates Act*)

The incorporation of a professional syndicates, under the name of "Le Syndicat national des employé coiffeurs coiffeuses et barbiers de Saint-Jean et région (CSN)", has been authorized by the Provincial Secretary on July 30, 1965.

The head office of the said professional syndicate is situated at St. John, judicial district of Iberville.

Quebec, August 10, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11863 62-65

Association des physiâtres du Québec
Quebec Association of Physiatrists

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Association des physiâtres du Québec — Quebec Association of Physiatrists », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 19 août 1965.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 24 août 1965.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

11927-o 60-65

Association des physiâtres du Québec
Quebec Association of Physiatrists

(*Professional Syndicates Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Association des physiâtres du Québec — Quebec Association of Physiatrists", has been authorized by the Provincial Secretary on August 19, 1965.

The head office of the said professional syndicate is situated at Montreal, judicial district of Montreal.

Quebec, August 24, 1965.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

11927 60-65

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

BEAUCE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Beauce

Cour Supérieure, No 28,384. { JOSEPH ROY, journalier, demeurant et domicilié au numéro 16 de la rue Joliette

dans la municipalité de Lac Mégantic, district de Beauce, tuteur dûment nommé et autorisé par la Cour aux fins des présentes à son fils mineur Jean-Guy, demandeur es-qualité, *vs* PHILIPPE DUQUETTE, gentilhomme, demeurant et domicilié au numéro 7 de la rue Lallemand dans la municipalité de Lac Mégantic, district de Beauce, défendeur, *et* JEAN-GUY ROY, journalier, demeurant et domicilié à l'app. numéro 2, chambre 267 Hôpital du Sacré-Coeur de Cartierville, district de Montréal, requérant en remise d'instance.

à savoir:

« Un immeuble connu et désigné comme étant la resubdivision numéro soixante de la subdivision numéro cent quarante et un du lot originaire numéro un (1-141-60) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du village d'Agnès, canton de Ditchfield, avec la bâtisse y érigée circonstances et dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale, de Notre-Dame de Fatima, à Lac Mégantic, comté de Frontenac, le QUATORZIÈME jour de SEPTEMBRE 1965, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,
ADALBERT LESSARD.

Bureau du Shérif,
St-Joseph de Beauce. 11635-32-2-o

[Première insertion: 7 août 1965]
[Deuxième insertion: 28 août 1965]

BEAUHARNOIS

District de Beauharnois
Saisie immobilière

Cour Supérieure, No 545 520. { JEAN-PAUL BÉRUBÉ, menuisier, es-qualité de tuteur à son enfant mineure

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEAUCE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Beauce

Superior Court, No. 28,384. { JOSEPH ROY, day labourer, living and domiciled at number 16, Joliette Street,

in the municipality of Lake Mégantic, district of Beauce, tutor duly appointed and authorized by the Court for the purposes of his minor son Jean-Guy, plaintiff es-quality, *vs* PHILIPPE DUQUETTE, gentleman, living and domiciled at number 7 Lallemand Street, in the municipality of Lake Mégantic, district of Beauce, defendant, *et* JEAN-GUY ROY, day labourer, living and domiciled at Apt. number 2, Room 267, Sacré-Coeur Hospital of Cartierville, district of Montreal, petitioner for continuance of suit.

to wit:

"An immoveable known and designated as being resubdivision number sixty of subdivision number one hundred and forty-one of the original lot number one (1-141-60), on the official plan and book of reference of the cadastre of the village of Agnès, Township of Ditchfield, with the building thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the parochial church door of Notre-Dame de Fatima, at Lake Mégantic, county of Frontenac, the FOURTEENTH day of SEPTEMBER 1965, at TEN o'clock in the forenoon.

ADALBERT LESSARD,
Deputy-Sheriff.

Sheriff's Office
St-Joseph de Beauce. 11635-32-2-o

[First insertion: August 28, 1965]
[Second insertion: August 28, 1965]

BEAUHARNOIS

District of Beauharnois
Seizure of immoveable

Superior Court, No. 545 520. { JEAN-PAUL BÉRUBÉ, joiner, in his quality of tutor to his minor child Hu-

Huguette, tous deux domiciliés à St-Constant, comté de Napierville, district de Montréal, demandeur, *contre* ROGER LEGAULT, tant personnellement qu'es-qualité de tuteur à son fils mineur Robert, tous deux domiciliés dans la Montée St-Régis, comté de Napierville, district de Montréal, HENRI SOULIÈRES, domicilié à St-Rémi, comté de Napierville, district d'Iberville, ledit Robert Legault, spécialiste en réfrigération de St-Constant, district de Montréal, défendeur en reprise d'instance, a obtenu devant la Cour Supérieure de Montréal, district de Montréal, jugement déclarant l'immeuble suivant savoir:

« Un lot de terre vague situé à Ste-Clothilde, connu et désigné comme étant le lot numéro cent huit de la subdivision officielle du lot originaire cent quatre-vingt-huit (188-108) au cadastre officiel de la paroisse St-Jean-Chrysostome, mesurant soixante-dix pieds (70′) de largeur sur cent pieds (100′) de profondeur, mesure anglaise. Avec bâtisse dessus construites. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Ste-Clothilde, comté de Châteauguay, et district de Beauharnois, le MERCREDI, le SIXIÈME jour d'OCTOBRE 1965, à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi.

Le Shérif,
ERNEST LEBLANC.

Bureau du Shérif,
Valleyfield, le 24 août 1965. 11929-35-2-o

[Première insertion le 28 août 1965.]

guette, both domiciled at St-Constant, county of Napierville, district of Montreal, plaintiff, *against* ROGER LEGAULT, personally as well as in his quality of tutor to his minor son Robert, both domiciled in the Montée St-Régis, county of Napierville, district of Montreal, HENRI SOULIÈRES, domiciled at St-Rémi, county of Napierville, district of Iberville, the said Robert Legault, specialist in refrigeration, of St-Constant, district of Montreal, defendant in continuance of suit, has obtained before the Superior Court of Montreal, district of Montreal, judgment declaring the following immoveable, to wit:

"A lot of vacant land situated at Ste-Clothilde, known and designated as being lot number one hundred and eight of the official subdivision of original lot one hundred and eighty-eight (188-108) on the official cadaster of the parish of St-Jean-Chrysostome, measuring seventy feet (70′) in width by one hundred feet (100′) in depth, english meaure. With buildings thereon erected."

To be sold at the parochial church door of Ste-Clothilde, county of Châteauguay, and district of Beauharnois, WEDNESDAY, the SIXTH day of OCTOBER, 1965, at TEN THIRTY o'clock in the forenoon.

ERNEST LEBLANC,
Sheriff.

Sheriff's office,
Valleyfield, August 24, 1965. 11929-35-2

[First insertion August, 28, 1965]

GASPÉ

Fieri Facias de Terris
District de Gaspé

Cour Supérieure, No 7295. NELSON GAGNON, commerçant, domicilié à Grande-Rivière, dans le comté de Gaspé, en sa qualité d'ayant-droit dans la succession de J. Adhémar Gagnon, requérant, *vs* LA SUCCESSION DE FEU OZANAM GAGNON, intimée.

« Un certain morceau de terrain sis et situé dans la municipalité de Grande-Rivière village, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels pour la dite municipalité, comme étant une partie du lot No 103, du premier rang du cadastre de la Seigneurie de Grande-Rivière, étant maintenant désigné sous le cadastre revisé pour la municipalité de Grande-Rivière comme étant une partie du lot No 103-2. Mesurant 75 pieds de largeur par 26 pieds de profondeur et est borné comme suit: au nord, par la rue principale; à l'est, par la propriété de la Fabrique de Grande-Rivière, au sud, par une autre partie du lot No 103-2 appartenant à la succession de feu Ozanam Gagnon et à l'ouest, par la propriété du vendeur, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Grande-Rivière, comté et district de Gaspé, LUNDI, le QUATRIÈME jour d'OCTOBRE 1965, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
PERCY BIARD.

Bureau du Shérif,
Percé, le 18 août 1965. 11849-35-2-o

GASPÉ

Fieri Facias de Terris
District of Gaspé

Superior Court, No 7295. NELSON GAGNON, merchant, domiciled at Grande-Rivière, in the county of Gaspé, in his quality of rightful claimant in the estate of J. Adhémar Gagnon, petitioner, *vs* THE ESTATE OF THE LATE OZANAM GAGNON, respondent.

"A certain piece of land lying and situated in the municipality of Grande-Rivière village, known and designated on the official plan and book of reference for the said municipality, as being part of lot No. 103, of the first range of the cadaster of the Seigneurie de Grande-Rivière, being now designated under the revised cadaster for the municipality of Grande-Rivière as being part of lot No. 103-2. Measuring 75 feet in width by 26 feet in depth and is bounded as follows: on the north, by Main Street; on the east, by the property of the Fabrique of Grande-Rivière, on the south by part of lot No. 103-2 belonging to the estate of the late Ozanam Gagnon and on the west by the property of the vendor, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the parochial church door of Grande-Rivière, county and district of Gaspé, MONDAY, the FOURTH day of OCTOBER, 1965, at TEN o'clock in the forenoon.

PERCY BIARD,
Sheriff.

Sheriff's office,
Percé, August 18, 1965. 11849-35-2

HULL

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour Supérieure, No 7451. ROLAND LACHAPELLE, gérant, domicilié et résidant au 161 de la rue St-Louis, dans la ville de Pointe-Gatineau, district de Hull, demandeur, *vs* STANISLAS ARSENEAU, résidant au 12 de la rue Rodolphe dans la ville de Pointe-Gatineau, district de Hull, défendeur.

« Un immeuble connu et désigné sous le numéro 67 de la subdivision du lot 575 au cadastre du village de Pointe-Gatineau, mesurant 115 pieds de profondeur sur 51.5 pieds dans sa ligne ouest, et 51.9 pieds dans sa ligne est, mesure anglaise plus ou moins, avec les circonstances et dépendances situées sur ledit lot. »

Pour être vendu à la porte de l'église St-François de Sales, dans la ville de Pointe-Gatineau, le DIXIÈME jour du mois de SEPTEMBRE 1965, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
R. St-Pierre.

Bureau du Shérif,
ce 22 juillet, 1965. 11657-32-2-o

HULL

Canada — Province of Quebec
District of Hull

Superior Court, No. 7451. ROLAND LACHAPELLE, manager, domiciled and residing at 161, St. Louis Street, in the city of Pointe-Gatineau, district of Hull, plaintiff, *vs* STANISLAS ARSENEAU, residing at 12 Rodolphe Street, in the city of Pointe-Gatineau, district of Hull, defendant.

"An immoveable known and designated under number 67 of subdivision lot 575 on the cadastre of the village of Pointe-Gatineau, measuring 115 feet in depth by 51.5 feet on its west line, and 51.9 feet on its East line, english measure, more or less, with circumstances and dependencies situated on the said lot."

To be sold at the church door of St. François de Sales, in the city of Pointe-Gatineau, the TENTH day of the month of SEPTEMBER, 1965, at THREE o'clock in the afternoon.

R. St-Pierre,
Sheriff.

Sheriff's Office,
July 22, 1965. 11657-32-2

IBERVILLE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Montréal

Cour Supérieure, No 545 520. JEAN-PAUL BÉRUBÉ, menuisier, es qualité de tuteur a son enfant mineure Huguette, tous deux domiciliés à St-Constant comté de Napierville, district de Montréal, demandeur es qualité, *contre* ROGER LEGAULT, tant personnellement qu'es qualité de tuteur à son fils mineur Robert, tous deux domiciliés dans la Monté St-Régis, comté de Napierville, district de Montréal, et HENRI SOULIÈRES, domicilié à St-Rémi, comté de Napierville, district d'Iberville, défendeurs, et ledit ROBERT LEGAULT, spécialiste en réfrigération, de St-Constant, district de Montréal, défendeur, en reprise d'instance.

Avis de vente

L'immeuble ci-après désigné:

« Un emplacement sis et situé en la paroisse de St-Rémi, comté de Napierville, connu et désigné comme étant une partie du lot numéro deux cent soixante (Pt 260) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Rémi, comté de Napierville, mesurant en front, face au rang St-Antoine, quatre-vingt-dix pieds (90′) de largeur, en arrière, quarante pieds (40′) de largeur, d'un côté donnant à la propriété de M. Armand L'Écuyer, deux cent vingt-cinq pieds (225′) de longueur, borné au nord-ouest par le chemin public appelé rang St-Antoine, en arrière par une partie du lot numéro deux cent soixante (260) appartenant à Pierre Riendeau, d'un côté, au sud-ouest, par la propriété de M. Armand L'Écuyer, et de l'autre côté, en arrière, par le cours d'eau.

Le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Rémi, comté de Napierville, district d'Iberville, JEUDI le TRENTIÈME jour de SEPTEMBRE 1965, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,
R. Prud'homme.

Bureau du Shérif,
St-Jean, le 21 août 1965. 11931-35-2-o

IBERVILLE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Montreal

Superior Court, No. 545 520. JEAN-PAUL BÉRUBÉ, joiner, in his capacity as tutor to his minor child Huguette, both domiciled at St-Constant, county of Napierville, district of Montreal, plaintiff es-qualité, *versus* ROGER LEGAULT, personally as well as in his capacity as tutor to his minor child, Robert, both domiciled at Montée St-Régis, county of Napierville, district of Montreal, and HENRI SOULIÈRES, domiciled at St-Rémi, county of Napierville, district of Iberville, defendants, and the said ROBERT LEGAULT, specialist in refrigeration, of St-Constant, district of Montreal, defendant, in continuance of suit.

Notice of sale

The immoveable hereinafter designated:

"An emplacement lying and situated in the parish of St-Rémi, county of Napierville, known and designated as being a part of lot number two hundred and sixty (P. 260), on the official plan and in the book of reference of the parish of St-Rémi, county of Napierville, measuring ninety (90′) feet in front in width, facing St-Antoine range, forty feet (40′) in width in the rear, on one side bordering on the property of Mr. Armand L'Écuyer, two hundred and twenty-five feet (225′) in length, bounded on the northwest by the public road called St-Antoine range, in the rear by a part of lot number two hundred and sixty (260) belonging to Pierre Riendeau, on one side, on the southwest, by the property of Mr. Armand L'Écuyer, and on the other side, in the rear, by a watercourse.

The whole with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the church door in the parish of St-Rémi, county of Napierville, district of Iberville, on THURSDAY, the THIRTIETH day of SEPTEMBER, 1965, at TEN o'clock in the forenoon.

R. Prud'homme,
Deputy-Sheriff.

Sheriff's Office,
St. John, August 21, 1965. 11931-35-2

KAMOURASKA

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour Supérieure, No 24-953. { L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé ayant siège social à Québec, demandeur, *vs* JACQUES BOURGOIN, cultivateur de St-Modeste, autrefois maintenant domicilié à St-Antonin, Cté Rivière-du-Loup, défendeur.

Pour être vendus (en bloc) les immeubles suivants;

« Une terre contenant deux arpents de front sur environ trente arpents de profondeur, bornée au nord au chemin de l'aulnière, au sud au deuxième rang, à l'est à Louis Fortin et à l'ouest à Léon Roy, et au numéro quatre-A, laquelle terre fait partie du numéro trois-B (pt. 3-B), rang un, canton Withworth, praoisse de St-Modeste;

Une terre contenant environ trois arpents et demi de front au nord du chemin et environ deux arpents au sud du chemin, soit environ vingt-six acres en superficie, connue sous le numéro trois-C (3-C), rang deux, canton Withworth, paroisse de St-Modeste, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, sauf à distraire la partie appartenant à Léon Roy, à l'extrémité sud de cette terre contenant environ deux arpents en superficie, suivant acte enregistré sous le numéro 96,752;

Une terre contenant environ deux arpents de front sur environ douze arpents de profondeur, bornée au nord à Ulric Michaud, au pied sud du rocher qui traverse ce lot, au sud au rang deux, à l'est à Arsène Mailloux et à l'ouest à Léon Roy, laquelle terre fait partie du numéro un-C (pt 1-C), rang un, canton Withworth, paroisse de St-Modeste;

Une terre contenant un arpent de front sur environ vingt arpents de profondeur, bornée au nord au chemin de l'aulnière, au sud à Léon Roy, à l'est à la terre en premier lieu décrite et à l'ouest à Adrien Bossé, laquelle terre fait partie du numéro quatre-A (pt 4-A), rang un, canton Withworth, paroisse de St-Modeste;

Une terre contenant environ soixante-quinze acres en superficie, connue sous les numéros cinq-B et cinq-C (5-B et 5-C), rang deux, canton Withworth, paroisse de St-Modeste, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, sauf à distraire l'emplacement de l'école;

Une terre contenant environ quatre cent soixante-onze pieds de front sur environ trente-cinq arpents de profondeur, bornée au nord aux terres de St-Arsène, au sud au rang deux, canton Withworth, à l'est à Madame Albert Roy, et à l'ouest à Léo Roy, laquelle terre fait partie des numéros cinq-B et cinq-C (pt. 5-B et 5-C), rang un, canton Withworth, paroisse de St-Modeste;

Avec réserve d'une servitude de passage en faveur de la Commission Hydro-Électrique de Québec, suivant acte enregistré sous le numéro 146,294 et une autre servitude enregistrée sous le numéro 147,378. »

Pour être vendus à la porte de l'église de St-Modeste, comté de Rivière-du-Loup, le SEIZIÈ-

KAMOURASKA

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Superior Court, No. 24-953. { QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate, having its head office at Quebec, plaintiff, *vs* JACQUES BOURGOIN, farmer, formerly of St-Modeste, now domiciled at St-Antonin, county of Rivière-du-Loup, defendant.

To be sold (en bloc) the following immoveables:

"A piece of land containing two arpents in front by approximately thirty arpents in depth, bounded on the north by l'aulnière road, on the south by the second range, on the east by Louis Fortin and on the west by Léon Roy, and on number four-A, the said land being part of number three-B (Pt. 3-B), range one, township of Withworth, parish of St-Modeste;

A piece of land containing approximately three arpents and a half in front on the north road and approximately two arpents on the south road, being approximately twenty-six acres in area, known under number three-C (3-C), range two, township of Withworth, parish of St-Modeste, with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies, except distraction of the part belonging to Léon Roy, on the southern extremity of this land containing approximately two arpents in area, the following act registered under number 96,752;

A piece of land containing approximately two arpents in front by approximately twelve arpents in depth, bounded on the north by Ulric Michaud, on the southern foot of the bottom of the rock which crosses this lot, on the south by range two, on the east by Arsène Mailloux and on the west by Léon Roy, the said land being part of number one-C (Pt 1-C), range one, township of Withworth, parish of St-Modeste;

A piece of land containing an arpent in front by approximately twenty arpents in depth, bounded on the north by the l'aulnière road, on the south by Léon Roy, on the east by the land in the first part described, and on the west by Adrien Bossé, the said land being part of number four-A (Pt 4-A), range one, township of Withworth, parish of St-Modeste;

A piece of land containing approximately seventy-five acres in area, known under numbers five-B and five-C (5-B and 5-C), range two, township of Withworth, parish of St-Modeste, with the buildings thereon constructed, circumstances and dependencies, except distraction of the emplacement of the school;

A piece of land containing approximately four hundred and seventy-one feet in front by approximately thirty-five arpents in depth, bounded on the north by the lands of St-Arsène, on the south by range two, township of Withworth, on the east by Mrs. Albert Roy, and on the west by Léo Roy, the said land being part of numbers five-B and five-C (Pt. 5-B and 5-C), range one, township of Withworth, parish of St-Modeste;

With reserve of a passing servitude in favor of the Commission Hydro-Électrique de Québec, following the act registered under number 146,294 and another servitude registered under number 147,378."

To be sold at the church door of St-Modeste, county of Rivière-du-Loup, the SIXTEENTH

ME jour de SEPTEMBRE 1965, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Rivière-du-Loup, ce 30 juillet 1965.

Le Shérif,
MAURIDE MORIN.
11659-32-2-o

[Première insertion: le 7 août 1965]

day of SEPTEMBER, 1965, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, Rivière-du-Loup, July 30, 1965.

MAURICE MORIN,
Sheriff.
11659-32-2

[First insertion: August 7, 1965]

LABELLE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Labelle

Cour Supérieure, Labelle. { ALDÈGE BEAULIEU, garagiste, résidant et domicilié à Maniwaki, faisant affaires sous la raison sociale de Maniwaki Automobiles enrg. district de Labelle, demandeur, *vs* ALEXANDRE COURCHESNE, de Maniwaki, district de Labelle, défendeur.

Avis de evnte

« Un immeuble situé dans la ville de Maniwaki, province de Québec, connu et désigné comme étant partie du lot trois (Ptie 3) dans le rang « A » du canton d'Egan, contenant cent pieds (100′) sur tous les côtés, mesure anglaise, et borné comme suit: en avant sur l'est par le chemin public, sur un côté au sud par partie du même lot appartenant à Joseph Payette ou successeur, sur l'autre côté au nord par le résidu du même lot appartenant à Ernest Nault ou représentants, à l'arrière à l'ouest par le résidu du même lot la propriété d'Ernest Nault ou représentants.

Avec bâtisses dessus érigées, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse du Christ-Roi de Maniwaki, dans le district de Labelle, le TRENTIÈME jour du mois de SEPTEMBRE 1965, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, Mont-Laurier, le 21 août 1965.

JEAN-RÉMI MARTIN.
11896-35-2-o

LABELLE

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Labelle

Superior Court, Labelle. { ALDÈGE BEAULIEU, garage keeper, residing and domiciled at Maniwaki, and carry on business under the name of Maniwaki Automobiles enrg., district of Labelle, plaintiff, *vs* ALEXANDRE COURCHESNE, of Maniwaki, district of Labelle, defendant.

Notice of sale

"An immoveable situated in the city of Maniwaki, Province of Quebec, known and designated as being part of lot three (Pt. 3) on Range "A" of the township of Egan, containing one hundred feet (100′) on all its sides, English measure, and bounded as follows: on the east front by the public road, on the south side by part of the same lot belonging to Joseph Payette or successor, on the other side on the north by the residue of the same lot belonging to Ernest Nault or representatives, in the back on the west by the residue of the same lot of the property of Ernest Nault or representatives.

With buildings erected thereon, circumstances and dependencies."

To be sold at the church door of the parish of Christ-Roi of Maniwaki, in the district of Labelle, this THIRTIETH day of the month of SEPTEMBER, 1965, at TWO o'clock in the afternoon.

JEAN-RÉMI MARTIN,
Sheriff.
Sheriff's office, Mont-Laurier, August 21, 1965. 11896-35-2

MÉGANTIC

De Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Mégantic

Cour Supérieure, No 4089. { CANADIAN PETROFINA LIMITED, compagnie à fonds social, constituée en corporation, ayant son siège social pour la province de Québec, à Montréal, demanderesse, *vs* ARMAND TURGEON, de Plessisville, défendeur.

1° « Un terrain ou emplacement situé sur le côté nord-ouest de la rue Cormier, en la ville de Plessisville, mesurant environ 50 pieds de front ou largeur par environ 115 pieds de profondeur, le tout plus ou moins, mesure anglaise, connu et désigné au cadastre amendé du village de Plessisville comme étant une partie du lot No 82-1 et borné comme suit: en avant au sud-est, à la rue Cormier, en arrière au nord-ouest, au lot No 83-1, d'un côté au sud-ouest à une autre partie du lot No 82-1, appartenant à Roger Cyr représentant Joseph Bernard et de l'autre côté, au nord-est, à une autre partie dudit lot No 82-1 appartenant à Paul-Henri Auger, représentant Armand Turgeon, avec maison dessus construite, circonstances et dépendances, à charge d'un droit de

MÉGANTIC

De Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Mégantic

Superior Court, No. 4089. { CANADIAN PETROFINA LIMITED, joint stock company, incorporated, having its head office for the Province of Quebec, in Montreal, plaintiff, *vs* ARMAND TURGEON, of Plessisville, defendant.

1. "A lot of land or emplacement situated on the northwest side of Cormier St., in the town of Plessisville, measuring approximately 50 feet in front or in width by approximately 115 feet in depth, the whole more or less, English measure, known and designated in the amended cadaster of the village of Plessisville, as being a part of lot No. 82-1 and bounded as follows: in front, on the southeast, by Cormier St., in the rear, on the northwest, by lot No. 83-1, on one side, on the southwest, by another part of lot No. 82-1, belonging to Roger Cyr, representing Joseph Bernard, and on the other side, on the northeast, by another part of said lot No. 82-1, belonging to Paul-Henri Auger, representing Armand Turgeon, with the house thereon constructed, circimstances

vue en faveur de la partie du lot 82-1 appartenant à Paul-Henri Auger, telle que constituée par un acte enrégistré sous le numéro 104979. »

« Un terrain ou emplacement situé sur le côté nord-est de la rue St-Charles, en la ville de Plessisville, mesurant 70.5 pieds de front ou largeur, par 124 pieds de profondeur, connu et désigné au cadastre amendé du village de Plessisville comme étant le lot No 76-1-28-26, avec maison et garage dessus construits, circonstances et dépendances. »

Pour être vendus à la porte de l'église de St-Calixte, en la ville de Plessisville, le VINGT ET UNIÈME jour de SEPTEMBRE, mil neuf cent soixante-cinq, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
11660-32-2-o DENIS GUENETTE.

and dependencies, subject to a right of view in favour of the part of lot 82-1 belonging to Paul-Henri Auger, as constituted by a deed registered under number 104979."

"A terrain or emplacement situated on the northeast side of St-Charles St., in the town of Plessisville, measuring 70.5 feet in front or in width, by 124 feet in depth, known and designated in the amended cadaster of the village of Plessisville, as being lot No. 76-1-28-26, with a house and garage thereon constructed, circumstances and dependencies."

To be sold at the church door of St-Calixte, in the town of Plessisville, on the TWENTY-FIRST day of SEPTEMBER, one thousand nine hundred and sixty-five, at TWO o'clock in the afternoon.

DENIS GUENETTE,
11660-32-2 *Sheriff.*

MONTMAGNY

District de Montmagny

Cour de Magistrat, no 23-960. LAURENT COULOMBE, journalier et vendeur, 11, rue St-Octave, Montmagny, demandeur, *vs* JACQUES CÔTÉ, fils de Ludger, Montmagny, P.Q. défendeur.

« Un chalet de 16′ x 12′, avec dépendance de 7′ x 9′, appartenant à M. Jacques Côté, rue Rocher Noir, Montmagny, situé sur le terrain appartenant à M. Alphonse Coulombe (fils). »

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Mathieu, Montmagny, LUNDI, le TREIZIÈME jour de SEPTEMBRE, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
11661-32-2-o JEAN-PAUL TREMBLAY.

MONTMAGNY

District of Montmagny

Magistrate's Court, No. 23-960. LAURENT COULOMBE, day-labourer and salesman, 11 St-Octave Street, Montmagny, plaintiff, *vs* JACQUES CÔTÉ, son of Ludger, Montmagny P.Q., defendant.

"A cottage of 16′ x 12′, with dependency of 7′ x 9′, belonging to Mr. Jacques Côté, Rocher Noir Street, Montmagny, situated on the land belonging to Mr. Alphonse Coulombe (son)."

To be sold at the church door of St-Mathieu, Montmagny, MONDAY, the THIRTEENTH day of SEPTEMBER at THREE o'clock in the afternoon.

JEAN-PAUL TREMBLAY,
11661-32-2 *Sheriff.*

MONTRÉAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 662 251. DAME EDMOND BRICAULT, demanderesse, *vs* ROD LAROSE LTÉE, défenderesse, et RAYMOND ÉTHIER, mis-en-cause.

Comme appartenamt à la défenderesse:

« Une balance de vente au montant de $7,000 dû par le mis-en-cause au défendeur sur la propriété immobilière portant les numéros civiques 10654-64 de la rue Rancourt, en la ville de Montréal, et connue comme étant le lot numéro cent trente-quatre (134), subdivision numéros deux cent quarante-trois et deux cent quarante-quatre (134-243 & 244) de la paroisse de Sault au Récollet, avec bâtisse dessus érigée. »

Pour être vendu au bureau du shérif, en la cité de Montréal, le DIXIÈME jour du mois de SEPTEMBRE 1965, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, BERNARD SARRAZIN, C.R.
Montréal, le 30 juillet 1965. 11636-32-2-o

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 662 012. MONTREAL KITCHEN SUPPLY CO. LTD., demanderesse, *vs*

MONTRÉAL

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 662 251. DAME EDMOND BRICAULT, plaintiff, *vs* ROD LAROSE LTÉE, defendant, and RAYMOND ÉTHIER, mis-en-cause.

As belonging to the Defendant:

"A balance of sale in the amount of $7,000 due by the mis-en-cause to the defendant on the immoveable property bearing civic numbers 10654-64 on Rancourt Street, in the city of Montreal and known as lot number one hundred and thirty-four (134) subdivision numbers two hundred and forty-three and two hundred and and forty-four (134-243 & 244) of the parish of Sault au Récollet with the building thereon erected."

To be sold at the Sheriff's Office, in the city of Montreal, on the TENTH day of the month of SEPTEMBER, 1965, at TEN o'clock in the morning.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Montreal, July 30, 1965. 11636-32-2-o

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 662 012. MONTREAL KITCHEN SUPPLY CO. LTD., plaintiff, *vs* CALCO

CALCO REALTY INVESTMENT CORP. LTD. et MILTON FRIEFELD & ABRAHAM GORIN, en leur qualité de liquidateurs, défendeurs.

« Un emplacement ayant front sur la rue Joseph Casavant, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant la subdivision cent quatre-vingt-dix du lot originaire numéro trois cent vingt-huit (328-190) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, division d'enregistrement de Montréal, avec une bâtisse dessus érigée et portant les numéros civiques 11807 et 11809 de ladite rue Joseph Casavant. »

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIXIÈME jour du mois de SEPTEMBRE 1965, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, BERNARD SARRAZIN, C.R.
Montréal, le 30 juillet 1965. 11662-32-2-o

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 662 011. MONTREAL KITCHEN SUPPLY CO. LTD., demanderesse, *vs* CALCO REALTY INVESTMENT CORP. LTD., et MILTON FRIEFELD & ABRAHAM GORIN, en leur qualité de liquidateurs, défendeurs.

« Un emplacement ayant front sur la rue Joseph Casavant, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant la subdivision cinq du lot originaire numéro trois cent trente et un (331-5) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet, division d'enregistrement de Montréal, avec une bâtisse dessus érigée et portant les numéros civiques 11811 et 11813, 11815 de ladite rue Joseph Casavant. »

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le DIXIÈME jour du mois de SEPTEMBRE 1965, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, BERNARD SARRAZIN, C.R.
Montréal, le 30 juillet 1965. 11663-32-2-o

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 677 598. J. M. GRONDIN LTÉE, demanderesse, *vs* LES ENTREPRISES CASENT LTD., défenderesse.

1° Subdivision trois cent quatre-vingt-neuf du lot numéro trois cent vingt-cinq (325-389) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet; avec la bâtisse dessus érigée portant le numéro civique 10,905, rue Frigon, Montréal, Québec;

2° Subdivision trois cent quatre-vingt-dix du lot numéro trois cent vingt-cinq (325-390) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet; avec la bâtisse dessus érigée portant le numéro civique 10,907, rue Frigon, Montréal, Québec;

3° Subdivision trois cent quatre-vingt-onze du lot numéro trois cent vingt-cinq (325-391) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet; avec la bâtisse dessus érigée portant le numéro civique 10,915, rue Frigon, Montréal, Québec;

4° Subdivision trois cent quatre-vingt-douze du lot numéro trois cent vingt-cinq (325-392) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault-au-Récollet; avec la bâtisse dessus

REALTY INVESTMENT CORP. LTD. and MILTON FRIEFELD & ABRAHAM GORIN, acting as liquidators, defendants.

"An emplacement being on the fron on Joseph Casavant Street, in the city of Montreal, known and designated as being subdivision one hundred and ninety of original lot number three hundred and twenty-eight (328-190) on the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet, Montreal registration division, with a building thereon erected and bearing civic numbers 11807 and 11809 of the said Joseph Casavant Street."

To be sold at my office, in the city of Montreal, the TENTH day of the month of SEPTEMBER, 1965, at TWO o'clock in the afternoon.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Montreal, July 30, 1965. 11662-32-2

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit : No. 662 011. MONTREAL KITCHEN SUPPLY CO. LTD., plaintiff, *vs* CALCO REALTY INVESTMENT CORP. LTD., and MILTON FRIEFELD & ABRAHAM GORIN, in their capacity as liquidators, defendants.

"An emplacement having frontage on Joseph Casavant St., in the city of Montreal, known and designated as being subdivision five of original lot number three hundred and thirty-one (331-5) on the official plan and in the book of reference of the parish of Sault-au-Récollet, registry division of Montreal, with a building thereon erected, and bearing civic numbers 11811 and 11813, 11815 said Joseph Casavant St."

To be sold in my office, in the city of Montreal, on the TENTH day of the month of SEPTEMBER, 1965, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Montreal, July 30, 1965. 11663-32-2

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 677 598. J. M. GRONDIN LTÉE, plaintiff, *vs* LES ENTREPRISES CASENT LTD., defendant.

1. Subdivision three hundred and eighty-nine of lot number three hundred and twenty-five (325-389) of the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet; with the building thereon erected bearing civic number 10,905 Frigon Street, Montreal, Quebec;

2. Subdivision three hundred and ninety of lot number three hundred and twenty-five (325-390) on the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet; with the building thereon erected bearing civic number 10,907 Frigon Street, Montreal, Quebec;

3. Subdivision three hundred and ninety-one of lot number three hundred and twenty-five (325-391) on the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet; with the building thereon erected bearing civic number 10,915 Frigon Street, Montreal, Quebec;

4. Subdivision three hundred and ninety-two of lot number three hundred and twenty-five (325-392) on the official plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet; with the

érigée portant le numéro civique 10,917, rue Frigon, Montréal, Québec.

Pour être vendues à mon bureau, dans la ville de Montréal, le PREMIER jour du mois d'OCTOBRE 1965, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
BERNARD SARRAZIN, C.R.

Bureau du Shérif,
Montréal, 23 août 1965. 11897-35-2

Fieri Facias de Terris
Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 678 438. { SUN LIFE ASSURANCE COMPANY OF CANADA, demanderesse *vs* JULES BACON *et al.*, défendeurs.

« Ce certain emplacement ayant front sur la place Beaugrand, en la ville de Montréal, connu comme étant le lot de subdivision numéro mille trois cent cinquante-deux du lot originaire trois cent quatre-vingt-onze (391-1352) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Longue-Pointe.

Avec le cottage en briques d'un étage en voie de construction et portant le numéro civique 4852, place Beaugrand. »

Pour être vendu à mon bureau, en la ville de Montréal, le PREMIER jour d'OCTOBRE 1965, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
BERNARD SARRAZIN, C.R.

Bureau du Shérif,
Montréal, 23 août 1965. 11898-35-2

building thereon erected bearing civic number 10,917 Frigon Street, Montreal, Quebec.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIRST day of the month of OCTOBER, 1965, at ELEVEN o'clock in the morning.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, August 23, 1965. 11897-35-2-o

Fieri Facias de Terris
Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit : No. 678 438. { SUN LIFE ASSURANCE COMPANY OF CANADA, plaintiff, *vs* JULES BACON *et al.*, defendants.

"That certain emplacement fronting on Beaugrand Place in the city of Montreal, known as subdivision lot number thirteen hundred and fifty-two of original lot number three hundred and ninety-one (391-1352) on the official plan and book of reference of the parish of Longue-Pointe.

With the one-storey brick cottage in course of construction thereon bearing civic No. 4852 Beaugrand Place."

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIRST day of OCTOBER 1965, at TEN o'clock in the morning.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, August 23, 1965. 11898-35-2-o

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: Cour Supérieure, No. 135 049. { MAPLE LEAF MILLS LIMITED, corporation légalement constituée ayant un bureau d'affaires en la cité de Québec, demanderesse, *vs* LIONEL BÉLANGER, résidant à Ste-Croix de Lotbinière, P.Q., défendeur.

« Un emplacement situé en la paroisse de St-Édouard de Lotbinière, concession Rivière Boiscler, étant une partie du lot numéro deux cent quatre-vingt-sept (287) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la paroisse de St-Édouard de Lotbinière. Mesurant, ladite partie: deux cents pieds (200′) de largeur par deux cents pieds (200′) de profondeur, mesures anblaises et plus ou moins. Bornée: en front, par le chemin Royal, d'un côté par le terrain de Geoffroy Bélanger ou représentants, et de l'autre côté et à l'arrière, par une autre partie du lot numéro deux cent quatre-vingt-sept (287), appartenant à Jean-Claude Bélanger ou représentants, avec bâtisses dessus construites, corconstances et dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Édouard, comté Lotbinière, le DIXIÈME jour de SEPTEMBRE prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,
ALBERT F. RACETTE.

Bureau du Shérif,
Québec, le 4 août 1965. 11664-32-2-o

[Première insertion: 7 août 1965]
[Deuxième insertion: 28 août 1965]

Fieri Facias

Québec, à savoir: Cour Supérieure, No 135-239. { MATERIO INC., corporation légalement constituée, ayant son siège social à 355, rue Dupuy, Québec, district de Québec, P.Q., demanderesse,

QUÉBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit : Superior Court, No. 135-049. { MAPLE LEAF MILLS LIMITED, a corporation legally constituted, having a place of business in the city of Quebec, plaintiff, *vs* LIONEL BÉLANGER, resideng in Ste-Croix de Lotbinière, P.Q., defendant.

"An emplacement situated in the parish of St-Édouard de Lotbinière, concession of Boiscler River, being a part of lot number two hundred and eighty-seven (287) on official plan and book of reference of the cadaster for the parish of St-Édouard de Lotbinière. Measuring, the said part: two hundred feet (200′) in width by two hundred feet (200′) in depth, english measure and more or less. Bounded in front by the Royal Road, on a side by the lot of land belonging to Geoffroy Bélanger or representatives, and on the other side and at rear, by another part of lot number two hundred and eighty-seven (287), belonging to Jean-Claude Bélanger or representatives, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the church door of St-Édouard, county of Lotbinière, on the TENTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

ALBERT-F. RACETTE,
Deputy-Sheriff.

Sheriff's Office,
Quebec, August 4, 1965. 11664-3-2

[First insertion: August 7, 1965]
[Second insertion: August 28, 1965]

Fieri Facias

Quebec, to wit: Superior Court, No. 135-239. { MATERIO INC., a corporation legally incorrated, having its head office at 355 Dupuy St., Quebec, district of Quebec, P.Q., plaintiff, *vs* LUCIEN

vs LUCIEN GAGNON, domicilié et résidant à Stoneham, district de Québec, défendeur.

« La subdivision 4 du lot originaire no 10 du premier rang du cadastre officiel de St-Edmond de Stoneham, avec bâtisse dessus construite, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Edmond de Stoneham, comté de Québec, le DIXIÈME jour de SEPTEMBRE prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Député-Shérif,
ALBERT-F. RACETTE.

Bureau du Shérif,
Québec, le 4 août 1965. 11665-32-2-o

[Première insertion: 7 août 1965.]
[Deuxième insertion: 28 août 1965.]

GAGNON, domiciled and residing in Stoneham, district of Quebec, defendant.

"Subdivision 4 of original lot No. 10 in the first range on the official cadaster of St-Edmond de Stoneham, with building thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the church door of St-Edmond de Stoneham, county of Quebec, on the TENTH day of SEPTEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

ALBERT-F. RACETTE,
Deputy-Sheriff.

Sheriff's Office,
Quebec, August 4, 1965. 11665-32-2

[First insertion: August 7, 1965.]
[Second insertion: August 28, 1965.]

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Roberval

Cour Supérieure, No 31,657. LE ROYAL TRUST COMPANY, corporation légale, ayant son siège social à Montréal et un bureau d'affaires en les cité et district de Québec, demanderesse, *vs* ARTHUR ALBERT, résidant à Alma, comté du Lac St-Jean, district de Roberval, défendeur et LE REGISTRATEUR de la Division d'enregistrement de Lac St-Jean-Est, Hébertville, mis-en-cause.

Avis de vente

« Un terrain ou emplacement situé en la cité d'Alma, étant et comprenant la redivision quarante-neuf de la subdivision « A » du lot originaire numéro dix-sept (17-A-49), du rang neuf (9), au cadastre officiel du canton Signai, sujet aux droits de Price Brothers et autres compagnies, le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse St-Joseph de la cité d'Alma, dans le comté Lac St-Jean, district de Roberval, le SEPTIÈME (7) jour d'OCTOBRE, 1965, à DEUX heures de l'après-midi.

Daté au Bureau du Shérif, Palais de Justice, Roberval, le 24 août, 1965.

Le Shérif,
LÉON-MAURICE LAVOIE.

11930-35-2-o

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Roberval

Superior Court, No. 31,657. THE ROYAL TRUST COMPANY, legal corporation, having its head office in Montreal and a business place in the city and district of Quebec, plaintiff, *vs* ARTHUR ALBERT, residing at Alma, county of Lake St. John, district of Roberval, defendant, and THE REGISTRAR of the Registry Division of Lake St. John-East, Hébertville, mis-en-cause.

Notice of sale

"A terrain or emplacement situated in the city of Alma, being and comprising the redivision forty-nine of the subdivision "A" of the original lot number seventeen (17-A-49), of range nine (9), on the official cadaster of the township of Signai, subject to the rights of Price Brothers and other companies, the whole with buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at the church door of the parish of St-Joseph of the city of Alma, in the county of Lake St. John, district of Roberval, the SEVENTH (7) day of OCTOBER, 1965, at TWO o'clock in the afternoon.

Dated at the Sheriff's office, Court House, Roberval, August 24, 1965.

LÉON-MAURICE LAVOIE,
Sheriff.

11930-35-2

SAINT—FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris
District de St-François
(Sherbrooke)

Cour Supérieure, No 30,055. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant siège social à Québec, demandeur, *vs* PAUL-ÉMILE BELLEY, autrefois cultivateur de Bishopton, comté de Wolfe, maintenant domicilié à 5326, rue Marquette, Montréal, défendeur, et MARCEL-R. SAVARD, 89 ouest, rue King, Sherbrooke, en sa qualité de syndic à la cession de biens du défendeur, mis-en-cause.

« Ces certains morceaux ou lots de terre, sis et situés au canton de Dudswell, et connus et désignés aux plan du cadastre et livre de renvoi officiels pour ledit canton de Dudswell, comme étant: le lot numéro deux « D » (2-D) contenant

SAINT—FRANCIS

Fieri Facias de Terris
District of St. Francis
(Sherbrooke)

Superior Court, No. 30,055. THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate, having its head office at Quebec, plaintiff, *vs* PAUL-ÉMILE BELLEY, formerly farmer of Bishopton, county of Wolfe, now domiciled at 5326 Marquette Street, Montreal, defendant, and MARCEL-R. SAVARD, 89 King Street West, Sherbrooke, and in his capacity as trustee of the transfer of the defendant, mis-en-cause.

"These certain pieces or lots of land, being and lying in the township of Dudswell, and known and designated on the official plan and book of reference for the said township of Dudswell, as being: lot number two "D" (2-D) contain-

vingt-deux perches, le lot numéro trois « A » (3-A) contenant cent six acres, deux roods et vingt-cinq perches (106 ac. 2 r. 25 p.) et le lot numéro trois « B » (3-B) contenant cinquante-trois acres et treize perches (53 ac. et 13 p.) en superficie, respectivement, et tous dans le troisième rang (R. III) dudit canton de Dudswell.

Avec bâtisses y érigées, circonstances et dépendances.

Sujet aux servitudes suivantes:

a) Servitude en faveur de la cité de Sherbrooke, consentie par M. Joseph Sirois, aux termes d'un acte devant Me Chénier Picard, notaire à Sherbrooke, le 6 juin 1918, enregistré au bureau de la division d'enregistrement du comté de Wolfe, à Ham-Sud, Qué., sous le numéro 24,826 Reg. B., Vol. 24, p. 99. Étant le droit de construire une ligne électrique sur lesdits lots deux « D », trois « A » et trois « B » rang trois dudit canton de Dudswell.

b) Servitude en faveur de The Bell Telephone Company of Canada, en vertu des actes suivants:

1° Servitude par Joseph Sirois, en faveur de la Compagnie Canadienne de Téléphone, passé devant Me Em. Larochelle, notaire à Cookshire, le 28 juin 1936, enregistré au bureau de la division d'enregistrement du comté de Wolfe, à Ham Sud, Qué., sous le numéro 40,614, Reg. B., Vol. 32, page 684.

2° Vente par la Compagnie Canadienne de Téléphone à The Eastern Townships Telephone Company, re Servitude plus haut mentionnée, et enregistrée sous le numéro 40,614, passée devant Me Léonidas Bachand, notaire à Sherbrooke, le onze janvier 1951, enregistrée au même bureau d'enregistrement sous le numéro 55,697.

3° Vente par The Eastern Townships Telephone Company à The Bell Telephone Company of Canada, de Servitude plus haut mentionnée, et suivant acte enregistré sous le numéro 40,614, passée devant Me Léonidas Bachand, notaire, le 27 janvier 1954, et enregistrée au même bureau d'enregistrement sous le numéro 58,926.

Étant un droit de construire et faire fonctionner une ligne de téléphone et de télégraphe sur lesdits lots trois « A » (3-A) et trois « B » (3-B) dans le rang trois dudit canton de Dudswell. »

Pour être vendus « en bloc » à la porte de l'église paroissiale de St-Louis de Westbury, East-Angus, comté de Compton, MERCREDI, le HUITIÈME jour de SEPTEMBRE 1965, à UNE heure p.m.

Le Shérif,
DONAT JACQUES.

Bureau du Shérif,
Sherbrooke, ce 2 août 1965. 11667-32-2-o

[Première insertion: le 7 août 1965]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de St-François, (Sherbrooke)

Cour de Magistrat, No 73,287. { LA BANQUE PROVINCIALE DU CANADA, corps politique et incorporé, ayant son siège social et sa principale place d'affaires dans les cité et district de Montréal, demanderesse, *vs* WILFRID CANTIN, de Disraëli, district de St-François, défendeur.

« Un emplacement composé:

1° d'une partie du lot numéro sept B (P. 7-b) du village de Disraëli, au cadastre du canton de Garthby, mesurant vingt-cinq pieds de front par quatre-vingts pieds de profondeur, plus ou moins, borné en front par la deuxième rue, d'un côté au sud-ouest par le lot numéro huit, de l'autre côté par le terrain de Conrad Daigle et en arrière par le terrain de Paul A. Grégoire.

ing twenty-two rods, lot number three "A" (3-A) containing one hundred and six acres, two roods and twenty-five rods (106 ac. 2 r. 25 r.) and lot number three "B" (3-B) containing fifty-three acres and thirteen rods (53 ac. and 13 r.) in area, respectively, and all in the third range (R. III) of the said township of Dudswell.

With buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Subject to the following servitudes:

(*a*) Servitude in favor of the city of Sherbrooke, consented by Mr. Joseph Sirois, on the terms of the deed before Me Chénier Picard, notary of Sherbrooke, on June 6, 1918, registered at the office of the registration division of the county of Wolfe, at Ham-South, Quebec, under number 24,826, Reg. B., Vol. 24, p. 99. Having the right to construct an electric line on said lots two "D", three "A" and three "B" range three of the said township of Dudswell.

b) Servitude in favor of The Bell Telephone Company of Canada, in virtue of the following deeds:

1. Servitude by Joseph Sirois, in favor of the Compagnie Canadienne de Téléphone, passed before Me Em. Larochelle, notary at Cookshire, June 28, 1936, registered at the office of the registration division of the county of Wolfe, at Ham South, Quebec, under number 40,614, Reg. B., Vol. 32, page 684.

2. Sale by the Compagnie Canadienne de Téléphone to The Eastern Townships Telephone Company, re servitude above-mentioned, and registered under number 40,614, passed before Me Léonidas Bachand, notary at Sherbrooke, January eleventh, 1951, registered at the same registration office under number 55,697.

3. Sale by The Eastern Townships Telephone Company to The Bell Telephone Company of Canada, of servitude above-mentioned, and following registered deed under number 40,614, passed before Me Léonidas Bachand, notary, January 27, 1954, and registered at the same registration office under number 58,926.

Having the right to construct and function a telephone and telegraph line on said lots three "A" (3-A) and three "B" (3-B) on range three of the said township of Dudswell."

To be sold "en bloc" at the parochial church door of St-Louis de Westbury, East-Angus, county of Compton, WEDNESDAY, the EIGHTH day of SEPTEMBER, 1965, at ONE o'clock p.m.

DONAT JACQUES,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Sherbrooke, August 2, 1965. 11667-32-2

[First insertion: August 7, 1965]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of St. Francis (Sherbrooke)

Magistrate's Court: No. 73,287. { THE PROVINCIAL BANK OF CANADA, body politic and corporate, having its head office and principal place of business in the city and district of Montreal, plaintiff, *vs* WILFRID CANTIN, of Disraëli, district of St. Francis, defendant.

"An emplacement composed:

1. of a part of lot number seven B (P. 7-B) of the village of Disraëli, on the cadastre of the township of Garthby, measuring twenty-five feet in front by eighty feet in depth, more or less, bounded on the front by the second street, on one side on the south-west by lot number eight, on the other side by the land of Conrad Daigle and in the back by the land of Paul A. Grégoire.

2° d'une lisière de terre connue comme faisant partie du lot numéro huit (P. 8) du village de Disraëli, au cadastre du canton de Garthby, mesurant six pieds de largeur par quatre-vingts pieds de profondeur, plus ou moins, bornée d'un côté au nord-est par le terrain en premier lieu décrit, en front par la deuxième rue, de l'autre côté et en arrière par le reste dudit numéro huit.

Avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendus « en bloc » à la porte de l'église paroissiale de Ste-Luce de Disraëli, MERCREDI, le VINGT-HUITIÈME jour de SEPTEMBRE 1965, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
DONAT JACQUES.

Bureau du Shérif,
Sherbrooke, ce 2 août 1965. 11899-35-2-o

[Première insertion: le 28 août 1965]

2. of a strip of land known as being part of lot number eight (P. 8) of the village of Disraëli, on the cadastre of the township of Garthby, measuring six feet in width by eighty feet in depth, more or less, bounded on one side on the north-east by the land above described, on the front by the second street, on the other side and in the back by the remainder of said number eight.

With buildings constructed thereon, circumstances and dependencies."

To be sold "en bloc" at the parochial church door of Ste-Luce of Disraëli, WEDNESDAY, the TWENTY-EIGHTH day of SEPTEMBER, 1965, at TEN o'clock in the afternoon.

DONAT JACQUES,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Sherbrooke, August 2, 1965. 11899-35-2

[First insertion: August 28, 1965]

SAINT — MAURICE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de St-Maurice

Cour Supérieure, No 552. ELODIE TURENNE, GERMAINE TURENNE et leurs époux André Audy et Angelbert Charpentier, demendeurs, *vs* ROSAIRE DUPONT défendeur.

« Un certain morceau de terre de forme triangulaire, situé en la paroisse St-Georges de Champlain, dans la province de Québec, faisant partie du lot numéro six du rang St-Léon sud, maintenant connu et désigné comme faisant partie du lot six du rang six, du plan par Henri Houde, A.G., et en force depuis le 16 mai 1927, fait pour le « bloc B » du canton Radnor; dit morceau de terre mesurant environ deux cents pieds sur chacun de ses trois côtés, et se trouvant entre les routes conduisant à St-Tite, à Grand'Mère et à Grande Piles, avec bâtisses y érigées. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Georges de Champlain, district St-Maurice, le SEIZIÈME jour de SEPTEMBRE 1965, à ONZE heure de l'avant-midi.

Le Shérif,
RENÉ BOISVERT.

Bureau du Shérif,
Shawinigan le 29 juillet 1965. 11631-32-2-o

SAINT — MAURICE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of St-Maurice

Superior Court, No. 552. ELODIE TURENNE, GERMAINE TURENNE and their husbands André Audy and Angelbert Charpentier, plaintiffs, *vs* ROSAIRE DUPONT, defendant.

"A certain piece of land of triangular figure situated in the parish of St-Georges de Champlain, in the province of Quebec, forming part of lot number six in St-Léon south Range, presently known and designated as forming part of lot six, range six, on plan by Henri Houde, L.S., and effective since May 16, 1927, executed for "bloc B" of Rodnor Township; said piece of land measuring about two hundred feet on each of its three sides, and lying between the roads leading to St-Tite, Grand'Mère and Grande Piles, with buildings thereon erected."

To be sold at the parochial church door of St-Georges de Champlain, district of St-Maurice, on the SIXTEENTH day of SEPTEMBER, 1965, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

RENÉ BOISVERT,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Shawinigan, July 29, 1965. 11631-32-2

TROIS — RIVIÈRES

Canada — Province de Québec
District de Trois-Rivières

Cour Supérieure, No 30,374 L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant siège social à Québec, demandeur-requérant *vs* DANIEL TRUDEL, cultivateur de St-Adelphe, comté de Champlain, maintenant domicilié à 2004 rue Bellevue, Shawinigan, district de St-Maurice, défendeur-intimé.

« Une terre située dans le rang St-Émile de la paroisse de Saint-Adelphe, connue et désignée comme étant la subdivision numéro cinquante-et-un du lot originaire numéro trois cent cinquante-et-un (351-51) sur le plan et dans le livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Stanislas, avec bâtisses; sujette aux réserves en faveur de Price Brothers suivant acte enregistré sous le No 32,053 et à une servitude en faveur The Shawinigan Water & Power Co. suivant acte enregistré sous le No 144,348.

TROIS — RIVIÈRES

Canada — Province of Quebec
District of Trois-Rivières

Superior Court, No. 30374. THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU body politic and corporate, having its head office in Quebec, plaintiff-petitioner *vs* DANIEL TRUDEL, farmer of St-Adelphe, county of Champlain, now domiciled at 2004 Bellevue St., Shawinigan, district of St-Maurice, defendant-respondent.

"A farm situated on St-Émile Range in the parish of Saint-Adelphe, known and designated as being subdivision number fifty-one of original lot number three hundred and fifty-one (351-51) on the official plan and in the book of reference of the parish of Saint-Stanislas, with buildings; subject to reserves in favour of Price Brothers according to a deed registered under No. 32,053, and to a servitude in favour of The Shawinigan Water & Power Co., according to the deed registered under No. 144,348.

Sous réserve d'un bail pour la récolte de foin consenti à Maurice Lafontaine pour la période du 5 juillet au 5 septembre 1965. »

Pour être vendue « en bloc » à la porte de l'église paroissiale de Saint-Adelphe, JEUDI, le TRENTIÈME jour du mois de SEPTEMBRE, mil neuf cent soixante-cinq, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
GUY MERCIER.

Bureau du Shérif,
Trois-Rivières, le 23 août 1965. 11932-35-2-o

Under reserve of a lease for the gathering of hay granted to Maurice Lafontaine for the period from July 5 to September 5, 1965."

To be sold "en bloc" at the parochial church door of Saint-Adelphe, on THURSDAY, the THIRTIETH day of the month of SEPTEMBER, one thousand nine hundred and sixty-five at THREE o'clock in the afternoon.

GUY MERCIER,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Trois-Rivières, August 23, 1965. 11932-35-2

Ventes pour taxes

Cité de Chicoutimi

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, greffier de la susdite municipalité, que les propriétés ci-après décrites seront vendues à l'enchère publique, en la salle des délibérations du conseil de la Cité de Chicoutimi, le VINGT-ET-UNIÈME jour de SEPTEMBRE 1965, à ONZE heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes dues à la Cité de Chicoutimi et aux Commissaires d'écoles Catholiques de Chicoutimi, avec les intérêts et les frais, plus les frais subséquemment encourus, à moins que lesdites taxes, les intérêts et les frais ne soient payés avant la vente.

Sales for Taxes

City of Chicoutimi

Public notice is hereby given by the undersigned, city clerk of the above-mentioned municipality that the properties hereinafter described will be sold by public auction, in the meeting hall of the Council of the City of Chicoutimi, on the TWENTY-FIRST day of SEPTEMBER, 1965, at ELEVEN o'clock in the morning, to satisfy the payment of taxes due to the City of Chicoutimi and to the Catholic School Commission of Chicoutimi, with the interests and the costs, plus the costs subsequently incurred, unless the said taxes, interests and costs shall have been paid before the sale.

No d'ordre — Order No.	Noms — Names	Cadastre — Cadastre
1	Foyer Coopératif du Saguenay	Paroisse de-parish of Chicoutimi.
Les lots 67-43, 67-44 et 68-117, 1er rang nord-est, chemin Sydenham.		Lots 67-43, 67-44 and 68-117, 1st range northeast, Sydenham Road.
2	Foyer Coopératif du Saguenay	Paroisse de-parish of Chicoutimi.
Le lot 68-101, 1er rang nord-est, chemin Sydenham.		Lot 68-101, 1st range northeast, Sydenham Road.
3	Dame J.-Henri Savard (Marie-Paule McLean), 942, Chemin St-Paul Road	Cité de-city of Chicoutimi
Les lots 1179-25 et 1179-61.		Lots 1179-25 and 1179-61.
4	Fernand Simard	Paroisse de-parish of Chicoutimi.
Partie du lot 6-B, huitième rang sud-ouest du chemin Sydenham, mesurant 50 pieds de largeur du nord-ouest au sud-est, sur 97 pieds de profondeur du nord-est au sud-ouest, borné: au nord, nord-est à la rue 6-B-2, et des côtés sud-est, sud-ouest et nord-ouest au résidu du lot appartenant à Wellie Maltais. Le côté nord-ouest est parallèle au côté sud-est du lot 6-B-1 et distant dudit côté courant sud-est, de 50 pieds.		Part of lot 6-B, eighth range southwest of Sydenham Road, measuring 50 feet in width on the northwest and southeast, by 97 feet in depth on the northeast to the southwest, bounded: on the north, northeast of 6-B-2 Street, and on the southeast sides, southwest and northwest to the residue of the lot belonging to Wellie Maltais. The northwest side is parallel to the southeast side of lot 6-B-1 and distant of the said side running southeast, of 50 feet.
5	Dame François Potvin (Marie-Reine Morin), rue Chopin St.	Paroisse de-parish of Chicoutimi.
Le lot 1-B-36, huitième rang sud-ouest du chemin Sydenham.		Lot 1-B-36, eighth range southwest of Sydenham Road.
6	Henri Blackburn, 738, Blvd St-Ignace Blvd	Paroisse de-parish of Chicoutimi.
a) Partie du lot 2-A-1, quinzième rang sud-ouest du chemin Sydenham, mesurant 30 pieds de front sur le chemin public sur toute la profondeur dudit lot et comprise dans les bornes suivantes: au nord-est par la rivière Saguenay; au sud-est, par le terrain ci-après décrit; au sud-ouest par le chemin public; au nord-ouest, par le résidu du lot 2-A-1 appartenant à Mme vve Eugène Tremblay. *b*) Partie du lot 2-A, du même rang, mesurant 60 pieds de largeur sur une profondeur d'environ 100 pieds, bornée: vers le nord par la rivière Saguenay, vers l'est par le terrain de Georges et Thomas Deschesnes; vers le sud par le chemin public; vers l'ouest par le terrain susdécrit. Sauf à distraire de ces deux terrains les lisières vendues au ministère de la Voirie pour l'élargissement du chemin public.		(*a*) Part of lot 2-A-1, fifteenth range southwest of Sydenham Road, measuring 30 feet in front by the public road on all the depth of the said lot and included in the following boundaries; on the northeast by the Saguenay River; on the southeast by the land hereinafter described; on the southwest by the public road; on the northwest by the residue of lot 2-A-1 belonging to Mrs Eugène Tremblay, widow. (*b*) Part of lot 2-A, of the same range, measuring 60 feet in width on a depth of approximately 100 feet, bounded: on the north by the Saguenay River, on the east by the land of Georges and Thomas Deschesnes; on the south by the public road; on the west by the land above-described. Save the distraction of these two lands, the strips sold to the Department of Roads for the enlargement of the public road.
7	Succ.-est. Dame vve de-window of Adélard Tremblay	Paroisse de-parish of Chicoutimi.
Le lot 2-A-46, quinzième rang sud-ouest, chemin Sydenham.		Lot 2-A-46, fifteenth range southwest, Sydenham Road.

No d'ordre — Order No.	Noms — Names	Cadastre — Cadastre
8	Succ.-est. Dame vve de-window of Adélard Tremblay	Paroisse de-parish of Chicoutimi.
Le lot 2-A-47, quinzième rang sud-ouest, chemin Sydenham.		Lot 2-A-47, fifteenth range southwest, Sydenham Road.
9	Vincent Fortin, 296-300 rue le Doré St.	Cité de-city of Chicoutimi.
Partie du lot 825 mesurant 60 pieds de largeur, en front, et 55 pieds de largeur, en profondeur, sur 55 pieds de profondeur, borné: en front à la rue Le Doré; en profondeur au terrain de Jacques Tremblay partie du même lot; d'un côté au terrain de Jean Tremblay; de l'autre côté au terrain de J. Bte Fortin. La ligne avoisinant le terrain dudit J. Bte Fortin étant irrégulière et de manière à former la largeur arrière de 55 pieds.		Part of lot 825 measuring 60 feet in width, in front, and 55 feet in width, in depth, by 55 feet in depth, bounded: in front by Le Doré Street; in depth on the land of Jacques Tremblay part of the same lot: on one side by the land of Jean Tremblay; on the other side by the land of J. Bte Fortin. The ajoining line of the said land of J. Bte Fortin, being irregular and in such a way as to form the back width of 55 feet.
10	Ligori Gagnon, 939-943, Chemin St-Paul Road	Cité de-city of Chicouimi.
Partie du lot 1172-7 mesurant 50 pieds de largeur, du nord au sud, sur 100 pieds de profondeur de l'ouest à l'est, borné: à l'ouest par la rue Taché; au nord au lot 1172-6; à l'est au résidu du lot 1172-7; au sud au lot 1172-8.		Part of lot 1172-7 measuring 50 feet in width, on the north to the south, by 100 feet in depth from the west to the east, bounded: on the west by Taché Street, on the north by lot 1172-6; on the east by the residue of lot 1172-7; on the south by lot 1172-8.
11	Dame Léo Martineau (Denise Crevier)	Paroisse de-parish of Chicoutimi.
a) Le lot 4-20, dixième rang sud-ouest du chemin Sydenham. *b*) Le lot 4-11, neuvième rang sud-ouest du chemin Sydenham.		(*a*) Lot 4-20, tenth range southwest of Sydenham Road. (*b*) Lot 4-11, ninth range southwest of Sydenham Road.
12	Dame Léo Martineau (Denise Crevier)	Paroisse de-parish of Chicoutimi.
Le lot 4-6, neuvième rang sud-ouest du chemin Sydenham.		Lot 4-6, ninth range southwest of Sydenham Road.
13	Arthur Tremblay « A »	Cité de-city of Chicoutimi.
Le lot 1177-17.		Lot 1177-17.
14	Edgar Tremblay	Cité de-city of Chicoutimi.
Les lots 1196-1, 1196-2, 1196-3 et 1196-4, sauf à distraire une lisière cédée à la cité de Chicoutimi pour l'élargissement du chemin public.		Lots 1196-1, 1196-2, 1196-3 and 1196-4, save distraction of a strip ceded to the city of Chicoutimi for the enlargement of the public road.
15	Jean-Claude Gagnon, 60 ouest, rue St-Dominique St. west	Cité de-city of Chicoutimi.
Les lots 607-5 et 608-1.		Lots 607-5 and 608-1.
16	Réal Vaillancourt (Paul), 1426, chemin St-Paul Road	Paroisse de-parish of Chicoutimi.
a) Partie du lot 8-A, neuvième rang sud-ouest du chemin Sydenham, mesurant 130 pieds du nord au sud, en front sur le chemin public, par environ 423 pieds de l'est à l'ouest, borné: au nord, au résidu du lot 8-A appartenant à J.-J. Harvey, à l'est par un fossé; au sud par la propriété de dame Johnny Riverin; à l'ouest par le chemin public. *b*) Une lisière rectangulaire faisant partie du même lot 8-A, d'une largeur de 55 pieds environ sur une profondeur partant du chemin public à l'est et allant au fossé traversant à environ 100 pieds de la ligne de chemin de fer de la Baie des Ha! Ha!, la ligne de ladite lisière de terrain au nord coupant le puits en deux parties égales non loin du chemin public, à l'est, borné: au sud par le terrain de F. X. Boudreault; vers l'ouest par le fossé qui se trouve à cet endroit; à l'est par le chemin public; vers le nord par une ligne parallèle à la ligne du terrain de F. X. Boudreault et distante de cette ligne de 55 pieds environ de la limite nord du terrain de M. Boudreault. Avec droit de passer sur le résidu du lot 8-A pour se rendre à un puits.		(*a*) Part of lot 8-A, ninth range southwest of Sydenham Road, measuring 130 feet on the north to the south, on the front by the public road, by approximately 423 feet from the east to the west, bounded: on the north, on the residue of the lot 8-A belonging to J.-J. Harvey, on the east by a ditch; on the south by the propriety of Mr. Johnny Riverin; on the west by the public road. (*b*) A rectangular strip being part of the same lot 8-A, a width of 55 feet approximately by a depth leaving from the public road on the east and going to the ditch crossing at approximately 100 feet from the line of the railroad of Baie des Ha! Ha!, the line of the said strip of land on the north cutting the well into two even parts not far from the public road, on the east, bounded: on the south by the land of F. X. Boudreault; on the sest by the ditch which is found at this place; on the east by the public road, on the north by a parallel line from the line of land of F. X. Boudreault and distant from this line of 55 feet approximately from the north limit of the land of Mr. Boudreault. With right of passage on the residue of lot 8-A to go to the well.
17	Joseph-Émile Tremblay	Cité de-city of Chicoutimi.
Partie des lots 470 et 471 mesurant environ 23 pieds de largeur; du sud au nord, sur environ 103 pieds de profondeur, bornée; vers l'est à l'avenue Laurier; vers l'ouest, au terrain de Gonzague Tremblay; vers le nord au terrain de Canadian Petrofina Company Limited; vers le sud au terrain d'Aldéi Simard ou représentants.		Part of lots 470 and 471 measuring approximately 23 feet in width, on the south to the north, by approximately 103 feet in depth, bounded: on the east by Laurier Avenue, on the west, by the land of Gonzague Tremblay; on the north by the land of the Canadian Petrofina Company Limited; on the south by the land of Aldéi Simard or representatives.
18	Inconnu-unknown, rue St-Antoine St.	Cité de-city of Chicoutimi.
Un terrain formé du lot 392-1 et d'une partie du lot 369-2 borné: vers le nord-ouest par la limite actuelle de la rue St-Antoine; vers l'est par le lot 368-1 et une partie non subdivisée du lot 392; vers le sud-est par une partie non subdivisée du lot 392; vers l'ouest par les lots 392-2, 369-6 et 369-4.		A piece of land formed by lot 392-1 and of a part of lot 369-2 bounded: on the northwest by the actual limit of St-Antoine Street; on the east by lot 368-1 and an unsubdivided part of lot 392; on the southeast by an unsubdivided part of lot 392; on the west by lots 392-2, 369-6 and 369-4.

Donné à Chicoutimi, ce 23e jour d'août 1965.

Le Greffier,
BENOIT SIMARD.

11894-35-2-o

Given at Chicoutimi, this 23rd day of August, 1965.

BENOIT SIMARD,
City Clerk.

11894-25-2

Ville de Mistassini

Avis public est par les présentes donné par le soussigné, secrétaire-trésorier de la susdite municipalité, que les propriétés ci-après décrites seront vendues à l'enchère publique, en la salle des délibérations du conseil de la ville de Mistassini, LUNDI le VINGT-SEPTIÈME jour de SEPTEMBRE 1965, à DIX heures de l'avant-midi (H.A.E.) pour payer les taxes municipales et scolaires, avec les intérêts et les frais plus les frais subséquemment encourus, à moins que lesdites taxes, les intérêts et les frais ne soient payés avant la vente.

Town of Mistassini

Public notice is by the presents given by the undersigned, secretary-treasurer of the abovementioned municipality, that the properties hereinafter described will be sold by public auction, in the meeting hall of the council of the town of Mistassini, MONDAY the TWENTY-SEVENTH day of SEPTEMBER, 1965, at TEN o'clock in the morning (E.D.T.) to pay the municipal and school taxes with the interests and the costs plus the costs subsequently incurred, unless the said taxes, interests and costs shall have been paid before the sale.

Noms — Names	Lieu — Place	Cadastre — Cadastre	Montant dû — Amount due
Belley, Léopold	Rue Guérin St.	Pt. 12-27 et-and pt. 12-28	$ 84.44
Succ.-est, Edmond Imbeault	Rue Parent St.	Pt. 12-155	60.02
Pinet, Élie	Rue Sasseville St.	Pt. 12-33	285.65
Skeene, Charles-Henry	Rue Thouzin St.	Pt. 12-63	215.83

Ces propriétés font sous partie du cadastre revisé de la ville de Mistassini, rang 10 (Rg X) canton de Dolbeau. —These properties are all part of the revised cadastre of the town of Mistassini, range 10 (Rg X) township of Dolbeau.

Donné à Mistassini, ce 20e jour d'août, 1965.

Le Secrétaire-trésorier,
GÉRARD SAVARD.

11928-35-2-o

Given at Mistassini, this 20th day of August, 1965.

GÉRARD SAVARD,
Secretary-Treasurer.

11928-35-2

INDEX No 35

ACTIONS — ***ACTIONS***
en séparation de biens — ***for Separation as to Property***

Bernyk *vs* Boroday 4590
Cantin *vs* Bolduc 4590
Lagacé *vs* Jutras 4590
Lamarche *vs* Robillard 4590

ARRÊTÉS en Conseil — ***ORDERS in Council***

1573 — Règlement numéro 9 de l'Office des autoroutes du Québec 4599
1573 — Regulation number 9 of the Quebec Autoroutes Authority 4599
1638-A — Barbiers, coiffeurs pour hommes et dames, Victoriaville 4600
1638-A — Barbers, male and female hairdressers, Victoriaville 4600
1638-B — Construction, Saguenay 4600
1638-C — Construction, Montréal 4600

ASSOCIATIONS coopératives — ***COOPERATIVE Associations***

Association coopérative d'habitation du Mont-Bruno (L') (*Form.*) 4604
Association coopérative d'habitation de Roberval (*Form.*) 4605
Association coopérative forestière de St-Elzéar (*Nom – Name ch.*) 4605
Association coopérative forestière de St-Guy (L') (*Form.*) 4605
Association coopérative forestière de St-Pierre Lamy (L') (*Form.*) 4605
George River Co-Operative Association (*Nom – Name ch.*) 4605
Winnewey Cooperative Association (*Form.*) 4606

AVIS — ***NOTICES***

Ayersville, village (*Requête – Petition*) 4667
Fonds d'indemnisation des victimes d'accident d'automobile (*Règl.*) 4609
Highway Victims Indemnity Fund (*By-laws*) 4609
Lachute, ville – town (*Requête – Petition*) 4608
Pantzaras, Constantin (*Requête – Petition*) 4606
Rabin, Léon (*Requête – Petition*) 4609
Robinson, Wallace Elmer (*Requête – Petition*) 4610
Sainte-Agathe-des-Monts, ville-town (*Requête – Petition*) 4608
Sarazin, Joseph Yvon Aldoriat (*Requête – Petition*) 4606
Shpakowsky, Paul (*Requête – Petition*) 4607
Terkeltaub, David Desideriu (*Requête – Petition*) 4606
Terkeltaub, Gabor (*Requête – Petition*) 4610
Tracey, Lawrence Joel (*Requête – Petition*) 4606
Verreault, Jean (*Requête – Petition*) 4609
Wong, Shiu Foo (*Requête – Petition*) 4607

Bills *Bills*

Sanctioned 4610
Sanctionné 4610

CAISSES d'épargne et de crédit *SAVINGS and credit unions*

Caisse Populaire de Saint-Henri (La) (*Ext. terr.*) 4612

COMPANIES *COMPANIES*

Avis relatifs à la loi des *Notices relative to the Act of*

Autorisée à faire des affaires *Licensed to do Business*

Pan American Petroleum Corporation. 4613

Chartes — Abandon de *Charters — Surrender of*

Andrea Corp. 4615
Blubin Enterprises Inc. 4613
Caron (I) Limitée 4615
Compagnie de Téléphone du Canton de Dudswell 4613
Como Knitted Import Ltd. 4614
Dawn Corp. 4615
Développement Soulanges sur le Lac Inc. 4613
Harrow Homes Inc. 4615
J. B. Holding Co. Ltd. 4615
Lachute Market Limited 4614
La Tuque Arena Limited 4615
Major (Lucien) Inc. 4614
Maldon Realty Corporation 4616
Marché Lachute Limitée 4614
Maupol Services Inc. 4620
Mechanical Dry Wall (Saskatchewan) Limited 4614
Nirod Enterprises Inc. 4616
Princess Sportswear Inc. 4614
Tel-Video (Canada) Inc. 4614
Trinité Construction Inc. 4615
Villiard Transport Inc. 4613

Divers *Miscellaneous*

Association des technologistes médicaux du Québec (L') (*Règl.*) 4618
Association de Thetford Mines pour les enfants arriérés (L') (*Dir.*) (*Règl. – By-laws*) 4617
Association sportive Baie du Lac (*Règl.– By-laws*) 4619
Auberges de Jeunesse du Québec (Les) (*Règl. – By-laws*) 4616
Caron (I.) Limitée (*Dist.: Actif – Assets*) 4618
Club nautique et sportif Idéal (1965) inc. (Le) (*Règl. – By-laws*) 4619
Club Ile Indra, Incorporated (*Règl.– By-laws*) 4618
Comité paroissial des terrains de jeux de St-Benjamin (Le) (*Règl. – By-laws*) 4619
Cowansville Country Club Inc. (*Règl.– By-laws*) 4615
Creative Press Ltd. (*Dir.*) 4617
Ideal Yachting & Sporting Club (1965) Inc. (*By-law*) 4619
J. B. Holding Co. Ltd. (*Dist.: Actif – Assets*) 4615
Kelvin Investment Corp. (*Dir.*) 4618
Loisirs de Saint-Lambert (Les) (*Dir.*) (*Règl. – By-laws*) 4617
Modulite inc. (*Dir.*) 4617
Naviles Inc. (*Dir.*) 4617
Quebec Association of Medical Technologists (*By-laws*) 4618
Service des Loisirs St-Urbain (*Règl. – By-laws*) 4618
Specialty Adsales Inc. (*Dir.*) 4617

Lettres patentes *Letters Patent*

Ace Credit Plan Limited 4526
Agence d'assurance Lafontaine ltée 4526
Agents de réclamation de l'Est (Trois-Rivières) Ltée 4537
Ali-Jan inc. 4527
Alpine Press Inc. 4527
Androc inc. 4527
Asselin, Benoit, Boucher, Ducharme, Lapointe inc. 4528
Association d'aménagement rural du comté de Stanstead inc. 4528
Atte Inc. 4529
Auberge Le Martinet inc. 4529
B. M. Enterprises Ltd. 4539
Beckenew Knitting Mills Limited 4529
Boutique Lucy inc. 4530
Broadacres Ltd. 4530
Broslyn Marking Machines Inc. 4531
Brosseau Fairview Ltd. 4531
Brosseau Fairview ltée 4531
Cantine Mobile Carrousel Cie Ltée (*Correction*) 4619
Carousel Mobile Canteen Co. Ltd. (*Correction*) 4619
Champlain Dynamite Inc. 4537
Chez Pierre (Montréal) inc. 4531
Chomedey rembourrage inc. 4532
Chomedey Tire Inc. 4558
Chomedey Upholstering Inc. 4532
Cinec inc. 4532
Clair-Matin inc. 4532
Clerno Realties Ltd. 4546
« Club Lions de Malartic » inc. 4533
Club nautique et sportif Idéal (1965) inc. (Le) 4545
Club sportif du Lac de la Montagne Noire inc. 4533
Compagnie de gestion Stanley inc 4533
Compagnie Francebec inc. (La) 4534
Compagnie de placements Concordia inc. (La) 4534
Compagnie Nationale de solvants & produits chimiques limitée (La) 4551
Concordia Investments Inc. 4534
Couture (Ed.) auto inc. 4535
Dinamik Holding Inc. 4535
Distributions Misobec inc. 4535
Doré (Adrien) inc. 4536
Dorion Equipment Inc. 4540
Double-O-Seven Room Inc. 4536
Dumont Express (division citerne) ltée 4536
Dumont Express (Tank Division) Ltd. 4536
Dupont (P. A.) inc. 4537
Dynamite Champlain inc. 4537
Eastern Claims Adjusters (Trois-Rivières) Ltd. 4537
Edilroma inc. 4538
Emballage du Québec inc. 4538
Enseignement programmé du Québec inc. (L') 4559
Entrepôt Maurice Bernard inc. 4539
Entreprises Amico inc. (Les) 4539
Entreprises B. M. ltée (Les) 4539
Entreprises P.P.D. Inc. (Les) 4553
Équipement Dorion inc. 4540
Fischer, Blauer, Miller & Associates Ltd. 4540
Fornax inc. 4540

Lettres patentes (*suite*) — ***Letters Patent*** (*continued*)

Fortier & Lusignan inc. 4541
Gagné (Normand) Mercury ltée 4541
Garde paroissiale St-Noël Chabanel d'Iberville inc. 4541
Girard (Marcel) inc. 4542
Girard (R.) construction inc. 4542
Ghedin Institute Inc. 4546
Glenns Bargain Stores (Montreal) Ltd. 4542
Goyette (J.) inc. 4543
Halliday Sales (Quebec) Ltd. 4543
Hammond (C. A.) Manufacturing Co. Inc. 4543
Heinen & Compagnie limitée 4544
Hôtel St-Placide (1965) ltée 4545
Hurteau (Philippe) inc. 4544
Idealwear Plastics Ltd. 4545
Ideal Yachting & Sporting Club (1965) Inc. 4545
Immeubles Clerno ltée (Les) 4546
Immeubles Séguin ltée (Les) 4546
Industries Mueller limitée (Les) 4551
Institut Ghedin inc. 4546
Instruments d'optique Mart ltée (Les) 4549
J. M. T. Electric Inc. 4547
Kaybec Loans Inc. 4559
Lacaille (G.) Transport inc 4547
Latreille Investment Inc 4557
Lauzier Electric Inc 4547
Lauzier Électrique inc 4547
Ligue des propriétaires de ville de Terrebonne inc. (La) 4548
Lurémar inc 4548
M. J. R. Holdings Inc. 4549
Machines de marquage Broslyn inc 4531
Magasin de variétés Rodin ltée 4561
Malartic Lions Club Inc 4533
Marchand (J. A.) inc. 4549
Marconi Construction Co. Ltd. 4549
Mart Optical Supplies Ltd. 4550
McArthur Holdings Ltd. 4550
McMahon transport ltée 4550
Monkland Towers Inc 4551
Mueller Industries Limited 4551
National Solvents & Chemicals Company Limited 4551
New Bottin Local Inc. (The) 4552
Northeast Lumber Inc 4552
Nouveau bottin local inc. (Le) 4552
Oeuvre des loisirs de St-Émile, inc. (L') 4553
Ouimet (Guy) ltée 4553
P.P.D. Enterprises Inc. 4553
Pagento construction inc 4554
Palmer Homes Inc 4554
Palomar Investments Limited 4554
Papeterie Stadocana inc. 4555
Pâtisserie Dufron inc 4555
Pavillon du Lac Champlain inc 4556
Pépinière St-Laurent inc 4556
Pevico construction ltée. 4556
Photo André, ltée 4557
Placements Éclair ltée (Les) 4557
Placements Latreille inc. (Les) 4557
Placements O. Verreault ltée (Les) 4558
Place St-Louis inc. 4558
Pneu Chomedey inc. 4558
Portes Sonicbar ltée (Les) 4564
Poulette Blanche inc. (La) 4559
Prêts Kaybec inc. 4559
Programmed Learning of Quebec Inc. 4559
Propane du Québec inc. 4560
Propriétés du Sud ltée (Les) 4565
Quebec Propane Inc. 4560
Raffinerie Irving du Québec ltée (La) 4560
Résidents du Lac Trois-Saumons inc. (Les) 4561
Rodin's Variety Store Ltd. 4561
Roy & Frères (St-Prosper) inc. 4561
St. Francis Marina Inc. 4562
St-Laurent Nursery Inc. 4556
Salaison Desmarais inc. 4562
Sansregret (A.) inc. 4562
Saucier, Therrien & Bouffard inc. 4563
Séguin Realties Ltd. 4546
Sibro Films Ltd. 4563
Sibro films ltée 4563
Skyline Investments Inc. 4563
Snow Queen Realty Inc. 4564
Sonicbar Doors Ltd. 4564
Southern Properties Ltd. 4565
Stadocana Stationery Inc. 4555
Stanley Holding Company Inc. 4533
Stanstead County Rural Development Association Inc. 4528
Supreme Investments Ltd. 4565
Sweet Shoppe's Incorporated (The) 4565
Tetbock Holdings Ltd. 4566
Ti-Coq Moderne inc. 4566
Touristair Inc. 4566
Transco Inc. 4567
Varsity Clothes Shops Inc. 4567
Verreault (Ed.) limitée 4567
Victoria Drive Yourself (1965) ltée 4568
Vita Restaurant Inc. 4568
West End Home Maintenance Ltd. (A) 4568

Lettres patentes supplémentaires — ***Supplementary Letters Patent***

Al-Jon (Canada) Limited 4569
Alma Air Service Ltd. 4569
Association du baseball amateur du Québec (L') 4569
Atlantic Helicopters Ltd. 4570
Beef'N Burger Ltd. 4570
Belvedere Motel Inc. 4570
Blackstone Building Corporation 4570
Bonbon Expert ltée (Le) 4577
Bonbons Guay Candies Ltd. 4570
Bournier limitée 4571
Brunelle inc. 4571
Buanderie Nouvelle Méthode ltée 4571
Calcaires Salaberry inc. (Les) 4571
Canit Construction Quebec Limited 4572
Canit construction Québec limitée 4572
Carré Décarie inc. 4572
Carrières Universelles ltée (1963) 4572
Cassidy ltée 4572
Cassidy's Ltd. 4572
Cegelec industrie inc. 4573
Cendrillon inc. 4573
Central Sewing Machine Inc. 4573
Centre d'Achats Cartier limitée 4573
Cercle des traducteurs (Le) 4574
Chemise Perfection inc. (La) 4574
Chez Paree inc. 4574
Citation Investment Corporation. 4574
Clarke, Villeneuve & Hubbard Ltd. 4575
Clarke, Villeneuve & Hubbard ltée 4575
Club de Golf de Lorette inc. 4575
Compagnie du téléphone de Nicolet (La) 4575
Corp. d'Investissement Fern 4577
Corporation foncière de Montréal (La) 4575
Corporation Maki 4582
Corprest Inc. 4576
Décarie Square Inc. 4572
Distilleries Barrelet ltée (Les) 4576
Doré, Archambault inc. 4576
Eastern Milling Inc. 4583
Elmwood Realties Inc 4576
Export Candy Ltd 4577
Ferguson (Georges R.) Ltd. 4577
Fern Investment Corp 4577

Lettres patentes supplémentaires (*suite*) — ***Supplementary Letters Patent*** (*continued*)

Four Seasons Sporthouse, Inc. (The) ... 4577
Gagnon (J. Adélard) & fils limitée ... 4578
Girard (Alphide) & fils, limitée ... 4578
Hélicoptères Atlantique ltée ... 4570
Home Development Corp ... 4578
Hôtel Larose ltée ... 4578
Hôtel Plaza d'Alma linitée ... 4578
Immeubles Bruyère inc ... 4579
Immeubles G. I. inc. ... 4579
Industri-Aire Products Ltd ... 4579
Inter-Cité construction ltée ... 4579
Inter-City Construction Ltd ... 4579
International Development Corporation (Quebec) Ltd ... 4580
International Food Distributors Corporation ... 4580
Kay Bros. Inc ... 4580
King of Low Prices for the Region of Montreal Ltd. (The) ... 4586
Laferté (Jacques) ltée ... 4580
Lana-Lee Fashions Inc. ... 4581
Latino Films limitée ... 4581
Laverdure (J. B.) inc. ... 4581
LeBlanc (Louis) inc. ... 4581
Librairie Morin inc ... 4582
Lorette Golf Club Inc. ... 4575
Maki Corporation ... 4582
Mayrand limitée ... 4582
Mega Limited ... 4582
Mentoc incorporé ... 4583
Messageries Dynamiques inc. (Les) ... 4583
Meunerie de l'Est inc. (La) ... 4583
Mija Corporation ... 4583
Mittler Bros. of Quebec Ltd ... 4583
Montreal Store Fixture & Supply Co. Ltd. ... 4584
Motel Belvédère inc ... 4570
National Construction Corp. Ltd. ... 4584
Nemrac Investment & Finance Corporation ... 4584
New Method Washing Ltd ... 4571
Page-Sangster Inc ... 4584
Payette (Roméo) inc. ... 4585
Perfection Shirt Inc ... 4574
Pinnacle Holdings Incorporated ... 4585
Placements Bordeaux inc. (Les) ... 4585
Placements Courcil ltée (Les) ... 4585
Poly Refrigeration Inc ... 4586
Produits Industri-Aire ltée (Les) ... 4579
Profilages spécialisés inc. ... 4586
Radu Enterprises Inc ... 4586
Roi des bas prix de la région de Montréal ltée (Le) ... 4586
Seaforth Medical Building Ltd. ... 4587
Silvermaque Mining Limited (No Personal Liability) ... 4587
Société des Libraires de Québec inc. (La) ... 4587
Société des Traducteurs du Québec inc. ... 4587
Spiensieri & Di Biase Construction Inc. ... 4588
Starto-Jet inc. ... 4588
Stephens Estate Securities Ltd. ... 4588
Technitrol Limited ... 4588
Tiny Tots Knitting Mills Inc. ... 4588
Translator's Club (The) ... 4574
Translators's Society of Quebec Inc. (The) ... 4587
Transocean Machine Company Inc. ... 4589
Transocean Shipping & Coal Company, Inc. ... 4589
Universal Auto Ltd. ... 4589
Universel Auto ltée ... 4589
Woods (L.) & Son Transport Ltd. ... 4589

Sièges Sociaux — ***Head Offices***

Canada Fans Limited ... 4619
Canmont A. G. ... 4623
Centre Récréatif St-Jean-Baptiste de Drummondville Inc. ... 4620
Club de Football Rifles Inc. (Le) ... 4622
Construction Octo ltée ... 4620
Corporation Maki ... 4621
Economic Growth Fund Ltd. ... 4620
Fab Metal Mines Limited ... 4623
Grandroy Mines Limited ... 4623
Investissements C et C Ltée (Les) ... 4621
Lafrance & Fils (Grand'Mère) Ltée ... 4621
Maki Corporation ... 4621
Marchand (J. A.) Inc. ... 4621
Meubles Bellehumeur ltée ... 4620
Monument St-Jean Ltée ... 4621
Muddiman Industries Limited ... 4624
New Harricana Mines Limited ... 4622
Octo Construction Ltd. ... 4620
Quebec Oil Refinery Limited ... 4622
Raffinerie d'huile du Québec Limitée ... 4622
Rifles Football Club Inc. (The) ... 4622
Ste-Geneviève Construction Inc. ... 4622
St. Odile Investment Inc. ... 4623
Thériault (Michel) Inc. ... 4620

MINISTÈRES — ***DEPARTMENTAL***

Affaires municipales — ***Municipal Affairs***

Sainte-Foy, cité – city (*L.P.*) ... 4624
Shawinigan-Sud – South, ville – town (*Règl.– By-law 210*) ... 4625

Éducation — ***Education***

Municipalité scolaire de: — *School Municipality of:*

Ottawa Valley, c.s.r.p.– p.r.s.b. (*Acc.– Grant.*) ... 4626

Finances — ***Finance***

Assurances: — *Insurance:*

Etat financier de la Province au 31 mars 1965 ... 4591
Financial Statement of the Province ending March 31, 1965 ... 4591
Canadian Home Assurance Company ... 4626
Compagnie d'Assurance du Home Canadien ... 4626

Industrie et Commerce — ***Industry and Commerce***

Avis de pêche aux coques ... 4626
Shell fishing notice ... 4626

Terres et Forêts — ***Lands and Forests***

Cadastre: — *Cadastre:*

Arnaud, canton – township ... 4627
Bassin de Chambly, village inc.– inc. village ... 4627
Bassin de Chambly, village ... 4627
Boishébert, canton – township ... 4627
Lauzon (Rev.), village ... 4627
Laverlochère, canton – township ... 4628
Letellier, canton – township ... 4628
Montcalm, canton – township ... 4628
Natashquan, canton – township ... 4628
Notre-Dame de Québec, par. ... 4628
St-Mathias, par. ... 4629
St-Pierre, par. ... 4629
Ste-Thérèse de Blainville, par. ... 4629
St-Vincent de Paul, par. ... 4629

Travail *Labour*

Industrie ou métiers de: *Industry or Trades of:*

Alimentation, Magog (*Avis*) 4643
Alimentation, détail, Québec (*Mod.*) ... 4641
Building materials, Montreal (*Levy*) ... 4651
Coiffeurs, Hull (*Prél.*) 4650
Coiffeurs, Trois-Rivières, (*Prél.*) 4648
Construction, Cantons de l'Est (*Mod.*) . 4629
Construction, Eastern Townships (*Amend.*) 4629
Food, retail, Magog (*Notice*) 4643
Food, retail, Quebec (*Amend.*) 4641
Hairdressers, Hull (*Levy*) 4650
Hairdressers, Trois-Rivières (*Levy*) 4648
Matériaux de construction, Montréal (*Prél.*) 4651

PROCLAMATIONS *PROCLAMATIONS*

Abolition de la Cour de magistrat pour le comté de Huntingdon 4652
Abolition of the Magistrate's Court for the county of Huntingdon..... 4652
Coming into force of the act amending the charter of the city of Montreal.. 4653
Entrée en vigueur de la loi modifiant la charte de la ville de Montréal..... 4653

RÉGIE des marchés agricoles du Québec *QUEBEC Agricultural Marketing Board*

Labelle (Bois – Wood) (*Avis – Notice*).. 4654

SOUMISSIONS *TENDERS*

Grande-Ile, Munic. (*Correction*) 4654
Lauzon, cité – city 4656
Lavaltrie, village 4658
Paspébiac, munic..... 4659
Pincourt, ville – town 4661
Princeville, ville – town 4655
Ste-Adèle, munic..... 4657
St-Donat, Munic. (*Correction*) 4655
Ste-Dorothée, c.s.– s.c..... 4655
Ste-Madeleine, village (*Correction*)..... 4655

SYNDICATS *SYNDICATES*
Professionnels *Professional*

Association des enseignants des Iles-de-la-Madeleine (*Nom – Name ch.*)..... 4662
Association des enseignants du Saguenay (L') (*Nom – Name ch.*)..... 4662
Association des physiâtres du Québec (*Const.*)..... 4663
Quebec Association of Physiatrists (*Const.*)..... 4663
Syndicat national des employés coiffeurs coiffeuses et barbiers de Saint-Jean et région (CSN) (Le) (*Const.– Inc.*).... 4662

VENTES *SALES*
SHÉRIFS *SHERIFFS*

Beauce *Beauce*

Roy *vs* Duquette..... 4663

Beauharnois *Beauharnois*

Bérubé *vs* Legault *et al*..... 4663

Gaspé *Gaspé*

Gagnon *vs* Succession – Estate Ozanam Gagnon..... 4664

Hull *Hull*

Lachapelle *vs* Arseneau..... 4665

Iberville *Iberville*

Bérubé *vs* Legault *et al*..... 4665

Kamouraska *Kamouraska*

Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Bourgoin..... 4666
Quebec Farm Credit Bureau (The) *vs* Bourgoin..... 4666

Labelle *Labelle*

Beaulieu *vs* Courchesne..... 4667

Mégantic *Mégantic*

Canadian Petrofina Limited *vs* Turgeon 4667

Montmagny *Montmagny*

Coulombe *vs* Côté..... 4668

Montréal *Montreal*

Bricault *vs* Larose *et al*..... 4668
Grondin (J.M.) Ltée *vs* Les entreprises Casent Ltd..... 4669
Montreal Kitchen Supply Co. Ltd. *vs* Calco Realty Investment Corp. Ltd. *et al*..... 4668
Montreal Kitchen Supply Co. Ltd. *vs* Calco Realty Investment Corp. Ltd. *et al*..... 4669
Sun Life Assurance Company of Canada *vs* Bacon..... 4670

Québec *Quebec*

Maple Leaf Mills Limited *vs* Bélanger. 4670
Materio Inc. *vs* Gagnon..... 4670

Roberval *Roberval*

Royal Trust Company (The) *vs* Albert *et al*..... 4671

Saint-François *Saint Francis*

Banque Provinciale du Canada (La) *vs* Cantin..... 4672
Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Belley..... 4671
Provincial Bank of Canada (The) *vs* Cantin..... 4672
Quebec Farm Credit Bureau (The) *vs* Belley..... 4671

Saint-Maurice *Saint-Maurice*

Turenne *et al vs* Dupont..... 4673

Trois-Rivières *Trois-Rivières*

Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Trudel..... 4673
Quebec Farm Credit Bureau (The) *vs* Trudel..... 4673

Taxes *Taxes*

Chicoutimi, cité – city..... 4674
Mistassini, ville – town..... 4676

Le Ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de deuxième classe de la présente publication.
Authorized as second class mail by the Post Office Department, Ottawa, and for payment of postage in cash.